

Reclenue

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DU BOSPHORE ET DES DARDANELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le jeudi, 2 décembre 1915, à 1 h. ¹/₂

PAR

NICOLAS DASCOVICI

Président : M. L. RENAULT, professeur.

Suffragants { *M. A. WEISS, professeur.*
M. P. LESEUR, professeur.

GENÈVE

GEORG & Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

LIBRAIRES DE L'UNIVERSITÉ

Maison à Bâle et Lyon.

—
1915

Thèse
Paris
1915.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552830_0019

80185

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DU BOSPHORE ET DES DARDANELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le jeudi, 2 décembre 1915, à 1 h. $\frac{1}{2}$

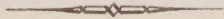
PAR

NICOLAS DASCOVICI



Président : M. L. RENAULT, professeur.

Suffragants { *M. A. WEISS, professeur.*
M. P. LESEUR, professeur.



GENÈVE

GEORG & Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

LIBRAIRES DE L'UNIVERSITÉ
Maison à Bâle et Lyon.

—
1915

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Pourquoi ce sujet et comment l'avons-nous traité?

L'actualité du sujet ne fait qu'accentuer son importance capitale pour le monde oriental. Depuis le jour où la Turquie fit acte de belligérant dans la guerre actuelle, la question des détroits de Constantinople était remise sur le tapis ; même sans cela, la sortie de la flotte militaire russe vers la Méditerranée devait nécessairement se poser entre les chancelleries alliées. L'attaque des Dardanelles au printemps de cette année attira l'attention des véritables intéressés à la solution équitable du problème et ceux-ci purent de cette façon prendre garde au danger menaçant des velleités séculaires à la domination orientale.

L'importance de la question d'un côté et la nationalité roumaine de l'auteur de l'autre, expliquent suffisamment le choix de ce travail.

Nous répondons à la seconde demande, comment avons-nous traité ce sujet, par des explications un peu plus longues.

Nous avons poussé le plus loin possible d'abord la recherche des origines de la question pour en faire ressortir le caractère ; nous avons vérifié ensuite au cours de l'histoire son développement, ainsi que les traits essentiels des événements qui, pendant des siècles, touchent à la question. C'est une recherche d'ordre historique, par moments fastidieuse et ayant souvent l'apparence d'être en dehors du sujet, mais qui nous a semblé absolument nécessaire pour dégager la marche des grands événements qui se sont déroulés autour de la maîtrise des détroits.

Dans un problème politique d'une importance tellement capitale pour la vie d'une partie du monde, l'histoire seule

peut servir de guide sûr parmi tous les dangers, l'histoire seule est la grande dispensatrice des conseils conduisant au salut. Grâce à la perspective lointaine du passé, le cadre de la vie est grandement élargi : par ce qui s'est passé hier on peut aujourd'hui pressentir le lendemain.

De la série interminable d'intrigues et de conflits qui se déroulent autour des détroits, la vérité surgit pleine d'éclat et la conclusion s'impose en dehors de tout sentimentalisme. La fin de la première partie, ainsi que la seconde, mettent en évidence les circonstances qui ont facilité la chute de Constantinople et sa prise par les Turcs, puis la transformation de la mer Noire en un lac turc au cours de quelques dizaines d'années seulement. Dans la troisième partie, certains faits se reproduisent dans des circonstances presque identiques : on dirait que l'histoire se répète. Mais, à partir d'une certaine époque, la répétition cesse et le contraire semble se faire jour : depuis plus d'un siècle, les nouveaux conquérants se crurent être plusieurs fois à la veille de la grande conquête, mais le lendemain l'occasion leur manquait comme par enchantement.

L'explication du fait est très simple. Ce n'est pas la fatalité, ce sont les êtres pensants et agissants qui font l'histoire. Les leçons qui découlèrent pour le monde de la chute de Constantinople et de ses conséquences immédiates, ont servi ensuite, pendant le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, à éviter la reproduction de l'événement.

De l'ensemble des enseignements qui découlent du développement de la question des détroits jusqu'à nos jours, nous avons essayé de tirer une conclusion générale concernant la guerre actuelle et le futur régime du Bosphore et des Dardanelles.

C'est une conclusion conforme à l'esprit de justice et au droit à l'existence libre des petites nations du Sud-Est européen, les plus directement intéressées au régime de liberté de la mer Noire, et pour la défense desquelles cette guerre semble avoir eu son point de départ. C'est une conclusion conforme à l'idéal de ceux qui se font généreusement tuer avec la profonde conviction que la terre sera fécondée par leur sang pour donner, à leur propre pays et au monde, une vie où la liberté et la justice seront mieux assurées.

L'idée de la création d'organismes internationaux pour la garantie des intérêts légitimes de tous, sur les points où

ces intérêts se rencontrent, est déjà en voie de réalisation par suite de la solidarité et de l'interdépendance croissantes des peuples dans la société contemporaine. Dans le même but, les individus et les peuples, vraiment épris de liberté et de justice, doivent s'attacher à la cause qui les rapproche par dessus toutes les différences d'origine et de croyance, de préférence à ce qui les sépare et les divise; de cette manière, ils réaliseront plus tôt l'idéal humain de la paix.

En vue de cet idéal de paix, de justice et de liberté, — car la première ne vaut rien en dehors des autres, — nous avons examiné la question et recherché la seule solution possible. Que l'énergie particulière que nous avons mise dans l'affirmation de certaines vérités trop méconnues dans les temps agités que nous traversons, ne soit en aucun cas considérée comme le résultat d'un parti pris. Cette énergie n'est que l'expression passionnée de nos plus profondes convictions.

PARIS, OCTOBRE 1915.

PREMIÈRE PARTIE

L'ANTIQUITÉ ET LE MOYEN AGE

LES LÉGENDES, LES EXPLOITS ET LES GUERRES QUI ONT TRAIT AUX DÉTROITS

Si l'on remonte dans l'histoire légendaire de la Grèce ancienne, on y trouve les premières traces touchant la question des détroits.

Le héros national, Hercule, parmi les douze travaux qui lui valurent l'immortalité, au cours de ses longs voyages à travers l'Asie, l'Afrique et l'Europe, aida Atlas à porter le ciel et ouvrit le détroit que bornent les colonnes d'Hercule¹.

Ces exploits célèbres eurent une grande répercussion dans le monde grec et éveillèrent le goût des aventures parmi les générations suivantes. L'expédition des Argonautes et la guerre de Troie sont les principaux exploits de ceux qui suivirent courageusement la voie d'Hercule. L'une et l'autre appartiennent en grande partie à la légende ; quant à la guerre de Troie, les études historiques commencent à discerner, grâce à de nouvelles découvertes, le fait certain du produit de l'imagination.

L'expédition organisée et conduite par Jason, le digne émule d'Hercule, en Colchide, semble être le premier essai de navigation dans la mer Noire que l'antiquité nous ait trans-

¹ Le *Gibraltar* d'aujourd'hui avec ses deux colonnes *Abila* et *Calpe*, celle-ci dénommée par les Maures *Djebel-al-Tarik*.

mis¹ ; au moins elle nous mène aux confins, non seulement de la Grèce ancienne, mais du monde connu des anciens Hellènes².

La mer Noire avait une réputation épouvantable à cette époque lointaine. On croyait qu'elle était couverte de ténèbres éternelles et que ses rivages étaient habités par de sauvages tribus de Scythes, prêts à massacrer sans pitié les malheureux naufragés jetés par la tempête sur leurs côtes. Ou encore, on croyait que de l'autre côté du détroit s'étendait un nouvel océan immense³, inconnu et inexploré jusqu'alors. Tenter un tel exploit, c'était un fait digne d'Hercule, qui avait eu, le premier, la hardiesse de passer l'autre détroit de la Méditerranée.

Malgré le désir de la gloire immortelle qui pouvait être acquise par un fait éclatant, il est probable que d'autres raisons ont poussé Jason et ses cinquante compagnons héroïques à entreprendre, sur le navire *Argo*, une expédition dans la mer Noire. Eetès, le roi de Colchide, avait la renommée, jusqu'au loin répandue, de posséder d'immenses richesses, que la poésie symbolisa sous forme d'une toison d'or consacrée à Mars et gardée par un dragon. Cette toison était la dépouille du bélier que Jupiter avait donné à Phryxos et à Hellé pour fuir le courroux de leur père Athamas. En passant, sur le bélier, le détroit⁴, Hellé se laissa choir dans la mer qui garda son nom ; mais Phryxos parvint en Colchide, immola le bélier et offrit la toison au roi du pays.

Il n'y a pas lieu d'insister ici sur les péripéties de l'expédition des Argonautes, la ruse de Jason et son succès auprès de Médée, la fille du roi. Passons outre les controverses concernant la route suivie par l'expédition à son retour en Grèce.

Quel a été le but de l'expédition ?

Le désir de gloire ne peut fournir qu'une explication insuffisante.

La légende elle-même nous transmet une explication symbolique : Jason est allé en Colchide pour reprendre, pour reconquérir la précieuse toison. Le symbole apparaîtra

¹ Elie de la Primaudaie, *Histoire du commerce de la mer Noire et des colonies génoises de la Crimée*, deuxième éd., Paris, 1848, p. 4 et la note.

² V. Duvey, *Histoire de la Grèce ancienne*, Paris, 1867, t. I, p. 52.

³ Formaleoni, *Storia filosofica e politica della navigazione, del commercio e delle colonie degli antichi nel mar Nero*, Venezia, 1788, t. I, p. 8.

⁴ La navigation de deux fuyards, faite contre leur gré, dans la mer Noire, est un exploit plus ancien que celui des Argonautes.

tout de suite évident dès qu'on saura ce qu'était la Colchide.

L'histoire nous dit que les anciens vantaient cette partie du monde comme un pays d'une merveilleuse richesse. Les faits justifiaient la réputation, car la Colchide produisait du blé, du vin, de la cire et du miel, elle était riche en chevaux et en bœufs, ainsi qu'en pêcheries de thon et d'esturgeons et même en mines d'or. Le commerce qui se faisait ensuite par la vallée de Rion et par son principal port, Phasis, — qui était en quelque sorte un grand emporium pour tous les échanges entre la mer Noire et l'Iran, l'Inde, voire même la Chine — nous démontre jusqu'à l'évidence que l'exploit de Jason a eu des suites. D'autres navigateurs hardis ne tardèrent pas à l'imiter et, comme ils étaient bien reçus au Nord par les Scythes, au Sud par les habitants de la Colchide et de la Paphlagonie, la maudite mer d'autrefois devint la mer hospitalière, le Pont-Euxin ¹.

Envisagée principalement à ce point de vue, comme un exploit de navigateurs et de commerçants hardis, l'expédition des Argonautes s'explique en elle-même et facilite à la fois l'intelligence d'un autre fait qui tient également à la légende des anciens Hellènes, mais qui, en même temps, est certainement un événement historique : la guerre de Troie.

Le rapt de la belle Hélène, épouse de Ménélas, le roi de Sparte, par le jeune fils du roi de Troie, Pâris, ne peut être une explication suffisante de la guerre acharnée qui s'ensuivit et encore moins de la solidarité de tous les Grecs avec le pauvre époux outragé, étant donné que la bonne entente, l'union, ne régnait que trop rarement parmi les petits États des anciens Hellènes, qui étaient jaloux les uns des autres.

De l'ensemble des traditions, il résulte qu'un puissant royaume s'élevait en face de la Grèce, de l'autre côté de la mer Egée, dans l'Asie Mineure. Troie ou Ilion, sa capitale, était célèbre par la force de ses murailles et par la richesse et le luxe de ses habitants, dont la langue et les mœurs ne différaient pas de celles des Hellènes ². On peut facilement déduire que Troie, avec la citadelle de Pergame, au Nord-Ouest de l'Asie Mineure, à huit kilomètres à peu près de l'Hellespont ³, dominait, de par sa position géographique, le passage vers le Pont Euxin.

¹ Dénommée auparavant la mer inhospitalière, *Ponto Axeno*.

² Duruy, I, 56 et suiv.

³ Ancien nom des Dardanelles, d'après le nom d'Hellé.

Peut-on supposer qu'à cette époque lointaine la voie tracée aux Grecs par Jason pouvait être ou semblait être gênée au passage des Dardanelles ?

Ce n'étaient pas les canons, les forts et les mines, qui s'opposaient à la libre navigation, mais les vents, les courants et les nécessités du ravitaillement, surtout en eau, car les petits navires ne pouvaient porter que de très faibles quantités d'eau douce. Les Troyens, maîtres de toute la côte et de ses petites escales, pouvaient facilement s'opposer à toute navigation, arrêter tout commerce et prélever au passage de lourds tributs. Voilà le secret de leur puissance et le vrai motif qu'avaient les Grecs de vouloir l'abattre ¹.

L'expédition des Argonautes, ainsi que les faits secondaires qui l'ont complétée, le rapt d'Hésione par exemple, avaient provoqué des mécontentements parmi toutes les populations du Nord-Ouest de l'Asie-Mineure. Les „audaces” et les „méfaits” des intrépides navigateurs grecs, comme c'est le cas de la fuite de Médée et de son frère en compagnie de Jason, ainsi que le vol de la toison, provoquèrent une sorte d'indignation collective de l'opinion publique dans tous ces pays de l'Asie Mineure ². Serait-il exagéré de croire qu'il n'y avait là que la manifestation d'un mécontentement tout à fait naturel de la part de ceux qui se voyaient concurrencés chez eux, dans la mer Noire ?

Hérodote a vu, dans cette guerre de Troie, une première lutte de la Grèce pauvre et guerrière contre l'Asie riche et civilisée ³. D'autres ont voulu voir dans cette guerre une nécessité de vie pour les anciens Hellènes, dont l'existence était bien précaire à ce moment-là. Et comme le royaume de Priam était riche et se trouvait dans une admirable position, au point de vue commercial, le besoin d'expansion des Grecs a dû, forcément, être dirigé de ce côté. Enfin, une dernière supposition, veut que la haine des deux peuples ne soit que celle de deux familles, les fils de Priam, soutenus par Apollon, le dieu asiatique, et ceux de Pélops que protégeait la Vierge d'Argos, Héra, dont le culte ne fut jamais populaire sur la côte d'Asie. Cette haine datait de loin, du temps où les deux royaumes de Troade et de Phrygie se disputaient la prépondérance dans l'Asie Mineure ⁴.

¹ F. Sartiaux, *La guerre de Troie et les origines préhistoriques de la question d'Orient*, Paris, 1915, p. 157-159, 192-196.

² Formaleoni, I, 39-40.

³ Duruy, *loc. cit.*

⁴ *Ibid.*, *loc. cit.*

Sans doute, les causes de guerre dans l'antiquité étaient aussi compliquées que de nos jours, mais les causes d'ordre économique devaient tenir alors même une place assez importante. Une recherche minutieuse des causes du grand conflit, auquel le monde assiste stupéfait depuis plus d'une année, nous conduirait certainement à la conclusion suivante : dans l'Europe occidentale, la raison économique a une plus grande importance que dans l'Orient. Un auteur anglais examinant les causes économiques des bouleversements historiques, à partir du XII^e et du XIII^e siècle jusqu'à une date récente, tirait la conclusion que l'histoire sans une interprétation économique « n'est qu'un dictionnaire imparfait et sans ordre, l'économie politique une métaphysique vague et décevante¹. » Poussées plus loin, vers l'antiquité, les recherches du savant anglais auraient sans doute confirmé la même conclusion.

Pour ne pas exagérer jusqu'à affirmer l'identité de situation avec ce qui se passe de nos jours pour l'Occident et l'Orient de l'Europe, il faut d'avance reconnaître qu'au fur et à mesure qu'on remonte le cours de l'histoire, l'importance de l'élément économique diminue, d'une manière variable, d'après le degré de développement de telle ou telle société envisagée. Néanmoins, cet élément ne cesse de tenir une des premières places dans l'ensemble des causes qui ont déclenché les grands événements.

Le rapt d'Hélène ne fut donc qu'un prétexte pour la guerre de Troie. Il n'y a pas lieu de nous occuper de la longue campagne d'Asie, ni des actes de vaillance et des nombreuses ruses qui assurèrent aux Grecs la victoire finale ; pas plus d'ailleurs que des aventures et des expiations que les vainqueurs de Troie durent subir à leur retour en Grèce. *L'Iliade*, ainsi que *l'Odyssée*, en disent long.

En 1184 avant J.-C., le royaume de Priam fut complètement soumis et peu de temps après Troie elle-même, relevée pour la seconde fois, disparut pour toujours sous les coups des Phrygiens².

À l'intérieur de la Grèce, des migrations et des bouleversements suivirent dont le résultat fut de hâter la fondation des colonies dans les îles de la mer Égée et sur les côtes de l'Asie-Mineure.

¹ Thorold Rogers, *Interprétation économique de l'histoire*, traduit de l'anglais, Paris, 1892, p. 14.

² Duruy, I, 62.

La première colonie fut celle des Éoliens (1124). Chassés par les Thessaliens, ils s'embarquèrent, sous la conduite du Pélovide Penthilos, au port d'Aulis, d'où était partie l'expédition contre Troie. Ils suivirent la même direction et une fois la route frayée, l'émigration vers la côte Nord-Ouest de l'Asie-Mineure continua sous le fils et le petit-fils de Penthilos. Les Dardaniens, anciens maîtres du pays, furent refoulés dans les montagnes de l'intérieur. Les émigrants passèrent et occupèrent les îles de Lesbos, Ténédos et Hécatonèse, tandis que sur le continent asiatique, la côte, depuis l'Hellespont jusqu'au fleuve Hermos, prit le nom d'Éolide. Vers 1049 et 1040, l'histoire marque le commencement de l'émigration dorienne et ionienne, toujours dans la direction du Sud et Est. Après que la Grèce eut jeté au dehors son trop-plein d'hommes, on ne vit plus sortir d'émigrants pendant plusieurs siècles. A peine au septième, la population s'étant accrue par la paix et la prospérité des États, un nouveau courant d'émigration s'établit, cette fois-ci, vers le Nord et l'Ouest. Le principal rôle, dans la seconde époque de colonisation, revint à Érétrie, Chalcis, Mégare et Corinthe, les plus riches villes de la Grèce européenne, et toutes soumises à une aristocratie qui favorisait l'éloignement des citoyens pauvres¹.

La guerre de Troie et l'émigration qui suivit, firent, en peu de temps, que du Bosphore jusqu'au Danube les colons grecs couvraient de leurs comptoirs les rivages de la mer Noire, ainsi qu'ils les couvraient du côté de l'Asie-Mineure. Un nombre de plus de quatre-vingts comptoirs grecs, autour desquels tant de colons avaient de bonnes places, couvrirent petit à petit tous les rivages de la Marmara, de la mer Noire et même de la Palus-Méotide.

Ce sont Lesbos et Ténédos qui, assez tôt, furent les pionniers de l'hellénisme les plus avancés vers le Nord-Ouest. D'abord, pendant le huitième siècle, les habitants de ces îles prirent possession des régions qui s'étendent du midi de Troie, dès les versants couverts de bois du mont Ida, jusqu'à l'entrée de l'Hellespont; ensuite, les Lesbiens poussèrent même plus loin, sur la côte européenne de l'Hellespont, dans la presque île de Gallipoli².

Au septième siècle, époque où toutes ces colonies grecques, ainsi que les relations commerciales avec les peuples du bas-

¹ Duruy, I, 257-262; Heeren, *De la politique et du commerce des peuples de l'antiquité*, trad. de l'allemand, Paris, 1844, t. VII, p. 128-130.

² Julius Beloch, *Griechische Geschichte*, Strasburg, 1893, t. I, p. 191.

sin de la mer Noire et de l'Asie lointaine, étaient en pleine efflorescence, Mégare fonda Byzance à la place où devait s'élever plus tard Constantinople.

Si la possession des détroits fut une des causes, et non la moins importante, de la guerre de Troie, nous allons retrouver dans l'histoire même des Grecs de nouveaux conflits toujours pour l'Hellespont.

Les émigrants constituèrent de bonne heure, dans l'île de Lesbos, cinq ou six États, parmi lesquels Mytilène et Méthymne tenaient le premier rang. Chose qui arrivait souvent dans l'antiquité et surtout parmi les Grecs, ces deux États eurent entre eux de longues guerres, où le premier l'emporta. Mytilène ayant deux ports, une puissante marine, ainsi que des possessions dans la Troade, voulut ensuite dominer le commerce de l'Hellespont. Cette ambition ne tarda pas à devenir une cause de guerre avec Athènes, qui s'empara de Sigée et aurait voulu expulser tout à fait les Mytiléniens de la côte. Périandre, le tyran de Corinthe, pris pour arbitre entre les deux parties, laissa à chacun ce qu'il possédait¹; quant à la prise de Sigée, celle-ci étant un fait accompli, ce cap fut conservé par Athènes (en 612).

L'importance qu'attachait ensuite Athènes à la domination des détroits, s'accrut par la nécessité de pouvoir se ravitailler en blés dans les régions septentrionales du Pont-Euxin².

Les îles d'Imbros et de Lemnos, à l'entrée de l'Hellespont, étaient occupées par les descendants des colons que Miltiade y avait envoyés. Avant même la guerre médique, Miltiade l'Ancien avait occupé la Chersonèse³, d'où l'on peut ouvrir ou fermer à son gré le passage vers l'Euxin. Après la bataille de Salamine, la première préoccupation d'Athènes fut de chasser les Perses de ce point. Périclès y envoya de nouveaux colons et fit relever le mur garni de forts, que l'ancien Miltiade avait construit sur l'isthme, pour mettre la péninsule à l'abri de toute surprise. C'est toujours lui, qui, après la réduction de Samos, avait mis la main sur Byzance⁴.

Plus tard, pendant la lutte acharnée pour la suprématie entre Athènes et Sparte, vers la fin du cinquième siècle, le

¹ Duruy, I, 307-308.

² G. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, trad. française, Paris, 1906, t. II, appendices, sur le commerce des céréales dans le monde ancien.

³ Il est question de la Chersonèse de Thrace.

⁴ Duruy, I, 455-456.

grand enjeu de cette lutte semble être la maîtrise de l'Hellespont et de Byzance, qui signifiait la domination des mers. Vers 411, les péripéties des luttes navales, avec des succès et des revers pour les deux adversaires, ont pour champ principal les eaux et les côtes de l'Hellespont jusqu'à Byzance¹.

Quelques dizaines d'années plus tard, la paix d'Antalcidas fut imposée par Sparte, grâce à la réunion dans l'Hellespont des quatre-vingts voiles qui interceptèrent tout le commerce d'Athènes².

Enfin, en 222 av. J.-C., il y eut une guerre entre Byzance et Rhodes à cause d'un système douanier, qui n'avait d'autre but que le revenu de l'État, imposant au commerce de la mer Noire le paiement d'un péage pour le passage devant Byzance³.

La puissance de Sparte, comme la grandeur de Thèbes, furent éphémères. Les luttes intérieures des anciens Hellènes, toujours encouragées et, peut-être, quelquefois même provoquées par les Perses, hâtèrent la fin de l'histoire glorieuse de la Grèce.

La suprématie de courte durée de la Macédoine et ensuite la domination romaine contribuent à diminuer l'importance qu'avait eue auparavant l'Hellespont dans la vie de la nation hellène. Rentrés dans le cadre de l'immense empire romain qui avait étendu sa domination sur la plus grande partie des rivages de la Méditerranée et de l'Adriatique, ainsi qu'au loin vers les territoires intérieurs de l'Europe, les détroits de l'Hellespont et de Byzance, cessèrent, d'une façon toute naturelle, d'avoir une importance capitale.

Nous passons rapidement les événements de l'empire romain, ses déchirements intérieurs et ses difficultés extérieures, ainsi que l'abandon de certains territoires de l'Orient, à partir du troisième siècle après J.-C. L'ébranlement de la multitude des peuples barbares, tenus en respect jusqu'alors par le prestige et la puissance de Rome, commençait à se faire sentir, et avec lui l'ancienne vie commerciale du temps des prospères colonies grecques, était en bonne partie compromise. Nous passons outre l'influence de la nouvelle religion.

¹ Julius Beloch, II, 69 ; Duruy, II, 402-403 ; Heeren, VII, 192.

² Beloch, *loc. cit.* ; Heeren, *loc. cit.*

³ Heeren, VII, 257-258.

le christianisme, au sein de la société romaine, pour arriver à l'époque de l'empereur Constantin.

On sait que ce monarque prit parti pour les chrétiens, se déclara leur protecteur, peut-être par calcul politique plutôt que pour d'autres raisons ; et qu'ensuite, jugeant la sécurité de Rome insuffisante, et probablement sa propre sécurité dans la capitale païenne comme un problème à résoudre, décida le transfert de la capitale à Byzance, qui devint ainsi Constantinople (330). La nouvelle Rome fut, forcément, la concurrente de l'ancienne et l'empire romain s'est divisé peu de temps après par un processus tout naturel.

Située près des riches pays de l'Orient et à l'abri des attaques et des incursions barbares, la nouvelle capitale fit des progrès rapides et Constantinople laissa bientôt dans l'ombre la gloire de l'ancienne Rome.

L'ébranlement du monde barbare ne devait pas se faire longtemps attendre, même pour la nouvelle capitale et malgré sa situation privilégiée. De l'ancienne Rome, les barbares n'avaient connu que les armes et les légionnaires non désirés ; de la nouvelle, ils ne voyaient que les richesses, chose qui les choquait, mais les tentait davantage¹.

Les Sarmathes et les Scythes furent les premiers voisins incommodes de l'empire romain d'Orient. Leurs incursions furent plusieurs fois repoussées.

Les successeurs de Constantin faiblirent, de sorte qu'ils ne surent plus comment résister à tant d'ennemis. La faiblesse de l'empire s'accrut encore par l'apparition de l'esprit byzantin qui complétait l'œuvre des menaces du dehors. L'État, dont la capitale se trouvait à Constantinople, n'était plus un État romain, encore moins un État hellène ; c'était le pire résultat d'une fusion. L'Asie Mineure, Constantinople, la presque île grecque n'étaient pas plus helléniques que ne sont anglais les États-Unis de nos jours. La littérature, ainsi que la vie sociale et politique, dans toutes ses manifestations, s'étaient petit à petit transformées et, dès le VII^e siècle, assumaient d'une manière définitive les caractères essentiels de la fusion des éléments gréco-romains, chrétiens et orientaux, — résultat qu'on appellera plus tard byzantinisme².

¹ Formaleoni, I, 291.

² Angelo Pernice, *L'imperatore Eracleo, saggio di storia bizantina*, Firenze, 1905, p. 222.

Les invasions barbares, qui, pendant plusieurs siècles, ont tourmenté l'Europe, furent vivement ressenties par Byzance. Le voisinage des Avars, spécialement, était très difficilement supporté. Au commencement du VII^e siècle, l'empereur Héraclius, dont le règne ne manque ni d'éclat, ni de gloire, dut subir la honte de payer chèrement la paix à ces barbares. Grâce à cette paix obtenue en 620, Héraclius put se retourner avec toutes ses forces contre les Perses, qui menaçaient l'empire du côté de l'Asie Mineure. Quelques années plus tard, l'empire se trouva dans une grande impasse, attaqué à la fois par les Avars et les Perses, et Constantinople fut sauvée d'un siège extrêmement dangereux par un véritable miracle, que les Grecs attribuèrent à l'intervention de la Sainte Vierge, en 626. Mais le génie d'Héraclius, brisé pour la guerre, ne l'était point pour la politique. Grâce au mécontentement de certaines populations slaves qui se trouvaient plus ou moins sous la domination avare, Héraclius sut acquérir leur concours en leur offrant des terres aux confins de son empire, pour établir de la sorte des États-tampons entre lui et les Avars. C'est ainsi que furent créées les principautés des Croates et des Serbes et qu'on jeta les premiers fondements de l'État bulgare, peuples destinés tous à protéger l'empire du côté Nord ¹. L'importance de cette politique est ainsi résumée par Amédée Thierry et elle ne manque pas d'actualité : « Ce sont les établissements d'Héraclius, destinés à couvrir la métropole de l'empire romain d'Orient, qui protègent encore de nos jours cette reine tombée ², et c'est d'eux que dépend en grande partie le sort de la Grèce. » L'idée est complétée à merveille par cet autre passage de d'Avril : « La Serbie, le Monténégro, comme la Moldavie et la Valachie, servent encore aujourd'hui à isoler de la Russie et de l'Autriche la ville impériale de Constantin. »

L'empire de Byzance succomba quelques siècles plus tard, mais les établissements d'Héraclius survécurent à bien des vicissitudes et même à la conquête musulmane.

C'est le propre des choses humaines de ne jamais atteindre la perfection et de ne pas s'accomplir sans revers. Quelques siècles plus tard, l'État bulgare devient le plus dangereux voisin pour l'empire byzantin, ainsi que pour la sécurité de

¹ A. Pernice, 97-98 ; Amédée Thierry, *Histoire d'Attila et de ses successeurs*, Paris, 1856, t. II, p. 112-121 ; Adolphe d'Avril, *Héraclius ou la question d'Orient au VII^e siècle*, Paris, 1862, p. 12-14.

² Constantinople.

Constantinople. Au moment le plus critique et suivant une ancienne coutume, on confia aux barbares du Nord le travail de la guerre, et on ouvrit, du côté de la Crimée, des négociations avec les Russes. L'habitude d'autrefois d'appeler les Petchenègues au delà du Danube pour saigner les Bulgares avait, semble-t-il, changé ; les Russes parurent alors dans l'arène avec des forces militaires et bientôt ils assujettirent les Bulgares¹. L'État bulgare, longtemps redouté, succomba plus tard sous les coups de la puissance byzantine (971). Le règne de Basile II, surnommé le « Tueur des Bulgares », fut rempli pendant presque un demi-siècle (976-1025) par les luttes désespérées pour l'indépendance, que les successeurs des grands tsars ont su soutenir².

Le seul danger réel étant conjuré, l'empire byzantin atteignit une de ses plus puissantes situations au cours de l'histoire : il s'étendait de l'Istrie jusqu'à l'Euphrate, et de la Drave jusqu'à l'île de Chypre.

Aux environs du dixième siècle, l'empire de Byzance connut des jours de gloire et de puissance. Grâce à la position de sa capitale, au milieu d'un grand empire, sur la seule voie commerciale existant entre l'Orient et l'Occident, ainsi qu'à l'entrée d'un détroit mettant en communication les deux mers qui seules comptaient alors, la Méditerranée et la mer Noire, Byzance était destinée à jouer le premier rôle dans la vie économique du moyen âge. Les productions les plus recherchées de l'Occident, ainsi que les trésors de l'Orient affluaient à Constantinople, dont le prestige était encore rehaussé par sa population nombreuse et par la brillante cour impériale. Il y avait là des fabriques d'objets de luxe, ainsi que de tissus d'une infinie variété, en dehors d'une multitude d'artistes qui excellaient dans la peinture, la sculpture, la ciselure, l'orfèvrerie et la broderie.

Malheureusement, le despotisme des souverains pesait lourdement sur le commerce de l'empire. De nombreux et odieux monopoles établis pour certains objets, de même que des taxes douanières exagérées mettaient des entraves à la vie commerciale. Un impôt très considérable touchait les navires, ainsi que les marchandises transportées ; à chaque porte de Constantinople et sur les quais se tenaient des prê-

¹ Carl Neumann, *La situation mondiale de l'empire byzantin avant les croisades*, trad. française, Paris, 1905, p. 35-36.

² *Ibid.*, 39.

teurs, dont la principale fonction était d'extorquer le plus d'argent possible pour la caisse impériale. D'autre part, la marine marchande était complètement négligée par les souverains, qui ne se souciaient que de la flotte de guerre. Les fréquentes réquisitions des bateaux particuliers pour les besoins de guerres rarement heureuses, rendaient également impossible toute initiative privée dans le domaine de la navigation marchande ¹.

C'est ainsi que l'esprit entreprenant des anciens Hellènes ne se manifestait plus à Byzance pénétrée par l'orientalisme.

L'apparition des gens du Nord n'était plus chose rare sur le Bosphore depuis la fondation de l'État russe par les Normands au neuvième siècle. Ils vinrent d'abord en ennemis et éprouvèrent la supériorité de l'art militaire grec, ensuite ils parurent comme trafiquants ². Aux dixième et onzième siècles les Russes avaient avec l'empire grec de fréquents et considérables rapports commerciaux, mais ils devaient venir faire leurs affaires à Constantinople même. Grâce aux voyages que tous les ans les marchands de Smolensk et de Novgorod faisaient à Constantinople, la ville de Kiew était devenue très prospère et très célèbre. Mais, malgré les traités de commerce entre les Grecs et les Russes, le gouvernement de Byzance n'était pas sans défiance à l'égard de ces „hôtes”, presque tous d'origine scandinave, c'est-à-dire réputés pour l'aventure et le pillage. On avait assigné à ces marchands un certain quartier, en dehors des portes de la ville, et, pendant la durée de leurs transactions commerciales, ils étaient soumis à une surveillance permanente de la police. Ils devaient entrer en ville par une seule porte, sans armes, accompagnés toujours par un agent grec pour chaque groupe qui ne devait pas dépasser la cinquantaine ³.

Tandis que l'esprit commercial des Grecs disparaît petit à petit, par suite d'un ensemble de circonstances, dont nous avons effleuré quelques-unes, des éléments étrangers se substituent aux Grecs tant dans leurs anciennes colonies, que dans l'empire même.

¹ Depping, *Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe*, Paris, 1830, t. I, p. 113 ; Elie de Primaudaie, 19-22.

² Neumann, 95.

³ V. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, traduit de l'allemand, Leipzig, 1885, t. I, p. 69-70 ; Primaudaie, 23-24 ; Neumann, *loc. cit.*

Nous avons parlé de ce qui concernait les Russes.

Un élément beaucoup plus important encore dans la vie de l'empire, ainsi qu'au cours des événements historiques qui se dérouleront pendant plusieurs siècles, s'imposera presque en même temps : ce sera l'élément italien.

L'empire de Byzance possédait à l'Ouest l'Italie méridionale, Ravenne, la Vénétie, et ce voisinage devait exercer une grande influence sur les relations réciproques ; puis, il y avait un mouvement de va et vient continuuel entre Rome et Constantinople, qui continua même au moyen âge jusqu'au jour où il fut troublé par des querelles dogmatiques et des compétitions hiérarchiques. Enfin, le luxe croissant du culte, dans la métropole de la chrétienté occidentale, trouvait la plus grande satisfaction de ses besoins dans les étoffes brillantes et les parfums de l'Orient ¹.

Particulièrement, en ce qui concerne Venise, il y avait eu un temps où la cité des lagunes trouvait tutélaire l'autorité de Byzance, où ses citoyens se disaient les esclaves (*douloi*) du „ basileus ” et obéissaient à ses ordres, où le doge était un dignitaire de la hiérarchie byzantine, se glorifiant des titres d'*hypathos*, de *protospathaire*, de *protosébaste*. A partir du dixième siècle, c'est plutôt une alliance d'égal à égal, fondée sur des intérêts communs, qui s'établit entre les deux États ². Venise consolidait toujours ses rapports avec l'empire, parce qu'elle y voyait les fondements de sa fortune présente et, plus encore, de sa future grandeur. A son tour, l'empire développait ses relations avec la république pour la raison qu'il y trouvait l'appui de son flanc sur l'Adriatique. C'est ainsi que, vers la fin du dixième siècle, le doge Pierre Orseolo II et l'empereur Basile II conclurent un traité de commerce qui, en même temps que la bulle d'or ³ accordait aux Vénitiens l'exemption absolue de gabelle et des taxes de navigation dans toute l'étendue de l'empire d'Orient ⁴.

Nous avons dit en passant que les empereurs de Constantinople se préoccupaient exclusivement de leur flotte de guerre. Ce fait explique pourquoi les Normands, dont on voulait se débarrasser à Kiew, étaient attirés vers Constan-

¹ G. B. Fanucci, *Storia dei tre celebri popoli marittimi dell' Italia*, Pise, 1817, t. I, p. 80 ; Heyd, I, 93-94.

² E. Lavisse et A. Rambaud, *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, Paris, 1893, t. II, p. 840.

³ C'est-à-dire des capitulations.

⁴ Fanucci, I, 86.

tinople¹ : le gouvernement avait besoin de ces étrangers habiles dans l'art de la navigation et alors on les acceptait volontiers au service de la marine impériale. Le chef varègue Harald, fils de rois norvégiens et frère de saint Olaf, vint à Constantinople avec cinq cents compagnons et servit sous trois empereurs ; il combattit contre les Sarrasins et les Bulgares². D'autre part, le milieu byzantin, avec les Grecs efféminés, bavards, opprimés et turbulents, était très fécond en troubles qui touchaient souvent le trône et menaçaient l'État. En face des factions de la cour et des émeutes de la foule, les empereurs avaient besoin du secours des flottes étrangères³. De là les concessions faites aux navigateurs italiens.

La conquête de l'Italie par les Normands sous la conduite de Roger et de Robert Guiscard et l'invasion des nouveaux conquérants sur les côtes adriatiques de l'empire, facilitent l'intelligence des grandes concessions faites dans la seconde moitié du onzième siècle aux Vénitiens, même aux dépens de la république d'Amalfi. La flotte de Robert fut défaite par les Vénitiens en 1085 et ainsi la liberté de navigation dans l'Adriatique fut sauvée. L'empereur Alexis I^{er} rendit hommage au nouveau doge, décréta le paiement annuel en or d'une redevance à toutes les Églises de Venise et imposa aux Amalfitiens qui commerçaient à Constantinople un tribut annuel au profit de la basilique Saint-Marc⁴. Il va de soi que les anciennes concessions furent confirmées. A cette occasion, Alexis concéda en plus aux Vénitiens tout un quartier de Byzance, avec un quai. C'est la première colonie établie dans la capitale de l'empire : dans son quartier fortifié, elle a bâti son église et a entretenu son clergé qui ne relevait que du patriarche du Grado, à Venise ; le chef de la colonie, le bayle ou podestat est le juge des contestations entre ses concitoyens, l'administrateur de la fortune commune, l'organe inépuisable de leurs réclamations auprès du gouvernement impérial. Les Vénitiens obtinrent également des quartiers, des échelles, dans les autres ports⁵ et ne tardèrent pas de s'emparer peu à peu de tout le commerce de l'empire.

¹ Neumann, 96.

² *Ibid.*, 97.

³ Depping, I, 144.

⁴ Fanucci, I, 119-120.

⁵ Lavisce et Rambaud, II, 841-842.

Mais la rivalité des autres villes maritimes d'Italie ne laissa pas Venise jouir longtemps de son monopole. La république de Pise commençait à couvrir les mers et les ports de ses vaisseaux et de ses commerçants. Au commencement du douzième siècle, le riche commerce de Byzance, ainsi que les gros avantages que retirait Venise, attirèrent l'attention et la convoitise des Pisans. Leur offre d'alliance à Alexis Comnène ayant été refusée, ainsi que les faveurs demandées en échange, Pise fit prisonnier le fils de l'empereur et, pour sa rançon, demanda et obtint en 1112 des libertés commerciales. Il fut convenu aussi que les Pisans pourraient y avoir une église, un marché, des magasins, qu'un lieu sur le port leur serait assigné pour la décharge des marchandises et que, dans l'église de Sainte-Sophie, ainsi que dans l'hippodrome, aux jours de spectacle, une place réservée leur serait gardée. Enfin, le traité prévoyait encore l'obligation du gouvernement impérial de réparer tout dommage causé aux navires et marchandises pisanes par les sujets de l'empereur, ainsi que la pleine liberté d'aller et venir aux croisés sur les vaisseaux de Pise, même avec arrêt dans les ports impériaux¹.

Il paraît que c'était le propre des Byzantins de manquer à la parole donnée : les Pisans ne tardèrent pas à l'apprendre à leurs dépens. Venise avait regardé d'un mauvais œil les promesses faites aux Pisans et elle agit de telle manière que ceux-ci furent chassés de Constantinople sous un prétexte quelconque. Mais à son tour, Venise dut subir elle-même un traitement semblable. Sous le règne du fils d'Alexis, Jean II, qui voulait se débarrasser des anciens alliés transformés en maîtres, les Vénitiens furent mis à la porte de leurs échelles et en même temps l'empire essaya de leur reprendre le pays dalmate en 1119.

A cette occasion, apparaît la première relation, sous la forme même d'un traité d'alliance entre Byzance et la république de Gênes². Un auteur italien met en doute cette alliance pour la raison suivante : Gênes avait pris une part très active à la première croisade, ainsi qu'aux suivantes, et l'empire byzantin ne pouvait être bien disposé envers les alliés de ceux qu'il considérait comme ennemis³. Qu'il y eût ou non alliance

¹ E. de la Primaudaie, 39-40 ; Fanucci, I, 169-170.

² Lavissee et Rambaud, *loc. cit.*

³ Camillo Manfroni, *Le relazioni fra Genova, l'impero bizantino e i Turchi*, dans « *Atti della Società ligure di storia Patria* », t. XXVIII, Gênes, 1902, p. 594-595.

avec Gênes, l'empire dut subir une guerre sans merci que lui déclara Venise : plusieurs îles et côtes furent attaquées et saccagées, de sorte qu'à la fin Manuel, le successeur de Jean II, trouva la guerre plus ruineuse que le monopole vénitien. Cette conviction s'accrut encore du fait que Roger II, le premier roi normand de Sicile, envahit l'empire en 1146 et menaça même la capitale. Il fit la paix avec Venise et lui rendit les échelles. Peu de temps après, en 1171, la république ayant refusé de se déclarer contre Guillaume II, roi de Sicile, les relations entre Venise et Byzance furent de nouveau interrompues et il y eut même des actes d'hostilité. La pression que le gouvernement de la république exerça, sous la forme d'une défense absolue pour ses sujets de commercer avec l'empire, et aussi avec le concours militaire des Allemands et des Normands, eut les effets désirés : Manuel rappela les Vénitiens à Constantinople.

Tous ces tiraillements, chose toute naturelle, avaient fini par accroître la méfiance réciproque des deux nations et par décider les Vénitiens à abuser de leur situation privilégiée sans aucun scrupule. La haine du peuple byzantin contre les Italiens s'étendit bientôt à tout ce qui portait le nom de Francs¹. Ceux-ci, à l'égard des indigènes, se trouvaient dans la même situation qu'aujourd'hui les Européens, dans leurs concessions d'Extrême-Orient à l'égard des Chinois. On les haïssait à la fois comme étrangers et comme exploiters. Seule la vigilance du pouvoir impérial, lui-même hostile à ces intrus, comprimait les manifestations des fureurs populaires. Cette vigilance se relâcha pendant les troubles qui accompagnèrent l'avènement d'Andronic (1182). L'usurpateur prit la couronne, la populace se jeta sur les Latins : ce furent de vrais massacres de Chine².

Après le supplice d'Andronic, Isaac l'Ange se disant, certainement, qu'il valait mieux être en bons termes avec la puissante république, s'empressa de faire la paix avec les Latins et même il conclut une alliance avec Venise contre les Normands (1187). L'usurpateur Alexis III renouvela tant les privilèges que l'alliance, douze ans plus tard³.

Malgré tous ces accords, les Vénitiens avaient cessé de se croire en sécurité dans Byzance ; d'autre part, la présence

¹ Dénomination qui s'appliquait à tous les Occidentaux.

² Lavisse et Rambaud, II, 842-843.

³ *Ibid.*, loc. cit.

de leurs concurrents les ulcérât. En effet, dès 1142, Gênes avait envoyé deux ambassadeurs auprès de l'empereur Jean II, qui se trouvait alors en Asie, pour solliciter, probablement, de sa part certaines concessions. Il est à supposer que la mission dut obtenir quelque résultat, étant donné qu'à l'occasion du traité conclu en 1155, sous Manuel, l'empire accorda à la république de Gênes une diminution de 10 à 4 pour cent *ad valorem* de la taxe imposée au commerce pour toute marchandise d'importation et d'exportation¹. En dehors de cette diminution, l'empereur avait solennellement promis de payer tous les ans cinq cents pièces d'or à la république et soixante pièces d'or, avec quelques tapis brodés, à l'archevêque de Gênes². A part cela on s'engageait à leur accorder un terrain à Constantinople, ainsi que le quai nécessaire comme on l'avait déjà accordé aux Pisans. Le terrain devait être voisin de celui des Pisans et de celui des Vénitiens. Chose intéressante à retenir, c'est que tous ces avantages ne furent offerts aux Gênois par l'empereur Manuel qu'en vue de la grande coalition organisée, en 1155, contre le roi normand Guillaume I^{er} et à laquelle prirent part le pape Adrien IV et l'empereur d'Occident Frédéric Barberousse. En somme, Byzance ne demandait à Gênes, en échange des avantages, rien que la neutralité : on lui imposait l'obligation de ne pas lutter à côté de Guillaume I^{er}. Et les Gênois ne demandaient pas mieux, car, pendant l'année suivante, ils envoyaient à la cour du roi normand une mission et obtenaient un traité de commerce extrêmement favorable, avec, en plus, l'exclusion des ports de la Sicile des vaisseaux provençaux³. De cette façon, Gênes se fit payer chèrement des deux côtés sans rien risquer.

Cependant les Comnènes étaient assez nobles pour promettre, mais pas assez bourgeois pour tenir. Deux ans plus tard un ambassadeur génois, Amico de Murta, se rendit à Constantinople pour exiger l'emplacement et le quai promis. L'année suivante, dans le même but, un autre envoyé, Henri Guercio, fit un nouveau voyage à Constantinople et cette fois-ci, paraît-il, la mission eut le succès désiré⁴. Du moins ce fait résulterait d'une attaque que mille Pisans tentèrent un jour, en 1162, contre les trois cents marchands génois de

¹ Manfroni, 596-597.

² Depping, II, 61.

³ Manfroni, 597-602.

⁴ *Ibid.*, 603-604.

Constantinople. Le lendemain l'attaque fut répétée avec l'appui des Vénitiens, des Grecs et d'un certain nombre de malfaiteurs qui vivaient à Constantinople, de sorte que les marchands génois durent quitter leurs biens pour se sauver¹.

Rentrés chez eux, les Génois déchaînèrent contre Pise une guerre qui dura six ans.

Il est probable que l'attaque de 1162, ainsi que l'excitation des rivalités commerciales entre les deux républiques, ont été alimentées par le roi de Sicile et l'empereur de Byzance, alliés tous deux cette fois contre l'empereur d'Occident. Le fait résulterait de tentatives faites par Frédéric Barberousse pour réconcilier les deux républiques, tandis que Manuel n'essayait que de se réconcilier seulement avec Gènes.

Les pourparlers continuèrent pendant des années, les Génois réclamant des dédommagements pour ce qu'ils avaient souffert à la suite de l'attaque pisane. En 1170, enfin, l'empereur Manuel, pour gagner les Génois, dans une coalition contre Frédéric, leur offrit les mêmes avantages que ceux offerts aux Pisans en 1112. Il leur accorda, en plus, un tarif douanier de 4 % dans la capitale, le même tarif que pour les autres Latins dans le reste de l'empire et un don annuel de plusieurs centaines de pièces d'or avec paiement anticipé pour vingt-six ans². Probablement, cette offre devait satisfaire les réclamations réitérées que Gènes avait faites au sujet du paiement des dons arriérés pour les quinze dernières années, c'est-à-dire des dons promis par le traité de 1155³. En dehors d'autres faveurs dans l'ordre judiciaire, les Génois recevaient la liberté de naviguer et de commercer dans tout l'empire, à l'exception de deux points nommés Russie et Matracca. D'après les interprétations données par Heyd⁴ et Manfroni⁵ cette exception signifiait l'interdiction pour les Génois des eaux de la mer d'Azof et de l'embouchure du Don, région d'où les Grecs s'approvisionnaient en poisson, et en vue d'assurer aux sujets de l'empire le monopole d'une des branches de commerce les plus lucratives.

En somme, les Génois ne trouvaient pas un réel avantage

¹ Federico Donaver, *La storia della repubblica di Genova*, Gènes, 1913, t. I, p. 58.

² Manfroni. 609-611.

³ Depping, *loc. cit.*

⁴ *Op. cit.*, 207-209.

⁵ *Loc. cit.*

dans ces offres par rapport au traité de 1155, qui ne leur imposait pas d'obligations politiques. Les discussions continuèrent autour d'une convention secrète, demandée par l'empire, et à cette occasion Gènes insista pour avoir la liberté commerciale même dans la mer d'Azof et demanda encore un nombre d'emplacements et de quais égal à celui de Venise, tant à Constantinople, que dans les autres pays de l'empereur et, par-dessus, le payement de la somme énorme de 430 mille livres génoises¹. L'ambassadeur de Murta, d'après les indications de son gouvernement, réussit enfin à obtenir le quartier génois à l'intérieur de la capitale, le payement d'avance de dix annuités et certaines modifications des expressions du traité. Gènes obtenait tout sans prendre les obligations bien dures du traité secret, exigées au début, du moment que l'accord était limité au traité public².

A peine l'ambassadeur Amico de Murta fut-il parti de Constantinople, que les Vénitiens attaquèrent et saccagèrent pour la seconde fois le quartier génois.

Ce coup de main ne fut peut-être pas désagréable à l'empereur, mais en apparence il lui donna l'occasion de sévir en 1171 contre les Vénitiens, comme nous l'avons vu ci-dessus. Grâce aux secours donnés en cette occasion par Gènes, ses relations avec l'empire, pendant tout le règne de Manuel, furent assez bonnes, malgré la politique d'amitié de la république envers l'empereur allemand.

Après le massacre des Latins, les relations de Gènes avec Constantinople furent suspendues pendant plusieurs années. C'est en 1188 seulement qu'un Génois eut la mission de tenter la reprise des anciens rapports, mais sans succès ; la tentative fut renouvelée trois ans plus tard avec un égal insuccès. Cette fois-ci le moment avait été mal choisi : Gènes concluait justement avec l'empereur Henri VI, fils de Barberousse, un accord en vue de la conquête du royaume de Sicile. La cour byzantine devait voir avec une grande inquiétude l'établissement des Allemands dans l'Italie méridionale, parce que le plan de conquête vers l'Orient, envisagé par Barberousse et repris par son fils, était connu de tout le monde. Néanmoins, au cours de l'année suivante, les relations furent reprises et Gènes obtenait par l'accord quelques

¹ Une lire génoise avait une valeur intrinsèque de 49 fr. 50 et une valeur légale de 49 fr.

² Manfroni, 617.

avantages secondaires. Des actes de brigandage, accomplis par des corsaires génois aux dépens de l'empire et de ses sujets, provoquèrent une nouvelle tension. Sous le règne d'Isaac l'Ange et d'Alexis III, les Génois, assagis par l'expérience, ne se livrèrent plus à la course, tandis que Pisans et Vénitiens se combattaient même dans les rues de Constantinople. En 1197, par suite du manque de tact d'un officier impérial, un Génois, Gafforio, bientôt rejoint par d'autres de ses compatriotes, recommença la course contre l'empire pour se venger. Par mesure de représailles, les marchands de Gênes furent tous chassés de Constantinople et en même temps on prononça contre eux l'interdiction de commercer dans l'empire. Quatre ans plus tard, un ambassadeur alla à Byzance pour rétablir les anciens rapports ; il réussit à obtenir la restitution des biens des Génois, à part une augmentation de leur quartier et d'une échelle en plus¹.

Nous avons vu que Venise avait cessé depuis longtemps de se croire en sécurité à Constantinople. L'intrusion de ses concurrents n'avait eu d'autre résultat que d'accroître son état de malaise et de lui donner l'envie d'en sortir. L'occasion ne devait pas se faire trop attendre.

Innocent III devenu pape en 1198, regardait comme son devoir de reprendre la ville sainte. Les préparatifs d'une nouvelle croisade furent arrêtés dès l'année suivante. Mais, pour se rendre en terre-sainte, les croisés avaient besoin d'une flotte. Les républiques de Pise et Gênes qui, autrefois, prirent part aux croisades, avaient cette fois, tant en Egypte qu'à Constantinople, des intérêts économiques qu'elles ne voulaient pas compromettre par une participation à la quatrième croisade. Le choix tomba naturellement sur Venise, qui sut en profiter pour poser les fondements de sa future prospérité dans la mer Noire.

Les croisés se réunirent à Venise, d'où ils devaient partir pour l'Egypte. En dehors d'une forte somme pour l'équipement de la flotte, la république avait obtenu l'engagement des croisés de partager le butin.

Dès le moment du départ, la somme stipulée devait être payée d'avance ; les croisés manquant d'une partie des fonds, le Sénat de Venise leur offrit de s'acquitter de la différence en combattant au service de la république. L'accord s'étant vite fait, on commença par l'attaque de Zara, qui gênait le commerce vénitien dans l'Adriatique.

¹ Manfroni, 621-644.

Cependant, une révolution de palais se produisit à Constantinople et eut pour résultat le renversement de l'empereur Isaac et de son fils par Alexis III. Le fils du détrôné réussit, grâce au secours des Pisans, à s'enfuir de Constantinople en 1201 pour aller demander du secours au pape, puis au chef du saint empire romain germanique, qui le recommanda aux croisés. Le doge Dandolo, qui dirigeait le siège de Zara, où le jeune prince Alexis avait rejoint les croisés, sut profiter de la circonstance et détourner momentanément le but de la croisade. La flotte se rendit directement au Bosphore et mit le siège devant la capitale de l'empire. Malgré la résistance des mercenaires d'Alexis III et le concours efficace des colons pisans, Constantinople tomba vite entre les mains des assaillants, et le jeune prince Alexis fut proclamé empereur, avec la corégence de son père, Isaac, devenu aveugle ¹.

Un incendie, allumé par une bande de pillards francs, réveilla l'irritation de la populace contre les Latins. Une contre-révolution, sous la conduite d'Alexis Ducas Murzuphle, éclata en janvier 1204, et cette fois le mouvement populaire sembla dirigé plutôt contre les Latins, alliés des croisés. Un nouveau siège commença, et le 13 avril 1204 les croisés furent de nouveau maîtres de Constantinople. Cette fois, au lieu de restaurer un prince de race grecque sur le trône, les croisés créèrent un empire latin, entouré d'une foule de principautés et de baronies, dont les maîtres étaient des seigneurs de langue française ou italienne ².

Le partage du butin ne se fit qu'au grand avantage de Venise : elle acquérait la possibilité de faire ce qu'elle voulait du commerce de Constantinople. Les Francs et les Lombards n'y entendaient rien ou fort peu de chose ; ils ne voyaient dans cette ville que la capitale de l'empire et l'abandonnèrent entièrement à l'industrie des Vénitiens ³.

En effet, au moment du partage, une partie de Constantinople, « la moitié » d'après Formaleoni ⁴, une série de villes échelonnées le long de la côte européenne du détroit des Dardanelles et de la mer de Marmara, dont les plus importantes étaient Gallipoli, Rodosto et Héraclée, en dehors d'une foule d'îles dans l'Archipel et des longues côtes vers l'Adriatique et la Grèce proprement dite, ainsi que plusieurs villes

¹ Heyd, I, 268-269 ; Lavissee et Rambaud, II, 332-333.

² Voir note précédente.

³ E. de la Primaudaie, 57.

⁴ *Op. cit.*, II, 209.

à l'intérieur de la Thrace, avec Andrinople¹, échurent à Venise. Des remaniements ultérieurs assurèrent aux Vénitiens, en échange de quelques concessions de territoires, difficiles à défendre et inutiles à garder pour une puissance maritime, la complète liberté de commerce dans les autres territoires échus à leurs alliés.

Il va de soi qu'un tel partage était très avantageux pour Venise. Toute navigation de l'Occident vers la Méditerranée orientale, l'Archipel, la mer Noire et la mer d'Azof, passait en vue des ports, des îles et des côtes en majeure partie vénitiennes, de sorte que la république s'était réservé la possibilité de surveiller tous les mouvements de ses amis, comme de ses ennemis, dans les eaux du Levant. On avait supprimé le danger des corsaires même, parce que là où l'on ne rencontrait autrefois que des nids de brigands, terreur du commerce de Venise, « on trouvait maintenant des ports amis, des asiles fortifiés et sûrs, où les capitaines et les marchands vénitiens, certains d'un bon accueil, pouvaient demander asile et protection, et si, parfois, les maîtres de ces îles toléraient encore chez eux des corsaires, ceux-ci n'étaient plus un danger pour les navires vénitiens. »²

Une fois maîtres des détroits, les Vénitiens pouvaient considérer comme leur propriété la mer Noire³. Leur esprit d'entreprise pouvait se lancer avec sécurité dans le bassin de cette mer, sans la crainte qu'un jour leur domination pût être troublée. C'est d'ailleurs la condition primordiale de toute prospérité économique : la certitude que la navigation ne peut être empêchée par le mauvais vouloir ou la négligence de quelqu'un.

Tana, dans la mer d'Azof, fut la première colonie vénitienne, qui devint le grand marché des peuples tartares et l'un des plus riches entrepôts du commerce asiatique. Une seconde colonie fut fondée à Soldaja, dans la péninsule taurique. D'autres factoreries furent installées ailleurs, et l'on fit revivre plusieurs parmi les anciennes villes commerciales du temps de la prospérité grecque.

La maîtrise de la presqu'île de Gallipoli fut consolidée ensuite par l'établissement de plusieurs seigneurs vénitiens sur la côte asiatique du détroit, à Lampsaque⁴.

¹ Heyd, I, 270.

² *Ibid.*, I, 275-276.

³ Primaudaie, 59. Pendant un certain temps, il fut question de transporter la résidence du doge à Constantinople.

⁴ Heyd, I, 301.

En face de cette position dominante de Venise aux détroits et à Constantinople, il ne restait aux autres républiques concurrentes, de Gênes et de Pise, que de se soumettre ou de renoncer à leur commerce dans la mer Noire : accepter ce que la bienveillance de Venise pouvait concéder à ses anciennes rivales ou lui déclarer ouvertement la guerre, et alors risquer d'être complètement exclue de cette mer ¹. Il n'y avait pas d'autre issue, d'autant plus que, par le traité fondamental conclu entre Venise et les croisés et successivement renouvelé par tous les empereurs latins, un article spécial interdisait l'accès et le séjour de l'empire à tout citoyen d'une nation en guerre avec la république ². Il va de soi que Venise n'avait qu'à déclarer la guerre pour avoir le prétexte d'interdire l'accès de la mer Noire à toute nation.

Il paraîtrait que, dans les premiers temps de la fondation de l'empire latin, il y eut une guerre entre Venise et les deux autres républiques italiennes. Après une brève tentative de résistance, les Pisans s'empressèrent de traiter avec Venise et conclurent un traité d'alliance offensive et défensive pour combattre les Grecs, qui, de Nicée, menaçaient la sécurité de la mer de Marmara ³. Gênes même sembla quelque temps être décidée à adopter une telle politique d'amitié avec Venise, en lui accordant son appui pour la défense de Constantinople, assiégée à la fois par les Grecs et par les Bulgares ⁴.

Nous allons résumer les principaux événements jusqu'au traité de Nymphée, qui assura la domination gènoise dans la mer Noire.

En 1206, le roi de Sicile, avec l'appui des Grecs, fit une tentative pour s'emparer de l'île de Crète, qui, à l'occasion du partage de l'empire byzantin, était échue au lot vénitien. Gênes regardait avec satisfaction cette tentative, mais, avant de s'engager ouvertement à la soutenir, essaya d'obtenir de Venise un arrangement convenable pour sa colonie de Constantinople. L'insuccès des propositions faites à Venise la décida d'entrer ouvertement en guerre, à côté des autres, avec l'espérance, à son tour, de prendre pied dans l'île de Crète.

Un nouvel insuccès militaire détermina en Juillet 1212 la conclusion d'une trêve entre les deux républiques, trêve qui,

¹ Manfroni, 648.

² Heyd, I, 289.

³ Manfroni, 649-650.

⁴ Heyd, I, 306.

— après les malheureuses tentatives renouvelées par Henri de Malte ou plutôt par da Costa contre l'île de Crète à l'occasion d'un soulèvement des Grecs contre la domination vénitienne, — est devenue la paix de Parme en 1217. Par cette paix, il était établi « que les habitants de Gênes pourraient vivre dans l'empire, jadis grec, aux mêmes conditions qu'au temps de l'empereur Alexis et qu'ils pourraient s'adonner à leurs affaires commerciales, en payant les impôts qu'ils payaient au temps de cet empereur, sans recevoir toutefois les dons qu'ils recevaient de lui ». La paix fut renouvelée plusieurs fois dans ces conditions en 1228, 1232, 1238 et 1251, malgré que la politique de Gênes ne fût et ne pût être que trop favorable à Venise.

Cependant, les empereurs byzantins de Nicée ne renonçaient pas à l'idée d'abattre l'empire latin et de reconquérir Constantinople. Gênes regardait avec satisfaction tous les efforts des Grecs pour chasser les Latins, d'autant plus que le conflit d'Acre¹ d'un côté et son triomphe contre Pise de l'autre, le poussaient vers Constantinople. Petit à petit, l'empire de Nicée avait enfermé la capitale et le peu de territoires qui restaient encore aux Latins, dans un cercle de fer ; pour remporter la victoire finale il ne lui manquait que la force navale, dont Gênes seule pouvait lui accorder l'appui².

Les tentatives précédentes pour une alliance n'avaient pas réussi, mais cette fois elle fut vite conclue entre Gênes et l'empereur Michel Paléologue en vue de l'expulsion des Latins. La signature du traité d'alliance eut lieu le 13 mars 1261, à Nymphée.

Par les conditions stipulées, ce traité était un parfait renversement de l'ancienne situation aux dépens de la république de Venise, dont la place revenait de droit à Gênes en cas de victoire. En premier lieu, les deux parties contractantes prenaient l'engagement solennel d'une alliance perpétuelle : la guerre contre Venise, leur ennemie, devait être conduite jusqu'au bout. En second lieu, l'empereur promettait aux Génois complète liberté commerciale dans toute l'étendue de son empire ainsi que dans les territoires qu'il se proposait de reconquérir, avec une absolue exemption et immunité de tout impôt ou taxe tant à l'entrée qu'à la sortie des mar-

¹ Au sujet d'une église qui n'avait pas été assignée d'une manière bien précise aux Vénitiens ou aux Génois. Au cours de la guerre qui suivit, les Vénitiens alliés aux Pisans, avaient saccagé les établissements génois de Syrie (Fanucci, III, 43).

² Manfroni, 650-656.

chandises. Nous devons remarquer que cette exemption est pour la première fois accordée aux Gênois, tandis que les Vénitiens l'avaient obtenue des empereurs byzantins longtemps avant l'installation des croisés à Constantinople. Suivaient, ensuite, dans le traité la promesse de céder aux Gênois un emplacement dans la capitale, avec permission d'y installer une colonie avec tout ce dont elle avait besoin : un marché, une église, des maisons pour les négociants, un bain et un four communs, et en plus, le droit de vivre sous l'autorité et la juridiction d'un podestat ; enfin, on rétablissait la vieille coutume de payer annuellement à la république et à son archevêque une somme en pièces d'or, en dehors du don habituel de tapis réservé à celui-ci ¹.

Mais la clause primordiale, véritable but et raison de l'alliance de Gênes avec Michel Paléologue, était celle concernant la fermeture de la mer Noire à ses concurrents. En effet, l'empereur s'obligeait non seulement à interdire dans ses ports l'armement ou la réparation des navires de guerre ou de course des ennemis de Gênes, mais à exclure de ses ports et de ses marchés les ennemis de la république. Cette disposition était évidemment dirigée contre Venise, dont le commerce et la navigation dans le Levant devaient être ruinés. Quant à la république de Pise, haïe comme concurrente et comme alliée de Venise, elle avait su parer le coup, s'assurant en temps opportun les grâces de l'empereur. C'est ainsi que Paléologue se réservait le droit d'accorder aux Pisans un emplacement pour leur marché et un quai dans le port². Il est hors de doute que Pise n'était pas en état de faire une concurrence trop dangereuse aux Gênois, malgré la situation qui lui fut réservée ; et, peut-être, après la défaite qui lui fut infligée quelques années auparavant, elle ne songeait plus à gêner sa puissante rivale.

En dehors d'autres obligations sans importance par rapport à la situation qui lui était réservée, Gênes se liait envers l'empereur pour combattre sur mer les Vénitiens et, après la reprise de Constantinople par les Grecs, à empêcher toute nouvelle tentative en vue de s'en emparer. Une petite armée partit vers Constantinople dès que le traité fut ratifié à Gênes, mais avant qu'elle pût débarquer, la ville tomba entre les mains de l'empereur.

Le pape Urbain IV, l'allié et le protecteur naturel de

¹ E. de la Primaudaie, 67-70 ; Manfroni, 658-659 ; Depping, I, 63-64.

² Manfroni, 660.

l'empire latin, surtout en vue de l'unification des deux Eglises sous son autorité, envoya des conseils à Gènes pour rompre le traité conclu avec un ennemi de la papauté. Le refus eut pour résultat de soumettre la cité à l'interdit. Gènes continua sa route, après même que le pape l'eut menacé de l'exclusion de tous les ports de l'Europe chrétienne et de l'organisation d'une nouvelle croisade pour reconquérir Constantinople¹. Ses intérêts économiques et les avantages que l'alliance lui assuraient étaient trop grands pour qu'elle s'inquiât des menaces papales malgré l'attitude soumise que Gènes avait toujours gardée vis-à-vis de l'Eglise.

Assurée d'une jouissance exclusive du commerce de la mer Noire, Gènes s'empessa d'en profiter. Ses marchands installèrent partout des comptoirs, firent revivre des anciennes villes commerciales et nouèrent des relations avec les populations établies sur les rivages du Pont-Euxin. Caffa semble être la première colonie génoise, qui, en peu de temps, a pris un grand essor. Ancienne colonie de Milet, connue dans l'antiquité sous le nom de Théodosie, Caffa² devint, grâce à sa position sur la côte orientale de la Crimée, ainsi qu'à son admirable port naturel, le centre d'où rayonna le prestige de la république génoise dans la mer Noire. Nous n'entrerons pas dans la discussion concernant la date de sa fondation. Que cela soit en 1269³ ou plus tard, un fait paraît acquis, c'est qu'elle ne put être fondée qu'après le traité de Nymphée. Vingt ans plus tard, en 1289, Caffa devait avoir atteint une grande prospérité, du moment qu'elle était en état de porter secours à Tripoli de Syrie⁴, une autre colonie de la mère patrie. Un an plus tard elle apparaît parfaitement constituée, avec consulat, grand et petit conseil, etc.⁵

Caffa avec Soldaja, Kertch, Sinope, Trébizonde, et d'autres points⁶ où se trouvaient des colonies génoises plus ou moins importantes, formèrent ensuite la *Gazzeria genovese*, une sorte d'administration à part des colonies de la république de la mer Noire, semblable à l'administration des colonies des grandes puissances de nos jours.

¹ Manfroni, 666.

² Sainte-Marie-Mévil, *Caffa et les colonies génoises de la Crimée*, Paris, 1856, p. 5 et suiv.

³ E. de la Primaudaie, 79.

⁴ Sainte-Marie-Mévil, *loc. cit.*; Heyd, II, 164.

⁵ Heyd, *loc. cit.*

⁶ Tana était partagée avec Venise, ainsi que d'autres villes.

Malgré le traité de Nymphée et l'appui naval de Gênes, Michel Paléologue se rendait compte de la puissance de Venise et, par conséquent, devait essayer une réconciliation. La sagesse politique lui conseillait une telle attitude pour pouvoir mettre une limite à la toute-puissance de Gênes, qui semblait vouloir la maîtrise de tout l'empire. D'ailleurs, une conspiration organisée par le podestat génois Guercio, peut-être d'accord avec la république et le pape en vue de la restauration de l'empire latin¹, mit Paléologue en éveil et le décida vite pour la politique indiquée ci-dessus (1264).

Pendant l'année suivante, il voulut faire la paix avec Venise et s'engageait à lui rendre un terrain avec vingt-cinq maisons et une ou deux églises²; quelque chose de plus même : une alliance greco-vénitienne fut sur le point d'aboutir si le doge Zeno, sous la menace du pape qui envisageait une nouvelle croisade contre l'empire d'Orient, n'avait pas refusé la ratification du traité. Grâce à ce fait, l'empereur s'empressa de renouer amitié avec Gênes et céda de nouveau un terrain pour les marchands génois à Constantinople, mais cette fois-ci dans le faubourg de Galata³. Pour une meilleure compréhension du nouvel arrangement, il faut dire qu'à l'occasion de la conspiration découverte en 1264, les Génois, ainsi que tous les Latins établis dans la capitale, avaient été expulsés de Constantinople et relégués à Héraclée, une ville sur la mer de Marmara, située à soixante milles de Constantinople⁴.

En 1282, Michel Paléologue mourut et son fils Andronic II monta sur le trône. Trois ans plus tard, le nouvel empereur, suivant la voie de son père, fit la paix avec Venise⁵.

Il est à remarquer que dès 1265, Michel Paléologue s'était montré contraire à l'idée de fermer la mer Noire, conformément aux désirs de Gênes. Il est probable que de bonne heure, après la chute de l'empire latin, les marchands vénitiens ont commencé à reprendre leur place à Constantinople, ainsi que dans les colonies de la mer Noire. Ils ont donc continué, comme autrefois, à aller charger des grains dans

¹ Manfroni, 669.

² Primaudaie, 72.

³ Nous devons remarquer qu'à cette époque Péra et Galata formaient un même faubourg, contrairement à ce qui existe actuellement. (M. G. Canale, *Nuova storia della repubblica di Genova*, Firenze, 1860, t. II, p. 395-399.)

⁴ Manfroni, 670-672.

⁵ *Ibid.*, 683.

la mer Noire ; entre eux et l'empereur, le désaccord ne subsistait plus que sur le point de savoir s'ils avaient le droit de se défaire de ces grains en territoire grec, ou seulement de les faire passer en transit¹.

Malgré cette situation créée par la paix de 1285, et relativement satisfaisante, tant pour Gênes que pour Venise, nous allons assister à une série de guerres entre ces deux républiques, soit dans la mer Noire même, soit ailleurs, mais à des guerres issues presque toujours de la rivalité commerciale dans le bassin du Pont-Euxin. Cette lutte ne prendra fin que trop tard, le jour où l'invasion turque en Europe aura fait de grands pas et le danger sera, par conséquent, commun pour les deux rivaux.

En 1287, à Saint-Jean d'Acre, les Vénitiens et les Pisans attaquèrent le Génois Roland Ascheri, qui sut, courageusement, leur tenir tête. Trois ans plus tard, Gênes obtenait tant en Egypte qu'à Chypre des avantages remarquables, pour le plus grand mécontentement de Venise. En 1293, la mesure était comble : près de Corone, plusieurs galères armées de Venise rencontrant sept galères génoises les attaquèrent, mais furent repoussées. Gênes regretta l'incident, malgré qu'il eût été provoqué par les Vénitiens, et envoya des ambassadeurs à Venise pour trancher amicalement le différend. Aucun accord ne put être conclu et la guerre éclata peu de temps après. Venise organisa une flotte de plusieurs galères pour donner la chasse aux transports génois. Les marchands de Gênes, après avoir transporté les marchandises à Pera, organisèrent une flotte et, sous la conduite de l'amiral Nicolas Spinola, partirent à la rencontre des Vénitiens. Le 2 juin 1294, la bataille qui eut lieu dans la baie de Lajazzo (Arménie) se termina par la victoire génoise. De nouveaux préparatifs de guerre furent faits à Venise, mais en face de la formidable organisation de Gênes, la république des lagunes s'adressa aux bons offices du pape, et de la sorte une trêve s'établit jusqu'au 24 juin de l'année suivante.

Le 22 juillet 1296, en dépit des clauses inscrites par les empereurs grecs dans divers traités en vue de prévenir tout conflit armé entre Venise et Gênes dans la mer Noire, une flotte vénitienne de soixante galères, sous la direction de Roger Morosini, passa les Dardanelles et se présenta devant Constantinople. Les Génois se retirèrent de Pera dans la

¹ Heyd, II, 468.

capitale et, avec l'appui de l'empereur, purent résister aux agresseurs et les forcer à la retraite. Avant de s'en aller, les Vénitiens mirent le feu au faubourg de Péra.

La même année, ils firent de nouveau irruption dans la mer Noire avec une flotte de vingt-cinq galères, ils capturèrent un grand nombre de bâtiments génois et finirent par mettre le siège devant Caffa. Après une longue résistance, la place succomba, car elle n'était pas préparée pour une telle attaque brusquée. Cette conquête n'eut aucune utilité visible, parce qu'après le départ de la flotte vénitienne les Génois rentrèrent dans la possession de leur colonie.

Au moment de la paix de Milan, en 1299, qui suivit la grande guerre provoquée par l'attaque de Caffa, Venise s'engagea à payer des indemnités pour les actes de piraterie commis à Caffa et à Acre et de n'envoyer aucun vaisseau de guerre, tant dans la mer Noire qu'en Syrie, pendant un délai de treize années.

Il est peu probable que toutes ces conditions aient été remplies.

La guerre contre l'empire, provoquée à la suite de l'attaque de Constantinople, continua même après la paix de Milan. C'est à peine en 1302 qu'Andronic signa la paix avec Venise et consentit à lui céder plusieurs îles, dédommagements pour les pertes subies par les Vénitiens à la suite des représailles officielles et populaires, ainsi que la remise du quartier à Constantinople.

Un nouvel accord fut signé l'année suivante entre l'empereur et Gènes, et à cette occasion on délimita d'une manière explicite le quartier respectif à Galata. Les pourparlers diplomatiques suivis pendant l'année 1304 aboutirent à une sorte de complète indépendance pour la colonie génoise de Constantinople : Galata put être fortifié, afin d'éviter à l'avenir les attaques par surprise. En même temps, Gènes était déliée de l'obligation écrite de lutter pour la défense de l'empire en cas d'agression, probablement pour la simple raison que c'était l'intérêt même des Génois, après tant de faveurs, de défendre l'empire. Il semble certain que Gènes, en vue de ménager certains intérêts commerciaux, ne fut pas trop pressée pour la défense de l'empire contre les attaques réitérées des Turcs en Asie Mineure, et particulièrement contre le département de Nicée. C'est ainsi que l'empereur Andronic se vit forcé d'appeler à son secours les troupes catalanes de Roger de Flor.

La jalousie des colons génois contre les Catalans occasionna plusieurs conflits. En 1308, les troupes catalanes, établies et fortifiées à Gallipoli, commencèrent à devenir dangereuses pour l'empire et alors Andronic dut en appeler à Gênes pour les expulser. Pendant les luttes qui suivirent, le commerce génois, ainsi que la colonie de Galata, eurent beaucoup à souffrir des attaques des Catalans, qui ne pouvaient être réduits, grâce à leur situation favorable dans la presqu'île de Gallipoli. A peine après 1317, quand la colonie catalane put être mise à la porte, Andronic reconquit un peu de son prestige dans l'empire et les Génois reprirent tranquillement leurs affaires.

Quelques bouleversements politiques à Gênes eurent aussi leur répercussion à Galata et il y eut un conflit entre la colonie et la mère patrie.

Un acte de violence accompli par des matelots génois contre un convoi vénitien fit éclater une nouvelle guerre. Venise envoya des forces, qui vinrent mettre le siège devant Constantinople et Galata; à la fin, les colons génois, pour sauver leur commerce de la ruine imminente, s'engagèrent envers l'amiral vénitien à réparer tous les dommages causés par leurs compatriotes de Gênes (1328)¹.

Six ans plus tard l'empereur Andronic, prêt à partir pour reconquérir Lesbos, dut employer ses forces à réduire la colonie génoise de Galata, qui paraissait à la veille d'attaquer l'empire pendant son expédition. En 1340-1341, les pourparlers diplomatiques de Gênes avec l'empereur Andronic et ensuite avec la régente Anne de Savoie, aboutirent à une convention renouvelant le traité de Nymphée.

La dernière attaque des Vénitiens à Caffa fut suivie, peu d'années après, par une attaque des Tatares. A Tana la colonie italienne n'était pas plus heureuse qu'à Caffa, toujours à cause de la population indigène. Nous avons vu que Tana était la principale colonie de Venise et où, par suite des événements, beaucoup de Génois s'étaient installés. Malgré la concession accordée par Ouzbek, le khan des Tatares, les colons vénitiens rencontraient des difficultés insurmontables à Tana. Les choses en vinrent au point que le gouvernement vénitien dut, en 1340, envoyer à Ouzbek un ambassadeur

¹ Donaver, I, 495-499; Fanucci, III, 458; Heyd, II, 469; Manfroni, 686-699; Eugenio Musatti, *La storia politica di Venezia*, Padova, 1897, p. 79-80.

chargé de réclamer de meilleurs traitements pour ses compatriotes. Il est fort probable que ces difficultés devaient être le résultat des agissements génois, car, vers la même époque, les colons vénitiens se virent en butte, de la part des Génois, à des actes d'une hostilité si marquée, qu'ils reçurent de leur gouvernement l'avis de placer leurs habitations de manière à éviter toute communauté avec celles des Génois; en même temps, le Sénat de Venise adressait au doge de Gênes une plainte en forme contre le consul génois de Tana¹. Le fait paraît d'autant plus vraisemblable que l'attaque tatare contre Caffa a pu être, à son tour, le résultat des conseils vénitiens. Pendant l'inter règne, qui suivit la mort d'Ouzbek, les Génois de Tana se portèrent en masse dans le quartier vénitien et y firent beaucoup de dégâts. Le nouveau khan, Djanibek, se montra favorable aux Vénitiens, leur accorda un changement de quartier et, en plus, l'autorisation à le fortifier, malgré la protestation des Génois.

En 1343 survint une catastrophe, dont les conséquences furent bien pénibles pour tous les Occidentaux. A la suite d'une querelle, dont les causes sont restées inconnues, entre les Tatares et les équipages des galères vénitiennes, compliquée par le meurtre d'un Tatar, une bataille générale s'engagea entre les indigènes et tous les colons. Le pillage fut complet et les Occidentaux, qui n'avaient pas été tués ou arrêtés, durent se sauver sur des vaisseaux. Djanibek-khan, outré du meurtre, décida d'en finir avec les colonies : il signifia aux Vénitiens et aux Génois la défense de paraître dorénavant à Tana; puis il se mit en marche sur Caffa, qui ne put être réduite². Les conséquences de la perte de Tana, ainsi que les dommages subis à Caffa, par suite du siège, se firent vivement sentir par Venise et Gênes, ainsi que par d'autres régions européennes, dont l'échange avec les productions tatares se faisait par l'entremise des Italiens.

On pourrait croire un instant qu'après les malheurs communs, les deux républiques cesseraient les luttes ruineuses pour prévenir les nouveaux dangers. En effet, l'année 1344 vit un ambassadeur génois se rendant à Venise pour conclure une alliance contre l'ennemi commun. Le 22 juillet 1345 l'accord fut signé : le maintien de l'interdit contre les Tatares en était la base. On renouvela la défense faite à tout navire

¹ Heyd, II, 184.

² Heyd, II, 186-187; Donaver, I, 274-275.

génois et vénitien d'aborder dans le port de Tana ou sur tout autre point de l'empire tatar, et en général de dépasser Caffa à l'Est. Le doge de Gênes invitait Venise à fonder à Caffa une colonie, à laquelle on garantissait la liberté absolue de trafiquer, ainsi que la franchise de tous droits. Il est évident que Gênes s'efforçait de parer aux circonstances défavorables qu'elle traversait en concentrant dans sa colonie de Caffa la vie commerciale de la partie septentrionale du Pont Euxin. Les Vénitiens acceptèrent la proposition pour le moment, mais il est hors de doute qu'ils n'étaient que médiocrement tentés d'aller s'établir en qualité d'hôtes dans une colonie rivale. En effet, ils essayèrent de faire la paix avec Djanibek et, après deux ans, purent rentrer à Tana presque dans les mêmes conditions qu'auparavant ¹.

Gênes se retrouvait ainsi abandonnée en face des Tatares par son alliée et, en même temps, elle voyait renaître la vie commerciale de Tana, dont la concurrence pour Caffa ne pouvait lui être agréable.

Ce sera la cause d'une nouvelle guerre entre les deux républiques. Gênes décida de rappeler Venise au respect de l'engagement que ses vaisseaux n'iraient plus à Tana et que, d'une manière générale, ils ne dépasseraient pas Caffa ; et elle entendait l'obliger, même par la force, à tenir cette promesse. Plusieurs bâtiments vénitiens furent saisis par ce moyen et la cargaison confisquée.

Puis les Génois poussèrent la prétention plus loin : ils voulurent expulser complètement les Vénitiens de la mer Noire et se réserver le droit exclusif d'exploiter cette région. A cet effet, ils s'emparèrent, dans le Bosphore, du détroit d'Hiéron (1348), un point où la sortie vers la mer Noire forme un premier étranglement, et, au mépris de l'autorité impériale, y établirent en permanence une station navale. Tous les navires montant ou descendant le Bosphore devaient payer un droit de passage ; en plus, ceux de nationalité grecque ou vénitienne, se dirigeant vers les ports de la côte septentrionale du Pont, ne pouvaient continuer la route qu'avec une permission spéciale ².

Il va de soi qu'une telle prétention souleva le mécontentement général et que Venise fut la première à s'insurger contre une telle entrave à la liberté commerciale. Son doge,

¹ Heyd, II, 496-497.

² *Ibid.*, 498-499.

André Dandolo, proclama au sein du grand conseil : « La mer est libre et nous devons la garder ainsi de toutes nos forces. » Des ambassadeurs vénitiens partirent tout de suite à Gênes pour faire les démarches nécessaires : ils demandèrent la liberté de navigation dans la mer Noire et la restitution des vaisseaux et des marchandises qui avaient été saisis. Les réclamations, les arguments, ainsi que les menaces furent inutiles, car l'attitude des Génois était inébranlable. Ils considéraient la mer Noire comme leur propriété, pour la raison qu'ils en détenaient la porte et parce qu'ils y avaient les plus grandes colonies, — de même que les Vénitiens avaient pris l'habitude de considérer l'Adriatique comme leur mer ¹.

La guerre était inévitable et elle éclata en 1350, malgré les exhortations de Pétrarque en faveur de la paix et pour le bien des républiques sœurs. Cette fois Venise avait comme alliés Pierre IV d'Aragon et Jean Cantacuzène, l'usurpateur du trône byzantin. L'attaque de la colonie de Galata ne réussit pas pour le plus grand dépit de Cantacuzène ; la bataille navale, qui eut lieu dans le Bosphore, malgré la supériorité numérique des alliés, resta indécise. L'empereur se retrouvant seul en face des Génois, qui avaient conclu une alliance avec Orkhan, le sultan des Turcs, dut signer une paix bien dure (1352). Il reconnaissait tous les anciens privilèges et accordait Galata en pleine propriété aux Génois. Condition plus grave et plus importante : les navires grecs ne pourraient à l'avenir aller à Tana sans le consentement de Gênes ². Cette dernière se substituait à l'empire byzantin et de concessionnaire de certaines faveurs, elle commençait à s'en considérer propriétaire ; Gênes concédait à son tour aux Grecs la faveur de la navigation.

C'est trois ans plus tard, en Juin 1355, que Gênes et Venise arrivaient enfin à la conclusion de la paix de Milan, après une longue et coûteuse guerre. Les deux républiques s'engageaient mutuellement à ne pas envoyer des navires marchands à Tana pendant une durée de trois ans ; ce délai expiré, elles reprenaient leur liberté. Par une telle paix transactionnelle, Gênes renonçait à son projet de ruiner définitivement le marché de Tana, en vue de faire de Caffa le centre unique du commerce du Kiptchak et Venise recouvrait la

¹ Fanucci, IV, 4.

² Donaver, I, 293-295 ; Manfroni, 707-713.

liberté de navigation dans la mer Noire et le droit de trafiquer avec Tana à partir de 1358¹. Il paraît que ce traité de paix a été respecté ; en réalité il ne fut qu'une longue trêve.

De tout ce chapitre, où nous avons envisagé à vol d'oiseau les principaux conflits pour la maîtrise des détroits, il en résulte la nécessité vitale de s'assurer le libre passage pour tous les peuples qui ont eu des intérêts dans la mer Noire. Il en résulte également que, dès qu'un peuple réussit à avoir la prépondérance sur les rivages de l'Hellespont ou sur ceux du Bosphore, il essaie d'y établir une domination égoïste, gênante et exclusive pour les autres ; il essaie de transformer toute *concession* en pleine et absolue *propriété*, dont il use, et abuse même, aux dépens des autres. Enfin, il s'en déduit que toute domination exclusive ou même la tendance à la domination exclusive, donne lieu à des conflits sanglants entraînant des pertes de beaucoup plus grandes que ne le sont habituellement les avantages de l'exclusivité.

Combien plus florissante aurait pu être la prospérité des républiques italiennes du moyen âge si, au lieu d'efforts particuliers, elles avaient collaboré sincèrement à l'établissement d'un régime de liberté de la navigation dans la mer Noire !

Naturellement, il est risqué de juger d'après la conception moderne du droit, les fautes des républiques italiennes, dues en bonne partie à la conception féodale ; mais il est, au contraire, très utile de faire la comparaison de ces deux conceptions, d'après les résultats que nous transmet l'histoire, afin de mettre en évidence la valeur de la conception moderne et l'imposer avec moins de difficulté à l'esprit des contemporains moyenâgeux.

Dans le chapitre suivant, nous allons voir d'autres résultats de la conception féodale pour les Génois eux-mêmes, qui avaient su réaliser pratiquement cette conception en leur faveur, grâce à l'alliance avec les Turcs.

¹ Heyd, II, 200.

DEUXIÈME PARTIE

LES TURCS AUX DÉTROITS ET LA FERMETURE DE LA MER NOIRE.

L'ATTITUDE DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES DEVANT LES ENVAHISSEURS MUSULMANS

Nous sommes arrivés au moment où l'histoire doit enregistrer parmi les grands événements d'Orient les conquêtes turques et ensuite l'invasion des nouveaux conquérants en Europe.

Il n'y a pas lieu de parler longuement de ce peuple, mais nous devons en dire quelques mots, avant de poursuivre le fil des événements.

Au dire des écrivains musulmans, la nation turque tire son origine d'un fils de Japhet, nommé Turk, qui établit sa capitale dans une vallée, sur les bords d'un lac entouré de montagnes. C'est l'explication de l'origine appuyée par la légende. D'après l'histoire, qui remonta au pays originaire, les Turcs, que les Chinois appelèrent d'abord Tuku, quittèrent l'Altaï ou la Montagne d'Or pour se répandre dans les vastes et fertiles steppes de la Haute-Asie¹, le Turkestan actuel, contrée comprise entre la mer Caspienne, les monts Oural, Altaï, Khataï et Himalaya. C'est de cette région immense, habitée autrefois par les Tatares, que sont sorties les hordes barbares qui, aux premiers siècles, ont envahi

¹ J. de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman depuis son origine jusqu'à nos jours*, trad. de l'allemand par Hellert, Paris, 1835, t. I, p. 3-4.

l'Occident. C'est de là que vinrent les Turcs, les Tatares mongols, les Kirghiz, les Kalmoucks. Quelques savants pensent que le nom de Turcs a été, à une certaine époque, le nom générique de toutes ces tribus de même origine. Les Ottomans auxquels on l'applique aujourd'hui le regardent comme une injure, car il est devenu synonyme chez eux de barbare¹.

Etablies et organisées en État dans le Turkestan, les tribus turques éprouvèrent, vers la fin du dixième siècle, un besoin d'expansion ; les unes s'emparèrent alors de la Boukharie, les autres conquièrent la Perse et fondèrent l'empire des Gaznévides, qui dura de 960 à 1189.

La fortune des Turcs, qui allait les conduire à la domination de l'Orient, commença sous le règne de Togroul-Beg, petit-fils de Seldjouk, émir du Turkestan. Il remporta des victoires éclatantes et devint le maître de Bagdad, où le Khalife lui donna le titre de sultan. Ses successeurs ajoutèrent de nouvelles conquêtes et accrurent l'éclat de la dynastie et de la puissance turques. Récemment convertis à l'islamisme, les sultans Seldjoukides ont l'ardeur des néophytes et ne rêvent que conquêtes. Chose toute naturelle, la primauté dans le monde islamique passe vite aux nouveaux croyants, dont les sultans ne laissent plus au khalife que de vains hommages et l'autorité pontificale².

C'est du côté de l'Asie, et particulièrement du côté de la nouvelle puissance qui se substituait à la Perse, que l'empire byzantin allait courir un danger beaucoup plus grave qu'au temps de l'empereur Héraclius, un danger qui cette fois sera mortel.

Les croisades, faites au moyen âge pour la délivrance des Lieux-Saints de la domination païenne, ont vu leur but dévié par les intérêts et les rivalités commerciales, par les ambitions personnelles et par les dissensions théologiques. Au lieu de barrer la route aux nouveaux barbares, qui se préparaient à envahir l'Europe, les croisades ont contribué à la ruine de l'empire d'Orient en décadence et ont excité l'envie des nouveaux conquérants pour s'emparer de Constantinople.

La puissance turque avait fait d'importants progrès au

¹ Vicomte de la Jonquière, *Histoire de l'empire ottoman*, deuxième édition, Paris, 1914, t. I, p. 39.

² *Ibid.*, 43-44.

cours des trois derniers siècles, de telle façon qu'au commencement du quatorzième siècle l'empire d'Orient se trouvait refoulé de la plus grande partie de ses possessions de l'Asie Mineure.

En 1317, les Turcs s'emparèrent de Brousse, après avoir mené la guerre contre elle pendant une dizaine d'années, et de cette manière ils se trouvèrent tout près de la mer de Marmara. Après la mort d'Osman, son fils Orkhan monta sur le trône au milieu des plus heureux présages. Séduit par la magnifique situation de Brousse, le nouveau sultan y transporta sa résidence, et compléta dans le Nord les conquêtes de son prédécesseur, de manière à cerner Nicée et Nicomédie. Peu de temps après son avènement, cette dernière cité fut facilement réduite. Le tour de Nicée, la seconde ville de l'empire, ne se fit pas longtemps attendre : en 1330, après deux ans d'assauts répétés de temps en temps et après que les Turcs s'emparèrent d'abord des forts de Karatekin et de Targhin, elle succomba aussi ¹.

Ainsi tomba la dernière barrière qui protégeait l'empire byzantin du côté de l'Asie.

Orkhan, après s'être emparé de Nicée, permit à la garnison de se retirer librement à Constantinople. Sa conduite dans cette circonstance fut celle d'un prince généreux ; il sut sacrifier les licences de la victoire aux lois d'une sage politique. Ses calculs eurent le résultat qu'il en attendait ².

La faiblesse de l'empire de Byzance, dont les maîtres en appelaient soit aux Vénitiens, soit aux Génois, pour contenir les factions et les émeutes, était évidente ; elle constituait, sans doute, un encouragement pour les conquérants turcs. L'apparition des sultans et les récentes victoires s'imposèrent vite à Constantinople : les empereurs commencèrent à faire appel aux sultans. C'est ainsi qu'en 1345 l'empereur Cantacuzène demanda l'appui d'Orkhan contre le tsar des Serbes, Douchan, qui menaçait la capitale, et lui offrit la main de sa fille ³. La politique d'amitié entre l'empereur de Byzance et le sultan ne fut pas de longue durée : le refuge que les prétendants au trône impérial recherchaient auprès des Turcs, ainsi que la politique d'habileté des Génois, contribuèrent à troubler l'entente d'Orkhan avec son beau-père.

¹ Hammer, I, 409, 136-137 ; Jonquière, I, 61-62.

² *Ibid.*, loc. cit.

³ Jonquière, I, 63.

Nous avons déjà vu que, pendant la guerre de 1350, le sultan était l'allié de Gênes contre l'empereur et contre les Vénitiens. Les troubles qui suivirent à Constantinople, après la paix avec Gênes de 1352, troubles provoqués par le véritable héritier de la couronne impériale, Jean V Paléologue, contre son usurpateur, facilitèrent les progrès des Turcs.

En 1353¹ Suleyman pacha, fils d'Orkhan, à la tête d'une poignée de guerriers dévoués, traversa nuitamment l'Hellespont sur deux radeaux et surprit la ville de Tzympe, d'après les indications d'un prisonnier grec ; ensuite, il ramena les barques nécessaires au passage de trois mille hommes et s'empara définitivement de cette localité². Cantacuzène essaya de ramener la ville sous sa domination, mais non pas par les armes : il arriva à la conclusion d'un marché, en prenant l'engagement de payer deux mille ducats au sultan pour lui rendre Tzympe. On était justement à la veille de l'exécution, pendant l'année suivante, où un effroyable tremblement de terre dévasta les côtes de la Thrace. Les troupes de Suleyman se trouvaient en face de Gallipoli : profitant des larges brèches que le tremblement avait faites à ses murailles, elles pénétrèrent dans la ville et s'en emparèrent facilement, d'ailleurs, grâce à la confusion qui régnait parmi les habitants. A la nouvelle de cette conquête, qui le rendait maître de la clef de l'Hellespont, Suleyman refusa de restituer Tzympe et fit passer en Europe de nombreuses colonies de Turcs et d'Arabes. Un de ses premiers soins fut de relever les murs de Gallipoli, ainsi que des autres places fortes dévastées par le tremblement de terre, et dont il s'empara aisément.

Cantacuzène, incapable de s'opposer aux Turcs, se plaignit de l'atteinte portée à ses territoires en pleine paix ; Orkhan répondit en disant que ce n'était pas par la force des armes qu'il avait ouvert les portes des villes de l'empire et que, par conséquent, il ne pouvait lui rendre ce que la volonté divine, manifestée par le tremblement de terre, lui avait donné³. Après sa mort, les Ottomans continuèrent d'avancer, sous la direction du sultan Murat : Andrinople, Gumuldjina, Wardar et Philipopoli tombèrent en leur pouvoir pendant les années suivantes⁴. L'empire de Byzance se trouva bientôt réduit et resserré dans un cercle de fer.

¹ 1357 d'après d'autres auteurs.

² Hammer, I, 494 ; Manfroni, 714 ; Jonquièrre, *loc. cit.*

³ *Ibid.*, 496-499.

⁴ Jonquièrre, I, 64-65.

Malgré le danger immense que couraient le commerce et la navigation des Italiens, Gênes continua sa politique d'amitié avec les Turcs. Après la chute de Gallipoli, les Gênois appelaient dans une lettre du nom de « frère » le sultan Orkhan et se montraient prêts à satisfaire tous ses désirs. C'était une politique d'hostilité envers les Byzantins en vue de pouvoir leur imposer la satisfaction de toutes leurs demandes¹. En même temps, Gênes se mêlait aux luttes civiles qui déchiraient le pays, poursuivant toujours ses intérêts commerciaux, et sans prêter aucune attention aux efforts des puissances européennes pour contenir la poussée ottomane.

En effet, Amédée VI, comte de Savoie, entreprit en 1366 une croisade contre les Turcs pour reprendre Gallipoli. L'expédition eut un plein et rapide succès : la résistance turque fut de courte durée et Gallipoli tomba de nouveau au pouvoir de l'empereur de Byzance. Il faut pourtant ajouter que Gallipoli ne resta cette fois que très peu de temps sous la domination byzantine². Le traité de paix de Milan, entre Gênes et Venise, disait qu'il « fallait dissiper les nuages qui séparaient les deux cités, ces deux étoiles brillant au-dessus de la terre³. » Malgré cette bonne intention, les Vénitiens jugèrent trop avantageuse pour Gênes la question de Chypre et se mirent en tête de s'emparer de l'île de Ténédos, qui avait une extraordinaire importance en raison de sa position à l'entrée des Dardanelles. Vers 1375, ils engagèrent des pourparlers avec l'empereur Jean V, qui, oubliant les services rendus par les Gênois ou peut-être mécontent de leurs accords avec les Turcs, se montra favorable aux désirs des Vénitiens. Gênes, pour prendre le pas sur Venise, se mit en relation avec Andronic, fils de l'empereur, qui avait essayé une fois de renverser son père pour usurper sa place. Grâce à l'appui des Gênois, Andronic obtint le trône, qu'il paya aux Gênois de la concession de l'île de Ténédos.

Ce fut le commencement d'une longue guerre épuisante entre les deux républiques⁴, avec des succès et des revers alternatifs, d'un côté comme de l'autre, jusqu'à la paix de Turin, due, en 1381, à la médiation du pape Urbain VI et du

¹ Manfroni, 715.

² N. Jorga, *Les Dardanelles*, communication faite à la séance du 6/19 mars 1913 de l'Académie roumaine, Bucarest, p. 7.

³ Donaver, I, 331.

⁴ Chacune sut grouper autour d'elle des alliés de manière que la guerre prit plutôt le caractère d'une conflagration générale entre deux coalitions.

comte Amédée de Savoie. Il est intéressant à retenir qu'au cours des négociations pour la paix, les ambassadeurs génois élevèrent de nouveau la prétention de l'abandon effectif du marché de Tana. « Tant que les Vénitiens continuaient à le fréquenter, les Génois seraient bien obligés d'en faire autant », disaient-ils; mais comme il ne pourrait en résulter que des conflits entre les deux nations, il vaudrait beaucoup mieux poser en principe dans le traité de paix que les navires des deux nations rivales n'iraient plus jusque-là, ou, mieux encore, que, dorénavant, ils ne dépasseraient plus Caffa. Les plénipotentiaires vénitiens répondirent, très nettement, qu'aucune force humaine n'empêcherait leur marine de parcourir la mer Noire dans tous les sens, la mer appartenant à tout le monde ¹.

Le sort de Ténédos fut ainsi réglé par cette paix : le château fort érigé par les Vénitiens dans cette île devait être démoli, de même que toutes les autres constructions; l'île déserte ne restait la propriété de personne : ni celle des Génois, ni celle des Vénitiens. C'est grâce à la paix de 1381 que les nations occidentales purent reprendre leur trafic, longtemps interrompu, avec l'empire byzantin et les populations du bassin de la mer Noire ².

Les guerres autour des détroits avaient aussi leur répercussion sur la vie économique, si réduite qu'elle devait être à cette époque. La nécessité de neutraliser les points capables d'en-traver la liberté de la navigation, c'était le cas pour l'île de Ténédos, s'imposait déjà dans les termes du traité de paix de Turin.

Mais, dans l'intervalle, la situation politique des pays compris dans la Romanie avait subi de profonds changements. Il devenait de jour en jour plus évident que l'avenir appartenait aux Osmanlis. Le centre de l'empire de Byzance était réduit à un petit triangle, compris entre la mer de Marmara et la mer Noire; le peu de territoires que les empereurs conservaient encore ailleurs, en Macédoine, autour de Thessalonique et le despotat de Misithra (Sparte), étaient séparés du centre par de vastes enclaves appartenant aux Turcs, aux Slaves et aux Francs : ces pays étaient menacés par des bandes irrésistibles du sultan solidement établi à Andrinople.

¹ Heyd, II, 373-374.

² Donaver, I, 333, 356-357; Heyd, II, 257; Fanucci, IV, le quatrième chapitre.

Il va de soi aussi que, dans le même intervalle, la guerre avait eu comme résultat évident la ruine presque complète des deux flottes, génoise et vénitienne, qui dorénavant ne seraient plus en état de résister aux Turcs¹.

Un document intéressant, à ce sujet, est la convention de 1382, conclue par Gênes avec l'empereur Jean et son fils Andronic, tous les deux réconciliés. La république s'engageait à secourir l'empereur contre toute attaque, mais avec une réserve : elle se considérait déliée de cette obligation en cas de guerre avec les Turcs. Gênes dévoilait, par conséquent, son alliance avec le sultan. Chose à retenir, l'amitié turco-génoise ne pouvait s'expliquer que par la haine des Italiens contre les Grecs ou, mieux encore, par la prudence de maintenir les bonnes relations avec les nouveaux et puissants maîtres de la presqu'île de Gallipoli. Quant aux intérêts commerciaux de Gênes dans les domaines du sultan, ils ne pourraient rien nous expliquer. En effet, cinq ans plus tard, en 1387, le traité de commerce entre Gênes et le sultan Murat prévoyait la clause suivante : la complète exemption des droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie de Péra, pour les sujets tures ; les Génois, malgré la liberté de trafic accordée en échange dans les pays du sultan, étaient astreints aux paiements des impôts ordinaires : ils jouissaient seulement de la concession de payer les mêmes taxes que les Sarrasins, les Grecs et les Vénitiens pour l'exportation des céréales². C'était un traité bien désavantageux pour Gênes, si nous nous rappelons la façon dont elle savait obtenir les clauses des traités de commerce !

Quant à la république des lagunes, il résulte du passage du traité turco-génois qu'elle avait pris l'avance et obtenu déjà de la Porte des avantages pour son commerce. Murat I^{er} s'était montré même disposé à leur céder sur son territoire une localité propre à l'établissement d'une colonie : Scutari était l'endroit qui avait les préférences du bayle vénitien de Constantinople. Les premières négociations à ce sujet remontent à 1368 et elles furent reprises en 1384³. Il est probable que Venise étant la seule puissance redoutable à ce moment, les Turcs essayaient de la ménager.

Les dernières années du XIV^e siècle marquent la fin

¹ Heyd, *loc. cit.* ; Manfroni, 716-717.

² Manfroni, 719.

³ Heyd, II, 259-260.

presque définitive de la résistance que les peuples de la presqu'île des Balkans étaient capables d'opposer aux sultans conquérants : la bataille de Kossovo, en 1389, en est la première date.

L'empereur de Constantinople, Jean, alarmé de ces victoires, fit élever des fortifications autour de sa résidence, mais sous le coup des menaces du sultan Bayezid Ildérîm — successeur de Murat qui fut tué à Kossovo — il fut obligé de les raser sans délai. Ce fait, cela va sans dire, n'empêcha pas le sultan de faire élever, sur la côte asiatique du Bosphore, le château fort de Guzzeldjéhissar (le beau château)¹ et qui aujourd'hui porte le nom d'Anadoli Hissar. L'empereur succomba de douleur et son fils, Manuel, lui succéda sur le trône (1391).

Pendant cet intervalle, par l'initiative du roi Sigismond de Hongrie, une coalition se préparait contre le sultan. Bayezid, dont l'habitude était d'agir vite, d'où son nom d'Ildérîm², repassa le Bosphore pour diriger toutes ses forces contre les princes d'Europe. Avant de ne rien entreprendre, il mit en état de défense Gallipoli : il y fit creuser un port sûr pour ses galères et, à l'entrée de ce port, il éleva une tour fortifiée d'une très grande dimension pour le mettre à l'abri de toute attaque imprévue. Ensuite, Bayezid laissa une armée pour menacer Constantinople et avec le reste de ses troupes envahit la Bosnie, la Bulgarie et la Valachie. La bataille de Nicopolis, malgré les actes de bravoure prodigués par les princes chrétiens, se termina par une nouvelle victoire du sultan. L'empereur de Constantinople fut ensuite sommé de remettre au sultan les clefs de la ville, mais la sommation fut repoussée.

Au cours des années suivantes, Constantinople put résister à plusieurs attaques des Turcs, grâce à l'appoint d'un corps expéditionnaire envoyé par le roi Charles VI de France et au concours d'une flotte vénitienne.

La crainte des Turcs imposa des préoccupations et des mesures plus sérieuses. En 1399, Manuel quitta sa capitale pour aller en Occident, auprès des différentes cours, et demander personnellement un appui moins éphémère. Pendant son absence, qui dura quatre ans, le régent Jean, neveu de l'empereur, et le podestat génois de Galata se mirent en rap-

¹ Hammer, I, 325.

² La foudre.

port avec Timour-Leng, prince mongol, et le déterminèrent à attaquer Bayezid. C'est ainsi que la capitale fut cette fois-là sauvée, car le sultan subit une terrible défaite et fut emmené en captivité (1402) ¹.

Les fils de Bayezid, après la mort du captif, se disputèrent le trône avec acharnement. L'aîné, Suleyman, rechercha l'appui des Byzantins et des Italiens. Le régent Jean, Gênes et Venise formèrent une « ligue » et conclurent ensuite, collectivement, un traité avec le sultan qui demandait leur concours. Par ce traité, Suleyman accordait d'abord des garanties collectives à tous les membres de la ligue : les échelles de l'empire turc seraient ouvertes à leurs marchands, les droits ne seraient pas relevés et la taxe d'exportation permanente sur les blés resterait fixée à un hyperpere par boisseau. En outre, le sultan consentait à ce que les navires turcs ne puissent entrer dans les Dardanelles ou en sortir sans une autorisation de l'empereur et de toute la ligue. Mais il continuait à avoir Gallipoli, comme cela résulte d'une des stipulations spéciales accordées aux alliés : le sultan n'exigerait aucun tribut pour les possessions génoises de la mer Noire ².

Malgré les assurances données aux membres de la ligue, Suleyman compléta l'œuvre de Bayezid : il fit construire sur la côte asiatique, à Lampsaque, en face de Gallipoli, un château fortifié, semblable à celui de la côte européenne ³.

A la suite du traité conclu, Venise commençait à arrondir ses possessions en Grèce, tandis que le rôle de Gênes allait s'effaçant de plus en plus dans le Levant jusqu'à ne se réduire qu'à presque rien. C'était le résultat d'une série de troubles intérieurs, dont le dernier acte fut la soumission de la république au roi de France (1396).

Pendant les années 1403-1404, de nouvelles disputes et luttes se produisirent entre Venise et Gênes, probablement après que le danger ottoman semblait éloigné. Embusqués à Péra, les Génois capturaient au passage les bâtiments vénitiens qui venaient de Tana. Cependant, l'empereur travaillait pour la réconciliation : vers la fin de 1404, les actes d'hostilité cessèrent, mais la paix définitive ne s'établit que plus tard par les traités du 28 juin 1406 et du 30 décembre 1410 ⁴.

¹ Hammer, I, 302-307 ; Jonquièrre, I, 75 ; Heyd, II, 264-265 ; Manfroni, 722 ; Donaver, II, 43.

² Heyd, II, 268.

³ Manfroni, 729 ; Heyd, II, 283.

⁴ Heyd, II, 274-275.

Grâce à l'humeur pacifique de Suleyman, ainsi qu'à son mariage avec la nièce de l'empereur Manuel II, Constantinople et ses environs jouirent d'une longue période de calme. Mais son frère, Moussa, le guettait : avec l'appui diplomatique et militaire de Mirtcheà le Grand, le prince de Valachie, Suleyman put être renversé ¹.

Il est probable que la « ligue » n'était, à la suite des dernières luttes entre Gênes et Venise, qu'un souvenir ; ainsi Moussa put agir avec plus de liberté contre Byzance. Pourtant, le nouveau sultan conclut à Gallipoli, en 1411, un traité de paix avec Venise, dont le résultat était la fermeture des Dardanelles pour les navires de guerre turcs qui ne devaient pas sortir vers l'Archipel, où se trouvaient les possessions vénitiennes. Au contraire, Venise acquérait par ce traité le droit de faire convoier par des navires de guerre ses transports marchands à l'intérieur des détroits même et jusqu'à Constantinople ². Pour échapper à cette situation, Moussa mit le siège devant la capitale de l'empereur Manuel, qui avait été l'allié de son frère, et devant Thessalonique également, mais des difficultés intérieures l'empêchèrent d'obtenir le résultat désiré.

Ce fut la destinée d'un troisième fils de Bayezid, Mahomet I^{er}, de renverser Moussa et de refaire l'unité de l'empire ottoman.

Dès qu'il prit le pouvoir, et malgré la neutralité, même bienveillante, que Venise avait gardée pendant les dernières luttes civiles, Mahomet se rendit compte que la république des lagunes était le seul ennemi capable d'entraver la grandeur croissante de son empire, et, par conséquent, le seul ennemi qu'il fallait combattre à tout prix. Il envoya à diverses reprises sa flotte ravager les possessions de Venise ; mais le 29 mai 1416, l'amiral vénitien Pierre Loredano livra à cette flotte une bataille décisive, en vue de Gallipoli, et lui infligea une déroute complète. Ce premier acte d'hostilité ouverte entre les deux puissances se termina par un traité de paix où le sultan se pliait aux conditions imposées par Venise : on rétablissait la paix de Gallipoli et la liberté de navigation par les détroits était pleinement reconnue de fait et de droit. Cette paix de 1416 reçut sa forme définitive trois

¹ A. D. Xénopol, *Istoria Romanilor din Dacia Traiana*, Jassy, 1889, t. II, p. 104-105.

² Jorga, 10-11.

ans plus tard : la sortie des navires de guerre du sultan vers la Méditerranée était de nouveau interdite ¹. En plus, le sultan déclarait, par la paix de 1416 et probablement par le traité définitif de 1419, laisser aux Vénitiens toute liberté de traiter en ennemis les corsaires turcs qui infestaient l'Archipel et les Dardanelles ².

Pendant cet intervalle, l'attitude de Gênes était diamétralement opposée à celle de Venise : elle gardait les meilleures relations avec l'empire ottoman, dans l'espérance de pouvoir ainsi jouir des derniers avantages qui lui restaient dans le commerce de Constantinople et de la mer Noire. Trop faible pour résister aux nouveaux maîtres, elle s'imaginait qu'au moins par des relations amicales et par des services rendus même aux ennemis de la chrétienté, elle pourrait conserver ce qui lui restait encore dans le Levant de son ancienne grandeur. C'est ainsi que les travaux pour la construction du château fortifié de Lampsaque avaient été dirigés par un Génois de la famille de Negro, fait que nous pouvons rapprocher de la bataille navale de 1416, où les Vénitiens avaient trouvé parmi les prisonniers ottomans beaucoup de Génois. que l'amiral Loredano avait fait pendre pour donner un exemple aux mauvais chrétiens ³.

Sous le sultan Murat II, l'attitude de Gênes resta la même : en 1421, elle lui fournit une flotte et un corps de troupes nombreux pour combattre l'usurpateur Mustapha et affermir sa position. En échange de ce service, les Génois obtinrent un château fort sur la côte de Thrace, en face de Thasos.

L'empereur Manuel II ayant cru, dans l'intérêt de son empire, bien faire de soutenir les prétentions de Mustapha, dut subir le siège que Murat, après la victoire remportée contre son compétiteur, vint mettre devant Constantinople pendant l'été de 1422. Heureusement, la capitale fut sauvée encore cette fois-là.

L'année suivante, le sultan tenta de conquérir au moins la seconde ville de l'empire, Thessalonique. Serrés par les Turcs, les habitants ne trouvèrent d'autre moyen de salut que d'inviter Venise à prendre possession de la ville. La proposition était trop alléchante pour être repoussée par la république : Thessalonique fut ainsi sauvée. Mais un deuxième

¹ Jorga, 12-13 ; Carlo Ferraro, dans la *Nuova Antologia*, 1^{er} février 1915, p. 473-474.

² Heyd, II, 277-278.

³ Manfroni, 728-729.

siège, en 1430, dirigé cette fois par le sultan Murat en personne, se termina par la capitulation : dans le traité de paix Venise fut très heureuse d'obtenir du sultan la promesse de laisser en repos toutes ses autres possessions et d'accorder dans son empire la liberté de trafic à tous les marchands vénitiens ¹.

En somme, quelle valeur pouvaient avoir toutes ces promesses et assurances inscrites dans les traités ? C'est une question qui se pose à l'esprit, surtout après les cas récents de violation des traités, qui ne sont que le renouvellement d'autres faits semblables et dont l'histoire nous transmet le souvenir.

Grâce aux fortifications de Gallipoli et de Lampsaque ², les Turcs étaient les maîtres absolus du détroit des Dardanelles et commandaient, par conséquent, la route de Constantinople et de la mer Noire. Ils n'avaient même pas besoin de posséder une flotte pour la rendre à peu près impraticable aux puissances maritimes d'Occident. C'est ainsi que dès 1416 les Vénitiens apprirent à leurs dépens ce qui se cachait derrière les fortifications de l'entrée du détroit : une flottille de galères de commerce revenant de Trébizonde et de Constantinople trouva la route barrée à la hauteur de Gallipoli par une flotte turque et dut s'ouvrir un passage de vive force. On connaît une autre attaque de 1427 et, probablement, ces incidents se renouvelèrent toutes les fois que la guerre éclatait entre Venise et la Porte.

Il paraît que l'expédition de Morosini, en 1430, avait pour but la destruction du fort de Gallipoli, construit par les Turcs avec l'intention de dominer le passage et contrairement aux obligations qu'ils avaient contractées dans les derniers traités. La paix signée le 4 septembre de la même année, malgré la perte de Thessalonique par les Vénitiens, rétablissait l'ancien régime quant à la sortie vers l'Archipel des navires de guerre turcs³.

Depuis la conquête de Thessalonique jusqu'à la chute de Constantinople, une rude tâche incombe au sultan dans la presque île des Balkans. L'Albanie, la Serbie et la Valachie sont tour à tour envahies et soumises, mais elles reprennent courage et relèvent la tête contre l'oppresseur. Jean Hunyade,

¹ Jonquière, I, 86-89 ; Heyd, II, 280-281.

² Voir note précédente.

³ Jorga, 15 ; Ferraro, *loc. cit.*

le héros de la Hongrie, d'origine roumaine, soutint victorieusement plusieurs campagnes contre le sultan. C'est ainsi que Murat en personne fut vaincu à Nisch (1443) et dut se replier derrière les Balkans, poursuivi par son adversaire. La paix, signée l'année suivante à Szegedin, établit une trêve de dix ans.

Le sultan, frappé par la mort de son fils aîné et découragé par ses dernières défaites, abdiqua ensuite en faveur de son fils Mahomet, âgé de quatorze ans. Mais à peine s'était-il retiré à Magnésie, qu'il fut tout de suite rappelé pour diriger une nouvelle campagne. Le roi Wladislas, d'après les conseils du pape, venait de rompre la trêve, la parole donnée aux infidèles étant nulle de plein droit. La victoire de Varna remportée en 1444, Murat se retira de nouveau à Magnésie.

Par la paix de 1446, la sortie des Dardanelles était de nouveau interdite aux navires de guerre turcs, mais la clause fut méconnue quelques années plus tard. Cette clause avait été inspirée par Venise, qui avait pris part à la campagne contre les infidèles, tandis que Gênes avait transporté sur ses navires d'Asie en Europe les troupes turques qui gagnèrent la bataille de Varna¹.

Les janissaires, méprisant l'autorité du jeune sultan Mahomet, se mirent en état de révolte et forcèrent encore une fois Murat de sortir de sa retraite pour sauver l'empire de son fils. Le vieux sultan dut soutenir des luttes acharnées en Albanie, où s'illustrait un émule de gloire d'Hunyade : Iskender-bey, connu surtout dans l'histoire sous le nom de Skanderbeg. Une série de nouvelles guerres s'ouvrit contre celui-ci et en même temps contre Hunyade, qui, en 1448, essaya de nouveau à Kossovo, mais sans succès, de prendre sa revanche de la défaite de Varna².

Lassé d'une guerre sans gloire où il perdait les meilleurs de ses soldats, Murat essaya à un certain moment de conclure un arrangement transactionnel avec l'héroïque Albanais, mais sans réussite aucune. Enfin, il mourut frappé d'une attaque d'apoplexie, au mois de février 1451.

Mahomet II monta sur le trône à l'âge de vingt et un ans. Après une courte absence en Asie pour triompher de la résistance d'un de ses vassaux, il rentra à Andrinople et son

¹ Jorga, 16.

² Jonquièrre, I, 88-92.

premier acte, pour mieux isoler les Grecs, fut la conclusion de la paix avec Hunyade. C'est ainsi que le jeune sultan put s'adonner entièrement à son idée fixe : la conquête de Constantinople, car c'était pour lui le seul moyen de se faire ouvrir les Dardanelles¹.

A l'occasion de la guerre de Hongrie, l'empire byzantin avait essayé de barrer le passage au sultan Murat : l'idée de s'assurer la complète maîtrise des détroits avait germé à la suite de ce fait. Mahomet II reçut de son père la recommandation de penser à la conquête de Constantinople, entreprise qui constamment avait préoccupé la pensée de tous les sultans, ses ancêtres ; c'est ainsi que s'explique mieux sa volonté de réussir, manifestée dès le premier jour de son avènement. Vers le commencement de l'hiver, sa décision de construire un nouveau château sur la rive européenne du Bosphore, juste en face d'Anadoli-Hissar, était prise, et les mesures préparatoires en voie d'exécution, malgré que la rive d'Europe ne lui appartenait pas encore ; les Byzantins d'ailleurs n'étaient point en état de la défendre ou d'empêcher la construction du château projeté. Dès le règne de Murat, l'empereur de Byzance avait été obligé d'autoriser par traité les armées du sultan à franchir le Bosphore à l'endroit du fort d'Anadoli-Hissar, et avait été forcé d'accepter que ces troupes abordent sur la rive européenne pour gagner à travers les plaines de Thrace, en contournant Constantinople, leur capitale septentrionale d'Andrinople. On conçoit facilement le danger d'une telle situation pour les Grecs et combien le sultan, se sentant fort, devait savoir en profiter. La nouvelle de la construction du fort causa une vive émotion à Constantinople et un pressentiment sinistre s'empara de l'empereur. Déjà maître du détroit par sa flotte de Gallipoli, Mahomet, en construisant un nouveau fort, fermait complètement le Bosphore, de manière à isoler la capitale et à lui couper toute voie de ravitaillement en cas de blocus. Constantin Dragasès disposait de si peu de navires et surtout de si peu de soldats, qu'il fut condamné à assister impuissant aux préparatifs qui sonnaient le glas de son empire. Néanmoins, il recourut aux représentations : ses ambassadeurs allèrent trouver Mahomet pour lui rappeler d'abord que les traités interdisaient toute fortification élevée par les Turcs sur la rive européenne du Bosphore, puis

¹ Jorga, *loc. cit.*

ensuite pour le conjurer à renoncer à ses desseins et enfin lui offrir en compensation un tribut. La réponse du sultan fut évasive d'après les uns, probablement brutale d'après l'historien Dukas, car il menaça de faire écorcher vifs les ambassadeurs s'ils osaient revenir. « Je ne forme pas d'entreprise contre votre ville. Pourvoir à la sécurité de mes États n'est pas enfreindre les traités. Avez-vous oublié l'extrémité où fut réduit mon père quand votre empereur, ligué contre lui avec les Hongrois, voulut l'empêcher de passer en Europe?... Mon père fit à la bataille de Varna le serment d'élever une forteresse sur la rive européenne ; ce serment, je le remplis. Avez-vous le droit ou le pouvoir de contrôler ainsi ce qu'il me plaît de faire sur mon territoire ? Les deux rivages sont à moi : celui d'Asie parce qu'il est habité par les Ottomans, celui d'Europe parce que vous ne savez pas le défendre¹. »

Mahomet ne revit plus d'ambassadeurs. Toute la construction fut l'affaire de quelques mois, les travaux étant activement poussés sous la surveillance personnelle du sultan ; à la fin d'août de l'année suivante, l'ouvrage était achevé. Ce fort de Roumili-Hissar, d'après la description d'un témoin de l'époque, présentait une force immense, principalement du côté de la mer. Il était d'une construction infiniment massive et ses murailles mesuraient de vingt-cinq à trente-cinq pieds d'épaisseur. Sa position le rendait encore plus redoutable : il s'élevait juste à l'endroit où les deux rives du Bosphore se rapprochent le plus l'une de l'autre. La gorge étroite que les deux promontoires forment à l'extrémité du détroit ne laisse au passage des navires qu'une mer large à peine d'un demi-mille et d'une navigation très difficile à cause des courants violents. C'était là qu'avait été établi le pont sur lequel l'armée de Darius avait passé en Europe² pour combattre les Scythes.

Une fois le château terminé et avant de retourner à Andrinople, Mahomet y installa une garnison d'élite, avec consigne d'arrêter tous les vaisseaux passant à sa portée, qu'ils vinssent de Gênes ou de Venise, de Constantinople ou de Caffa, de Trébizonde, d'Amisus ou de Sinope ; il leur donna l'ordre d'exiger d'eux un droit de passage et, en cas

¹ Hammer, II, 372-374 ; G. Schlumberger, *Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453*, Paris, 1914, p. 22-23.

² *Ibid.*, loc. cit. ; *Ibid.*, loc. cit.

de refus, de les canonner et de les couler. Les gros canons, fondus par Orban, un fondeur hongrois, qui avait quitté la cour de Byzance pour celle du sultan parce qu'on avait refusé de lui augmenter ses appointements, y furent amenés à la disposition des artilleurs turcs¹.

On peut facilement se figurer le sort du commerce italien à la suite de ces dispositions tracassières.

La nouvelle du rapide achèvement du château emplît de terreur la population de Constantinople. Les massacres des Grecs, habitants des environs de la capitale, ainsi que des rives du Bosphore, par les janissaires, contribuèrent à accentuer la terreur et à dissiper les derniers doutes en ce qui concernait les intentions agressives du sultan. Dragasès résolut, enfin, à se préparer à bien mourir : jusqu'ici, pour ne pas irriter son terrible voisin, il avait ménagé les rares Turcs qui venaient encore à Constantinople ; dorénavant il ferma les portes de la ville, reçut les derniers malheureux campagnards de la banlieue pourchassés par les Turcs et, enfin, envoya une déclaration pleine de grandeur au sultan, exposant les faits qui le forçaient à se considérer en état de guerre. L'héroïsme d'un seul homme allait racheter devant l'histoire, la lâcheté de tout un peuple. Le siège commença en avril 1453. Gènes et Venise, comprenant enfin à quel point leurs intérêts étaient engagés dans ces événements, ne restèrent pas insensibles aux appels de l'empereur. L'Occident catholique, aux appels des Byzantins, promit son concours à condition que l'Orient acceptât l'autorité du pontife de Rome². Il paraît que, malgré ses réserves, le pape Nicolas V arma plusieurs galères qui furent envoyées au secours de Constantinople. Les relations des historiens sont contradictoires tant au sujet du nombre, qu'en ce qui concerne le moment de l'arrivée de ces galères à Byzance, mais il est à peu près certain que la petite flottille vénitienne de Jacob Loredano, destinée à la défense de Constantinople, fut renforcée par cinq galères papales³.

Que les secours soient arrivés trop tard ou qu'ils ne fussent pas suffisants, une chose ne peut plus laisser aucun doute aujourd'hui : Constantinople tomba à la fin du mois de mai faute d'avoir pu opposer aux nombreuses et fanatiques

¹ Jonquière, I, 94 ; Heyd, II, 303.

² *Ibid.*, 95-97.

³ G. P. Picotti, *Sulle navi papali in Oriente al tempo della caduta di Constantinopoli*, Venezia, 1911, p. 9.

troupes du sultan des forces militaires suffisantes. Trois jours de suite la capitale fut mise à sac : les soldats enivrés par le triomphe, par le sang versé et le fanatisme religieux, n'épargnèrent rien, ni êtres humains, ni choses inanimées ; ils pillèrent tout, d'autant plus que la ville conquise contenait assez de richesses.

D'un seul coup la riche et indépendante colonie génoise de Galata, ainsi que la colonie vénitienne de la capitale, se trouvèrent sous une nouvelle domination, beaucoup plus rigide et plus arbitraire que celle des empereurs byzantins. Et cette fois l'espoir de se soustraire au joug semblait définitivement perdu.

Le grand événement de 1453 fut ressenti tout de suite tant parmi les peuples de la presqu'île des Balkans, que parmi ceux qui avaient seulement des intérêts commerciaux dans la mer Noire.

Maîtres absolus des détroits, les Turcs avaient dorénavant entre leurs mains le sort des colonies italiennes.

La pensée d'une attaque turque remplissait d'épouvante les habitants de Caffa surtout. En effet, si cette ville ne recevait pas de secours de l'Occident, elle était hors d'état de résister à une armée tant soit peu nombreuse fût-elle, et même les secours une fois envoyés, les Turcs pouvaient facilement leur barrer le passage. Les colons pensèrent à l'alliance avec leurs voisins immédiats, mais ceux-ci n'étaient pas dans de très bonnes dispositions : les attaques récentes des Tatares leur rappelaient la dangereuse situation où ils se trouvaient depuis la chute de Constantinople. Hadji Gueraï, le khan des Tatares, commença aussitôt à donner librement carrière à sa haine contre la colonie de Caffa. Il terrorisa et extorqua à plusieurs reprises aux autorités génoises des présents pour sa famille ; à la fin, il décida d'en finir : à la suite d'une convention avec Mahomet II, il attaqua Caffa par terre, pendant l'été de 1454, tandis que les Turcs l'attaquaient par mer. Cette fois la colonie l'échappa belle, car elle fut seulement soumise au paiement d'un tribut envers le sultan¹.

Pendant les années suivantes, la vie commerciale des colonies génoises ne put naître, car les marchands d'esclaves sarrasins ne se montraient plus à Caffa et les transports de grains couraient le risque d'être coulés dans le Bosphore.

¹ Heyd, II, 383.

A plusieurs reprises, au cours des années 1455 et 1456, les vaisseaux italiens, soit à l'arrivée, soit au départ, furent canonnés dans les détroits et spécialement lors de l'envoi d'armes et de munitions pour les colons si exposés de Caffa. L'insécurité des communications avait rendu le commerce presque inexistant ; ainsi s'explique pourquoi la banque St-Georges, qui s'était fait céder par le doge les colonies du Pont, envisageait, peu de temps après la chute de Constantinople, l'abandon de ses comptoirs, dont les déficits augmentaient d'une manière inquiétante¹.

Pendant les sept années qui suivirent la conquête de la capitale de l'empire byzantin, Mahomet n'avait pas mis le pied en Asie, tant son temps avait été absorbé par ses luttes et ses conquêtes en Europe. En résumé, nous dirons que, pendant cet intervalle, il brisa les dernières résistances des empereurs de Byzance dans le Péloponèse, fit la conquête de la Serbie et réduisit presque l'Albanie, dont le chef héroïque, Skanderbeg, sut lui tenir tête jusqu'à la fin.

Mais il restait encore un Comnène régnant à Trébizonde, sur les ruines de l'empire grec². Mahomet jugea nécessaire de porter ses forces aussi du côté de l'Asie, après avoir si bien enfoncé en Europe un coin de son vaste empire. Les préparatifs militaires ordonnés par Mahomet donnaient libre champ aux suppositions : ils pouvaient être dirigés soit contre les Génois d'Amasia, soit contre les Turcs de Sinope ou les Grecs de Trébizonde.

Une demande faite par Gênes au sujet de la remise de son faubourg de Galata déclencha le conflit : Mahomet fit sa première attaque, par mer et par terre à la fois, contre le port d'Amasia³, colonie génoise sur la côte méridionale de la mer Noire. La ville se rendit à la première sommation : Mahomet expatria les deux tiers des habitants qu'il envoya coloniser Constantinople, après avoir prélevé les plus beaux jeunes gens pour son service personnel⁴. Il marcha ensuite contre Sinope, le port le plus sûr de la même côte : son maître, le prince turc Ismaïl-bey, rendit la ville sans avoir le courage de s'opposer au puissant sultan. Ensuite, au lieu de

¹ Heyd, II, 385 et suiv. ; Vigna, *Il codice diplomatico delle colonie Tauro-Ligure* dans *Atti della Società ligure di storia*, t. VI et VII.

² Hammer, III, 62-67.

³ *Samastro*, colonie italienne, dont la cession avait été réclamée par Mahomet à l'occasion de sa première attaque contre Caffa.

⁴ Hammer, III, 69.

marcher directement sur Trébizonde, le sultan dirigea ses forces contre le prince Ouzoun-Hasan d'Erzeroum, qu'il décida à rompre l'alliance qu'il avait conclue avec l'empereur David Comnène et à lui laisser pleine liberté d'action contre celui-ci. Une fois rassuré de ce côté, ses forces reçurent l'ordre de se diriger contre l'empire de Trébizonde. Les premières attaques par mer furent repoussées avec de grandes pertes, mais après que Mahomet en personne, avec l'armée de terre, fût arrivé aux portes de la ville, l'empereur David Comnène se décida à capituler pour sauver sa vie et ses trésors. Il est vrai que peu de temps après, Comnène et tous les siens furent exécutés à Andrinople parce qu'ils avaient refusé d'abjurer la foi chrétienne ¹.

A son retour d'Asie, Mahomet eut une rude campagne à soutenir contre le prince de Valachie, Vlad l'empaleur, qu'il réussit à réduire à la longue ; en même temps, il s'empara de l'île de Lesbos, qui avait été donnée par Jean Paléologue I^{er} à la riche famille génoise de Gatelusio.

Pendant l'hiver suivant, le sultan s'occupa à embellir et à fortifier sa capitale. Il fit construire un grand nombre de vaisseaux, éleva des arsenaux dans la ville et des forts sur divers points des côtes. Il fit bâtir aussi sur l'Hellespont, à quelque distance de Sestos et d'Abydos, les deux forts, qui ont continué d'exister jusqu'à nos jours, Seddoul Bahr sur le rivage d'Europe et Tschanak-Kalessi sur la côte asiatique. Toutes ces mesures avaient été prises en vue de mettre la capitale à l'abri d'une attaque des Vénitiens, car ce monarque avait résolu de les chasser des eaux de l'Archipel, ainsi que de toutes leurs possessions enclavées dans les anciennes frontières de l'empire d'Orient. Dix ans après la conquête de Constantinople, commençait en Bosnie la campagne qui devait réduire ce pays en province turque ; en même temps dans le Péloponèse éclatait la guerre contre Venise qui devait durer seize ans par terre et par mer ².

Tandis que la campagne d'Europe reculait vers l'Ouest les frontières de l'empire ottoman et que le sultan faisait bâtir plusieurs forteresses, d'autres armées de Mahomet portèrent plus loin, en Asie, sa domination, en réduisant la Karamanie et plusieurs places fortes de l'Arménie. Il n'y a pas lieu d'insister plus amplement sur ces faits.

¹ Jonquière, I, 105 ; Hammer, III, 71, 79-81.

² Hammer, III, 98, 106-107.

Nous avons vu les premières conquêtes de Mahomet sur la côte asiatique de la mer Noire ; comme il est naturel, son désir ne pouvait s'arrêter là. Il dut continuer à s'emparer des côtes de cette mer pour la transformer, véritablement, en un lac turc.

L'occasion ne se fit pas longtemps attendre. En 1470, Mahomet prétendit élever tout d'un coup le tribut annuel de Caffa de trois à huit mille ducats. L'émoi fut grand dans la colonie, ainsi qu'à Gênes. Après bien des discussions, le sultan se contenta de quatre mille ducats. Quelques victoires de Mahomet contre Venise et particulièrement la conquête de Négrepont avaient d'un côté rehaussé le moral et les exigences du sultan et, de l'autre, découragé les Génois. Il va de soi que, pour transformer Caffa de ville tributaire en ville sujette, le sultan n'avait plus qu'à faire un semblant d'attaque.

En 1474, Mahomet avait réclamé au prince Etienne le Grand de Moldavie la cession des citadelles de Kilia et d'Akkermân, ainsi que le paiement du tribut annuel avec tous les arriérés¹, conformément aux obligations prises envers le sultan par son prédécesseur au trône moldave, Pierre Aron. Nous allons voir plus tard pourquoi le sultan réclamait cette cession.

Sur refus net d'Etienne, le sultan fit cesser le siège inutile de Scutari et envoya Suleyman pacha, à la tête d'une imposante armée, contre le téméraire prince moldave. La bataille mémorable de Vaslui ou de Rakova du 10 janvier v. st. de l'année suivante, se termina par une victoire éclatante des Moldaves, malgré leur infériorité numérique. Deux semaines après, Etienne annonçait au pape, aux rois voisins et aux autres princes d'Europe, par une courte et fière note diplomatique, datée de sa capitale Suczawa, qu'il avait « vaincu les ennemis de son pays et de la chrétienté et les avait dispersés et foulés aux pieds ». Quant au sort des deux citadelles, qui en somme étaient la véritable cause de la guerre, il paraît, d'après certains historiens polonais, qu'à l'occasion du repliement des forces moldaves, elles durent se rendre aux Turcs, mais qu'ensuite elles furent reprises par Etienne. La défaite produisit à Constantinople une grande impression et dans l'entourage de Mahomet on

¹ N. Jorga, *Studii istorice asupra Chiliei si Cetatii Albe*, édition de l'Académie roumaine, Bucarest, 1900, p. 439.

reconnaissait que cet insuccès était le plus grand que les Turcs avaient connu jusqu'alors. Pendant plusieurs journées le sultan n'accorda plus d'audiences et la flotte, qui devait partir pour attaquer la possession vénitienne de Crète, cessa les préparatifs du départ ¹.

Mais la nature impulsive de Mahomet ne pouvait se résigner à la renonciation : il méditait une revanche. La demande des nobles tatares qui l'invitaient à s'emparer de Caffa et des autres colonies génoises de la côte septentrionale du Pont Euxin lui parvint bien à propos ². Sa décision fut vite prise. Il possédait maintenant le concours des Tatares qui passaient, à tort d'ailleurs, pour être des amis non déclarés des chrétiens. Le 20 mai, une flotte nombreuse et bien armée, la plus imposante qui eût navigué jusqu'alors sur la mer Noire, quitta le port de Constantinople sous les ordres du grand-vizir Gueduk Ahmed-pacha ; le 31 du même mois elle arrivait en vue de Caffa, le lendemain elle débarquait l'artillerie et le jour suivant commença le siège. Malgré les préparatifs faits pour la défense, — la ville s'attendait à cette nouvelle attaque depuis des mois déjà, — la résistance fut très molle ; grâce au concours du chef tatar Eminek, ainsi qu'au mécontentement des Grecs et des Arméniens contre l'administration génoise, Caffa se rendit après cinq jours de siège par un véritable acte de trahison ³. Le sort de la ville fut bien dur : les habitants étrangers furent envoyés à Constantinople et tous leurs biens confisqués, les Latins soumis à une lourde contribution capitale ; quant aux Moldaves se trouvant à Caffa ils subirent la décapitation. Un nombre de jeunes gens, envoyés à bord d'un navire comme esclaves à Constantinople, profitant des circonstances, tuèrent leurs gardiens turcs et se réfugièrent ensuite à Akkermân. De là, ils purent passer en Hongrie et en Pologne, et quelques-uns rentrèrent à Gènes.

L'asile donné par la ville d'Akkermân aux rescapés irrita le sultan, qui envoya une ambassade à Etienne pour lui demander, en dehors du paiement du tribut, la remise du navire avec les biens et les personnes qu'il portait. Etienne aurait répondu, dit-on, aux demandes du sultan qu'il ne pouvait le satisfaire, parce que « ses ports et son territoire

¹ Jorga, 140-141.

² Heyd, II, 402.

³ *Ibid.*, loc. cit. ; Jorga, 142 ; Hammer, III, 196.

étaient libres et que tout le monde pouvait y arriver, y rester ou s'en aller quand cela lui convenait » et d'ailleurs qu'il ne pouvait s'occuper de cela ¹.

Les autres colonies de la mer Noire eurent vite le même sort. Soldaja ou Soudak se rendit, après une longue résistance, réduite par la faim ; Anapa et Matrega tombèrent facilement et à la suite de la chute de Tana la ruine de ces colonies fut complète. Ainsi la Crimée, grenier fameux dès les temps les plus reculés, avait été soumise par Mahomet qui sentait la nécessité de la réunir à son empire.

La nouvelle de la chute de Caffa fut reçue avec douleur et inquiétude par Etienne le Grand, malgré que ses relations avec les Génois eussent été assez peu amicales en ces dernières années.

Se rendant compte de la terrible situation d'être isolé, sur les côtes de la mer Noire, en face du puissant conquérant de Constantinople, Etienne pensait avec épouvante à l'attaque qui se préparait. En effet, en même temps que la flotte de guerre turque levait l'ancre, une grande armée était à la veille de marcher de nouveau contre la Moldavie. A l'appui des lettres particulières de cette époque, ainsi que des textes des historiens contemporains, M. Jorga ² a établi que, dès le jour où le sultan apprit la conquête de Caffa, il ordonna à sa flotte de mettre voile immédiatement pour Kilia et Akkermân. On escomptait l'effet moral de la chute des colonies génoises sur les Moldaves pour s'emparer facilement des deux citadelles. A Akkermân l'artillerie débarquée par les Turcs fut enlevée au cours d'un combat de nuit ; mettant voile pour Kilia, la flotte y arrivant n'y trouva plus que des ruines : les Moldaves avaient procédé de cette manière pour éviter une trahison semblable à celle de Caffa. Le grand-vizir continua alors sa route vers Constantinople avec la plus grande partie de sa flotte et le butin de Caffa.

C'est ainsi que les villes moldaves du Danube et de la mer Noire échappèrent encore une fois, en 1475, à la domination turque. Etienne le Grand avait eu plus de chance que les Génois.

Au mois de décembre la forteresse de Mangoup tomba, après une âpre résistance, entre les mains des Turcs. Le

¹ Donado da Lezze, *Historia turchesca* (1300-1514), annotée et publiée, précédée d'une introduction par J. Ursu, édition de l'Académie roumaine, Bucarest, 1909, p. 82.

² *Op. cit.*, 143-144.

prince Alexandre, beau-frère d'Etienne, fut exécuté avec sa famille, à l'exclusion des femmes. Tout faisait prévoir pour l'année suivante une nouvelle expédition de Mahomet contre la Moldavie. Une lettre particulière de Raguse datée de cette époque-là parle de cet événement probable, car on aime toujours à parler des faits d'une brûlante actualité : « Cette année le sultan semble avoir ajourné tous ses autres plans, toutes ses pensées vont vers le Danube » ; le Danube et les deux cités de la Moldavie méridionale, étaient le « but principal » de l'expédition de 1476, comme le dit une lettre polonaise ¹.

Pour faire mieux comprendre le prétexte des attaques turques contre la Moldavie, ainsi que la réclamation faite au sujet de la cession de Kilia et d'Akkermân, nous allons y revenir comme nous l'avons assuré plus haut.

Au cours de leur histoire, les deux principautés roumaines, la Moldavie et la Valachie, ont eu souvent des luttes à soutenir pour la possession des ports de Kilia et d'Akkermân qui assuraient la voie maritime nécessaire à leur vie économique. C'est ainsi qu'en 1461 Etienne le Grand attaqua son bienfaiteur Vlad l'empaleur, prince de la Valachie, juste au moment où il devait soutenir une lutte inégale avec le sultan Mahomet II. D'après les circonstances, les principautés roumaines avaient une politique plus ou moins indépendante vis-à-vis des rois de Hongrie et de Pologne. Au moment de l'attaque de 1461, la Valachie pratiquait une politique d'amitié envers le roi Mathias de Hongrie, qui avait même depuis 1448 une garnison à Kilia ; tandis que la Moldavie avait justement une politique contraire et s'appuyait plutôt sur la Pologne. Pour venger certains démêlés qu'il avait eus avec le roi Mathias, Etienne le Grand attaqua Kilia, défendue par des troupes hongroises ; au fond, son attaque n'était que le résultat du besoin de s'emparer de ce point commercial et stratégique, malgré l'amitié qu'il gardait pour Vlad l'empaleur. Etienne ne réussit pas ; Vlad, vaincu par Mahomet, vit passer son trône aux mains de Radou le bel, un favori du sultan. Peu de temps ensuite, Radou chassait les troupes hongroises de Kilia et les remplaçait par une garnison turque. Etienne, qui n'avait pas changé d'idée, s'empara de Kilia en 1465 par une entente avec les habitants, dit-on. Plus tard, pour ménager le sultan,

¹ Jorga, 146.

il envoya une ambassade à Constantinople avec le tribut, des cadeaux et des excuses pour la prise de cette ville ¹. Son prédécesseur au trône moldave, Pierre Aron, ayant accepté la protection ottomane et promis le paiement d'un tribut annuel, Etienne ne faisait que revenir à l'ancienne politique pour garantir sa sécurité du côté des Turcs à la veille d'une attaque de la Hongrie. Les envoyés moldaves devaient expliquer à Constantinople que Kilia, par le coup d'audace d'Etienne, n'avait passé en somme que d'un vassal, le prince valaque, à un autre, mais qu'elle n'avait jamais cessé de se trouver sous la haute protection du sultan. Nous avons vu qu'ensuite Etienne oublia le paiement régulier du tribut, dès que les circonstances politiques changèrent ; il attira ainsi, une heure plus tôt, les convoitises du sultan Mahomet II sur son pays.

Nous étions à la veille de la nouvelle expédition de 1476. Etienne, réconcilié cette fois avec le roi Mathias, essaya d'obtenir son secours ; d'autre part, il envoya des ambassadeurs à Venise, Rome et Florence dans le même but, car il était question d'une croisade contre les infidèles. Tous ses efforts aboutirent à des promesses et aux médiations inutiles du roi de Pologne auprès du sultan ; à la fin, Etienne se retrouva tout seul en face de Mahomet et, cette fois-ci encore, des Valaques et du Khan des Tatares. L'armée turque partit d'Andrinople. Une attaque tatare contre Akkermân fut repoussée par les Moldaves et la flotte turque n'eut pas plus de succès ; à Kilia, un corps de janissaires tomba prisonnier entre les mains de la garnison moldave. Surpris par ces revers inattendus, Mahomet résolut de prendre lui-même la direction des opérations et de livrer bataille à l'armée principale d'Etienne, avec la conviction qu'ensuite les deux citadelles convoitées tomberaient d'elles-mêmes ². Etienne dut se replier à l'intérieur du pays et à Rasboeni il subit une terrible défaite, ses troupes succombant sous le nombre. Au lieu de marcher directement contre Kilia et Akkermân, les armées de Mahomet se mirent ensuite à piller la Moldavie, en s'éparpillant par petites bandes. Le roi Mathias se décida enfin à envoyer des secours à Etienne ; Mahomet, avec ses troupes fatiguées et ayant beaucoup de malades, dut se retirer précipitamment au delà du Danube lors d'un retour offen-

¹ Xénopol, II, 294-298.

² Jorga, 149.

sif du prince moldave. En résumé, la campagne prit fin par la victoire des chrétiens, puisque Etienne gardait son trône et ses deux ports.

Pour la troisième fois, Kilia et Akkermân furent sauvées et, avec elles, la vie de la Moldavie.

L'année suivante, en 1477, Etienne n'eut pas la conviction d'être en sûreté. Il envoya à Venise un ambassadeur pour solliciter l'appui nécessaire en cas d'un retour offensif du sultan. D'après le discours prononcé par son ambassadeur, les propositions du prince moldave faites à Venise se résumaient ainsi : « Le doge peut se dire que ces deux cités constituent la Moldavie, et que la Moldavie avec ces deux cités est une muraille pour la Hongrie et la Pologne. Je dirais même plus : si les deux cités étaient gardées, les Turcs pourraient un jour perdre Caffa et la Crimée, la chose serait très facile ; mais je ne dirai pas par quel moyen, pour ne pas trop parler. Néanmoins, je suis prêt à m'expliquer si vous me le demandez ¹. » En dehors de ces demandes d'appui, Etienne fit élever de nouvelles fortifications à Kilia.

Nous dirons quelques mots pour faire mieux comprendre l'acharnement que mettait Etienne à la conservation de ses deux ports. Kilia et Akkermân étaient les points commerciaux les plus importants de la Moldavie : c'est par là que se faisait l'importation de toutes les marchandises occidentales, surtout de Gênes et de Venise. Les droits d'entrée fournissaient à l'État le plus grand de ses revenus. En même temps, les deux ports étaient les points principaux de l'exportation du pays en céréales et surtout en poisson. Au point de vue stratégique, la perte de Kilia et d'Akkermân signifiait l'installation d'un ennemi extrêmement dangereux, comme le Turc, sur le flanc du pays. Il est intéressant de voir le prix que mettaient les Turcs pour la maîtrise de ces deux points. Un janissaire, d'origine serbe, élevé dans les idées et les sentiments des Ottomans, attribuait à Mahomet le raisonnement suivant : « Tant que les Moldaves possèdent Kilia et Akkermân, et les Hongrois le Belgrade serbe, nous ne pourrons pas vaincre les chrétiens ². »

En 1481, Mahomet mourut avant d'avoir fait la nouvelle campagne qu'il préparait contre la Moldavie. Les luttes civiles qui suivirent entre ses fils donnèrent un peu d'espérance au

¹ Jorga, 452.

² Xénopol, II, 364-365.

monde chrétien. Etienne pouvait, enfin, considérer avec confiance l'avenir de son pays.

Trois ans plus tard, le réveil du prince moldave en face de la réalité fut d'autant plus douloureux que ses espérances avaient été plus vives. Un des fils de Mahomet, Bayezid II, après avoir assuré l'unité de l'empire, dévoila cette année-là son intention d'être le maître absolu de la mer Noire¹. Une flotte puissante était en préparation à Avlona, où se concentraient aussi des troupes et de grandes quantités de munitions ; à Constantinople, à Andrinople et à Gallipoli la même activité inquiétante était observée par les étrangers. Les puissances s'attendaient à un grand coup et chacune se montrait disposée à croire que l'attaque était dirigée contre elle-même. A ce sujet, les habitants de l'île de Rhodes eurent le courage de demander des explications à la Porte ; pour toute réponse le sultan donna en même temps que des assurances l'ordre de démobilisation à la flotte de Gallipoli².

Etienne fit les démarches nécessaires auprès de ses voisins, mais sans aucun résultat : le roi Mathias de Hongrie avait renouvelé la trêve avec le sultan, tandis que l'ambitieux Jagellon de Pologne lui infligeait une véritable humiliation en échange d'un secours insignifiant. C'est cette fois qu'apparaissent, semble-il, les premières relations politiques entre les Roumains et les Russes. Etienne, en face du secours insignifiant accordé par le roi de Pologne, envoya en mission à Moscou le boyard Jean Turcul pour solliciter un appui contre le sultan ; le tsar répondit par l'envoi d'une mission à la tête de laquelle se trouvait Fedko et promit d'intervenir auprès de la cour polonaise pour que l'on n'abandonne pas Etienne en face de l'invasion ottomane. Quant à la république de St-Marc, elle aussi avait cessé, depuis 1479, de se trouver en état de guerre avec l'empire ottoman, et ses navigateurs collaborèrent même à l'armement de la flotte turque. Au mois de juillet, Bayezid mit en marche contre la Moldavie ses forces de terre et de mer, appuyées par les Valaques et les Tatares ; Etienne avec sa flottille de chaloupes, incapables d'offensive, ne put empêcher la flotte turque de remonter le Danube. Après une résistance acharnée, Kilia, assiégée par terre et par eau, tomba le 14 juillet et le 4 août 1484 ce fut

¹ N. Jorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*, Gotha, 1905, t. I, p. 357.

² N. Jorga, *Studii istorice*, 155-156.

le tour d'Akkermân. Bayezid les mit en état de défense et y laissa de puissantes garnisons, après quoi il rentra à Constantinople sans livrer bataille au gros de l'armée moldave. Celle-ci s'était repliée et retranchée ensuite dans une forte position, d'après la tactique propre au prince Etienne le Grand ¹.

Par une lettre envoyée aux citoyens de Raguse, Bayezid annonçant sa victoire, appréciait de la sorte l'importance des deux cités : Kilia « qui est la clef et la porte d'entrée pour la Moldavie et la Hongrie, ainsi que pour l'entière région du Danube » et Akkermân « clef et porte d'entrée pour toute la Pologne, la Russie, la Tatarie et la mer Noire ² ».

Après plusieurs actions secondaires, les Moldaves essayèrent, sans succès, de déloger les Turcs de Kilia et d'Akkermân.

Il est facile de s'imaginer l'état d'esprit du prince moldave et de ses conseillers après la chute des deux cités : tout le monde se rendait compte que les Turcs ayant pris pied dans le pays, l'indépendance de la Moldavie était gravement atteinte. Deux ans plus tard, Etienne essaya encore une fois, et sans succès, de reprendre les deux ports ; puis il se résigna à abandonner ces clefs des pays roumains et dut veiller, toujours les armes à la main, jusqu'à sa mort, contre les attaques sans cesse renouvelées des bandes ottomanes installées sur son territoire ³.

Par la conquête de Kilia et d'Akkermân, la mer Noire devint la mer turque, conformément aux désirs et aux ambitions du grand Mahomet II et dont la réalisation n'avait été possible qu'à son fils. Dorénavant, personne ne pourrait plus y entrer et en sortir sans la permission du sultan. Le principe de la fermeture de l'Euxin à la navigation étrangère est érigé en règle fondamentale du droit public de l'empire ottoman, car la mer Noire est devenue une mer intérieure de la Turquie, une sorte de lac turc, dont tous les rivages appartiennent désormais au sultan.

Pour faire mieux ressortir cette transformation de la mer Noire en un lac intérieur de la Turquie, nous devons revenir à l'époque de la chute de Constantinople et donner une vue d'ensemble du concert européen à ce moment-là.

¹ Hammer, III, 43 ; Xénopol, II, 369 ; Jorga, *Geschichte*, loc. cit.

² Jorga, *Studii istorice*, 458.

³ Xénopol, II, 370.

La première poussée ottomane en Europe et plus particulièrement la défaite des chrétiens à Kossovo et ensuite à Nicopolis avaient provoqué une immense émotion dans l'Europe occidentale.

Les plans de croisade furent nombreux, mais leur réalisation impossible. Nous avons vu les luttes de prépondérance économique entre les républiques italiennes aboutissant à des alliances avec les infidèles et contribuant ainsi à la chute plus précipitée de l'empire d'Orient. Quant aux rois d'Occident ils n'essayèrent pas de conjurer ce lointain péril, préoccupés quelquefois par la défense des intérêts commerciaux de leurs sujets et presque toujours par leurs luttes politiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Après la défaite de Bayezid, les craintes du monde chrétien semblaient diminuer, pour se raviver dès qu'un nouveau sultan prit hardiment la direction des forces musulmanes pour les conduire à de nouvelles victoires. Malgré les appels du pape Calixte III et l'attitude sympathique du dauphin envers l'idée d'une croisade, Charles VII resta indifférent. La France, à peine sortie d'une longue guerre avec l'Angleterre, ne pouvait se démunir ni de sa chevalerie, ni de son or¹.

Une lettre d'Aeneas Sylvius, le futur pape Pie II, donnait, une année après la chute de Constantinople, un tableau de l'impuissance à laquelle se trouvait condamnée l'Europe chrétienne. Nous avons vu l'attitude des Italiens et des Français ; voici celle des autres peuples, d'après la lettre mentionnée : en Espagne, beaucoup de rois qui n'avaient ni la même puissance, ni la même politique, ni la même volonté, ni les mêmes idées et qui, par-dessus tout, avaient affaire avec les Maures de Grenade ; les Anglais ne pensaient qu'à venger leur expulsion de France ; les Allemands, très divisés, n'avaient rien qui les unit ; enfin, les Ecossais, les Danois, les Suédois et les Norvégiens résidant au bout du monde ne cherchaient rien hors de chez eux².

Le conquérant de Constantinople sut mettre à profit cet ensemble de circonstances, d'autant plus que sa force l'imposait au respect de tous, même de ceux qui lui gardaient des pensées hostiles. C'est ainsi qu'il acquit de bonne heure l'amitié, au moins formelle, des Génois, comme elle avait été

¹ E. Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, Paris, 1848-60, t. I, p. CXX ; E. Lavissee, *Histoire de la France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, IV², Paris, 1902, p. 313.

² Lavissee, IV², 316.

acquise auparavant par le sultan Orkhan. Par une lettre-patente, accordée quelques jours après la chute de la ville, on promettait, au nom de Mahomet, aux habitants de Galata de laisser intactes leurs lois et leurs franchises. On y disait notamment : « les murs de Galata seront rasés, mais les habitants conserveront tous leurs biens, leurs maisons, leurs magasins, leurs vignes, leurs moulins, leurs navires, leurs barques, leur commerce, leurs femmes et leurs enfants, pour en disposer comme ils l'entendent ; il leur est permis de vendre leurs marchandises dans toute l'étendue de mon empire ; ils pourront voyager librement par mer et par terre ; ils ne seront sujets à aucun droit de douane, ni à aucun service forcé ; mais ils seront tenus de payer un droit de capitulation (Kharadj), comme tout autre pays rangé sous ma domination. Ces lois et ces usages resteront dès aujourd'hui, et pour toujours, les mêmes ; je les protégerai et les défendrai comme ma propre personne. Les habitants conserveront leurs églises, etc.

« Les négociants génois pourront circuler librement et vaquer en toute sûreté aux soins de leur commerce ; je promets aux habitants de Galata de ne pas les faire gouverner par un esclave ; ils choisiront eux-mêmes dans leur sein, un *ancien* pour juger les différends entre les négociants, ils éliront un des leurs pour administrer leurs affaires ¹. »

Cette capitulation n'était en somme qu'un leurre, comme nous l'avons déjà vu. La parole une fois donnée n'empêcha point Mahomet de couper les communications des Génois de Galata avec la mère patrie ou de canonner et de couler dans le Bosphore les navires se rendant vers les colonies de la mer Noire ou en sortant. Les attaques dirigées contre les colonies génoises de Caffa et d'ailleurs ont eu pour résultat de précipiter la ruine du commerce et de la navigation de Gênes dans la mer Noire et de pousser la république dans le camp des ennemis du sultan ².

Cependant la puissance de Venise avait grandi et elle restait le seul ennemi, dont l'importance en Orient n'échappait pas aux sultans. Entre les guerres longues et acharnées et les trêves de courte durée qui marquèrent les relations de Venise avec l'empire ottoman vers la fin du quinzième siècle, la république des lagunes sut quelquefois profiter des embar-

¹ Hammer, II, 525.

² Manfroni, 753 et suiv.

ras du sultan pour obtenir dans les traités de paix des conditions favorables à son commerce. La lutte étant inégale, surtout en face d'autres ennemis qui menaçaient Venise presque en même temps que les sultans, la république arriva à la longue à des ententes amicales avec les infidèles pour pouvoir garder sa situation commerciale, quand elle ne fut pas forcée de payer les traités de paix par des tributs et des humiliations.

Pour nous retrouver dans le dédale des convoitises et des intrigues, qui engendrèrent depuis 1453 jusqu'à nos jours tant de conflits armés et donnèrent sous le nom de cette si compliquée „Question d'Orient”, une forme nouvelle à une vieille affaire, nous allons tenir le fil des principales concessions faites par les sultans aux puissances occidentales dans les différents traités et conventions.

Par la paix signée en 1479 avec Mahomet II, en dehors d'autres engagements, Venise s'obligeait à payer un tribut annuel de dix mille ducats, qui au fond n'était qu'un abonnement à la douane ottomane, puisque, moyennant cette somme, les marchandises vénitiennes devaient jouir d'une franchise absolue dans tous les États de sa Haute-Italie. L'ambassadeur Jean Dario eut encore l'adresse de faire insérer dans le traité une clause qui portait que, si quelque État arborait de plein gré l'étendard de St-Marc avant d'avoir été positivement attaqué par les armées du sultan, celui-ci reconnaîtrait cet État pour sujet et allié de la république et respecterait son territoire¹. Certains auteurs n'ont pas hésité à dire que Venise avait cette fois acheté la paix, mais il semble qu'au point de vue commercial elle l'avait bien achetée : en même temps que la franchise absolue de trafiquer dans l'empire elle obtenait encore l'avantage de tourner à son profit la terreur qu'inspiraient les armes ottomanes. S'il faut croire l'auteur du *Diarium Parmense*², le Sénat vénitien signa également à cette occasion un traité d'alliance par lequel la république s'obligeait à fournir une flotte de cent galères pour défendre les possessions du sultan au cas où elles seraient attaquées; en échange la Turquie promettait de donner à Venise, en cas de besoin, une armée d'hommes à cheval. L'étroite amitié entre Venise et le sultan n'est pas

¹ Hammer, III, 244.

² *Ibid.*, 246.

invraisemblable, car l'année suivante la république se trouvant en guerre avec Ferdinand le Catholique d'Espagne, qui avait des visées sur l'Italie, les Turcs firent une diversion sur les côtes de la Pouille. Les ambitions de Mahomet II sur l'Italie et son rêve d'entrer à Rome, après avoir conquis Constantinople, la nouvelle Rome, ne furent peut-être pas étrangers à certains intérêts de la république de St-Marc.

Si Venise, en vue de sauvegarder ses intérêts économiques, prenait des obligations d'ordre politique, les sultans à leur tour semblaient disposés à faire quelques concessions commerciales pour s'assurer plus de liberté d'action dans la poursuite de leurs ambitions politiques. Les premières alliances tacites ou formelles avec Gênes et ensuite avec Venise, justifient cette supposition, en même temps qu'elles prouvent le tact politique des sultans, qui évitaient de soulever contre eux tous les ennemis possibles et surtout les ennemis dangereux.

C'est ainsi qu'en 1481, l'année même de la mort de Mahomet II, son successeur Bayezid fit une réception favorable à l'ambassade de la république de Raguse et lui accorda, en dehors de la confirmation des anciens privilèges, la réduction de son tribut annuel ¹. Il est fort probable que ce tribut devait avoir la même signification que celui de Venise : un abonnement à la douane ottomane. D'autre part, les visées sur l'Italie rencontrant la plus dangereuse résistance dans la puissance de Ferdinand le Catholique, Bayezid accorda la même année satisfaction aux demandes des Catalans, qui certainement durent faire, après la chute de Constantinople, des tentatives pour reconquérir leur ancienne situation. La chose ressort d'un tarif que les Cortès de Catalogne réglèrent en 1481 et où sont spécifiées les marchandises arrivant par la voie directe de Constantinople ².

L'année suivante, Venise profita de la situation difficile où se trouvait le sultan, menacé du côté de l'Asie par les prétentions au trône de son frère, pour obtenir une nouvelle capitulation ³. Deux ans plus tard, une ambassade vénitienne se rendait à Constantinople pour demander la libre exportation des grains, que le sultan avait déjà accordée pour l'île de Zante, moyennant un tribut de cinq cents ducats.

¹ Hammer, IV, 4.

² Alex. de Miltitz, *Manuel des consuls*, Londres, 1837, t. II, première partie, 265-266.

³ Hammer, IV, 6.

Mais cet avantage ne fut pas de longue durée, car quelques années plus tard les relations entre la république et le sultan étant refroidies, la navigation de la mer Noire fut complètement fermée aux Vénitiens ¹. Bayezid attaqua cette fois du côté de l'Istrie les possessions de Venise pour lui demander compte des liaisons qu'elle entretenait avec le sultan d'Égypte. A la même époque du fait de l'inimitié du nouveau roi de France, Louis XII, qui voulait armer toute l'Europe contre elle, la république se vit dénoncée comme la puissance qui avait fait échouer toutes les entreprises des chrétiens contre les Turcs ². Le pape Alexandre VI fit tous ses efforts auprès de l'empereur Maximilien pour secourir Venise contre Bayezid dans l'espérance de pouvoir ainsi organiser une véritable croisade contre les infidèles. En 1502, la guerre prit fin par un traité de paix, où l'on prévoyait, d'une manière générale, la liberté de voyager et de commercer sur le territoire des deux parties contractantes et l'on spécifiait que cette liberté était accordée aux ambassadeurs et aux marchands des nations amies ³.

Nous n'avons pas de plus amples détails au sujet de ce traité de paix qui renfermait, comme d'habitude, seulement des clauses propres aux conventions commerciales de nos jours, mais il résulte qu'on ne parlait plus de navigation. Il était question de la liberté de commercer sur les territoires respectifs des parties contractantes et d'abonnements à la douane ottomane, mais sans toucher à la question de la navigation vers la mer Noire.

Pendant cet intervalle, Gênes avait depuis longtemps cessé ses relations avec l'empire ottoman. Elle fit une alliance avec Charles VIII de France et prêta le concours de ses galères pour la conquête du royaume de Naples. Il était question qu'ensuite le roi de France marcherait contre Constantinople pour chasser les infidèles et restaurer ainsi le commerce de Gênes, dans l'Orient, comme au temps des Paléologues ; en réalité, malgré les apparences qu'il voulait donner à sa descente vers l'Italie, Charles VIII ne semble pas avoir sérieusement pensé à attaquer l'empire ottoman ⁴.

¹ Depping, I, 228.

² Charrière, I, p. CXXVII.

³ Hammer, IV, 76.

⁴ Manfroni, *loc. cit.* ; E. Lavisse, V¹, 21-22.

Nous allons omettre les renouvellements ou les confirmations des accords précédents avec Venise, pour arriver à la première convention russo-turque.

C'est en 1492 qu'apparaissent les premières relations politiques entre la Russie et la Porte, à l'occasion des conférences ouvertes à Akkermân entre un secrétaire du tsar Jean III et plusieurs pachas. Le khan de Crimée, Mengli Gueraï, allié du tsar, essaya de sonder le sultan en vue d'un rapprochement avec la Russie et reçut de Bayezid la réponse suivante : « Mengli Gueraï, si le tsar de Moscou est ton frère, il sera aussi le mien. » Peu de temps après les marchands russes d'Azof et de Caffa ayant eu à se plaindre des gouverneurs de ces villes y cessèrent entièrement leur commerce. Le pacha de Caffa suggéra au sultan que tout n'était que le résultat des intrigues de Mengli Gueraï ; Jean III alors adressa une lettre à Bayezid pour disculper son allié. Trois ans plus tard, un premier ambassadeur russe arrivait à Constantinople, mais son attitude hautaine déplut au sultan. En 1499, un second fut envoyé par le tsar et cette fois Bayezid montra une égale bienveillance envers la Russie et lui accorda certains avantages pour son commerce. Ces rapprochements ont été nécessairement amenés par le besoin que ressentait la Russie d'ouvrir de nouveaux débouchés à son commerce ¹.

Les relations amicales continuèrent au temps du sultan suivant, Sélim. C'est ainsi que, en 1514, des missions furent échangées entre la Porte et le tsar Vassili, qui désirait même une alliance russo-turque. L'année suivante, un nouvel ambassadeur du tsar fut envoyé à Constantinople pour se plaindre au sultan du khan des Tatares, Mengli Gueraï, qui avait secouru les Lithuaniens contre la Russie, et pour traiter en vue d'une alliance offensive et défensive. Sélim se montra plein de bienveillance envers le représentant du tsar et envers l'offre d'alliance, mais rien ne fut conclu. On stipula néanmoins cette fois la liberté du commerce à Azof et à Caffa en faveur des marchands russes ². Vers la fin de sa vie le tsar Vassili essaya encore une fois de conclure une alliance avec le sultan pour s'imposer à la Pologne et à la Lithuanie en même temps, mais il n'y réussit pas. Sa démarche n'eut d'autre résultat que la confirmation de la liberté commerciale accordée en 1515 ³.

¹ Hammer, IV, 46-49.

² *Ibid.*, 158-159.

³ *Ibid.*, *loc. cit.*

L'intervention active de la France dans la politique orientale marquera une date importante dans le développement historique des événements.

Nous allons résumer les principaux faits.

La fondation de l'empire de Charlemagne, qui coïncide avec un développement semblable chez les Arabes, met en rapport direct les deux empires par un échange d'ambassades. Les résultats de ces premiers rapports sont : des fondations pieuses, une tolérance et une protection spéciale des chrétiens et de leur culte et une sorte de partage de l'autorité dans la ville sainte. Mais ces avantages furent détruits par l'invasion des Turcs et leur établissement dans l'Asie Mineure, ce qui provoqua une recrudescence du fanatisme musulman. C'est alors que commencent contre les pèlerins des persécutions destinées à faire de leur cause la cause du monde chrétien¹. Les croisades suivent et quoique nous soyons arrivés au commencement du seizième siècle le mouvement contre les infidèles n'a pas encore cessé, mais il a seulement changé de caractère. Au lieu d'être tout simplement une manifestation de la solidarité chrétienne en face du monde musulman, les plans de croisades deviennent plutôt des moyens politiques à l'appui desquels les différentes maisons régnantes d'Europe poursuivent la réalisation de leurs buts égoïstes.

L'avènement au trône ottoman du sultan Sélim I^{er}, en 1512, attira de nouveau l'attention du monde chrétien et réveilla les craintes d'autrefois. En effet, le nouveau sultan se fit remarquer par ses exploits : au cours d'un règne de huit années il vainquit les Perses et conquît les pays de l'Euphrate, la Syrie, la Palestine et l'Egypte ; en même temps, les corsaires Aroudj et Kheir-ed-Din Barberousse s'étaient établis à Alger et placés sous sa suzeraineté². En s'emparant directement de l'Egypte et indirectement d'Alger, les Turcs barraient ainsi la route des Indes et, même plus, devenaient dangereux pour les puissances maritimes de la Méditerranée occidentale ; par leurs progrès vers le Danube, ils avançaient vers le centre de l'Europe.

Comme il était tout naturel, les projets de croisade furent repris avec énergie ; mais les hésitations des puissances italiennes entre leurs intérêts commerciaux et le sentiment des

¹ Charrière, I, p. LXIX-LXX.

² Lavissee, IV², 1-2.

dangers à courir, empêchaient toute action décisive. En Allemagne, ou bien l'empereur se laissait détourner par une politique personnelle ou bien les Diètes n'allaient pas jusqu'à délier la bourse. L'Espagne, presque seule, entama la lutte plutôt contre ses anciens ennemis, les Maures d'Afrique. Après l'entrevue que le pape Léon X eut à Bologne avec le roi de France, il proclama en mars 1518 la croisade générale et proposa une trêve de cinq ans entre les États chrétiens. La ligue sainte fut conclue l'année suivante : mais l'empereur d'Allemagne, qui devait être le généralissime des armées européennes, mourut cette année-là et ainsi se posait une nouvelle question¹.

L'élection à l'empire donna beaucoup de soucis à l'Europe et le plan de croisade, abandonné pour l'instant, resta un moyen de propagande électorale que les deux candidats à la couronne vacante surent agiter par calcul politique. C'est ainsi que François I^{er}, en 1520, envoya Chanoy avec une petite flotte au secours des chevaliers de Rhodes et, l'an suivant, donna l'ordre à une flottille de partir pour le Levant. Mais la guerre avec Charles-Quint éclata aussitôt après et un contre-ordre dirigea cette flottille contre les Espagnols².

Dès 1521-1522, date de la prise de Belgrade et de Rhodes par Suleyman, successeur du sultan Sélim, François I^{er}, tout en continuant à parler de la croisade, commençait à se rendre compte du secours indirect qu'il recevait des attaques turques contre ses ennemis³. La défaite de Pavie et sa captivité imposèrent à François I^{er} la signature de la paix de Madrid. Le roi de France s'engageait, en dehors de renonciations aux droits qu'il avait en Italie, à fournir une flotte et une armée à l'empereur pour son voyage de couronnement à Rome et pour la croisade contre les infidèles⁴. Malgré l'engagement pris sur son honneur de roi et de chevalier et sur sa foi de chrétien d'exécuter le traité, François I^{er} était bien résolu à ne pas l'observer. Il rédigea une protestation le 13 janvier 1526, à la veille même de la signature, contre les clauses du traité. Ensuite, rentré en France, il retarda d'une part l'exécution et de l'autre entama des pourparlers avec Clément VII et les Vénitiens et affirma son intention de défendre

¹ Lavissee, V², 3-4.

² J. Ursu, *La politique orientale de François I^{er}*, Paris, 1908, I, p. 48-49.

³ Lavissee, V², 30-31.

⁴ *Ibid*, 48.

la liberté de l'Italie. Il est certain aujourd'hui qu'après la défaite de Pavie et pendant sa captivité, François I^{er} envoya les premières ambassades à Constantinople pour solliciter l'aide du sultan. Le résultat de la mission des deux envoyés avec des lettres pour Suleyman II fut la seconde campagne turque sur le Danube, marquée par la bataille de Mohacz, où périt le roi Louis³ de Hongrie¹.

Deux ans après la paix de Madrid, la guerre éclata de nouveau entre François I^{er} et Charles-Quint et les armées du roi de France pénétrèrent en Italie. Le sort semblait cette fois favorable aux armes françaises, mais devant Naples il fit de nouveau volte-face par la défection des Génois. André Doria craignant que la fortification de Savone par le roi dût faire de cette ville une rivale commerciale de Gênes, abandonna la partie². La nouvelle défaite de Naples et surtout le geste de Doria passant du côté de l'Espagne avec toute la Ligurie, changea complètement l'équilibre méditerranéen aux dépens de la France. Par ses relations amicales avec la Pologne et Venise, qui étaient presque les alliées naturelles du sultan, et aussi par les nécessités politiques et militaires, la France dut se jeter entièrement entre les bras de Suleyman à partir de 1528³.

Il y avait longtemps que les négociants français et catalans avaient su obtenir, sans aucune intervention officielle, des avantages et des garanties pour leur commerce à Alexandrie, au Caire et dans toute l'Egypte. Après que les sultans Mameluks d'Egypte tombèrent sous les coups de Sélim I^{er}, toutes les anciennes concessions furent confirmées par les Turcs, parce que certainement les deux parties y trouvaient leur compte. En 1528, le sultan Suleyman confirma de nouveau les anciens privilèges en Egypte et cette fois-là la confirmation se fit directement avec Jean Benoist, consul des Français et des Catalans à Alexandrie⁴.

La paix de Cambrai, signée en 1529, ne fut que la confirmation de celle de Madrid, à l'exception de certaines cessions territoriales ; Charles-Quint ne la fit que sous le coup de la nouvelle invasion ottomane, car un mois après Suleyman commençait le siège de Vienne. Deux ans plus tard, le sort

¹ Lavissee, V², 50 ; J. Ursu, 28-34 ; Charrière, I, 412-414.

² *Ibid*, 52.

³ Manfroni, *loc. cit.*

⁴ Testa, *Recueil des traités de la Porte ottomane*, Paris, 1864, t. I, p. 23 ; Charrière, I, 421-422.

de Charles était de nouveau favorable. Il avait été couronné empereur, avait repoussé les Turcs et fait élire son frère roi des Romains ; dispensateur de la paix à Cambrai et tout puissant en Italie, il était sans doute arrivé au comble de la gloire et de la puissance¹.

Malgré cette situation, l'Allemagne était à l'intérieur agitée par des disputes religieuses, tandis qu'au dehors le danger turc et les menées de François I^{er} continuaient à donner de sérieuses préoccupations. En 1534, après la mort de Clément VII qui troublait toutes ses combinaisons, François I^{er} se décida pour une alliance ouverte avec les infidèles. Les premières négociations eurent lieu d'abord avec Kheir-ed-Din Barberousse, qui envoya en France une ambassade. L'année suivante, Jean de la Forest se rendit auprès du sultan avec une mission de son roi en vue de l'établissement de la paix dans toute la chrétienté. Au cas où le roi d'Espagne n'accepterait pas les conditions proposées, Suleyman était sollicité de fournir un subside d'argent à la France et d'attaquer l'empereur avec sa flotte, non pas en Allemagne, mais en Italie où il était bien plus vulnérable. On ne connaît pas exactement les engagements politiques et militaires qui furent pris à cette occasion, parce que le roi « très chrétien » voulait sauver au moins les apparences ; mais l'accord prit, en février 1536, la forme d'un traité de commerce, la première capitulation qui établissait la suprématie de la France dans le Levant².

En effet, les Français pouvaient faire dorénavant le commerce dans le Levant en payant les mêmes droits que les sujets du sultan, avec la réciprocité pour les Turcs en France. La solution de tout débat judiciaire entre Français était confiée au consul d'Alexandrie ou à l'ambassadeur de Constantinople.

Ce traité, qui sera le point de départ de la ruine de la prépondérance vénitienne dans le Levant, a servi ensuite de base à tous les traités postérieurs de la même nature.

Nous devons remarquer que la capitulation accordée à la France ne parlait guère du commerce et de la navigation dans la mer Noire. Il n'était question que de la navigation jusqu'à Constantinople, car on prévoyait pour le départ des

¹ Lavissee, V², 62, 64, 67.

² *Ibid.*, 79 ; Noradounghian, *Recueil d'actes internationaux de l'empire ottoman*, Paris, 1897, t. I, p. 83-87.

navires « ayant pris et payé le *heudjet* et l'*émine*¹ et ayant été cherchés et visités de la part du dit émine, qu'ils ne doivent ni ne puissent être visités en aucun lieu, sinon aux châteaux du détroit de Gallipoli sans, pour cela, payer plus, ni là ni ailleurs, aucune chose pour la sortie². »

Des événements particuliers contribuèrent à porter un grand coup au commerce de Venise. La république avait commencé à se détacher de l'ancienne alliance avec François I^{er} pour garder une stricte neutralité dans les conflits du roi avec Charles-Quint. Après l'expédition de celui-ci contre Tunis, elle inclina même pour une alliance avec le pape et l'empereur. La mort du grand vizir³ Ibrahim, un ami éprouvé de Venise, facilita le cours des événements et donna le champ libre à l'action de Kheir-ed-Din Barberousse qui désirait une guerre avec la république. Les efforts diplomatiques français, avec l'appui du sultan, pour décider Venise à prendre parti contre Charles-Quint restant vains, La Forest se vengea en insinuant à la Porte que celui-ci avait entrepris l'expédition de Tunis à l'instigation de la république. Les préparatifs militaires sur terre et sur mer de l'empire ottoman se dirigèrent petit à petit vers l'Adriatique et, au lieu d'attaquer la Hongrie, le sultan mit le siège devant Corfou. La résistance opposée par les Vénitiens et la réserve que gardait François I^{er} en face de cette campagne différente de celle qu'il avait envisagée, décidèrent le sultan à lever le siège et à porter ailleurs la force de ses armes. En février 1538, l'empereur, le pape et les Vénitiens formèrent la fameuse ligue de Nice, dirigée contre les Turcs³. Sans entrer dans les détails des luttes, nous dirons seulement que les Vénitiens subirent des revers. Par le traité conclu en 1540, au mois d'octobre, Venise paya cher son alliance avec l'empereur. Elle perdit des territoires en Romanie, plusieurs châteaux forts sur les côtes dalmates et toutes les petites îles de l'Archipel conquises par Kheir-ed-Din Barberousse⁴. Toutefois, comme avantages commerciaux, on lui reconnaissait la liberté de naviguer et de trafiquer presque dans les mêmes termes qu'aux Français ; seulement il n'était plus question de l'avan-

¹ *Heudjet*, nom donné aux actes publics, doit se rapporter aux formalités pour l'entrée et la sortie des navires ; *émine* est une taxe sur les blés payée en nature : ici doit être question d'une taxe d'exportation.

² Noradounghian, I, 86 : texte de la première capitulation.

³ Hammer V, 261-270 ; Ursu, 100 et 106.

⁴ *Ibid.*, 317.

tage accordé en 1479 et la crainte des armes ottomanes ne tournait plus en faveur du pavillon vénitien. Il n'était plus question de la liberté de navigation vers la mer Noire, sous la forme d'une permission d'exporter les grains, liberté supprimée, comme nous l'avons vu, dans les dernières années du quinzième siècle.

Le passage ci-dessous est intéressant à retenir ; il spécifiait que la navigation « jusqu'à la cité de Constantinople et de Galata ou Péra, dans le territoire de l'Arabie, c'est-à-dire à Alexandrie et au Caire, en bas de Gallipoli, vers l'entrée du détroit, à Lepanto, dans le golfe de Prévèse et le port de Modon », devait se faire après un préavis tant à l'arrivée qu'au départ ; exception était faite, et on pouvait entrer sans préavis et autorisation préalable des autorités ottomanes, au cas où les navires se trouvaient surpris par l'orage en haute mer ou s'ils étaient pourchassés par des corsaires ¹.

L'alliance de François I^{er} avec les Turcs lui avait fait beaucoup de tort dans l'opinion publique européenne et ses efforts pour la justifier manquaient de solidité et en même temps contribuaient à rendre sa politique sans stabilité. Il n'y avait là qu'une politique opportuniste, engendrée par l'identité des intérêts entre la France et les sultans, luttant contre le même ennemi. C'est ainsi qu'en 1547, l'ambassadeur de Constantinople prenait soin d'aviser son gouvernement que les Turcs soupçonnaient le roi de France de faire peu de cas de leur „amitié“, parce qu'on avait négligé d'avertir officiellement le sultan de la mort de François I^{er}. Suleyman négociait en même temps avec le roi des Romains et obtenait la prolongation pour cinq ans de la trêve signée en 1546. Du jour où il avait acquis la conviction que la France ne recherchait son amitié qu'en vue de ses intérêts égoïstes, Suleyman devint très réservé et l'alliance resta toujours assez vacillante ². Néanmoins, le dernier conflit avec Venise et l'intrépidité des négociants français contribuèrent vite à assurer la première place au drapeau français dans le Levant.

De nouvelles complications politiques, une ligue qui se préparait contre la Turquie et l'avènement du sultan Sélim II effacèrent la méfiance passagère et rapprochèrent de nouveau les anciens alliés.

¹ J. du Mont, *Corps universel diplomatique ou droit des gens*, contenant un recueil des traités, Amsterdam et La Haye, 1726, t. IV, deuxième partie, p. 197.

² Lavissee, V², 145.

En octobre 1569, le sultan accorda un renouvellement de la première capitulation avec la France. En dehors des anciens privilèges, on trouve dans l'article 10 que la France avait, cette fois-ci, des consuls non seulement à Constantinople et à Alexandrie, mais encore dans les ports « de Tripoli, de Syrie, d'Alger ou autres lieux ». Enfin, par l'article 16, on concédait également aux Français tout ce qui avait été accordé aux Vénitiens¹ : nous disons aujourd'hui qu'on leur accordait la clause de la nation la plus favorisée.

Nous devons remarquer que dans le texte introductif de cette capitulation, on parlait des « Génois, Siciliens, Anconitains et autres », qui « ont coutume de venir par deçà sous son ombre et bannière dudit empereur de France ». De même qu'à l'occasion de la première capitulation on parlait des Catalans, qui, semble-t-il, obtenaient certains avantages sous la protection de la France, il devait être tout naturel que tel négociant de Gênes, de Sicile ou d'Ancône, voulant profiter des avantages du commerce levantin, acceptât le pavillon français pour être à l'abri de tout ennui ; et il semble probable que le roi de France ne refusait pas cette protection, du moment que Venise avait une fois même demandé et obtenu des sultans la permission d'accorder la protection de son pavillon aux négociants des autres nations.

Les guerres de religion qui troublèrent la vie de la France vers la fin du seizième siècle eurent aussi leur répercussion dans les affaires d'Orient. La navigation et le commerce français dans le Levant subirent le contre-coup du trouble existant dans la vie économique de la France. Des causes d'ordre politique, telle la méfiance qui commençait à se manifester à la cour ottomane envers l'amitié du roi „très chrétien“, contribuèrent sans doute à accentuer cette tendance. C'est ainsi que peut s'expliquer l'intervention active d'un nouvel élément dans le commerce et la navigation du Levant : l'élément anglais.

Dans l'intervalle de 1511 à 1534, les navigateurs anglais avaient entrepris plusieurs voyages aux îles de Sicile, de Candie, de Chio et de Chypre, et même ils avaient poussé leurs expéditions jusqu'aux ports de Tripoli et de Bayreuth en Syrie. Les relations commerciales avec les îles de Chio et de Candie eurent pour résultat l'établissement de consuls, pendant le règne d'Henri VIII, dans les deux premières îles.

¹ Noradounghian, I, 88-93.

En 1553, un intrépide marchand anglais, Jenkinson, pénétra dans l'intérieur de l'Asie jusqu'à Alep et obtint du sultan Suleyman II certains privilèges sur le pied des Français et des Vénitiens. Cependant, le commerce direct entre l'Angleterre et le Levant fut longtemps entravé par les pirates d'Afrique ¹ et par l'hostilité naturelle des concurrents, les Vénitiens et les Français. Ce n'est que lorsque l'ambassadeur d'Elisabeth, Hareborn, eut su mettre à profit les troubles de la vie économique française et de ses relations internationales et obtenir, en 1580, les premières capitulations du sultan Murat III, que le commerce anglais dans le Levant prit un grand essor. Par l'article 18 des capitulations, on disait que « tous les privilèges, articles et capitulations accordées aux Français, aux Vénitiens et à d'autres princes » étaient également accordés aux Anglais. On concédait aux nouveaux amis du sultan jusqu'au privilège d'accorder la protection de leur pavillon aux marchands d'autres nations, car l'article 1^{er} disait nettement « que la nation et les négociants anglais, et *tout autre* commerçant qui navigue sous le pavillon anglais » puissent aller et venir dans les États du sultan ².

Au cours des années 1583-1585, l'ambassadeur établit pour la première fois des consuls anglais dans différents ports et villes commerciales de la Turquie ³.

Il est fort probable que ces capitulations ne firent guère plaisir aux Vénitiens et surtout aux Français. Habités à occuper la première place dans le Levant, les Français ont dû réagir tout de suite pour reprendre le dessus. Ainsi s'explique le renouvellement des capitulations obtenu dès l'année suivante par l'ambassadeur français à Constantinople, de Germigny.

Nous devons dire quelques mots au sujet de la concession des capitulations et de leurs confirmations successives. D'une manière générale, il était entendu que chaque sultan ne s'engageait que pour lui seul, sans faire mention de ses successeurs ; d'où il s'ensuivait qu'à chaque changement de règne il fallait demander la confirmation des anciennes capitulations ⁴. Le fait est facilement explicable si nous pensons que la cons-

¹ Miltitz, II, deuxième partie, 779-780.

² Noradounghian, I, 146-151. Ce sont les vingt premiers articles des capitulations de 1675.

³ Miltitz, *loc. cit.*

⁴ D'Ohsson, *Tableau général de l'empire ottoman*, Paris, 1788-91 et 1824, t. VII, p. 474.

truction juridique de la théorie de la continuité de l'État n'est que l'œuvre des temps plus récents et qu'elle s'est faite ailleurs qu'en Turquie. Les missions étrangères profitant de circonstances, à l'occasion de la confirmation, demandaient et souvent réussissaient à obtenir de nouveaux avantages. Mais les rivalités économiques et politiques venaient compliquer encore la situation et imposer plus fréquemment des confirmations ou des renouvellements. Il serait trop long de les mentionner toutes : nous nous bornerons aux principales.

En 1581, une année après les premières capitulations accordées aux Anglais, les Français obtinrent le renouvellement et en quelque sorte l'amplification des leurs. Après de belles phrases au sujet des anciennes relations d'amitié entre les deux États, l'article 3 se prononçait sur une futile question en honneur à cette époque : on accordait la préséance aux représentants français « au-dessus des ambassadeurs d'Espagne ¹ et autres princes et rois chrétiens ». La stipulation de la clause de la nation la plus favorisée dans l'art. 20 ne mentionnait que les Vénitiens et faisait semblant d'oublier ou plutôt oubliait intentionnellement les capitulations accordées aux Anglais l'année précédente. La chose paraît certaine si l'on se reporte à l'art. 1^{er} qui dit textuellement : « Que désormais les Vénitiens, Génevois, *Anglais*, Portugais, les marchands catalans, siciliens, anconitains, ragusais et tous ceux qui ont cheminé sous le nom et le pavillon de la France, d'ancienneté jusqu'aujourd'hui, en la condition qu'ils ont cheminé dorénavant en la même manière ils puissent cheminer ² ». Il est hors de doute que la France qui obtenait le renouvellement des capitulations accordées par le sultan précédent en 1569, avait su anéantir, à son profit, d'un seul trait, les privilèges accordés aux Anglais en 1580.

La question de savoir si en fait l'article 1^{er} fut exécuté peut se poser. Il est peu probable que les Anglais aient accepté la suppression sans façon de leurs capitulations : ils ont dû continuer à naviguer sous leur bannière en attendant des temps meilleurs et les Turcs — qui commençaient à prendre du goût pour la politique de bascule et de méfiance — les ont laissés faire. En effet, pendant le règne du même sultan, Murat III, en 1593, l'ambassadeur Berton obtenait

¹ L'Espagne n'était pas encore entrée en relations diplomatiques avec la Porte à ce moment-là, mais la cour de France prenait des garanties contre des prétentions éventuelles.

² Milütz, II, deuxième partie, 106-111.

pour les Anglais des privilèges et des immunités identiques à ceux concédés aux Français¹, même le droit d'accorder la protection de leur bannière aux nations qui n'avaient pas encore des traités avec l'empire ottoman. Les relations amicales entre la cour d'Angleterre et celle de Constantinople acquirent par la suite un tel caractère d'amitié que l'épouse de Murat III écrivit en 1594 une lettre à Elisabeth pour la remercier de celle que la reine lui avait adressée par l'entremise de son ambassadeur et pour l'assurer de sa disposition à favoriser les intérêts des sujets anglais dans toutes les affaires justes et raisonnables².

En 1597, à l'occasion du renouvellement, sous le règne du sultan suivant, Mahomet III, l'ambassadeur français, Savary de Brèves, fit de gros efforts pour annihiler les derniers avantages accordés aux Anglais. La Porte tomba d'accord cette fois encore pour donner aux Français une satisfaction purement sentimentale, en acceptant, parmi les articles stipulés, la disposition que tout firman contraire à la teneur des capitulations sera supprimé³.

Un nouvel élément fera son apparition dans le Levant : ce sera l'élément hollandais.

Jusqu'à la fin du siècle où nous en sommes, l'échange des marchandises entre les Pays-Bas et le Levant s'était fait par l'entremise des Italiens et des Français. A la suite seulement de la révolution de 1579, les Provinces-Unies commencèrent à exploiter elles-mêmes la navigation de la Méditerranée. Cependant, les premières expéditions des Hollandais furent faites sous la protection du pavillon français⁴.

Il nous semble tout à fait naturel que, dans la lutte diplomatique anglo-française qui se déroulait à Constantinople depuis quelques années, la France ait essayé de maintenir ses positions acquises. La protection de son pavillon accordée aux autres nations n'allait pas sans certains profits, tels les droits de consulat, alors on comprend facilement pourquoi la France et l'Angleterre voulaient s'assurer un tel privilège. La navigation hollandaise étant bien active, nous allons assister par la suite à une lutte anglo-française par empressement d'accorder protection aux Pays-Bas. C'est ainsi qu'en 1598, le même ambassadeur français demandait et obtenait

¹ D'Ohsson, VII, 479.

² Miltitz, II, deuxième partie, 781-784.

³ D'Ohsson, VII, 475.

⁴ Miltitz, II, deuxième partie, 940.

du sultan en faveur des marchands « de l'État de Flandres ou du Pays-Bas » la permission de naviguer et de trafiquer à Constantinople, à Chio, à Alexandrie et à Alep, ainsi que dans les autres places, ports et havres de l'empire ottoman, sans aucun empêchement. Mais l'acte qui consacrait ce privilège en faveur des Hollandais prévoyait qu'ils devaient se mettre sous la protection du pavillon du roi de France et de ses consuls¹.

Ainsi, malgré les privilèges de nouveau reconnus aux Anglais en 1593, la France s'assurait qu'au moins le bénéfice de la navigation hollandaise lui appartiendrait.

En 1603, les capitulations de l'Angleterre sont une seconde fois renouvelées, ce qui entraîne pour la France l'an suivant un renouvellement avec amplifications. Entre autres avantages, les navires français à la sortie des détroits ne devaient plus être visités qu'aux Dardanelles et non pas à Gallipoli comme auparavant.

Il est intéressant à retenir que l'art. 4 en parlant de la protection de la bannière française pour les autres nations, précisait pour la première fois : « les Vénitiens et les Anglais en là² ». Par conséquent, on tranchait définitivement la question de la navigation anglaise sous la bannière nationale et à l'avenir le privilège accordé aux Anglais ne devait plus être remis en question toutes les fois qu'on renouvelait les capitulations des Français. Par le même article, on reconnaissait au roi de France une sorte de patronage sur les Lieux-Saints, car ses sujets, ainsi que tous ceux qui se trouvaient sous la protection de sa bannière, amis, alliés et confédérés, pouvaient librement aller visiter les Lieux-Saints de Jérusalem.

Enfin, une dernière remarque s'impose, dans plusieurs articles des capitulations de 1604, on spécifiait que toutes les autres nations, qui n'avaient pas de traités avec la Porte, devaient naviguer et trafiquer dans l'empire ottoman sous la protection du pavillon français seulement.

En 1606, les capitulations accordées aux Anglais sont renouvelées pour la troisième fois³. A cette occasion, la diplomatie anglaise obtint encore un autre avantage extrê-

¹ J. du Mont, V, première partie, 558-559.

² Noradounghian, I, 93-102; Comte Andreossy, *Constantinople et le Bosphore de Thrace*, Paris, 1828, p. 190 et suiv., la série des ambassadeurs français à Constantinople.

³ Milititz, II, deuxième partie, 785.

mement important : la liberté de commerce dans la mer Noire, en employant pour la navigation des vaisseaux turcs. Voici la teneur des articles 36 et 38 :

« Les commerçants anglais et toute autre personne naviguant sous pavillon anglais pourront sans restriction vendre et acheter toutes sortes de marchandises (excepté les marchandises défendues), les transporter par terre et par mer, ou encore par la voie du fleuve Tanais, en Moscovie ou Russie, et les emporter dans nos domaines sacrés pour trafiquer, et aussi les transporter en Perse, et dans les autres pays conquis.

« Si les navires nolisés pour Constantinople sont forcés par les vents contraires de s'arrêter à Caffa ou dans quelque autre port de la même région, et ne sont pas disposés à acheter ou vendre, personne ne pourra prendre par force leurs marchandises, ou causer des ennuis aux navires qui sont dirigés sur ces ports ; mais nos gouverneurs devront toujours les protéger et les défendre, et aussi leurs équipages, biens et effets, et empêcher qu'ils soient endommagés et injuriés. Que s'ils désiront acheter avec leur propre argent des provisions dans les lieux où ils se trouveront, ou noliser des barques ou navires (non nolisés) par d'autres pour le transport de leurs effets, aucune autre personne ne pourra les noliser, ou empêcher qu'ils le fassent ¹ ».

Les capitulations de 1606 furent un grand succès diplomatique à un autre point de vue encore. Nous avons vu que la France avait réussi à s'assurer une sorte de monopole de la protection au profit de son pavillon. De là un différend surgit entre l'ambassadeur français et l'ambassadeur anglais à propos de la protection des marchands hollandais. Par l'art. 33, à l'occasion du renouvellement, on prévoyait qu'à l'avenir les Hollandais devraient naviguer dans les eaux turques sous pavillon anglais. Et même plus : à la fin de l'article on mentionnait certaines tentatives pour contraindre les marchands de « la nation espagnole, de Portugal, d'Ancône, Sicile, Florence, Catalogne et toutes sortes de Hollandais et autres marchands étrangers » à se mettre sous la protection française et on déclarait « nul et annulé » l'article qui avait reconnu un tel privilège dans les capitulations accordées à la France, en ajoutant qu'à l'avenir tous ces marchands vien-

¹ Noradounghian, I, 155-156. Les art. 21-46 de capitulations de 1675 ont été accordés par Ahmed I^{er} en 1606. [Voir *Miltitz*, II, deuxième partie, 787, note 2.]

draient sous le pavillon et la protection de l'ambassadeur et des consuls d'Angleterre.

Il va de soi qu'après un tel succès d'un côté, la lutte pour la prépondérance à Constantinople devait être reprise avec plus d'acharnement par l'autre partie.

Le prestige dont la France avait toujours joui à la Porte, joint à l'habileté de sa diplomatie, finirent par lui donner rapidement le dessus dans cette lutte d'influences. En effet, le 20 avril 1607, à peine au bout d'une année, par un acte additionnel aux capitulations accordées en 1604, le sultan annulait tout ce qui avait été récemment concédé à l'Angleterre.

Voici la teneur de cet acte :

« Il est arrivé que l'ambassadeur de la part du roi d'Angleterre à notre Porte ¹, nous présenta une requête de diverses choses et nous fit entendre, par une fausse information, que par le passé les nations étrangères, lesquelles n'auraient point d'ambassadeurs résidant à notre Porte, donnaient obéissance à ceux qui leur plaisaient, selon leur volonté, et la rendaient d'ordinaire aux consuls anglais ; que depuis les Français ont fait mettre dans leurs capitulations qu'elles viendraient sous leur bannière et protection, et demandait que les choses fussent comme elles devaient être, et leur renouvelant leur capitulation y a fait ajouter cela ² ».

La désinvolture avec laquelle le sultan justifie ses infidélités envers le roi de France et le manque de façon dont il se sert pour arracher aux Anglais les privilèges déjà accordés sont admirables ! Après d'autres considérations pour la circonstance, le sultan ordonne ainsi par l'acte additionnel :

« Que depuis ce jourd'hui (hors les Vénitiens et les Anglais) toutes les nations étrangères, lesquelles n'ont point d'ambassadeur à notre heureuse Porte, venant à trafiquer en notre empire, aient à y venir sous la bannière de l'empereur de France selon l'ancienne coutume ;

« Et aient à rendre obéissance aux ambassadeurs et consuls de France ;

« Et que les capitulations et commandements obtenus des Anglais sur cette matière, qui se trouveront contraires à cette notre sublime capitulation, ne soient observés en aucune

¹ Nous supprimons la phraséologie des actes publics turcs de cette époque, ce qui ne nuit en rien à leur compréhension.

² Noradounghian, I, 108-110.

façon, en quelque échelle de notre empire qu'ils soient présentés. »

Peut-on supposer que les Hollandais, après les premiers avantages obtenus en 1598 avec l'appui diplomatique français, essayèrent de conquérir leur pleine liberté et à cet effet acceptèrent plus volontiers la protection du pavillon anglais ?

L'importance du commerce hollandais dans le Levant avait beaucoup augmenté, comme d'ailleurs l'importance des Pays-Bas à cette époque, et il semble tout à fait naturel que la diplomatie néerlandaise ait essayé d'obtenir une situation indépendante à Constantinople. Ses efforts ont été vite couronnés de succès ; peut-être la rivalité franco-anglaise a-t-elle eu quelque influence pour les faciliter.

C'est ainsi qu'en juillet 1612, le sultan accorda les premières capitulations aux Hollandais. D'une manière générale, le commerce et la navigation des Pays-Bas obtinrent d'un seul coup tous les exemptions et les privilèges accordés aux Français et aux Anglais au cours de dizaines d'années, après de longs et patients efforts. L'art. 41 prévoyait la clause de la nation la plus favorisée. Dans l'art. 48 il y avait une intéressante disposition : si quelque Turc voulait embarquer des marchandises sur les navires hollandais on ne lui imposait pas de droits plus forts que d'habitude « sous prétexte qu'elles seront chargées sur des vaisseaux des chrétiens ». Il est probable que l'empire ottoman avait des dispositions contraires à cet article en vue d'encourager le développement de la marine nationale. Dans l'art. 54 nous trouvons une autre disposition à remarquer : les Hollandais pourraient aller à Jérusalem sans en être empêchés par les autres chrétiens « sous prétexte qu'ils étaient des luthériens ». Mais de tous les 65 articles de capitulations, les plus intéressants à retenir pour nous sont les art. 60 et 61 qui concernent la navigation et le commerce de la mer Noire.

Les voici :

Art. 60 : « Les sujets des susdits hauts seigneurs les États généraux des Pays-Bas pourront acheter des denrées et marchandises, et les apporter à Trébizonde et Caffa et tous les lieux et échelles de mon empire situés sur la mer Noire, comme aussi aux pays situés sur le Danube, Azof en Moscovie et dans toutes les villes de la Russie. Semblablement ils pourront aussi amener des marchandises dans toutes les villes de mon empire et faire leur négoce, etc. »

Art. 61 : « Et s'il arrivait que leurs vaisseaux venant à Constantinople demeurassent à Caffa ou environs sur les côtes, soit qu'ils fassent volontairement voile vers les dites places, personne ne pourra les contraindre par force d'y décharger leurs marchandises, à moins que les marchands ne désirent volontairement les y vendre ; et personne ne pourra, tant aux gallions qu'aux vaisseaux qui voudront faire voile sur les dites côtes, donner aucun empêchement, ni le leur défendre ¹. »

Nous devons remarquer qu'il n'y est pas question que du commerce hollandais dans la mer Noire ; quant à la navigation, elle devait se faire avec des navires turcs, dès qu'on allait de l'autre côté de Constantinople. La question sera mieux précisée dans d'autres capitulations à ce sujet, tant avec les Hollandais qu'avec les autres nations occidentales.

Au cours toujours de l'année 1612 le sultan confirma la lettre-patente accordée aux habitants génois de Galata immédiatement après la chute de Constantinople². Malgré cette confirmation, il ne pouvait plus guère être question de la navigation génoise vers la mer Noire : cela va sans dire.

Après la mort du sultan Ahmed, en 1617, les relations franco-turques passèrent, pendant quelques mois, par une période de tension à cause du régime odieux de Mustapha, qui mit même en prison l'ambassadeur de France. Dès que Mustapha fut déposé, au cours de l'année 1618, le nouveau sultan donna toutes les satisfactions à la France et renouvela ses capitulations³.

Sans nous arrêter aux différentes confirmations des anciennes capitulations, faites dans l'intervalle, nous arrivons en 1624. Cette fois, au cours de la même année, furent renouvelées les capitulations avec plusieurs puissances : Angleterre, France, Venise, Pologne, Hollande et Transylvanie. A partir de cette date, la principale préoccupation des trois grandes puissances maritimes, la France, l'Angleterre et la Hollande fut d'assurer le commerce de la Méditerranée contre les entreprises des trois États corsaires, Alger, Tunis et Tripoli.

Dans les capitulations successives accordées à la fin du XVII^e siècle aux trois puissances occidentales, ainsi qu'à la république de Venise, on concède de nouveaux avantages et

¹ J. du Mont, V, deuxième partie, 205 214.

² Voir ci-dessus, p. 63.

³ J. du Mont, *Histoire des traités et autres négociations du XVII^e siècle*, Amsterdam, 1726, t. I, p. 713.

on précise les anciens. Passons outre les renouvellements qui se succèdent et remarquons seulement que les plus importants sont accordés en 1673 à la France, deux ans plus tard à l'Angleterre et en 1680 à la Hollande. Gênes, elle-même, après tant d'années de froideur, après tant d'autres d'inimitiés avec la Porte, avait repris depuis 1612 ainsi que nous l'avons vu, ses relations avec les sultans. En 1665, la république obtenait les premières capitulations depuis la chute de Constantinople¹.

Au commencement du XVIII^e siècle, la situation commerciale et politique dans le Levant était bien changée. Malgré les efforts de Colbert, le commerce de la France avait beaucoup diminué par rapport à celui des Hollandais et des Anglais. En 1683, les Français n'importaient en Europe que pour six millions de livres de marchandises du Levant, tandis que leur rivaux en importaient pour vingt-cinq². L'insécurité de la navigation méditerranéenne à cause des corsaires barbaresques avait contribué pour la plus grande partie à ce résultat ; et aussi le refroidissement des relations politiques franco-turques. En dehors des infidélités des rois de France envers les sultans, dont nous avons déjà parlé, ces relations présentaient un caractère particulier, sans exemple dans l'histoire diplomatique. Jamais on n'avait signé de traités liant les deux parties et leur imposant des engagements précis et réciproques ; la diplomatie française, pour atteindre son but, recourut aux expédients les plus divers ; elle profita de certaines identités de situation et du désir de conquête des sultans pour provoquer la connivence et l'action concordante de deux États, mais elle se réserva toujours une entière liberté³.

Quant aux républiques italiennes, leur rôle dans le commerce du Levant était bien secondaire ; c'est seulement Venise qui continuait à compter, mais elle aussi s'imposait plutôt par le prestige du passé, que par la réalité du présent.

L'Angleterre avait pris la première place dans la maîtrise des mers et l'ancienne reine, Venise, n'était plus en face d'elle qu'une ombre. Il semble même que par le concours

¹ *Ibid.*, 714 ; Hammer, X, 9 et XI, 263 ; Miltitz, II, deuxième partie, 941 ; Noradounghian, I, 124, 136, 146, 169.

² Lavissee, VIII¹, 256.

³ A. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV*, Paris, 1887, p. 4-5.

des marins anglais prêté souvent aux Turcs, on contribua à porter un coup à la puissance vénitienne, ce qui donnait lieu aux représentations de la république auprès du gouvernement de Londres. Pour ménager ses intérêts dans le Levant, dont les échelles étaient remplies par son commerce, l'Angleterre se garda bien d'intervenir dans la question orientale, malgré les appels pressants que Venise lui avait adressés¹.

¹ Amy Bernardy, *Venezia e il Turco nella seconda metà del secolo XVII*, Firenze, 1902, p. 35-36.

TROISIÈME PARTIE

LES RUSSES DEVANT BYZANCE MUSULMANE

L'ATTITUDE HOSTILE DES PUISSANCES EUROPÉENNES ET LA POLITIQUE DU „STATU QUO“

Nous sommes arrivés au moment où un nouvel élément, très actif, va intervenir à Constantinople et la situation, déjà compliquée par les rivalités des puissances occidentales, se compliquera encore davantage.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous devons dire quelques mots du nouvel élément.

La route de Constantinople n'était pas tout à fait inconnue des Russes. Déjà, au neuvième siècle, ils avaient entendu parler de la ville resplendissante des empereurs romains, de la *Tsargrad*¹ et l'envie leur avait pris d'y aller. Les richesses et la réputation de Byzance exerçaient une grande attraction sur les barbares du Nord, comme Rome l'avait exercée sur les autres. C'est ainsi que, sous la conduite des deux Varègues, Askold et Dir, qui n'étaient pas du sang de Rourik, ils firent une expédition avec deux cents canots contre Byzance. Mais l'intervention rapide du patriarche Photius déchaîna, d'après la légende byzantine, une formida-

¹ *Tsargrad* ne voulait pas dire la ville des tsars russes, comme on fait souvent intentionnellement confusion à ce sujet, mais la ville des tsars byzantins. Constantinople était pour l'Orient la grande ville et dans cet esprit le peuple russe lui donna un nom retentissant, *Tsargrad*, la ville impériale.

ble tempête qui détruisait complètement la flotte russe. Une deuxième expédition fut faite en 907, cette fois par terre et par mer sous la conduite d'Oleg, le frère de Rourik. Les légendes russes ont embelli cette campagne de merveilleux détails. Le résultat a été plus heureux : les Grecs s'engagèrent à verser une lourde contribution et en même temps accordèrent un traité de commerce avantageux. Le fils de Rourik, Igor, après sa majorité, conduisit en personne une troisième expédition contre Tsargrad. Au lieu d'attaquer directement la ville, il ravagea cruellement les provinces grecques. C'est grâce au feu grégeois, qui provoqua l'épouvante parmi les rangs russes, que l'empire de Byzance dut de se tirer d'affaire. En 944, Igor aurait tenté une nouvelle expédition, en vue de laquelle il s'assura le secours des redoutables Petchenègues. L'empereur grec, effrayé, aurait offert cette fois de payer tribut et aurait signé un nouveau traité de commerce ¹.

Plus tard les relations gréco-russes prirent un caractère d'amitié, comme il résulte du secours porté par les Russes aux empereurs de Byzance pendant la lutte contre les Bulgares ². Mais après que Sviatoslaf s'empara de Pérériaslaf ou Prislaf, la capitale des Bulgares, ainsi que de toutes leurs forteresses, il prit goût à rester dans la presqu'île et voulut même transporter sa capitale à Prislaf. A ce sujet il disait à sa mère : « Cet endroit est le point central de mes États et tous les biens y abondent. De la Grèce y viennent les étoffes précieuses, le vin, l'or et les fruits de toutes espèces ; du pays des Tchèques et des Hongrois, des chevaux et de l'argent ; de la Russie des fourrures, de la cire, du miel et des esclaves. » Seulement les Grecs étaient d'un avis contraire : pour eux, le voisinage immédiat des Russes semblait plus redoutable que celui de la Bulgarie affaiblie. Heureusement pour l'empire grec, il se trouvait justement à une époque de rajeunissement. Sviatoslaf trouva dans Jean Zimiscès un digne adversaire qui le somma d'exécuter les conditions du traité conclu avec son prédécesseur, c'est-à-dire d'avoir à évacuer le pays. Après des luttes longues et acharnées, qui suivirent le refus de Sviatoslaf, l'empereur Zimiscès réussit à expulser les Russes de la presqu'île dès qu'il eut enlevé leur capitale après un long et difficile siège ³.

¹ A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, sixième édition, revue et complétée jusqu'en 1913 par M. E. Haumant, Paris, 1914, p. 45-47.

² Voir *supra*, p. 44.

³ Rambaud, 51-54.

Une fois expulsés de la presqu'île, les Russes reprirent leurs relations avec l'empire byzantin. Comme nous l'avons déjà vu ¹, ils faisaient un commerce très actif avec Constantinople où ils étaient reçus avec méfiance et gardés à vue par la police.

A la fin du douzième siècle, la ville de Kiew perdit sa suprématie et le centre de la Russie fut déplacé. Il se trouva reporté dorénavant dans le bassin du Volga, dans la Sous-dalie. Nous ne voulons pas suivre le cours des événements et des luttes, car ce serait en dehors de notre sujet ; rappelons seulement que pendant la première moitié du siècle suivant, l'invasion des Tatares brisa la résistance des princes et fit subir à la nation russe une domination étrangère ².

La chute de Constantinople sous les coups des Turcs produisit une profonde impression en Russie. Chose toute naturelle : c'est de Tsargrad qu'était venue aux Russes pour la première fois la vérité chrétienne ³ et c'est là qu'ils recrutèrent pendant longtemps ensuite leur haut clergé, d'origine grecque. Les premières écoles de la Russie furent l'œuvre des moines grecs et ce furent des architectes et des artistes de même origine qui édifièrent et ornèrent ses premières églises. A tous les points de vue lorsqu'on envisage la situation de Constantinople, on constate que c'était le foyer de lumière, la ville qui jouait dans la vie russe de cette époque le rôle de Paris dans la vie moderne, comme dit l'historien Karamsine. Dès l'époque de sa chute, les hommes dirigeants de la Russie eurent la conscience très nette que la mission des empereurs d'Orient envers les chrétiens passait entre les mains du tsar de Moscou et que la Russie devait se considérer comme la continuatrice de l'empire grec disparu. Et les Grecs, de leur côté, enfantèrent aussitôt des légendes, d'après lesquelles Byzance devait attendre son salut d'un tsar envoyé par la providence. Les théologiens russes prenaient toutes les prophéties et les légendes à leur compte et habitaient le peuple à croire qu'il lui incombait la mission de délivrer Constantinople. Les Moscovites ayant seuls, parmi tous les peuples orthodoxes, gardé l'indépendance en face du sultan, ils en conçurent l'idée que Moscou était la troisième Rome ⁴.

¹ Voir *supra*, p. 12.

² Rambaud, 89, 127-133.

³ *Ibid.*, 48.

⁴ Voir un compte rendu très détaillé de l'ouvrage de Serge Gigareff, *La politique russe dans la Question d'Orient*, Moscou, 1897, 2 vol., 2 vol., dans la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, Lausanne, 1897, t. VIII.

De là jusqu'à la mission historique de la Russie à Constantinople il n'y avait plus qu'un pas.

Vers la fin du quinzième siècle, un grand prince monta sur le trône des tsars, ses ancêtres : c'était Jean III, le rassembleur de la terre russe. Son mariage, en 1472, avec Sophie Paléologue, la nièce du dernier empereur de Byzance et qui vivait à Rome après la chute de Constantinople, eut les plus heureuses conséquences pour la vie de la nation russe. Grâce à la foule des réfugiés grecs et italiens, qui trouvèrent à la cour de Moscou, autour de la nouvelle tsarine, un accueil favorable, Jean III put constituer les cadres de son État et parachever l'unité russe. Et grâce aussi aux exhortations de sa femme ambitieuse, qui lui demandait souvent : « Serai-je longtemps encore l'esclave du khan des Tatares ? », le grand tsar secoua la domination étrangère et rendit la complète indépendance extérieure à son peuple¹. Nous avons déjà vu² qu'en 1492 le tsar n'était plus le vassal, mais l'allié du khan tatar, et qu'en cette circonstance il entra en relations diplomatiques avec le sultan de Constantinople. Au cours des années suivantes, il avait échangé des ambassades d'amitié avec le sultan, contre lequel il songeait déjà à lutter pour la revanche du christianisme par les armes russes : après son mariage avec Sophie, Moscou succédait à Byzance, de même que Byzance avait succédé à Rome. Pour marquer ostensiblement son alliance avec les Paléologues, Jean III ajouta à l'écusson russe, représentant saint Georges terrassant le dragon, l'aigle à deux têtes de Byzance. Moscou devenue l'unique métropole de l'orthodoxie, il lui incombait la mission de protéger les chrétiens grecs dans l'Orient tout entier et de préparer la revanche de 1453 contre l'islamisme³. C'est d'ici que prendra corps et âme un grand mouvement, développé par la suite, pour la libération des chrétiens dans l'Orient et qui ne sera que la forme extérieure séduisante d'une nécessité vitale d'abord pour la Russie, d'une ambition démesurée de conquête ensuite.

Au seizième siècle, nous avons vu les tentatives trois fois répétées du tsar Vassili pour conclure une alliance avec le sultan Sélim, tentatives qui n'aboutirent qu'à la liberté de commercer à Azof et à Caffa⁴.

¹ Rambaud, 186-201.

² Voir *supra*, p. 67.

³ Rambaud, *loc. cit.*

⁴ Voir *supra*, p. 67.

Pendant le règne de Jean IV, connu dans l'histoire sous le nom de Ivan le Terrible, il y eut un échange de lettres avec le sultan Suleyman, qui recommandait à l'attention du tsar les marchands envoyés à Moscou pour acheter des pelleteries. Douze ans plus tard, en 1569, un grand vizir turc voulut relier par un canal les fleuves Volga et Don ; à cette occasion les Russes s'opposèrent aux travaux et la paix fut ainsi troublée pour la première fois. L'année suivante, un ambassadeur russe arrivait à Constantinople pour présenter au sultan une lettre de son maître où, après avoir rappelé les anciennes relations d'amitié existantes entre la Russie et la Turquie, on exprimait l'étonnement qu'on éprouvait par l'invasion inattendue des armées ottomanes¹. L'incident n'eut pas de suites. D'autres le suivirent, soit lors des conflits entre les Cosaques et les Tatares dans lesquels les Russes avaient pris l'habitude de s'immiscer, soit plutôt lors des conflits qui éclataient souvent entre les Russes et les Tatares directement. Il va de soi que tout conflit ou attaque contre les Tatares signifiait conflit et attaque contre leurs maîtres, les Turcs.

¹ Hammer, VI, 337-344.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS DE LA POLITIQUE RUSSE EN ORIENT

Pendant le règne de Féodor, le successeur d'Ivan le Terrible, le pape envoya à Moscou, en 1594, un jésuite pour demander au tsar d'entrer promptement en guerre avec la Porte pour la délivrance « des peuples qui ont la même langue que les Russes, ou qui s'en distinguent peu et qui accueilleront avec joie leurs frères ». D'autre part les agents de Rome et de Venise préparaient dans le Sud-Est européen un grand mouvement révolutionnaire parmi les populations chrétiennes. Malgré les conseils et les insinuations de l'envoyé du pape, qui faisait miroiter aux yeux du tsar la possibilité de s'établir sur la mer Noire avec l'espoir de s'ouvrir une voie vers Constantinople, Féodor déclina l'invitation à la guerre. Mais, néanmoins, le tsar ne refusa pas son concours pécuniaire. Au cours du règne de Boris Godounoff, le célèbre successeur de Féodor, un corps d'occupation russe dans le Daghestan fut exterminé par les Turcs. Boris était un partisan convaincu de la destruction de l'empire ottoman et méditait une grande alliance avec l'Autriche et la Perse contre les infidèles ; il espérait avoir même l'assentiment, sinon le concours de l'Angleterre, qui justement à cette époque commençait à être liée avec les sultans en vue d'avantages commerciaux. Dans une lettre adressée à Elisabeth, Boris faisait un appel et un reproche en même temps à la reine d'Angleterre : « Non seulement les ambassadeurs de l'empereur et de Rome, mais même les autres voyageurs étrangers, nous ont assuré que tu avais formé une alliance étroite avec le sultan ; nous nous en sommes étonnés et nous ne l'avons pas cru. Non, tu ne seras jamais en relation d'amitié avec les ennemis de la chrétienté, et je suis sûr que tu te joindras à l'alliance générale des souverains de l'Europe pour abattre l'orgueil des infidèles. Ce noble but est digne de toi et de nous tous. » Après la fin tragique de Boris et de ses enfants, sous le premier

Romanof, le tsar Mikhaïl Féodorovitch, un certain Akhi ou Alexandre Ottomanus, se donnant pour le fils du sultan, mais d'une mère grecque, vint à la cour de Moscou, comme il avait été aux autres cours européennes afin de soulever les chrétiens contre les Turcs (1625). En face des sollicitations du prétendu fils du sultan, le tsar resta bien perplexe sans savoir quel parti prendre. A ce moment-là, il était en bons termes avec le sultan et il manquait de courage pour rompre avec lui. En dehors de cela, les Russes craignaient que toute l'affaire ne fût une mise en scène des Polonais, qui voulaient profiter d'une guerre russo-turque pour se jeter sur Moscou. Après de longs débats à la Douma la méfiance facilita une décision : Akhi fut expulsé¹.

Cette politique de réserve et d'arrière-pensée sera de bonne heure la politique caractéristique des tsars, et elle restera telle jusqu'à nos jours. Par la suite, la rivalité avec les puissances occidentales ne fera qu'accentuer et compliquer encore les véritables buts du tsarisme, qui sait toujours ce qu'il veut et ce qu'il poursuit, malgré son apparente incohérence pour les non initiés. L'historien russe Karamsine, exposant les faits à l'époque où nous en sommes, dit à bon escient ceci : « Rien ne changea dans le caractère et les vues de notre politique extérieure. Nous cherchions à avoir partout la paix et à faire des acquisitions sans guerre ; nous tenant toujours sur la défensive, nous n'ajoutions pas foi à l'amitié de ceux dont les intérêts ne s'accordaient pas avec les nôtres, et nous ne perdions aucune occasion de leur nuire, sans manquer ostensiblement aux traités². »

Deux ans après l'expulsion d'Akhi, quatre mille quatre cents cosaques du Don, aidés par mille Zaporogues du Dniéper, s'emparèrent par surprise d'Azof et l'offrèrent en signe d'hommage au tsar de Moscou³. Il y avait longtemps déjà que les Cosaques du Dniéper, qui dépendaient de la Pologne, et ceux du Don, qui dépendaient de la Russie, continuaient sans trêve la guerre contre l'Islam, sans comprendre les raisons de la politique tortueuse des tsars ; ceux-ci, tout en se proclamant aux quatre vents les défenseurs

¹ Karamsine, *Histoire de l'empire russe*, trad. par Thomas et Divoff, Paris, 1826, t. XI, p. 93 ; Rambaud, 279 ; l'analyse citée de l'étude de Gigareff, 24-29.

² *Op. cit.*, 31-32.

³ En 1627, d'après Rambaud dans l'ouvrage déjà cité, mais c'est probablement une erreur d'impression. Mischeff, *La mer Noire et les détroits de Constantinople*, thèse de Paris, 1899, p. 46, en note, indique la date de 1637.

de la chrétienté, entretenaient des relations amicales avec les sultans et étaient prêts à lutter à côté d'eux contre leurs frères de race et de foi, les Polonais. Pour tous les Cosaques, les attaques continuelles dirigées contre le khan des Tatares et le Grand-Turc étaient un devoir : c'était la guerre sainte contre les infidèles. Les gouvernements respectifs avaient beau les désavouer, car ils étaient l'occasion des récriminations continuelles entre la Porte et les deux États slaves. Cette fois encore un conflit était à la veille d'éclater. L'offre d'Azof était bien tentante : d'un seul coup et sans aucun sacrifice, le tsar acquerrait une place importante qui livrait à la Russie les embouchures du Don et l'accès à la mer Noire ; mais il ne voulait pas risquer une rupture avec la Turquie. Après un conseil du tsar avec ses États, l'offre des Cosaques fut refusée et on désavoua leur acte ¹.

Le successeur de Mikhaïl au trône, son fils, le tsar Alexis Mikhaïlovitch, poursuivit la même politique, mais manifesta plus d'ardeur chrétienne, si cela était possible. A l'occasion de son voyage à Moscou, à Pâques 1657, l'archidiacre Paul, d'Alep, étant reçu par le tsar, assista à la réception chaleureuse que celui-ci fit aux marchands grecs et entendit les questions qu'il leur adressa : « Voulez-vous et souhaitez-vous que je vous délivre de votre captivité et que je vous rachète ? » Au cours de la discussion, le tsar pleura longuement et se lamenta de n'avoir pas encore délivré les chrétiens, et leur promit de le faire le plus tôt possible. Mais la Russie n'avait pas encore vidé ses querelles avec sa grande sœur slave, la Pologne, et ainsi toutes les promesses solennelles, faites avec l'appui des larmes, n'eurent pas de suite ².

La conquête de l'Ukraine ne s'acheva que sous le règne de Féodor Alexiévitich, le tsar suivant. Une partie des Cosaques voulant échapper à la souveraineté tant du roi de Pologne que du tsar russe, offrirent leur soumission au sultan, à condition que leur religion serait respectée. Les Turcs réclamèrent à la Pologne et à la Russie de livrer les territoires soumis de bon gré à l'autorité du sultan et, sur le refus des Russes, répondirent par l'envoi de troupes turco-tatares. Après plusieurs années d'invasion et de dévastations, le sultan Mahomet IV conclut en janvier 1681 à Baktchi-Séraï avec le tsar de Moscou la première trêve pour une durée de vingt ans. Dans les douze articles

¹ Mischeff, *loc. cit.* ; Rambaud, 306-307.

² Voir l'analyse de l'étude de Gigareff, 29-30.

on prévoyait : le droit de pêche jusqu'à la mer Noire et l'exportation du sel étaient concédés aux Cosaques Potkali ; l'élévation de remparts entre le Bug et le Dniéper était interdite pour les deux parties ; le khan des Tatares devait cesser toute incursion en territoire russe ; enfin, une dernière clause stipulait l'obligation du padischah « de ne plus mettre obstacle à ce que les sujets russes se rendent au Saint-Sépulcre à Jérusalem »¹. C'était la première fois qu'une question religieuse venait officiellement en discussion entre la Russie et la Turquie. Par la même paix, le tsar prenait l'engagement humiliant de payer un tribut annuel au khan des Tatares².

A la mort de Féodor, son frère Jean, faible de corps et d'intelligence, ne put monter sur le trône. D'une seconde femme le tsar Alexis avait eu un fils, qui fut Pierre le Grand, et deux filles. Une période bien troublée par les émeutes des régiments de streltsi et les menées de ceux qui guettaient telle ou telle succession au trône, suivit à partir de 1682. La régence de Sophie, une des six filles de la première femme d'Alexis, réussit enfin à mettre un peu d'ordre à l'intérieur ; on commença à tourner ensuite les regards à l'extérieur. Etant la régente de ses deux frères mineurs, qui avaient été proclamés tsars à la fois, Sophie, femme ambitieuse et énergique, gouverna en s'appuyant sur Chaklovity, le nouveau commandant des streltsi, et sur le prince Vassili Galitsyne, son favori³.

En Autriche, le règne de l'empereur Léopold I^{er} se fit remarquer, dès le commencement, par son absolutisme, qui engendra de violents troubles intérieurs. L'invasion ottomane eut pour résultat immédiat de réunir un instant toutes les forces de la Hongrie et de l'empire : la paix de Vasvar (1664) fut assez avantageuse pour l'empereur. Mais les résultats de leur fidélité se faisant attendre, les Hongrois se révoltèrent une première fois après la paix, en manifestant l'intention d'en appeler aux Turcs. La répression violente et les persécutions qui en suivirent portèrent le mécontentement populaire à son comble et provoquèrent ainsi une nouvelle révolte sous la conduite de Toekeli. Cette fois Louis XIV, en lutte avec la maison d'Autriche, finit par soutenir les révoltés ; d'autre part, les Turcs se montrèrent sympathiques à la cause

¹ J. du Mont, *Histoire des traités*, I, 239-240 ; Hammer, XII, 54, et les notes des pages 502-504 ; Rambaud, 340.

² Mischeff, *loc. cit.*

³ Rambaud, 344-346.

hongroise¹, car il était de leur intérêt de profiter des troubles intérieurs.

L'avance des troupes ottomanes contre Vienne mettait l'empereur dans une situation encore pire. Le moment était trop favorable pour que la Russie n'en profitât pas. Sophie voyait l'occasion d'organiser une ligue chrétienne contre les infidèles. L'empereur ne pouvait en appeler aux petits États allemands, qui se trouvaient presque immobilisés par la politique de Louis XIV ; mais il sut obtenir le concours de la Pologne et de la république de Venise, toutes deux ennemies de la Turquie, et qui espéraient reconquérir leurs positions perdues. Quant au concours de la Russie, la cour de Moscou et ses conseillers se montraient hésitants, en objectant que l'empire des tsars n'avait aucun grief à faire valoir contre le sultan. On voulait faire payer plus cher le concours éventuel qu'on apporterait et se le faire payer de deux côtés à la fois si cela était possible, car la Pologne aussi pour intervenir utilement dans la guerre avait besoin d'être couverte sur son flanc du côté des Tatares. La „ Sainte Alliance “ formée par la Pologne, l'Autriche et Venise contre le croissant n'eut le concours de la Russie qu'en 1686, après que celle-ci se fit payer d'avance. C'est la Pologne qui fit les frais en cédant pour toujours les villes de Kiew et de Smolensk, ainsi que le reste de l'Ukraine se trouvant encore sous la domination polonaise². L'obligation de la Russie, en échange, était de détruire l'État tatar, ce qui pourrait lui donner l'occasion de s'emparer de la Crimée et réaliser ainsi un nouveau bénéfice.

La campagne russe contre les Tatares qui eut lieu la même année, sous la conduite de Galitsyne, n'eut aucun résultat ; la seconde expédition au cours de l'année suivante, dirigée par le même Galitsyne et par l'hetman Mazeppa, chef des Ukrainiens, ne fut pas davantage couronnée de succès. La double défaite des armées russes n'empêcha pas Sophie de faire à Moscou une réception triomphale à son favori et aux armées qui rentraient de Crimée³. Les autres alliés avaient été cependant plus heureux dans leurs rencontres avec les Turcs. Certains troubles intérieurs de la Turquie, ainsi que le changement de souverain rendirent plus aisée la

¹ L. Leger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, Paris, 1888, p. 323-325.

² Mischeff, 47 48 ; Rambaud, 346.

³ Rambaud, 347.

tâche des Autrichiens. La Porte, accablée par des revers, demanda la paix vers la fin de 1688, mais les vainqueurs lui posèrent des conditions trop dures. Les hostilités continuèrent avec une certaine chance du côté turc, principalement lorsque les affaires de Turquie eurent été confiées à un nouveau grand-vizir¹. En même temps, la politique de sagesse et d'humanité du nouveau grand-vizir réconcilia avec la Porte les populations grecques du Péloponèse et de l'Attique, auxquelles le joug des Vénitiens voulait, maladroitement, imposer le rite de l'Eglise latine².

Pendant quatre années (1691-95) les opérations militaires languirent et c'est seulement après l'avènement au trône de Mustapha II, fils de Mahomet IV, qu'elles reprirent avec plus de vigueur. Il y eut même quelques succès.

Pierre avait grandi pendant cet intervalle et, surmontant les difficultés intérieures, avait pris le pouvoir. Instruit par la triste expérience des opérations, il voulut acquérir par des négociations diplomatiques ce que Sophie n'avait pu obtenir en Crimée par les armes³. Un nouvel insuccès le décida à attaquer vigoureusement les Tatares. En 1695, il entreprit une première campagne en Crimée, dirigeant ses forces par le Don et assiégeant ensuite Azof. Mais, comme il n'avait pas tous les moyens offensifs nécessaires, car il lui manquait une flotte pour encercler complètement la citadelle, il dut lever le siège après deux assauts inutiles. Ce succès des Tatares compléta ceux des Turcs, mais la joie ne fut que de courte durée à la Porte. Le prince Eugène de Savoie changea le sort des armes en faveur des alliés par une série de coups bien dirigés contre les Ottomans. A son tour, Pierre le Grand, sans être nullement découragé par son premier insuccès, prépara une flottille dans les ports du Don et fit venir de nombreux marins et techniciens des pays occidentaux. Dès le printemps suivant, Pierre revint à l'attaque d'Azof et cette fois la place fut bloquée par terre et par mer : après deux mois de résistance, elle dut capituler⁴.

Cette première victoire contre les infidèles provoqua une immense impression en Russie et en même temps attira

¹ Jonquière, I, 272-275.

² *Ibid.*, loc. cit.

³ Mischeff, 50.

⁴ Jonquière, I, 277 ; Rambaud, 351.

l'attention de l'Europe sur la nouvelle grande puissance qui s'élevait à son extrémité orientale.

Le grand tsar prit immédiatement les dispositions susceptibles de lui procurer tous les avantages de sa première victoire. Par décision de la Douma, trois mille familles, quatre cents Kalmouks et une garnison de streltsi moscovites furent établis à Azof. On projeta en même temps de réunir par un canal le Don et le Volga. Enfin, il fit de nouveau appel au concours des étrangers : plusieurs ingénieurs-constructeurs et marins d'Europe arrivèrent en Russie pour construire une flotte, tandis que des jeunes nobles de la cour furent envoyés à Venise, en Angleterre et aux Pays-Bas pour y apprendre la marine et la construction. Comme de nos jours, le patriarche, les prélats, les monastères, les seigneurs, les fonctionnaires et les marchands, les hommes de toute classe sociale et toutes les institutions, apportèrent leur contribution à la marine naissante. En très peu de temps, Pierre le Grand dota la Russie d'une flotte composée de neuf galères, quatorze grands vaisseaux et quarante autres unités d'un moindre tonnage ¹.

Les revers subis, de même que le manque d'argent, inclinèrent la Porte vers la paix, d'autant plus que Louis XIV était, lui aussi, à la veille de signer la paix de Ryswick (1697). La diplomatie française offrit son entremise à la Porte pour négocier la paix avec la Russie également à Ryswick, mais le Divan refusa et accepta, en échange, la médiation de l'ambassadeur anglais, à laquelle s'ajouta ensuite celle de l'ambassadeur hollandais.

Pour la première fois les Turcs reconnaissaient le principe du droit d'intervention et acceptaient la médiation de deux puissances européennes.

Les négociations de la paix de Carlowitz (1699) marquent une nouvelle étape dans la politique d'intrigues et de rivalités que les puissances européennes avaient depuis longtemps adopté vis-à-vis de la Turquie.

L'ambassadeur français fit de grands efforts pour convaincre les Turcs de ne pas conclure la paix, car, assurait-il, la France va recommencer la guerre et ne déposera les armes que le jour où la Turquie aura recouvré la Hongrie et toutes les provinces perdues. Au sein de la conférence de paix des

¹ Rambaud, 353 ; Mischeff, 56.

tiraillements se manifestèrent même parmi les alliés¹. Ils s'étaient mutuellement engagés à ne pas traiter avec la Turquie qu'après une entente préalable sur les conditions générales, mais les intérêts particuliers de chaque puissance provoquèrent des manquements à la parole donnée. L'Autriche fut la première qui, se méfiant de la Russie, entama séparément des négociations avec la Porte. Le représentant russe, Vosnitzine, rappela d'abord l'engagement pris par tous les alliés; ensuite, vu son insuccès, il essaya d'un autre moyen : il conseilla aux Turcs de ne pas conclure de paix avec l'Autriche, qui voulait intervenir dans la guerre pour la succession d'Espagne, ou au moins tergiverser avec les pourparlers en vue d'obtenir des conditions plus favorables. Mais le représentant autrichien, soit qu'il fût plus habile, soit que la Turquie commençât à s'inquiéter plutôt de la Russie, signa le premier la paix avec la Porte, qui, ensuite, n'accorda à l'envoyé du tsar qu'une trêve pour deux ans. La paix russo-turque devait être signée plus tard à Constantinople, où le tsar enverrait un ambassadeur spécial².

La paix de Carlowitz marque le premier démembrement de l'empire ottoman : l'Autriche lui enlevait toutes ses possessions au delà du Danube, la Pologne recouvrait la Podolie avec Kamiénets et l'Ukraine, Venise gardait toutes les villes occupées dans le Péloponèse et presque toute la Dalmatie et la Russie conservait Azof³. En même temps que le point de départ de la décadence, du recul de la puissance musulmane en Europe, cette paix de Carlowitz consacrait l'existence européenne de la Russie, qui recevait un débouché sur les mers méridionales et comptait dorénavant dans la politique internationale.

Les intrigues des puissances à Constantinople avaient été jusqu'à la paix de Carlowitz assez dissimulées : elles se faisaient en coulisse, on n'en connaissait que le résultat. A partir de cette époque, la Turquie apparaîtra, dit Vandal⁴, comme

¹ Il y eut, dès le premier instant, beaucoup de difficultés à cause du cérémonial et des honneurs que réclamait chaque ambassadeur des puissances alliées. [Voir Hammer, XII, 449-452.]

² Jonquièrre, I, 278; Mischeff, 55, note d'après Dobroff; l'analyse déjà citée de l'étude de Gigareff.

³ Au sein de la conférence les Russes demandèrent, en dépassant le principe de *l'uti possidetis*, pris comme base des négociations, la cession de Kertch pour avoir ainsi la maîtrise du passage de la mer d'Azof à la mer Noire.

⁴ *Op. cit.*, p. 58.

« une combinaison politique indispensable aux intérêts des puissances étrangères », — une combinaison d'où chaque puissance cherchera à exclure les autres pour n'en profiter qu'elle seule.

Et il va de soi que le champ de ces intrigues, assez réduit aux temps de l'empire byzantin et au commencement de la domination turque dans les Balkans, sera grandement élargi : à la place des deux principales républiques italiennes, nous retrouvons Venise, trois puissances occidentales et, enfin, la Russie, la dernière arrivée et la plus pressée.

Après la trêve de Carlowitz, Pierre le Grand fut sérieusement préoccupé par la conclusion de la paix définitive. Il craignait d'abord, et avec beaucoup de raison, un nouveau conflit avec la Turquie dans lequel il aurait pu se trouver tout seul en face des armées ottomanes ; il voulait ensuite s'assurer et compléter les résultats obtenus pour son pays par la trêve de Carlowitz.

Le seul moyen d'agir avec efficacité à Constantinople, et surtout à l'encontre des intrigues probables des autres puissances, c'était l'intimidation : moyen un peu hardi, sans doute, mais que Pierre le Grand n'hésita point à employer. C'est ainsi qu'au mois d'avril 1699 une escadre russe était prête à partir d'Azof à destination de Kertch pour y accompagner le premier envoyé extraordinaire de Russie à Constantinople, le diak de la Douma, Émilien Oukraïntsov. Celui-ci prit place sur le premier navire de guerre russe, une galère à quarante-six canons, appelée *Kriépost*, qui devait le conduire à Tsargrad. Pour donner plus d'importance à ce départ solennel, le tsar, à la tête de l'escadre, accompagna lui-même son envoyé jusqu'à Kertch, d'où celui-ci devait continuer le voyage seulement avec le *Kriépost*, et avait l'ordre de jeter l'ancre sous les murs du sérail avec des tonnerres de salves ¹.

L'apparition de l'escadre à Kertch provoqua une vive émotion. Le pacha turc essaya, sous différents prétextes, de convaincre la mission russe d'aller à Constantinople par l'ancienne voie de terre, par la Crimée et le Boudjak. Mais, comme la mise en scène du voyage avait un but, Oukraïntsov suivit sa route, grâce aux vents favorables, et arriva dans les eaux du Bosphore au commencement de septembre. Le fait provoqua surprise et inquiétude parmi les Turcs et

¹ Mischeff, 56 ; l'analyse de l'étude de Gigareff, 33.

impressionna, plus fortement encore, les ambassadeurs européens, qui firent au représentant du tsar un accueil plus que froid. Il paraît que l'ambassadeur anglais, lord Paget, avait même refusé de recevoir la visite de Pambourg, qui venait le saluer au nom de l'envoyé Oukraïntsov ¹.

C'est dans une atmosphère de méfiance et d'hostilité que commencèrent les négociations de la paix.

Les propositions russes étaient à peu près les mêmes que celles présentées à Carlowitz. En dehors de quelques demandes secondaires ², les envoyés du tsar réclamaient l'abandon au profit de la Russie des ports de Ghazi et de Schahin-Kerman, et, en outre, la liberté de commerce entre les deux pays, avec la faculté pour la marine marchande russe de naviguer librement dans la mer Noire, depuis Azof et Taganrog jusqu'à Constantinople.

En ce qui concernait la première et la principale demande, les Turcs insistèrent sur l'évacuation de toutes les places fortes conquises par le tsar. Les négociations traînèrent pendant des mois sans que les deux parties pussent tomber d'accord : la grosse difficulté était surtout la seconde demande principale des Russes.

La liberté de commerce et de navigation dans la mer Noire rencontrait l'opposition acharnée des Anglais et des Hollandais, qui, ainsi que nous l'avons vu, jouissaient d'une sorte de monopole commercial dans cette mer, sous la réserve d'employer des navires turcs. La liberté de commerce imposait un nouveau et dangereux concurrent, de par sa situation géographique surtout ; la liberté de navigation aurait été un privilège, dont eux, anciens et éprouvés amis de la Porte, ne bénéficiaient pas encore, malgré toutes leurs demandes réitérées à cet effet. Il va de soi que la résistance obstinée des Turcs aux conditions du tsar résultait plutôt des intrigues des ambassadeurs anglais et hollandais ³. En

¹ Solovieff, *Histoire de Russie*, cité dans Mischeff, 57.

² Liberté d'exercice du culte pour les sujets du tsar et aussi liberté d'aller à Jérusalem, exemption de tout paiement de tribut au khan des Tatares, cessation des déprédations tatares en territoires russes avec contre-obligation d'empêcher les incursions cosaques en Turquie, libération des prisonniers. [Voir Mischeff, 58 ; Hammer, XIII, 36-37.]

³ Quant à l'ambassadeur français, son rôle à Constantinople était un peu effacé, depuis la conférence de Carlowitz et même auparavant. Au cours de janvier 1700, le nouvel ambassadeur du roi de France, de Ferriol, eut un incident, dit de l'épée, provoqué par l'obstination de l'envoyé français qui voulut se présenter à l'audience du sultan avec son épée, chose contraire aux usages de la Porte. Quelques mois plus tard, un nou-

effet, dans l'étude citée de Gigareff, on reproduit un résumé du rapport adressé par Oukraïntsov à son maître : « Nous savons de source certaine que les ambassadeurs anglais et hollandais soutiennent en toute occasion les intérêts turcs et qu'ils veulent beaucoup plus de bien au sultan qu'à toi, notre grand tsar ; ils t'en veulent d'avoir créé une flotte à Azof, craignant que tu ne leur portes préjudice dans leur commerce maritime. »

Toute discussion était devenue presque impossible à ce sujet et on faillit même compromettre la conclusion de la paix. Les plénipotentiaires turcs invoquaient des considérations juridiques à l'appui de leur refus : la mer Noire étant une mer intérieure de la Turquie, disaient-ils, sa fermeture était devenue une règle du droit public de l'empire, consacrée par la pratique plus que séculaire. Aucun navire étranger ne pénétrait dans cette mer, comme d'ailleurs dans la mer Rouge, et, par conséquent, toute insistance était inutile là-dessus. Dans la déclaration irrévocable que le secrétaire intime du sultan, Alexandre Mavrocordato, transmit à Oukraïntsov, on disait que la mer Noire portait chez les Turcs le nom de « vierge chaste et pure », car personne n'avait droit à son accès et la navigation y était interdite à tout bâtiment étranger ; cette mer était considérée par les Turcs comme un sanctuaire, inaccessible à tout étranger ¹.

Les négociations se prolongèrent pendant six mois sans aucun résultat positif. La résistance turque, en ce qui concernait la navigation, semblait avoir des répercussions même au sujet des forteresses conquises par les Russes et dont la restitution pleine et entière était réclamée par les plénipotentiaires de la Porte. Dans une séance du Divan, convoquée par le sultan, et après une longue et mûre réflexion, on s'était arrêté à la décision qu'il n'y avait pas lieu d'accorder aux Russes ce qu'on refusait aux autres puissances ; mais, en même temps, on arriva à la conclusion qu'il fallait concéder au tsar ce qui avait été déjà concédé aux Anglais et aux Hollandais.

vel incident se produisit à cause d'un canot qui était semblable à celui du sultan, et avec lequel de Ferriol se promenait sur le Bosphore. [Voir Louis Rousseau, *Les relations diplomatiques de la France et de la Turquie au XVIII^e siècle*, Paris, 1908, t. I, p. 19-28.]

¹ GoraiNOW, *Le Bosphore et les Dardanelles, étude d'après la correspondance diplomatique des archives russes*, Paris, 1910, p. 2 ; Mischeff, 60-61, négociations citées d'après le publiciste russe Oulianitsky.

En fin de compte, on était arrivé à une solution transactionnelle : les navires russes pourraient venir jusqu'à Kertch et là on procéderait au transbordement sur des navires turcs. Il paraît que la nouvelle transmise par le khan des Tatares au sujet du rassemblement d'une armée russe de cent mille hommes autour d'Azof, eut des effets salutaires auprès de la Porte ; cela la décida à des concessions en vue de hâter la conclusion de la paix ¹.

Sur les questions secondaires l'accord était déjà complet. En échange de la satisfaction partielle accordée à la demande du tsar concernant le commerce et la navigation, les Russes s'engageaient à restituer les châteaux de Toghan, de Ghazi-Kerman, de Schahin-Kerman et de Noussret-Kerman, situés sur le Dniéper, châteaux qui devaient être démolis et dont la fortification était dorénavant interdite. La forteresse d'Azof avec tous les châteaux anciens ou nouveaux, qui en dépendaient, ainsi que leurs territoires et les eaux respectives, restaient sous la domination du tsar. Pour la délimitation des frontières il était établi, conformément aux habitudes arriérées du temps et des pays, qu'on ferait un désert de douze lieues dans les territoires compris entre Or et Azof. Une disposition intéressante était insérée dans l'art. 13 : le tsar pourrait avoir à l'avenir un représentant en permanence à Constantinople, dans les mêmes conditions que les autres puissances. Enfin, une autre disposition qu'il faut retenir, était celle de l'art. 10. Les Russes se réservaient la possibilité de rouvrir, au moment convenable, la question de la navigation : « Bien que le rétablissement des rapports commerciaux dût être un des fruits de cette paix et qu'il dût développer la prospérité de deux États, l'envoyé actuel de la Russie n'ayant pas toutefois pleins pouvoirs pour cet objet, on s'est réservé de négocier sur les relations commerciales de deux pays avec l'ambassadeur que la cour de Russie enverra, selon l'ancien usage, à la sublime Porte pour ratifier et corroborer la présente paix ².

Il paraît que le rôle des ambassadeurs anglais et hollandais n'a pas été exactement conforme à ce qui résulterait des rapports d'Oukraïntsov adressés au tsar ³. Si, au point de vue commercial, l'Angleterre et la Hollande ne pouvaient

¹ Hammer, *loc. cit.*; Mischeff, *loc. cit.*

² Noradounghian, I, 197-203.

³ Zinkeisen, dans l'ouvrage cité de Mischeff.

voir sans mauvaise humeur l'apparition d'un nouveau concurrent dans le bassin de la mer Noire, au point de vue politique elles avaient tout intérêt à éviter une guerre russo-turque. En effet, la France ne tenait plus à ce moment la première place à Constantinople ; par conséquent, au moment du conflit général, qui devait éclater à l'occasion de la succession d'Espagne, la Turquie ne pouvait plus être gênante pour les adversaires de Louis XIV. La Russie non plus n'était pas l'alliée de la France de sorte qu'on ne voyait aucun intérêt à la mettre aux prises avec l'empire ottoman. Mais, si la guerre éclatait, l'Angleterre et la Hollande avaient beaucoup de raisons de craindre pour la Turquie, car le tsar était à ce moment sûr de la Pologne et du Danemark¹ : il valait donc mieux ne pas laisser l'empire ottoman courir les risques d'une guerre.

Quant aux fondements juridiques de l'opposition turque aux demandes de la Russie, il est hors de doute qu'ils ne tiennent pas debout aujourd'hui. Le principe de la liberté commerciale qui tend de plus en plus à être universellement reconnu, ainsi que celui de la liberté des mers complètement accepté dans la société contemporaine, sont tout à fait contraires aux prétextes invoqués par le sultan pour repousser les justes demandes de la Russie. Même d'après les idées moins libérales de l'époque, et malgré le fait que la Turquie avait la maîtrise de toutes les côtes de la mer Noire, le refus opposé aux demandes russes est insoutenable tant qu'il n'avait d'autre fondement que la crainte de concurrence des Anglais et des Hollandais.

L'année suivante, en 1701, un envoyé extraordinaire de Pierre le Grand, le prince Demètre Mikhaïlovitch Galitsyne, arriva à Constantinople avec la mission de procéder à l'échange des ratifications et, en plus, d'essayer ensuite d'obtenir la liberté de navigation dans la mer Noire entre Azof et Tsargrad. Le prince avait la latitude de consentir même la stipulation des deux obligations suivantes pour les navires russes : de n'avoir plus de bouches à feu à bord, nécessaires à ce moment-là pour repousser les attaques des pirates et d'accepter sur chaque navire russe, pendant la traversée de la mer Noire, des agents de contrôle désignés par le gouvernement ottoman.

¹ Lavisse, VIII¹, 143.

Toutes les propositions russes restèrent sans effet, comme au temps d'Oukraïntsov et même plus, cette fois la Porte déclara formellement que le futur ambassadeur russe n'aurait plus jamais la permission de venir à Constantinople par voie de mer, tous les voyages devant être faits par terre¹. Le patriarche Dossifeï conseilla à Galitsyne de ne plus insister sur ce point, car il pouvait nuire même à la cause de la paix et rendrait au moins la Porte encore plus méfiante. « Les Turcs savent, disait-il, que la flotte a été préparée contre eux, et même si vous allez le leur demander mille fois, ils ne vous accorderont jamais la navigation sur la mer Noire. »

Malgré cette résistance, Pierre le Grand ne se résigna pas à contracter des engagements avec les armateurs turcs à partir d'Azof même et une fois il donna à un navire marchand russe l'ordre de se frayer passage jusqu'à la mer Noire. Mais la tentative échoua, car il fut arrêté à Kertch et dut rentrer à Azof avant d'atteindre son but. Enfin, au mois de novembre, eut lieu la nomination du premier ambassadeur permanent de la Russie à Constantinople, Pierre Andréévitch Tolstoï. Celui-ci avait été au commencement un des plus dévoués partisans de la tsarine Sophie et il ne devait la faveur de garder la tête sur ses épaules, d'après une plaisanterie faite une fois par le tsar lui-même, qu'à ses aptitudes exceptionnelles. Au moment de son départ pour Constantinople, Tolstoï reçut d'amples instructions. La question de la libre navigation était pour l'instant abandonnée ; mais, en échange, il devait se renseigner minutieusement sur la vie de l'empire ottoman et en faire un rapport au tsar. D'abord les informations sur la force armée, de terre et de mer, ensuite sur les relations extérieures et sur les affaires économiques ; une mention spéciale des instructions concerna la question des nouvelles fortifications, que, disait-on, les Turcs voulaient faire élever à Kertch².

A son arrivée dans la capitale du sultan, l'ambassadeur russe ne trouva guère un accueil sympathique. Les agents des autres puissances et les Turcs eux-mêmes, probablement plus incités par les intrigues, se demandaient avec étonnement que venait faire cet ambassadeur permanent à Constan-

¹ H. Uebesberger, *Russlands Orientpolitik in den letzten zwei Jahrhunderten*, t. I, Stuttgart, 1913, p. 75.

² *Ibid.*, 76; Mischeff, 67-68.

tinople, où la Russie n'avait pas d'intérêts traditionnels nécessitant une intervention constante. Les quelques dizaines de sujets russes habitant la Turquie et les insignifiantes relations d'affaires entre les deux pays ne suffisaient pas pour expliquer la présence de Tolstoï. La nouvelle de l'exploit de la flotte russe dans la mer d'Azof¹ ne faisait qu'accroître cette méfiance. Le grand nombre de sujets slaves de la Porte, ainsi que sa communauté de croyance religieuse avec les Grecs, suffirent pour faire passer Tolstoï, aux yeux des Turcs, comme un ennemi dissimulé. Le bruit que l'envoyé du tsar était venu pour soulever les sujets du sultan se répandit tout de suite. Dès le premier jour, il rencontra d'abord dans les milieux officieux un mauvais accueil : on le traitait comme le dernier du corps diplomatique. Ensuite, le gouvernement ottoman défendit aux Grecs de fréquenter le représentant du tsar et pour faciliter la surveillance il leur fut interdit de s'habiller comme les Turcs. Il paraît que la mesure ne fut pas suffisante, car plus tard on établit devant l'habitation de Tolstoï un poste militaire de surveillance, afin de mieux assurer le respect de la défense faite aux chrétiens. Il est évident que dorénavant personne, ni même le dévoué agent de Tolstoï, le patriarche Dossifeï, n'osa plus essayer de se rendre chez l'ambassadeur russe. A la suite de ces dispositions blessantes, l'envoyé du tsar avait raison de se considérer „ humilié “ dans un rapport adressé à son maître².

Cependant la France reprenait sa première place à Constantinople et essayait d'entraîner la Turquie à faire une diversion contre l'Autriche pendant la guerre de succession d'Espagne.

Mais certains agissements du côté de la Russie tenaient en éveil l'attention de la Porte, qui conservait une attitude expectante en dépit des efforts de l'ambassadeur français. C'est ainsi qu'après la tentative échouée du navire russe de passer de la mer d'Azof dans la mer Noire, un Ragusain nommé Vladislavitch, ancien agent secret russe à Constantinople au temps d'Oukraïntsow, réussit en novembre 1702 à franchir le détroit de Kertch pour se rendre à Azof avec son navire particulier chargé de marchandises. En dehors de ces actes propres à accentuer la méfiance des Turcs, le tsar avait

¹ Voir ci-dessus, page précédente.

² Mischeff, *loc. cit.* ; Uebesberger, I, 77 ; l'analyse de l'étude de Gigareff, 35.

commencé, immédiatement après la paix de Carlowitz, la réparation des fortifications de Kamenka et la construction d'une nouvelle forteresse appelée Pétropolis sur le cours et à l'embouchure du Dniéper ; en même temps les travaux de fortification étaient activement poussés à Azof et à Taganrog ; enfin, dans le port de Waskor on lançait de nouveaux navires. Toutes ces mesures du côté russe étaient en corrélation avec l'élévation d'un nouveau fort par les Turcs au détroit d'Yenikalé, bien que le tsar eût donné le premier signal. De plus, les Turcs avaient commencé les travaux en vue de rétrécir le détroit et de le mettre en parfait état de défense pour rendre impossible à l'avenir toute tentative de passage. Les Tatares de Crimée, alarmés par les travaux du côté russe et le grand mouvement des troupes du tsar, députèrent une mission à Constantinople pour solliciter l'intervention du sultan contre les Russes. Le gouvernement ottoman essaya de tranquilliser les Tatares et procéda au changement du khan Gueraï, d'après les insinuations de l'ambassadeur français, sous prétexte qu'il voulait troubler la paix. Néanmoins, des commissions d'enquête furent envoyées sur les lieux pour vérifier si le tsar n'avait pas violé le territoire ottoman, ainsi qu'on le prétendait à propos de la construction de Pétropolis ; en même temps, les gouverneurs de Caffa et d'Oczakow reçurent l'ordre de protéger les travaux en voie d'exécution et de tenir leurs troupes prêtes à marcher au premier signal ¹.

Les Turcs ne pouvaient pas se consoler de la perte d'Azof et, en attendant, pensaient toujours la reprendre ; mais, d'autre part, la guerre provoquée par la succession d'Espagne et le mouvement des Hongrois contre l'empereur, faisaient voir à la Porte encore une possibilité de revanche à prendre contre la paix de 1699. C'est de ce côté que s'employait surtout l'habileté de la diplomatie française.

Pendant cet intervalle, l'ambassadeur Tolstoï, tout en remplissant son devoir de renseigner le tsar, essaya de sortir un peu de sa position humiliante. Le *bakchich* étant, semble-t-il, de tout temps en honneur à Constantinople, il répandait des cadeaux en argent et en coûteuses fourrures parmi les hauts dignitaires de la Porte. Si la situation s'améliorait un peu par ce moyen, l'amélioration n'était, malheu-

¹ Uebesberger, *loc. cit.* ; Hammer, XIII, 149-150 ; Rousseau, I, 72-73, 136.

reusement, que de courte durée. En septembre 1704, le représentant du tsar se plaignit que depuis son arrivée à Constantinople on avait déjà changé cinq grands vizirs et le sixième venait d'être nommé, et qu'ainsi il se retrouvait, avec chaque nomination, dans la même situation qu'auparavant, malgré les cadeaux largement distribués¹.

Toute cette instabilité politique de la Porte était due aux conseils contradictoires que lui donnaient les différentes parties, d'après leurs propres intérêts. La corruption des grands dignitaires de la Porte jouait un premier rôle dans l'indécision où se débattait le gouvernement ottoman ne sachant quel parti prendre en face des événements. Quant aux fréquents changements des grands vizirs, ils n'étaient que le résultat des intrigues des puissances ou, quelquefois, la réaction nécessaire aux actes de corruption trop évidents.

Grâce à cet état d'hésitation, Pierre le Grand, tout en surveillant sa frontière méridionale, put engager au Nord la grande lutte contre la Suède, dès 1700 même. La défaite de Narva servit de leçon et en 1701 le général Chérémétief put remporter une première victoire sur les Suédois. A Moscou, on célébra cette première victoire, et Pierre le Grand s'écria satisfait : « Gloire à Dieu ! nous pourrons un jour battre les Suédois. » C'était une victoire du nombre : trois contre un ! Charles XII, esprit aventureux, avait réussi à créer, par sa vaillance personnelle, une puissance suédoise, qui était une apparence plutôt qu'une réalité. La chose ressortit avec évidence le jour où, engagé à fond dans la lutte contre Pierre le Grand, il voulut s'ouvrir, comme autrefois Alexandre le Grand, la route de l'Orient. Charles XII et avec lui, la puissance éphémère de la Suède, trouvèrent une fin dans les plaines de la Russie². La Turquie, figée dans son attitude d'attente et d'hésitation, ne sut pas profiter des circonstances pour donner à Charles XII l'appui qui aurait pu abattre la puissance moscovite.

Les efforts faits en 1705-1706 par la diplomatie française, au moment de l'arrivée d'une députation hongroise à Constantinople, furent sur le point d'ébranler l'empire ottoman, mais au dernier moment ce fut la politique d'indécision qui l'emporta. Et, grâce à Dieu, ce ne sont pas les arguments et l'habileté qui manquèrent à l'ambassadeur fran-

¹ Uebesberger, *loc. cit.*

² Rambaud, 369 et suiv.

çais, de Ferriol, dans son mémoire présenté à la Porte par l'entremise des envoyés du prince Rakoczy¹.

Après la défaite de Poltava (1709) Charles XII se réfugia à Bender, en territoire ottoman. Quarante mille Moscovites poussèrent leur marche en avant jusqu'à la frontière de Moldavie, tandis que la diplomatie russe élevait le ton à Constantinople et réclamait d'une manière impérieuse l'expulsion de Charles XII du territoire turc. Ceux qui travaillaient pour la guerre, l'ambassadeur français des Alleurs, le khan des Tatares et l'hetman rebelle des Ukrainiens, Mazeppa, surent profiter de ce moment décisif. Vers la fin de 1710, la guerre fut déclarée, bien que les hostilités ne commencèrent qu'au printemps suivant².

Cette fois la tactique défensive, employée contre Charles XII, était abandonnée, car le tsar se trouvait en face d'un ennemi en proie à des divisions intestines. Il voulait exploiter le mécontentement des populations chrétiennes et leurs aspirations d'indépendance, pour créer des embarras à la Turquie. Par son manifeste qui annonçait la guerre contre les infidèles, le tsar dévoilait ses intentions en parlant de « ceux qui gémissaient sous le joug barbare des Turcs, les peuples chrétiens des Grecs, des Valaques, des Bulgares et des Serbes ». Quelques jours plus tard, Pierre le Grand distribua aux régiments de la garde, devant la cathédrale Ouspenski du Kremlin, les nouveaux étendards rouges avec le signe de la croix et l'inscription de Constantin³. Pour assurer le résultat de ses opérations offensives, le tsar présentait sa campagne comme une guerre de libération afin de provoquer un soulèvement des chrétiens.

La politique russe commençait à peine et ses véritables buts étant encore inconnus, il est facilement compréhensible que le monde chrétien de l'Europe orientale s'émut profondément au son de la nouvelle croisade libératrice : Cantémir, le prince régnant de Moldavie et Brancovano de Valachie, ainsi que les Serbes, les Monténégrins et les Grecs prirent parti pour le tsar. Malgré ces appoints remarquables et l'enthousiasme de Pierre le Grand et de ses soldats, dès le premier choc, les Turcs remportèrent un avantage décisif.

C'est grâce à l'intervention de l'impératrice Catherine I^{re} que tout fut sauvé, fors l'honneur. Elle réunit l'argent et les

¹ Voir dans Rousseau, I, 168-171.

² *Ibid.*, 306 et suiv. ; Mischeff, 71.

³ Uebesberger, I, 93.

bijoux qu'elle put trouver, en constitua un présent pour le grand-vizir et engagea le tsar à lui envoyer des négociateurs. Ceux-ci avaient l'ordre d'accorder tout ce que demanderaient les Turcs ¹. Pierre le Grand échappa ainsi à la captivité, sauva le reste de ses troupes et arriva au traité préliminaire de paix signé à Faltschi sur le Pruth (1711).

Par ce traité, la Russie rendait Azof avec son territoire et toutes les dépendances et s'engageait à démolir complètement les fortifications de Taganrog, de Kamenka et du fort tout récemment élevé sur la rivière Saman. On maintenait la liberté commerciale entre les deux pays, établie par le dernier traité, mais la Russie perdait le droit d'avoir une ambassade permanente à Constantinople. Enfin, parmi les stipulations moins importantes pour notre sujet, figuraient l'obligation du tsar de ne plus s'immiscer dans les affaires de Pologne et dans les questions des Cosaques qui en dépendaient, ainsi que l'engagement d'accorder libre passage au roi Charles XII pour rentrer dans son pays ².

La paix définitive ne fut rétablie que deux ans plus tard. Lorsque le sultan fut renseigné sur les conditions désavantageuses pour la Turquie dans lesquelles le traité de Faltschi avait été conclu, le grand-vizir fut déposé et exilé à Lesbos et ensuite à Lemnos, où il mourut. Le ministre de l'intérieur et un autre fonctionnaire qui avaient collaboré à la conclusion et à la rédaction du traité, expièrent un peu plus tard leur trahison sous le glaive du bourreau. Le nouveau grand-vizir et ses ministres refusèrent d'abord de ratifier la paix de Faltschi et décidèrent de recommencer la guerre ³; mais ensuite la corruption s'exerça envers le nouveau grand-vizir et l'affaire s'arrangea vite. Au mois d'avril de l'année suivante, la paix était définitivement conclue par la médiation des ambassadeurs anglais et hollandais. La situation du résident français auprès de la Porte était de nouveau affaiblie et d'autre part la France, engagée dans la guerre de succession, qui continuait toujours, n'avait aucun intérêt à la conclusion de la paix. L'ambassadeur des Alleurs avait fait tous ses efforts, à côté de Charles XII, pour empêcher la ratification de la paix. A la fin, il dut se contenter seulement de faire insérer dans le traité, grâce à l'entremise du général

¹ Rambaud, 405.

² J. du Mont, *Corps universel dipl.*, VIII, première partie, 275.

³ D'autant plus que le tsar n'avait pas encore évacué Azof et Taganrog.

suédois Poniatowski qui décida le grand-vizir dans ce sens, une clause concernant la Pologne : le tsar devait retirer ses troupes du pays et prendre l'engagement de ne plus s'y mêler.

La paix une fois conclue, il fallait procéder à la délimitation des frontières. Dès les premiers jours, les commissaires ottomans remarquèrent l'intention du tsar d'éluder le traité. La Porte en fut avertie; en même temps elle prenait connaissance du peu d'empressement que mettait le tsar à retirer ses troupes de la Pologne, conformément au traité de paix. Les conseils de Charles XII, les réclamations des Tatares, ainsi que les agissements de l'ambassadeur français décidèrent la Porte à une nouvelle déclaration de guerre vers le mois de novembre. On commença tout de suite les préparatifs militaires à Andrinople. Le changement du grand-vizir, la saison d'hiver, un certain désir de paix du sultan mêlé à une sorte de crainte de la Russie et, enfin, l'ambition des milieux de la Porte de prendre une nouvelle revanche contre le traité de Carlowitz après celle prise par la paix de Faltschi, contribuèrent à amener la conclusion définitive de la paix avec Pierre le Grand au mois de juin 1713¹.

Au cours de la même année, la guerre pour la succession d'Espagne avait pris fin par la paix d'Utrecht.

Les relations entre Venise et l'empire ottoman s'étaient refroidies pendant les dernières années, et malgré les efforts de l'ambassadeur des Alleurs, les Turcs commirent l'imprudence de commencer la guerre, au printemps de 1715, par une invasion de la Morée. Mais, cette fois, l'Autriche disposait en pleine liberté de toutes ses forces et elle était liée en même temps par une alliance offensive et défensive avec la république de St-Marc. La Turquie, qui avait hésité pendant des années à attaquer son ennemie au cours de la guerre d'Espagne, pour prendre sa revanche de la paix de 1699, dut subir cette fois une lutte inégale contre la coalition vénéto-autrichienne.

La Russie, secrètement alliée à l'Autriche depuis des années et rassurée du côté turc, se rapprocha de la France pour consolider ses acquisitions vers la Baltique. Pierre, après un voyage à Paris, se retourna avec toutes ses forces contre la Perse. Il réalisa des conquêtes vers la mer Caspienne pour se dédommager de la perte d'Azof².

¹ Hammer, XIII, 243-246; Rousseau, I, 334, 335, 343, 360-366; Nouradounghian, I, 203-207.

² Rambaud, 407-411.

Les revers de la Turquie, la défaite de Péterwardein principalement, lui imposèrent la paix de Passarowitz (1718). L'Autriche complétait ainsi l'œuvre de Carlowitz par l'obtention de la ville fortifiée de Belgrade, de la province de Schabatz en Serbie, du banat de Temeswar en Hongrie et de la petite Valachie¹. A côté du traité politique, la maison d'Autriche obtenait la conclusion d'un traité de commerce qui a trait à notre sujet. La Porte accordait entière liberté commerciale aux sujets autrichiens et le droit pour l'Autriche d'avoir des consuls et des agents dans les ports et places où les autres puissances entretenaient de tels représentants.

Quant à la navigation, la mer Noire continuait à être maintenue fermée aux navires autrichiens, malgré la défaite infligée et les conditions imposées à l'empire ottoman. L'art. 2 prévoyait la liberté de navigation et de commerce sur le Danube pour les deux parties contractantes ; mais il était « convenu que les bâtiments impériaux du Danube n'entreront point dans la mer Noire, ils se rendront par le dit fleuve à Ibraïl², à Isaktche, à Kilia et autres échelles, où il se trouve des caïques et des bâtiments propres à la navigation de la mer Noire ; ils y débarqueront leurs marchandises, les chargeront sur lesdits bâtiments... et ils auront la liberté de les transporter à Constantinople, en Crimée, à Trébizonde, à Sinope et dans les autres échelles de la mer Noire³. » C'est-à-dire que les marchands autrichiens devaient effectuer le transbordement sur des navires turcs « propres à la navigation de la mer Noire », comme d'ailleurs les marchands des autres pays étaient obligés de le faire.

Un mois après la paix de Passarowitz, l'ambassadeur russe Alexis Daschkow arrivait à Constantinople avec la mission de se plaindre auprès de la Porte des brigandages et des incursions du khan tatar Bakht Gueraï⁴. Le tsar avait donc complètement changé sa politique envers la Porte, étant engagé au Nord dans la lutte avec la Suède, le Hanovre et le Danemark, qui aboutit à la paix de Nystadt (1721) et lui assura définitivement la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie et une partie de la Finlande et de la Carélie. Nous devons remarquer

¹ Hammer, XIII, 352-355.

² Le grand port danubien de la Roumanie, Braïla, marché connu pour les transactions sur les céréales.

³ L. Neumann, *Recueil des traités et conventions conclus par l'Autriche*, Leipzig, 1856, t. I, p. 1-9.

⁴ Hammer, XIV, 13-14.

que cette paix aboutit grâce aux bons offices de l'ambassadeur français à Pétersbourg, Campredon ¹.

Au cours de l'année 1719, le même Daschkow arrivait de nouveau à Constantinople chargé ostensiblement de renouveler la paix de Pruth, mais son véritable but paraît avoir été de surveiller les démarches de l'ambassadeur autrichien qui était attendu pour l'échange des ratifications de la paix de Passarowitz. En effet, l'échange des ratifications entre la Porte et la cour de Vienne se fit au milieu de la plus grande courtoisie, d'où il résulte que les méfiances de la diplomatie moscovite ne manquaient pas de bien-fondé. Les réceptions faites par Vienne à l'ambassadeur turc Ibrahim pacha et par Constantinople au représentant de l'empereur, le comte de Virmont, éveillèrent même l'attention de la diplomatie française qui craignait des surprises pour la situation de la France comme protectrice des Lieux-Saints. L'ambassadeur anglais, Stanyan, s'inquiéta à son tour de la présence trop prolongée de Daschkow à Constantinople; il fit des démarches pour rendre vaine sa mission et pour raccourcir son séjour, car la Russie n'avait plus le droit d'ambassade permanente en Turquie. C'est seulement après le départ du comte de Virmont que Daschkow entra dans le vif de la discussion et aboutit, grâce au concours de l'ambassadeur français, le marquis de Bonnac, au renouvellement de la paix de Pruth ².

Cette fois le traité conclu prévoyait l'établissement d'une paix perpétuelle entre les deux empires. Outre l'omission du préambule peu honorable pour la Russie, qui figurait à la tête du traité de Pruth, le nouveau traité contenait les principales dispositions suivantes : droit du tsar d'avoir en permanence un ambassadeur à Constantinople et liberté réciproque pour les deux parties de faire entrer leurs armées en Pologne toutes les fois qu'il s'agirait de protéger les droits et la constitution de ce pays. Quant aux prétentions des Tatars, qui réclamaient du tsar le tribut anciennement stipulé, on renvoyait la question à plus tard, comme cela d'ailleurs avait été déjà discuté dans les pourparlers de la précédente paix ³.

Quelques années plus tard, la paix russo-turque faillit être troublée à cause des affaires de Perse. Des troubles inté-

¹ Rambaud, 409-440.

² Hammer, XIV, 45-27; Rambaud, *loc. cit.* — Il paraît que le concours du marquis de Bonnac et la bienveillance de sa femme ont été assez coûteux pour l'ambassadeur russe [Uebesberger, I, 123].

³ Noradounghian, I, 227-233.

rieurs graves pour le trône amenèrent Pierre le Grand à s'y mêler pour profiter des circonstances. Tahmasip, en vue de reconquérir le trône persan avec l'appui russe, céda au tsar les villes de Derbent et de Bakou, avec les provinces limitrophes de la mer Caspienne. La Porte, jalouse de ce fait, décida de ne reconnaître le prince comme shah de Perse qu'à la condition d'une cession au moins égale à celle accordée à la Russie. Des pourparlers suivirent sans résultat et les armées ottomanes reçurent l'ordre de franchir la frontière persane. En même temps, des négociations avaient été engagées entre Constantinople et Pétersbourg sans que la question pût être tranchée. A un certain moment, les Turcs envisageant, dans un conseil extraordinaire de la Porte, la possibilité d'une guerre contre la Russie, la diplomatie française fit immédiatement des démarches en faveur de la paix. Pour la seconde fois, la médiation du marquis de Bonnac entre la Porte et le résident russe Nepluïeff favorisa la conclusion d'un nouvel accord au cours de l'année suivante, 1724. Le traité, composé de six articles et d'une clause additionnelle, signé le 23 juin, partageait les plus belles provinces de la Perse entre la Russie et la Turquie. Cet acte de démembrement partiel de la Perse était une flagrante violation du droit des gens accomplie sous la présidence et grâce à l'intervention de la France, qui concilia les exigences des parties prenantes et reçut, en échange, quelques avantages insignifiants de la Porte ¹.

L'amitié franco-russe, qui s'était dessinée aux derniers temps, allait prendre fin sous peu et une nouvelle alliance dans la question d'Orient lui sera substituée. La veuve de Pierre le Grand, Catherine I^{re}, qui lui succéda sur le trône des tsars en 1725, continua la même politique et consolida, au cours d'un règne court mais pacifique, l'œuvre de son mari. A l'occasion du mariage de Louis XV, qui faillit mettre le feu à l'Europe ², Catherine voulut consolider son amitié avec la France et essaya de marier sa fille, Elisabeth, avec le roi. Malgré tous les efforts de Kourakine et de Campredon, l'échec de ce projet, en mai 1775, sous le prétexte de la différence des religions, amena un refroidissement entre les deux cours. Le mariage de Louis XV, vers la fin de la même année, avec Marie Leczinska, la fille de l'ancien prétendant au trône

¹ Hammer, XIV, 99-199 ; Noradounghian, I, 233 et suiv.

² Lavisse, VIII², 86-88.

de Pologne, agréé par Charles XII contre la volonté de Pierre le Grand, ne fit, sans doute, qu'accentuer la rupture de la récente amitié. La réouverture de la succession polonaise, après la mort d'Auguste II en 1733, et l'appui accordé de nouveau par la France à la candidature de Leczinski, achèvera la tension franco-russe ¹.

En août 1726, les deux ennemies naturelles de l'empire ottoman, la Russie et l'Autriche, autrefois liées dans la « Sainte alliance » qui avait conduit la Turquie à Carlowitz, signèrent un nouveau traité d'alliance défensive. Le préambule rappelait l'ancienne amitié des prédécesseurs et affirmait que cette alliance était exigée par « le repos public et le bien de toute l'Europe » ; dans l'art. 9 il était question d'inviter le roi et le royaume de Pologne à accéder à l'alliance ². Le traité signé ensuite par Pierre II, le petit-fils du grand tsar, et la Prusse, en vertu duquel les deux puissances s'engageaient, à la mort d'Auguste II, à soutenir un candidat choisi en commun, complétait à merveille l'alliance de 1726 et laissait prévoir le sort prochain de la Pologne. Par un article séparé et secret, l'Autriche et la Russie s'engageaient à s'assister réciproquement et de toutes leurs forces contre les Turcs, quel que fût le motif de la guerre et quel que fût l'agresseur. Donc, il était question d'une alliance avec caractère général et offensif contre la Turquie ³.

Les affaires de Perse, une fois réglées par l'entremise de l'ambassadeur français, ne cessèrent pas d'être une menace permanente pour la paix. La Russie, comme la Turquie, avaient des visées sur les territoires persans et il semble tout naturel que le choc des intérêts des deux parties conduise à des conflits.

Depuis 1730, les événements de Perse n'étaient pas rassurants. Tahmasip, héritier légitime du trône de Perse, après avoir assisté impuissant au morcellement de ses États, put reprendre le dessus contre l'usurpateur Eschref. A peine était-il rentré en possession du trône, qu'un ambassadeur persan se rendit à Constantinople pour réclamer en son nom la restitution des pays enlevés à la Perse ⁴. Cette demande suffit pour déclencher une guerre au cours de laquelle les Per-

¹ Lavissee, VIII ², 89 ; Rambaud, 422-423, 431.

² J. du Mont, VIII, deuxième partie, 431-433.

³ A. Vandal, *Louis XV et Elisabeth de Russie*, Paris, 1882, p. 102.

⁴ Hammer, XIV, 214 et suiv.

sans subirent plusieurs défaites. Mais un des généraux de Tahmasip, nommé Nadir Koulikhan, se mit en évidence par plusieurs faits d'armes, surtout au cours de l'année 1732 et parvint ensuite à s'emparer du trône. Les conflits avec la Porte continuèrent sous le nouvel usurpateur et toujours à cause des territoires enlevés à la Perse.

Presque en même temps, une nouvelle cause de guerre devait apparaître en Orient : la réouverture de la succession polonaise en février 1733. La France, fidèle à son vieux système d'alliance avec la Suède, la Pologne et la Turquie, et intéressée à relever la condition du beau-père de son roi, se prononça pour Stanislas Leczinski, qui fut proclamé élu par la Diète. Mais les dissidents en appelèrent à la Russie et vingt mille soldats russes entrant en Pologne en chassèrent Stanislas. Le parti de la guerre parla haut en France et comme on ne pouvait s'en prendre à la Russie directement, il s'en prit à son alliée, l'Autriche. La guerre fut déclarée à l'Autriche en octobre¹. Cependant, il fallait faire quelque chose aussi du côté de la Russie : la diplomatie française s'employa à lancer la Turquie contre l'empire des tsars. L'ambassadeur de Villeneuve, dès le début de la crise, essaya de faire comprendre aux Turcs qu'en laissant sans secours un voisin faible qui demandait leur appui, ils n'éviteraient pas la guerre, mais l'ajourneraient seulement pour la subir ensuite dans de pires conditions. L'Autriche et la Russie, disait-il, après avoir fait sur la Pologne l'essai de leurs forces, les ramèneront vers le Danube et pousseront sur la route de Constantinople leurs armées fortifiées par la lutte et animées par la victoire². Ces conseils ne manquaient pas de fondement, mais la Turquie fit sourde oreille jusqu'au moment du réveil en face de la triste réalité.

La Russie sut saisir l'occasion qu'elle attendait depuis des années : profiter du secours de l'empereur, conformément au traité d'alliance de 1726, pour faire disparaître ce qui restait encore du traité du Pruth et réaliser ses ambitions. En dehors du concours de l'Autriche, elle avait acquis depuis l'époque de Pierre le Grand de sincères sympathies parmi les chrétiens des Balkans et escomptait même un secours des Persans, qui se trouvaient en continuels conflits de frontières avec l'empire ottoman. Dès 1735, le bruit d'une

¹ Lavissee, VIII², 119-120.

² A. Vandal, *Une ambassade française en Orient*, p. 241.

nouvelle prise d'armes des Moscovites contre la Porte s'était répandu dans tout l'Orient chrétien et avait provoqué l'émotion et réveillé l'espérance. Le ministre de la tsarine à Constantinople, Wichniakof, recueillait avec joie ces symptômes et les rapportait avec un enthousiasme belliqueux à sa souveraine. Il écrivait à Pétersbourg : « Les Turcs redoutent un soulèvement général, aussitôt que les troupes russes se seront approchées de la frontière », et donnait des détails sur l'état d'esprit des nationalités chrétiennes vivant sous la domination ottomane. Il faisait une seule réserve sur les Grecs habitant Constantinople, « la plupart, des coquins sans honneur », qui « nous détestent encore plus que les Turcs ». Dans d'autres rapports, Wichniakof encourageait son gouvernement à la guerre, en essayant de le convaincre que la Turquie n'avait ni hommes politiques, ni militaires capables, ni financiers habiles et que, par conséquent, au premier choc elle s'effondrerait¹.

Le prétexte est facile à trouver en toute circonstance.

La Porte, pour en finir avec la Perse, ordonna au khan des Tatares de marcher contre Nadir Koulikhan dans le Caucase, afin de le prendre à revers. La Russie, qui cherchait à s'installer un jour dans les territoires situés au nord du Caucase, connus sous le nom de la grande et de la petite Kabardah, n'entendait pas laisser libre passage aux vassaux de la Turquie. Plusieurs autres incidents de frontière avaient passés inaperçus tant que les armées russes s'étaient trouvées occupées en Pologne; mais, en 1735, la Russie se décida à agir résolument. Wichniakof fit à la Porte une communication arrogante : la marche du khan sera le signal d'une rupture. Le Divan passa outre; aussitôt un corps d'armée russe se jeta sur les Tatares et força le khan à rentrer dans ses États. Les hostilités ne continuèrent plus à l'approche de l'hiver, mais les Russes profitèrent de l'intervalle pour préparer la campagne de printemps².

Les Turcs continuaient à ne pas croire à la possibilité d'une guerre, confiants dans la volonté des puissances européennes d'arrêter les progrès de la Russie en Orient; en même temps la présence de Wichniakof à Constantinople contribuait à affermir cette confiance. Ils firent seulement quelques démarches en vue d'obtenir la médiation des puissances

¹ Vandal, 244-248.

² *Ibid.*, 249-250.

occidentales. La France se déroba à cette tâche, car elle avait justement des intérêts contraires, mais les ministres d'Angleterre et de Hollande se montrèrent plus empressés et prirent sur eux d'affirmer que la Russie ne ferait point la guerre ¹.

Les événements suivants furent d'autant plus surprenants pour les Turcs et les prirent plus au dépourvu, qu'ils avaient accordé pleine confiance aux assurances anglaises et hollandaises; somme toute, elles ne faisaient que confirmer les propres désirs de ces deux puissances.

Dès le mois de mars 1736, une grande armée russe, dirigée par le feld-maréchal Munich, se mit en marche contre Azof et assiégea la ville par terre et par mer. Sûr du succès, Munich laissa la direction du siège à Lascy et alla rejoindre le reste de ses troupes en Ukraine, d'où il commença aussitôt un mouvement général en avant, vers la mer Noire. A la première nouvelle du siège d'Azof, Wichniakof nia le fait imperturbablement; la confirmation produisit à Constantinople un moment de stupeur, auquel succéda une agitation désordonnée. Des ordres et des dispositions contradictoires marquèrent cet état d'esprit où se trouvait la Turquie ne sachant quel parti prendre. Au lieu d'enfermer l'ambassadeur russe aux Sept-Tours ², suivant la tradition, les autorités turques eurent tous les égards envers lui, probablement dans l'espérance d'éviter une rupture sans retour avec la Russie. Le bruit même d'une négociation secrète avec le gouvernement russe, par l'entremise de la Perse, se répandit en ville et augmenta l'agitation. Le grand-vizir eut des entrevues avec l'ambassadeur autrichien Talman, auquel il exposa les griefs de la Porte contre la Russie et lui remit une lettre pour le président du conseil aulique. Il eut également des entrevues avec les représentants anglais et hollandais ³.

Après deux mois d'attente et d'hésitation, vers la fin de mai, la Porte se résolut enfin à déclarer la guerre aux agresseurs.

Pendant cet intervalle, Azof tomba, Munich força les lignes retranchées de l'isthme de Pérékop, envahit la Crimée et saccagea Baktchi-Séraï, la capitale des khans; mais,

¹ Vandal, 253.

² Le château où étaient enfermés les représentants des puissances étrangères dès le jour où la Porte se considérait en état de guerre avec leur puissance respective.

³ Rambaud, 434; Vandal, 257-259; Mischeff, 85; Hammer, XIV, 355-356.

ensuite, rencontrant les mêmes difficultés qu'en 1711, dans un pays ruiné et où les eaux étaient empoisonnées, les armées russes battirent en retraite et modifièrent leur plan de campagne.

À la poussée russe, les Turcs ne purent opposer que peu de forces et des forces éparpillées. Dans leur détresse, ils imaginèrent de recourir formellement aux puissances chrétiennes. Le grand-vizir écrivit en même temps au prince Eugène, président du conseil aulique, au cardinal de Fleury, aux États généraux de Hollande, à la seigneurie de Venise ¹ et aux rois d'Angleterre et de Suède ². C'était la première fois que la Turquie soumettait sa cause au jugement de l'Europe.

L'Autriche s'empressa tout de suite de répondre, offrant sa médiation en vue du rétablissement de la paix. À peine sortie de la guerre avec la France ³ (1735), la monarchie des Habsbourg ne pouvait avoir le goût d'une nouvelle guerre à côté de la Russie, conformément à l'alliance de 1726, car il lui manquait les moyens financiers et ses forces militaires étaient affaiblies. Par son offre de médiation, l'Autriche pouvait prêter à la Russie un secours moins onéreux qu'une assistance militaire et en même temps elle avait l'occasion de réclamer et d'obtenir des avantages sans aucun risque.

Les négociations commencèrent vers la fin de l'année : la Turquie réclamait la restitution d'Azof. En janvier 1737, l'ambassadeur Talman arrivant au camp du grand-vizir lui rappela l'alliance de l'Autriche avec la tsarine et lui fit sentir la nécessité de conclure la paix pendant l'hiver.

La discussion revenait toujours sur la question de la ville d'Azof, les Turcs mettant un point d'honneur à ne pas la céder. Sans s'y mêler directement, la France, par son ambassadeur, conseilla aux Turcs la modération et leur fit entendre que l'avantage d'Azof pouvait être enlevé aux Russes si l'on obstruait le détroit de Kertch ⁴. Obstinée dans sa résistance, la Porte semblait disposée à accorder à la Russie plutôt la navigation de la mer Noire, que de lui laisser Azof ⁵.

Les puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande, alarmées par les bruits qui couraient, s'empressèrent à leur tour d'offrir leur médiation : la Russie ne l'accepta pas à

¹ Vandal, 263.

² Hammer, XIV, 358.

³ Lavissee VIII², 122.

⁴ Vandal, 275.

⁵ Mischeff, 90.

cause de ses ambitions dans la mer Noire. Pendant ce temps la France garda une attitude réservée, tout en conseillant aux Turcs la modération et tout en se renseignant sur les négociations en cours. Par une politique d'attente et d'habileté, le gouvernement français voulait laisser la Porte se convaincre d'elle-même de la valeur de la médiation autrichienne ; en même temps elle désirait ne pas brusquer les choses et réveiller les méfiances de la Russie. Ce n'est que lorsque l'intervention de la France serait devenue nécessaire, qu'elle pourrait être acceptée de bon gré par les deux parties.

Les deux empires défensivement alliés en 1726 avaient conclu cependant un nouvel arrangement et en janvier 1737 ils étaient tombés d'accord : l'Autriche s'engageait à agir de concert avec la Russie et à déclarer la guerre aux Turcs ¹. Une fois engagée, la politique de l'Autriche manquait de souplesse et pour prolonger les débats elle dut recourir aux artifices. Talman proposa d'aller au-devant des négociateurs russes et ainsi la conférence de la paix s'ouvrit à Niémirow, dans l'Ukraine polonaise. Les renseignements parvenus à la Porte au sujet des mouvements des troupes autrichiennes provoquèrent de l'inquiétude et donnèrent lieu à des explications. Talman, pour toute réponse, assurait les représentants turcs des intentions pacifiques de son gouvernement.

Dès les premiers jours de juin, l'ambassadeur autrichien changea subitement de ton : il demanda à la Porte, d'après les nouvelles instructions, la démolition des fortifications de Widin, une indemnité pour les frais de la guerre trop prolongée par les tergiversations turques et une nouvelle frontière en Valachie, en Bosnie et en Dalmatie. Enfin, dans une dépêche jointe aux instructions, Talman fut chargé de communiquer au grand-vizir que la cour impériale n'était plus maîtresse de refuser à son alliée les secours demandés ; la dépêche se terminait par une déclaration de guerre, en due forme, à la Turquie. Toutefois, on remarquait que l'empereur, ainsi que l'impératrice de Russie, étaient disposés à faire la paix à des conditions équitables ².

Les hostilités furent reprises par les Russes qui s'emparèrent d'Oczakow, puis de Khotin. En même temps les Autrichiens mettaient en marche leurs armées, massées aux

¹ Hammer, XIV, 374.

² *Ibid.*, 374-375.

frontières de l'empire ottoman, occupaient la Valachie et débordaient par Belgrade vers la haute Bulgarie ¹. Les deux puissances alliées voulaient mettre la conférence de la paix de Niémirow en face des faits accomplis. Elles espéraient qu'ainsi pourvues des gages suffisants, la Turquie n'aurait plus qu'à signer les clauses qu'on allait lui dicter ².

A la troisième séance de la conférence de Niémirow, les délégués des alliés firent connaître les conditions de paix.

La Russie demandait : l'abrogation de tous les traités antérieurement conclus avec la Porte ; cession de la Crimée, du Kouban et de tous les pays habités par les Tatares y compris la Bessarabie ; la reconnaissance de la Moldavie et de la Valachie comme principautés indépendantes, placées pour des considérations religieuses sous la protection de la tsarine et, enfin, la libre navigation pour les navires russes dans la mer Noire, avec droit de sortie par les détroits ³. L'Autriche, à son tour, réclamait les parties de la Serbie qu'elle ne possédait pas encore, avec Widin et Nisch, et les principaux points de la Bosnie, ainsi qu'une rectification de frontière en Valachie jusqu'à Dambovitza. Cette prétention autrichienne de s'établir sur le bas-Danube allait à l'encontre des ambitions russes sur les principautés roumaines : les délégués de la tsarine protestèrent contre cette partie des conditions de l'Autriche qui ne concordaient pas avec leurs propres conditions ⁴.

La fissure de l'alliance austro-russe était évidente dès les premiers instants : les Turcs durent s'en apercevoir et leurs conseillers d'autant plus, pour essayer d'obtenir des conditions meilleures. Les délégués du sultan eurent un langage ferme et imprévu, en réponse aux conditions des alliés ; immédiatement après, ils entamèrent des négociations séparées en dehors des séances de la conférence. A ce sujet le publiciste russe Oulianitsky cite un rescrit impérial aux délégués de Niémirow ⁵, en date du 14 août, par lequel on leur permettait de conclure séparément la paix avec la Turquie.

La France, sollicitée comme médiatrice par le grand-vizir, n'hésita pas à accepter ce rôle, sous la réserve que son

¹ Vandal, 289.

² Mischeff, 94.

³ Hammer, XIV, 384 ; Vandal, 290.

⁴ *Ibid.*, 382.

⁵ Mischeff, 96

ambassadeur fut assuré d'avance du consentement des alliés. L'Autriche se rendit vite compte que seule la France était capable de lui procurer une paix honorable ; quant à la Russie, elle hésita, tergiversa et essaya soit la médiation persane, soit les négociations directes, pour éviter la médiation de toute puissance maritime, et surtout celle de la France, maîtresse dans le commerce du Levant et sans doute hostile à la demande concernant la liberté de navigation. Mais à la fin la Russie accepta, elle aussi, la médiation française, surtout lorsque se répandit le bruit d'une alliance offensive et défensive entre la Porte et la Suède conclue en septembre 1738¹.

Les Turcs, écoutant les bons conseils qui ne leur manquaient jamais, avaient traîné les négociations à Niémirow jusqu'à une époque avancée de l'année, où les hostilités devenaient impossibles ; ensuite, ils profitèrent de l'hiver pour organiser l'armée en vue d'une rude défensive. A certains points de vue, la campagne de 1738 fut heureuse pour les Turcs : la tâche de la médiation française était ainsi grandement facilitée. Déjà vers la fin de l'année 1737 les Autrichiens subirent des revers à Nisch et à Craïova ; pendant la campagne suivante d'autres suivirent. Quant aux armées russes de Munich, elles rencontrèrent de grosses difficultés pour le ravitaillement en vivres et en munitions, ce qui leur enleva la possibilité de remporter de nouvelles victoires.

Les Turcs passèrent vite d'un extrême à l'autre : ils commençaient à avoir trop de confiance en eux-mêmes. Le grand-vizir manifestait le désir de faire une paix séparée avec la Russie, convaincu par Rakoczy et le Français Bonneval qui se trouvait au service de la Porte, que les Impériaux étaient beaucoup plus faibles et que, par conséquent, ils pouvaient recevoir la leçon méritée pour leur attitude équivoque. Cette intention de paix séparée avec la Russie d'abord, contrecarrait la volonté de la France, qui avait tout intérêt à ne pas laisser aux Russes la liberté de navigation².

Au cours de l'année 1739 l'armée ottomane, parmi des faits d'armes de moindre importance, remporta une remarquable victoire à Krozka contre les Impériaux et se précipita ensuite contre Belgrade. De Villeneuve, se rendant probablement compte de l'importance des forces turques et craignant un revers possible, fit tous ses efforts pour profiter des circonstances et arriver à la paix. La cour de Vienne commen-

¹ Hammer, XIV, 429 et la note.

² *Ibid.*, 404 et suiv. ; Mischeff, 99-100.

çait déjà à avoir assez de la guerre, car Marie-Thérèse prévoyait des difficultés à la mort de Charles VI avec les puissances qui n'avaient pas encore reconnu la Pragmatique sanction.

Toute la difficulté au cours des négociations entamées portait sur la cession de Belgrade, que les Turcs réclamaient avec obstination. Le 1^{er} septembre 1739, les préliminaires de paix furent signés par l'envoyé de l'empereur, le comte de Neipperg, à la surprise et au mécontentement de Schmettow le nouveau commandant de la place de Belgrade, qui était abandonnée. L'Autriche restituait aux Turcs la petite Valachie et la Serbie avec la forteresse de Belgrade, qui devait être rendue dans le même état qu'au moment de la cession par les Turcs. L'ambassadeur français avait pris la précaution de stipuler la clause qu'une des portes de la ville serait livrée aux Turcs dans les cinq jours suivants. La paix était conclue par l'entremise et sous la garantie de la France, ce qui rendait la ratification presque obligatoire¹.

Pendant que les troupes autrichiennes éprouvaient des revers et que l'empereur se voyait forcé de conclure une paix séparée, les armées de la tsarine avaient eu beaucoup plus de chance. Dès que le mauvais temps cessa, à la fin de juillet, Munich fit avancer ses troupes vers le territoire ottoman, en s'appuyant sur deux forteresses : Khotin au nord et Bender² au sud. C'est ainsi qu'il put refouler les troupes ottomanes, franchir le Pruth et entrer triomphalement à Jassy, pour effacer, se vanta-t-il, la honte de Pierre le Grand. Mais toutes ces victoires ne pouvaient plus être utiles à l'Autriche et les tentatives que son gouvernement fit, pour retarder la signature de la paix définitive, n'aboutirent à rien : la France veillait. La Russie restée seule en face des Turcs, et craignant une attaque de la Suède, s'empressa d'arriver à la conclusion de la paix.

Le traité signé le 16 septembre 1739 à Belgrade, après d'âpres discussions au sujet d'Azof, prononçait la démolition des fortifications de cette ville, dont les dépendances devaient rester inhabitées ; en retour, il était permis à la Russie de construire une forteresse sur le Don et une autre sur la frontière du Kouban vers Azof ; Taganrog restait démolie, comme elle l'était ; enfin, ce qui est la plus importante disposition, la Russie ne pourrait plus construire et avoir des

¹ Vandal, 387-388 ; Mischeff, 102 ; Noradounghian, I, 243-253.

² Celle-ci prise après la chute d'Oczakow.

navires dans aucun port, ni sur la mer Noire, ni même sur la mer d'Azof ¹.

Dans l'ensemble, le nouveau traité de paix était pour la Russie beaucoup plus dur que ne fut le traité imposé à Pierre le Grand, après la défaite de Pruth. Malgré les victoires incontestables que les armées russes avaient remportées au cours de cette campagne qui aboutit à la paix de Belgrade et malgré la force imposante de la Russie par rapport à la Turquie, l'empire des tsars était refoulé cette fois de la mer Noire par la jalousie d'une des puissances occidentales. Nous avons vu que l'ambassadeur français ne se proposait qu'un seul but : empêcher les Russes d'obtenir la liberté de navigation ; il y réussit à merveille.

La Russie n'eut pas de motif de mécontentement, bien au contraire. La tsarine Anna Ivanovna témoigna sa reconnaissance envers de Villeneuve pour la médiation de la paix, en lui offrant quinze mille thalers ; il ne voulut accepter que la croix de Saint-André ².

Au cours du mois de mai de l'année suivante, de Villeneuve négocia de nouvelles capitulations avec l'empire ottoman. Il va de soi que, pour les services rendus à la Porte et grâce au prestige sans égal dont la France et son représentant jouissaient à Constantinople, le commerce français ait obtenu de nouveaux privilèges. Néanmoins, la mer Noire continua d'être fermée à la navigation étrangère et même le pavillon français ne put obtenir aucune faveur. Il paraît que de Villeneuve avait fait l'impossible pour obtenir la faculté de navigation sur l'Euxin, ne fût-ce qu'une fois par an et en limitant le nombre des navires à six, mais les Turcs refusèrent de l'accorder ³. Le résident Obriéscoff, qui avait succédé à Wichniakow, cite un exemple éloquent de l'obstination turque à ce sujet. De Villeneuve avait offert à la Porte l'occasion de profiter de la présence des navires français à Constantinople, pour les employer au transport d'armes et de munitions en Crimée, pendant la campagne de 1738. Malgré l'opportunité de l'offre, la Turquie n'avait pas voulu en user, par crainte d'établir un précédent qui rendrait plus tard extrêmement difficile le refus de la navigation aux amis et aux alliés de la Turquie ⁴.

¹ Noradounghian, I, 258-265. Nous passons sous silence les dispositions secondaires.

² Rambaud, 435.

³ Mischeff, 105-106 en note.

⁴ *Ibid.*, loc. cit.

CHAPITRE II

LES SUCCÈS DE LA POLITIQUE RUSSE DURANT LES
COMPLICATIONS INTERNATIONALES

La paix de Belgrade fut suivie pendant un quart de siècle environ d'une sorte de trêve dans la question d'Orient.

D'autres problèmes agitèrent l'Europe entière et troublèrent sa vie : les Turcs étaient oubliés et peut-être n'avaient-ils pas de motif de s'en plaindre.

La guerre de la succession d'Autriche éclata en 1742. La France, tout en étant intéressée à abattre sa rivale, n'oubliait pas le traditionnel système politique dans la question orientale : Suède-Pologne-Turquie pour contenir la Russie.

L'empire des tsars qui, depuis Pierre le Grand, désirait une entente avec la France, fit de nouvelles tentatives en ce sens, immédiatement après la paix de Belgrade, mais également sans succès.

En attendant, la tsarine Elisabeth avait les mains libres en Pologne, comme en Turquie. Au cours des six années de neutralité, malgré les appels réitérés des deux parties en lutte, la Russie s'assura une sorte d'hégémonie en Pologne et créa la nouvelle Serbie sur les rivages de la mer Noire. Les réfugiés serbes, tant de Turquie que de Hongrie, étaient bien reçus dans la Russie méridionale, qu'ils allaient mettre en valeur¹ et transformer de désert en grenier.

C'est seulement en 1746 qu'Elisabeth se décida pour l'Autriche et renouvela l'alliance de 1726², après qu'elle connut par une dépêche interceptée l'opinion qu'avait la France d'elle-même et de son État. Mais le parti pris par la Russie ne lui tenait pas trop à cœur. A peine deux ans plus tard, trente mille Russes, sous Repnine, traversèrent l'Allemagne et prirent position sur le Rhin : ils rentrèrent sans avoir tiré un

¹ E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, Paris, 1892, t. I, p. 411-412.

² G. F. de Martens, *Supplément au recueil des principaux traités conclus par les puissances d'Europe*, Göttingue, 1802, t. I, p. 272-282.

coup de fusil. Néanmoins, leur intervention contribua à hâter la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle¹.

L'accroissement de la Prusse commençait à devenir inquiétant pour la Russie, dont la tactique politique a toujours été d'affaiblir ses voisins par tous les moyens et de ne pas permettre leur consolidation. Dès 1744, Bestoujeff, qui était l'adversaire décidé de l'amitié française, proclamait que la Prusse était plus dangereuse que la France « à cause du voisinage et de l'accroissement nouveau de ses forces ». Frédéric II, qui venait d'enlever la Silésie à l'Autriche, avait triplé presque l'effectif de son armée, s'était constitué un trésor de guerre, convoitait le Hanovre et la Courlande et visait au démembrement de la Pologne². La nécessité de réduire les forces du roi de Prusse semblait être le premier devoir de la Russie.

Dans la guerre qui devait éclater, on croyait à Pétersbourg que la Prusse serait l'alliée de la France contre l'Autriche et l'Angleterre. Toutes les prévisions humaines furent déjouées : le comte de Kaunitz, le chancelier autrichien, suspendit le cours d'une rivalité séculaire entre la maison de France et la maison d'Autriche, pour lui substituer une alliance dirigée contre les adversaires respectifs de ces deux maisons, l'Angleterre et la Prusse (1756). Celle-ci avait pris le parti de l'Angleterre dans sa guerre contre la France et l'Espagne, tandis que la Russie se tourna contre la Prusse. La guerre de sept ans, qui commença en 1757, aurait dû finir par le partage du royaume de Frédéric II et le remaniement de la carte d'Europe, car la coalition était trop forte pour lui résister jusqu'au bout. C'est la défection de la Russie qui sauva le roi de Prusse. Pierre III, le nouveau tsar, successeur d'Elisabeth, était un admirateur fervent de Frédéric II : il retira ses troupes de la coalition, restitua la province prise par la tsarine et signa un traité de paix et d'amitié avec promesse d'alliance, le 5 mai 1762³. Même les troupes russes qui combattaient naguère les Prussiens, se joignirent à eux contre l'Autriche⁴. Au cours de l'année suivante, la retraite des troupes russes détermina la paix : la Prusse gagnait définitivement la Silésie, tandis que l'Angleterre fondait son empire colonial et s'assurait la maîtrise des mers. Par cette

¹ Rambaud, 442.

² *Ibid.*, 443.

³ A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, Paris, 1889, p. 4-3.

⁴ Rambaud, 454.

paix l'Espagne perdit son empire colonial et la France les Indes ¹.

Le règne de Pierre III, petit-fils de Pierre le Grand, fut plutôt un incident, car, en 1762 même, la tsarine Catherine, une princesse allemande d'Anhalt, par un coup d'audace bien préparé, déposa le tsar et s'empara du pouvoir. Quatre jours après, Pierre III mourut à Ropcha, endroit où il avait été déporté, d'une mort qui probablement n'a pas été naturelle ².

Son origine allemande, ainsi que les circonstances de son avènement au trône, imposaient à Catherine II une lourde charge pour se faire accepter par tous et pour tout faire oublier. Dès le commencement, elle se montra une zélée souveraine orthodoxe, s'entoura d'auxiliaires distingués, dont quelques-uns furent ses favoris, et entreprit de sérieuses réformes dans l'armée, dans l'administration et dans la justice ³. Quant à la politique extérieure, elle voulut se montrer plus russe qu'elle n'était, en revenant à la tradition de Pierre le Grand, trop oubliée pendant les dernières années.

Au cours du règne d'Elisabeth, plusieurs tentatives furent faites pour obtenir, par voie diplomatique seulement, la liberté de navigation dans la mer Noire ; profitant ensuite de l'alliance avec la France contre Frédéric II, la Russie essaya encore une fois, par l'intervention de la diplomatie française à Constantinople, d'obtenir la même faveur, mais sans plus de succès ⁴. Ces tentatives furent renouvelées au commencement du règne de Catherine et, comme les Turcs ne semblaient pas du tout disposés à changer d'idée quant à la fermeture de la mer Noire, on arriva à la conclusion qu'il fallait essayer d'autres moyens. Seulement, il fallait avoir de la patience : attendre et se préparer longuement en vue du grand coup.

L'éventualité de la mort du roi de Pologne était déjà envisagée et deux partis se disputaient le pouvoir à Varsovie avant que la succession fût ouverte. La candidature du prince du Saxe était cette fois agréée par la France et l'Autriche contre Stanislas Poniatowski qui avait le concours de

¹ Bourgeois, I, 329-330, 370-374, 423.

² Rambaud, 457.

³ *Ibid.*, 475 et suiv.

⁴ Mischeff, 111-112.

la Russie et de Frédéric II, car la Saxe était la vieille rivale de la Prusse. A la mort d'Auguste III, l'élection se fit sous la protection des baïonnettes russes, parce que le parti des Czartoryski avait appelé les armées de Catherine II pour chasser leurs ennemis ; c'est de cette façon que Poniatowski, ancien favori de la tsarine, fut élu en septembre 1764¹. Tous les efforts de l'ambassadeur français de Vergennes et de l'internonce d'Autriche à Constantinople, pour intéresser les Turcs à l'élection du roi de Pologne, n'aboutirent à rien. La Porte ottomane, habituée à fonder son système de relations avec la France sur la rivalité séculaire de cette cour avec la maison d'Autriche, avait été déconcertée par l'alliance franco-autrichienne. La récente présence d'un représentant de la Prusse à Constantinople, ainsi que la perte de confiance dans la politique française, avaient contribué à convaincre les Turcs que la question de l'élection en Pologne ne les intéressait nullement².

Catherine et Frédéric s'étaient entendus sur deux points essentiels : revendiquer les droits des dissidents religieux et empêcher toute réforme de la constitution anarchique qui leur livrait la Pologne. En affectant de prendre en main la cause de la tolérance, ils firent oublier à l'opinion européenne qu'ils en voulaient à l'indépendance et à l'intégrité du pays³. Un traité conclu en février 1768 consacrait l'assujettissement de la Pologne : la Russie s'engageait à « conserver, défendre et assurer l'intégrité de la république » et à garantir la constitution avec le *liberum veto*. Quelques jours plus tard, les catholiques se soulevèrent et formèrent la confédération de Bar. La répression fut sans pitié : les Polonais, massacrèrent au nom de la foi, les soldats russes appelés au nom de la tolérance⁴. D'ailleurs, depuis plusieurs années, les armées russes avaient pris l'habitude de venir en Pologne et en connaissaient bien le chemin.

Les événements de Pologne allaient finir par fournir le prétexte d'une nouvelle guerre russo-turque. Depuis quelques années Catherine II avait commencé à envoyer dans les Balkans des agents pour agiter les chrétiens et leur faire espérer que l'heure de la libération était proche. Les Monté-

¹ Rambaud, 459-460.

² Sorel, 22-23.

³ Rambaud, 462.

⁴ Sorel, 24-25.

négrins, comme au temps de Pierre le Grand, prirent les choses au sérieux et en Octobre 1767 ils se soulevèrent sous la conduite d'un moine, sorte d'intrigant mystique que l'on nommait Stefano Piccolo. La fermentation gagna d'autres pays slaves et surtout la Bosnie ¹.

« Chez tous les souverains russes qui ont agité ces passions religieuses, de Pierre le Grand à Alexandre II, il est bien difficile de distinguer la sincérité religieuse de la politique de l'intérêt bien entendu, et il se cache en eux, en des proportions variables et parfois impossibles à déterminer, une variété très originale de machiavélisme ². » Les Turcs finirent par s'apercevoir de la concomittance entre ces troubles intérieurs et ce qui se passait en Pologne. Les efforts de l'ambassadeur français pour exciter leurs inquiétudes finirent bien cette fois. Des négociations fort aigres s'engagèrent au sujet du Monténégro entre la Porte et le résident russe Obriéskoff. Les Turcs réclamèrent ensuite l'évacuation de la Pologne par les troupes russes ; au lieu de cela, les soldats de la tsarine prirent Cracovie et poursuivirent des fuyards polonais jusqu'en territoire turc à Balta ³.

A la suite de cette violation de frontière, la coupe déborda : la tsarine ne daignant pas s'expliquer, le sultan lui déclara la guerre au commencement d'octobre 1768. Par un manifeste adressé aux puissances européennes, d'après les conseils de Vergennes, l'ambassadeur français, la Turquie déclarait prendre les armes pour la défense de l'indépendance de la Pologne. La rhétorique des chancelleries, dit Sorel, qui avait fait des Russes les défenseurs de la liberté de conscience, faisait des Turcs les champions de la liberté politique.

La déclaration de guerre surprit et déconcerta tout le monde puisque personne n'était préparé, ni les belligérants, ni les neutres. Les Turcs, qui étaient toujours en retard, malgré des conseils bienveillants, s'étaient cette fois emportés six mois trop tôt ⁴, de manière qu'ils donnèrent à la Russie le temps de se préparer. C'est à peine au printemps suivant que les hostilités commencèrent et se développèrent avec une extrême lenteur.

¹ Sorel, 27.

² E. Driault, *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1898, p. 51.

³ Rambaud, 466 ; Sorel, 28.

⁴ Sorel, 29.

Au mois de juillet, Galitsyne prit l'offensive, gagna une bataille sur le Dniester, auprès de Khotin, et s'empara de cette ville ; la retraite désordonnée des troupes ottomanes, prises de panique, lui ouvrit les principautés roumaines, qui furent occupées au cours d'une marche militaire¹. Ainsi se termina la campagne de 1769 à l'avantage inattendu des Russes, malgré què les deux armées se valaient, d'après la boutade du Grand Frédéric, qui comparait plus tard cette guerre à une lutte entre borgnes et aveugles². L'année suivante, le successeur de Galitsyne, Roumiantzof, battit le khan des Tatares et remporta une remarquable victoire autour de Kagoul ; ensuite il occupa Bender, Akkermân et Ismaïla et pénétra en Bulgarie. En même temps l'armée du prince Dolgorouki, qui opérait sur un autre front, prit Azof et Taganrog et mit en déroute les combattants des deux Kabardahs. Ayant rempli sa mission du côté du Caucase, il se retourna vers la Crimée, força les lignes de Pérékop et conquît toute la presqu'île³.

D'autres diversions devaient compléter cette œuvre inespérée. Il fallait profiter du mécontentement des chrétiens de Turquie, que la tsarine avait excités au cours des dernières années par ses agents. Dès le commencement de la guerre une flotte avait été préparée à Cronstadt et elle partit aussitôt pour l'Égée, sous la direction de l'amiral Spiridoff. Une deuxième et une troisième escadre, commandées par les amiraux Elphinston et Arph, suivirent avec la même destination. Le commandant en chef, le prince Alexis Orloff, qui se trouvait en Italie, rejoignit la première escadre dans la Méditerranée et commença une action sur les côtes de la Grèce, dont la population se souleva pleine d'enthousiasme. Mais l'insurrection échoua, car les contingents grecs manquaient d'instruction et de discipline et les troupes russes débarquées étaient insuffisantes. Orloff dut rembarquer ses hommes et quitter les côtes grecques en face des forces supérieures envoyées par les Turcs. La répression sanglante qui s'ensuivit porta au comble la désillusion des Grecs, qui s'indignèrent contre ce qu'ils appelaient « la fuite des Russes ». Au lieu de leur apporter la liberté promise, la tsarine livrait les populations grecques à la vengeance du sultan⁴. La

¹ Rambaud, *loc. cit.*

² Sorel, 56-57.

³ Rambaud, 467.

⁴ Driault, 53

grande Catherine était, heureusement, philosophe : elle conclut que les Grecs n'étaient pas mûrs pour la liberté. « Les Grecs, les Spartiates ont bien dégénéré, écrivait-elle à Voltaire ; ils aiment la rapine mieux que la liberté. Ils sont à jamais perdus s'ils ne profitent point des dispositions et des conseils du héros que je leur ai envoyé ¹. »

La flotte russe alla livrer bataille à la flotte ottomane : la victoire de la rade de Chios fut complétée par l'anéantissement complet des forces turques dans le port de Tchesmé à l'aide de brûlots conduits par l'Anglais Dugdale. A Constantinople la terreur commençait à régner : on voyait déjà les Russes dans le Bosphore. Orloff s'empara des îles, mais il lui manqua la hardiesse de profiter du désarroi général pour forcer les Dardanelles et imposer la paix. Le baron de Tott s'employa à relever le courage du sultan et du peuple, à exercer les soldats et à fortifier le détroit ; la flotte russe voulut ensuite passer les Dardanelles, mais c'était trop tard. Elle se contenta donc de surveiller l'entrée du détroit, conformément aux ordres de Pétersbourg, afin de couper le ravitaillement de Constantinople et de forcer les Turcs à demander la paix ².

En Russie, on commençait à penser aux conditions de la future paix qui devait être imposée à la Turquie. La guerre avait eu des résultats au-dessus de toute attente : l'empire ottoman était refoulé de partout et le jour de son expulsion d'Europe paraissait proche. Instruits par l'exemple des campagnes précédentes, qui avaient peu rapporté à cause de l'intervention des puissances, les Russes voulaient éviter toute médiation et traiter directement avec la Turquie. Orloff engageait vivement Catherine à entamer vite des pourparlers avec la Turquie afin de mettre les puissances en face du fait accompli ³.

Le conseil d'empire se réunit en septembre 1770 pour envisager les conditions de la paix. Sur la proposition du comte Panine et après mûre réflexion, on tomba d'accord pour un projet portant sur trois ordres d'idées. D'abord, l'annexion des deux Kabardah, la cession de la ville d'Azof avec le territoire environnant et la reconnaissance par les deux belligérants de l'indépendance des Tatares, si on ne

¹ Sorel, 91.

² Mischeff, 131.

³ L'analyse de l'étude de Gigareff, p. 290.

pouvait obtenir l'annexion de leur territoire. Ainsi, espérait-on, les moyens de nuire de la Turquie seraient réduits à néant pour l'avenir. En seconde ligne venait la demande d'une indemnité de vingt-cinq millions de roubles; pour le cas où le trésor turc ne serait pas en état de supporter une telle charge, et on s'en doutait fort, le conseil avait décidé de demander l'occupation temporaire des principautés roumaines. Une variante à cette condition était aussi envisagée : renonciation tant à l'indemnité qu'à l'occupation sous la réserve toutefois que la Turquie reconnût l'indépendance pleine et entière des deux principautés. En troisième ligne, le conseil prit des décisions catégoriques, *ne varietur*, pour imposer la liberté de navigation sur la mer Noire. Sur ce point, aucune transaction n'était admissible; il fallait obtenir non seulement l'entière liberté de naviguer, mais aussi les mêmes droits et privilèges pour le commerce russe que pour les autres nations les plus favorisées, disait-on dans les instructions au prince Alexis Orloff ¹.

Les victoires de la Russie avaient produit une grande impression en Europe et il ne pouvait être admissible que la guerre restât un tête-à-tête entre les belligérants. Les intérêts variés qui étaient engagés en Orient, soit du côté des Turcs, soit contre eux, ne pouvaient laisser l'Europe impassible.

La France, qui avait poussé les Turcs à la guerre et désirait ensuite son prolongement afin que la Russie fût épuisée ², eut enfin un moment la velléité d'intervenir. C'est alors que le sultan lui proposa une alliance, chose qui ne fut point acceptée. En effet, depuis la paix de 1763, la France vaincue et humiliée par l'Angleterre, repliée sur elle-même, n'avait plus le courage de prendre des initiatives. Malgré les intérêts français dans le Levant et l'hostilité traditionnelle de la France contre les ambitions russes en Orient, cette fois la Russie jouissait de la neutralité bienveillante de l'Angleterre. Une action française à côté des Turcs aurait pu donner lieu à un nouveau conflit avec l'ennemie d'hier. L'ambassadeur anglais Murray avait à son tour essayé d'amener les Turcs à invoquer la médiation de l'Angleterre. Il reçut la réponse pleine de bon sens qu'une telle médiation semblait extraordinaire tant que la Grande-Bretagne avait des vaisseaux et des officiers dans la flotte russe ³.

¹ Mischeff, 144-149.

² *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, t. IX, la Russie, deuxième partie, p. 267.

³ Sorel, 99-100.

L'Autriche jetait autour d'elle, au delà de ses frontières, des regards de convoitise et d'effroi. En février 1769, elle mit la main sur le comté de Zips, au Sud de la Galicie, sous prétexte qu'il avait appartenu à la Hongrie ¹. Mais quand elle vit les Russes installés sur les bords de la mer Noire et en même temps maîtres du bas-Danube, par suite de l'occupation des principautés, elle s'effraya de la rupture de l'équilibre oriental. Il fallait agir vite pendant qu'il était encore temps. Le chancelier Kaunitz dit au prince Galitsyne : « Je vous conseille de terminer cette guerre, car vos affaires prennent une tournure trop sérieuse pour la cour autrichienne, qui ne peut rester longtemps simple spectatrice. ² » Malgré la campagne récente qui avait fini par la perte de la Silésie, et malgré l'alliance de Frédéric avec Catherine, conclue après la paix de 1763, l'Autriche se rapprocha de la Prusse. En face d'un grave danger, on oubliait les vieilles rancunes : Frédéric ne demandait pas mieux que de poursuivre une conquête longuement méditée.

Après que la Turquie eut demandé la médiation de la Prusse et de l'Autriche, Frédéric fit des ouvertures à Pétersbourg en vue de la paix ; la tsarine ordonna d'engager des négociations directes et répondit qu'elle n'acceptait que les bons offices de la Prusse. Mais, dès que Frédéric eut, en toute discrétion, connaissance des conditions de la Russie, l'inquiétude autrichienne, manifestée à la nouvelle des premières victoires russes, prit une forme aiguë. La cour de Vienne ordonna immédiatement des mesures militaires et en même temps sa diplomatie arriva en juillet 1771 à un traité d'alliance avec la Turquie. Les propositions de partage de la Pologne rencontrèrent d'abord un mauvais accueil à Pétersbourg ³ ; ensuite, sous la pression des circonstances et par crainte des difficultés avec l'Autriche, la tsarine se décida à accepter les offres de Frédéric, afin d'avoir son concours contre la cour de Vienne. Pour réussir, il restait encore à la Prusse à vaincre les difficultés de l'autre côté. L'Autriche ne voulait pas consentir au partage pour éviter un nouvel accroissement de la Russie jusqu'à ses frontières et aussi pour éviter un voisinage direct avec les Tatares ; enfin, parce qu'elle ne pouvait consentir, à cause de ses relations avec la cour de Versailles, à un partage tout à fait contraire au sys-

¹ Bourgeois, I, 435.

² Gigareff, 293.

³ Chose naturelle, la Russie ayant une situation qui lui assurait la Pologne toute entière, au lieu d'une partie.

tème politique français. Grâce à sa situation d'allié de la Russie, Frédéric put déterminer l'Autriche à adopter son point de vue, de la même façon qu'il avait su inspirer des craintes à la tsarine par son récent rapprochement avec la cour de Vienne. C'est par un jeu habile, en opposant l'une à l'autre, la Russie et l'Autriche, dont les intérêts et les ambitions en Orient étaient inconciliables, que Frédéric aboutit à les mettre d'accord pour le partage de la Pologne et à se réserver pour lui la part du médiateur ¹.

Le démembrement fut régularisé entre la Prusse et la Russie par le traité du 15 janvier 1772, auquel l'Autriche adhéra en août. La Russie à son tour renonçait à la première condition de paix concernant les principautés roumaines.

La Turquie abandonnée par tout le monde dut céder : l'armistice fut signé à Giurgevo en mai et peu de temps ensuite la conférence de la paix s'ouvrait à Fokchani. Dès la première séance, les difficultés surgirent au sujet de l'indépendance tatare : la Russie la voulait complète, tandis que les Turcs désiraient avoir en permanence une sorte de contrôle, au moins d'un caractère religieux. A la quatrième conférence, les délégués se séparèrent sans pouvoir arriver à une entente. La rupture des négociations produisit une mauvaise impression à Pétersbourg : on était inquiet sur les causes qui donnaient lieu à la résistance ottomane et d'autre part les événements de Suède n'étaient pas rassurants. A coup sûr, la diplomatie française s'employait à Constantinople à accentuer l'intransigeance turque et à Stockholm à préparer une diversion², conformément aux vues indiquées ci-dessus. Et la méfiance commençait à se faire jour parmi les Russes envers l'attitude des ambassadeurs de la Prusse et de l'Autriche à Constantinople, Zegelin et Thugut, qui avaient justement le rôle de soutenir les conditions russes. En effet, Thugut, conformément aux instructions de son gouvernement, se tenait à l'écart des négociations afin d'éviter une intervention qui aurait pu irriter à la fois le sultan et la Russie ; tandis que par une sage abstention, on espérait obtenir plus tard, de l'une ou de l'autre, peut-être même des deux parties, un nouveau bénéfice³.

¹ Sorel, 122-192.

² Mischeff, 164-170.

³ Sorel, 244-245.

Une correspondance s'établit bientôt entre le grand-vizir et le général Roumiantzof et une prolongation d'armistice s'ensuivit. Les négociations de paix furent cette fois reprises à Bucarest, à peine vers la fin du mois d'octobre. Des deux côtés les délégués semblaient être dans de meilleures dispositions pour aboutir à la conclusion de la paix. Mais de nouvelles difficultés surgirent, car les Russes avaient augmenté leurs prétentions. Ils exigeaient, outre la libre navigation dans la mer Noire et l'indépendance des Tatares, la reconnaissance de leur droit à garantir cette indépendance, la cession de Kertch, d'Yénikalé et de Kinbourn, le démantèlement d'Oczakow et, enfin, un droit de protection sur les sujets du sultan qui professaient la religion grecque.

Les Turcs acceptaient tout, sauf la cession de Kertch et d'Yénikalé, qui livrait la mer aux Russes et leur permettait de construire une flotte et de la lancer contre la capitale de l'empire. Ils offrirent aux Russes de leur racheter la renonciation à ces deux places et reçurent en réponse une proposition semblable pour leur cession¹.

Sur ces entrefaites, les hostilités reprirent. La tsarine ordonna à Roumiantzof de remporter la victoire à tout prix et d'une manière décisive cette fois : le 13 juin 1773, le général traversa le Danube et échoua devant Silistrie. Si le grand-vizir avait été plus actif, il aurait pu infliger une grave défaite aux Russes, mais par son inaction il permit à ceux-ci de repasser le fleuve. Pendant les mois suivants, les opérations languirent et les Russes purent préparer une nouvelle campagne. L'avènement du sultan Abdul Hamid qui ne respirait que la guerre, en janvier 1774, après la mort de Mustapha, donna impulsion à l'action militaire. Roumiantzof franchit de nouveau le Danube, défit les corps détachés des Turcs et ensuite leur avant-garde à Bazardjik en juin, tourna le gros de l'armée du grand-vizir et l'investit à Choumla².

Une seule victoire aurait pu ouvrir la route de Constantinople aux armées russes. Le grand-vizir se rendit compte de la situation et évita le désastre : ses plénipotentiaires se présentèrent le 10 juillet au quartier général de Roumiantzof et, séance tenante, en quatre heures, la paix fut convenue. Onze jours plus tard, la première et la plus célèbre des grandes

¹ Sorel, 250.

² *Ibid.*, 252, 259 ; Rambaud, 469.

transactions entre la Russie et la Turquie, était signée à Koutchouk-Kaïnardji¹.

L'indépendance complète des Tatares, qui avait provoqué la première rupture des négociations, était reconnue sans réserve aucune par le sultan. La demande de cession à la Russie de Kertch, d'Yénikalé et de Kinbourn était aussi pleinement satisfaite, malgré qu'elle eût donné lieu à la seconde rupture.

Quant à la navigation russe dans la mer Noire, elle était accordée sans réserve par le sultan : « pour l'avantage commun et réciproque des deux empires, on établira une navigation libre et non interrompue pour les bâtiments et vaisseaux marchands appartenant aux deux puissances contractantes sur toutes les mers qui baignent leurs États ». Malgré l'expression « non interrompue » la question du libre passage des bâtiments russes à travers les détroits n'est pas suffisamment élucidée dans le texte français du traité, et cela d'autant plus qu'on parle ensuite du libre passage, dans les ports turcs et en tous lieux, « absolument de la même manière dont en jouissent les autres puissances, dans le commerce qu'elles font de la mer Noire à la mer Blanche et réciproquement ».

Or, nous savons qu'à cette époque les autres puissances n'avaient que la liberté de commercer dans la mer Noire; quant à la navigation, elle devait se faire sur des bâtiments turcs, conformément à l'ancienne règle de l'empire ottoman pour la fermeture de cette mer à toute navigation étrangère.

Le texte russe du traité de 1774 est beaucoup plus clair et ne se prête pas à l'équivoque. Il dit que la Sublime Porte accorde la liberté de passage à travers les détroits « à ces vaisseaux seulement qui sont exactement pareils aux vaisseaux que les autres puissances emploient dans le commerce qu'elles font avec ses ports (de la Sublime Porte) et partout ailleurs² ». La convention explicative du traité de Koutchouk-Kaïnardji, conclue en 1779, à l'occasion d'un conflit pour la Crimée, confirme le texte russe par son article six³.

Enfin, par la même paix, la tsarine obtenait le droit de parler en faveur des principautés roumaines auprès de la Porte et de faire des représentations en faveur de l'Eglise

¹ Sorel, 260. Voir le texte dans Noradounghian, I, 319-334.

² Les traités de la Russie (en russe) de Jousséfovitch, cité par Mischeff, 185, note.

³ Noradounghian, I, 342.

grecque de Constantinople et de ses desservants. C'est par ces stipulations, habilement disséminées, je dirais même dissimulées dans les divers articles du traité¹ que la Russie s'ouvrit la voie pour intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie. Comme nous l'avons vu pour la Pologne, l'empire des tsars poursuivait en Turquie aussi « le même dessein de domination et il en préparait le succès par les mêmes moyens. Diviser pour régner, troubler pour assujettir, se faire un parti dans l'État et se faire attribuer par l'État le droit d'intervenir en faveur de ce parti, c'était la même politique à Varsovie et à Constantinople. Elle devenait la garante de l'indépendance des Tatares et des privilèges des Moldaves et des Valaques, comme elle avait été la garante de la constitution polonaise et du *liberum veto* ² ».

Malgré l'évidence du but, des publicistes russes sont allés avec la hardiesse de l'interprétation juridique jusqu'à déduire pour la Russie de ces stipulations un « droit moral et juridique » d'intervention dans les affaires intérieures de la Turquie et à lui attribuer une « mission civilisatrice générale » au profit de toutes les populations chrétiennes soumises au joug musulman³. Heureusement, l'Europe occidentale, renseignée à temps par ce qui s'était passé avec la Pologne prit les dispositions salutaires pour que le « droit moral et juridique » de la Russie ne produise pas ses effets de civilisation générale parmi les peuples balkaniques libérés de la domination turque.

A peine la paix avait-elle été rétablie en 1774 que de nouveaux conflits la menaçaient. Catherine ne s'endormit pas sur les beaux succès remportés, au contraire, elle songea à d'autres. Avant la conclusion du traité de Koutchouk-Kaïnardji, Potemkine lui présenta un grand plan pour l'expulsion des Turcs de l'Europe et la création à sa place d'un empire grec ayant à sa tête un grand-duc russe⁴.

En attendant la réalisation du projet grec, l'impératrice continuait à appliquer fidèlement le principe d'intervention dans les affaires intérieures de ses voisins. En 1775 même,

¹ P. ex., le dixième alinéa de l'art. 16, ainsi que la fin de l'art. 7.

² Sorel, 263.

³ F. Martens, *Étude historique sur la politique russe dans la question d'Orient*, dans la *Revue de dr. intern. et de législation comparée*, Gand, 1877, t. IX, p. 60 et 77.

⁴ Gigareff, 296.

le khan tatar Sahib-Gueraï, partisan des Russes ¹, avait été renversé et remplacé par Devlet-Gueraï. La Russie souleva toute de suite un autre compétiteur, Chahyn, et lui fournit les moyens pour battre Devlet et s'installer à sa place. Le sultan fit des difficultés à l'occasion de l'investiture et d'autre part Chahyn voulut introduire des réformes à l'européenne : les Tatares se soulevèrent contre leur khan et massacrèrent les Russes dispersés dans la Crimée et le Kouban. Un nouveau khan, Bakhty-Gueraï, agréé par la Porte et avec l'appui d'une petite escadre ottomane, vint occuper le port de Balaklava. Les Russes entrèrent aussitôt dans la presque île, battirent les partisans du nouveau khan, enlevèrent Caffa, Kozlof et Balaklava et ravitaillèrent l'armée de Chahyn. C'est ainsi que celui-ci put vaincre un nouveau prétendant, Sélym, auquel la Porte venait d'accorder l'investiture. Catherine, pour en finir, fit signifier au sultan que le refus de reconnaître Chahyn équivaldrait à une déclaration de guerre.

Les ministres turcs étant disposés à la guerre, une armée fut concentrée aux environs de Khotin, tandis que la flotte ottomane entra dans la mer Noire; l'Autriche, pour occuper la Russie au moment où s'ouvrait la succession de Bavière, poussait la Turquie à la résistance. La Russie à son tour concentrait des troupes dans le Midi et en Crimée. La guerre semblait imminente. C'est grâce à l'intervention de la France, qui autrefois armait les Turcs, que les choses purent s'arranger. L'ambassadeur de Saint-Priest parvint à obtenir la réunion à Aïn-Ehli-Qâvâq, sur le Bosphore, d'une conférence qui aboutit en mai 1779 à la convention explicative du traité de Kaïnardji ². En France, on connaissait trop la faiblesse de la Turquie pour ne pas lui épargner un nouveau désastre.

Au cours de la même année, naquit le second petit-fils de Catherine. Il reçut le nom de Constantin et fut entouré d'une suite grecque. En même temps, la tsarine fonda un corps de cadets à Pétersbourg pour les enfants grecs et fit frapper des médailles commémoratives de la conquête de la Turquie ³. Le projet grec recevait ainsi un commencement d'exécution, au moins en ce qui concerne la partie la plus facile de la besogne. L'année suivante, l'empereur d'Autriche, Joseph II, fit un voyage en Russie : au cours de l'entrevue avec Catherine à

¹ On voit que l'influence russe allait vite, car l'indépendance des Tatares n'avait été proclamée que l'année précédente !

² *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France*, déjà cité, p. 340-344. Quant au texte de la convention, v. Noradounghian, I, 338-344.

³ L'analyse de l'étude de Gigareff.

Mohilef, on discuta un projet de partage de l'empire ottoman. La politique de Frédéric avait réveillé des méfiances et donné lieu à un nouveau rapprochement austro-russe¹, qui fut consacré par le traité secret d'alliance défensive de 1781².

La Turquie, inquiète du rapprochement, suscita de nouveaux troubles dans le Kouban, dans le pays de Nogaïs et en Crimée. En juin 1782, Chahyn khan, forcé de lutter contre l'insurrection de ses deux frères, fit de nouveau appel aux Russes.

Presque à la même époque, le grand-duc héritier, le futur Paul I^{er}, se trouvait en voyage à Paris avec sa femme : ce fut le sceau de la réconciliation entre les deux cours.

Catherine se décida à répondre à l'appel de Chahyn et, au moment où ses troupes allaient passer la frontière, elle publiait un manifeste portant que « le maintien de la paix avec la Porte exige que nous prévenions les attaques de nos ennemis » (Avril 1783.) La proclamation de l'annexion de la Crimée, de l'île de Taman et du Kouban, faillit de nouveau déchaîner la guerre. La France essaya de résister aux ambitions russes, mais ne fut secondée ni par l'Autriche, ni par la Prusse, ni par l'Angleterre. Au contraire même, tous ces pays se montraient favorables à la Russie. Le meilleur parti à prendre était d'éviter la guerre : l'ambassadeur de Saint-Priest s'employa encore une fois dans ce sens. Par la convention de paix et d'amitié signée à Constantinople le 8 janvier 1784, l'annexion fut reconnue. La tsarine offrit des présents et le cordon de St-André à l'ambassadeur français et seulement de froids remerciements à la cour de Versailles³.

La Russie recueillait ainsi le premier fruit du renouvellement de l'alliance traditionnelle avec l'Autriche.

Dès 1782, Catherine avait commencé à formuler le plan du partage de l'empire ottoman et à le présenter à son allié de Vienne. Le chancelier Kaunitz, qui avait fait et défait des alliances avec les Turcs pour gagner la Bukovine, sollicité de faire connaître son opinion, recommanda à l'empereur d'accepter⁴ la proposition de Catherine. Dans sa réponse à la

¹ D'autant plus que la Russie eut une attitude bienveillante au moment où l'Autriche se faisait céder la Bukovine.

² F. de Martens, *Recueil des traités et des conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, Pétersbourg, 1875, t. II, p. 107-116.

³ *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France*, p. 372-376. Le texte de la convention, dans Noradounghian, I, 377-378.

⁴ Attitude très naturelle de la part de Kaunitz, qui avait, lui aussi, formulé un plan de partage de la Turquie au moment où l'on discutait le partage de la Pologne. [F. de Martens, II, 98.]

tsarine, Joseph II conseillait de réserver aussi une part à la France, pour être sûr de sa neutralité, et il voulait lui assigner l'Égypte. Dans l'échange de vues entre les deux cours, il fut question de la création d'un empire grec à Constantinople ayant à sa tête le petit-fils de la tsarine et de la reconstitution de l'ancienne Dacie, comprenant la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie sous un souverain de rite grec. La Russie, désintéressée ne demandait rien pour elle, mais comme les deux États devaient être indépendants sous le règne des princes russes, il est facile de concevoir quel sort leur aurait été réservé. Joseph, moins désintéressé, et mécontent des premières offres de la tsarine, voulait la petite Valachie, les deux rives du Danube de Nicopolis jusqu'à Belgrade et de là tous les territoires compris dans une ligne droite et la plus courte possible dirigée vers la mer Adriatique, jusque et y compris le golfe de la Drina. Le tout équivalait à un fragment de la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine et le Monténégro¹. En outre, il demandait les possessions vénitiennes en Dalmatie. A la république de Venise, il fallait accorder en dédommagement la Morée, Candie et Chypre.

Mais jusqu'au moment du partage, l'Autriche eut soin d'obtenir les mêmes avantages que la Russie en ce qui concernait la navigation dans la mer Noire. Dans la convention de février 1784, il est dit que les sujets et marchands impériaux pourront librement « passer, pour cause de commerce, des rivières à la mer, et vice-versa, avec navires, pavillons et équipages autrichiens. » Cette disposition était l'abolition de l'ancienne défense d'entrer dans la mer Noire et de la règle du transbordement aux bouches du Danube sur des bâtiments turcs. Dans l'article suivant (7), il était question de la sortie vers la Méditerranée : « Le transit par les côtes, canaux, détroits de la domination ottomane, et nommément par le canal de la mer Noire, des sujets et marchands impériaux venant par mer ou par rivières sous pavillon impérial... sera libre et exempt de tout droit quelconque, à condition que les dits bâtiments marchands ne soient pas plus grands que ceux qui sont permis aux Russes². »

Catherine, une fois installée dans la Crimée, se mit à préparer de nouveaux succès, d'après son habitude de ne

¹ T.-G. Djuvara, *Cent projets de partage de la Turquie*, Paris, 1914, p. 299-304.

² Noradounghian, I, 379-382.

jamais s'endormir sur les victoires précédentes. Le gouvernement de la nouvelle acquisition fut confié à son favori, Potemkine, qui reçut le titre de prince de Tauride. On éleva un redoutable arsenal à Kherson, Sébastopol commençait à être bâti et une flotte russe faisait pour la première fois son apparition dans la mer Noire. Les agents de la tsarine avaient repris leur besogne d'agitation dans les provinces roumaines, slaves, grecques et jusqu'en Egypte¹. Toute cette activité inlassable n'était pas de nature à rassurer les Turcs : annexée pour la sécurité de son empire, d'après l'allégation de Catherine, la Crimée était devenue entre les mains des Russes une pointe offensive vers l'empire ottoman. Le voyage fait dans les pays du Midi pendant les premiers mois de 1787, l'appareil militaire qu'on déploya, les entrevues qu'elle y eut avec le roi de Pologne et l'empereur d'Autriche, venus à sa rencontre, et les arcs de triomphe décorés de la fameuse inscription « Chemin de Byzance »², finirent par effrayer et irriter la Porte et rendre en même temps évidentes aux autres puissances les ambitions russes.

La France fit des efforts pour calmer les Turcs, car elle se rendait compte de la faiblesse de son ancienne alliée, mais l'Angleterre et même la Prusse³ agissaient justement en sens contraire, toutes les deux ayant intérêt à occuper Catherine pendant les affaires de Hollande.

Quant à l'Angleterre, particulièrement, son changement d'attitude marquait une nouvelle étape dans sa politique orientale et avait encore une autre explication. Elle venait de perdre ses colonies d'Amérique et était ainsi forcée de chercher des compensations dans les Indes et dans le développement de son commerce en Orient. L'intégrité de l'empire ottoman, à qui la Russie et l'Autriche se proposaient de porter le coup mortel, était devenue pour l'Angleterre un dogme sacré.

Forte de cette nouvelle amitié, la Turquie pendant les dernières années avait réorganisé son armée et sa flotte avec l'espérance de reprendre la Crimée. Le voyage de la tsarine dans le Midi venait de lui fournir un prétexte. A peine Catherine était-elle rentrée à Tsarskoé-Sélo, que la Porte adressa

¹ Rambaud, 493.

² *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France*, p. 414; Rambaud, *loc. cit.*

³ La Porte ne manquait pas non plus d'encouragements de la part de la Suède.

un ultimatum au résident russe Boulgakof; on réclamait l'extradition du prince Mavrocordato ¹, la révocation des consuls russes à Jassy, Bucarest et Alexandrie, l'établissement de consuls turcs dans tous les ports et villes commerçantes de la Russie, l'abandon du protectorat sur la Géorgie, le droit de visite sur les vaisseaux russes qui sortiraient de la mer Noire et l'acceptation de commissaires ottomans en Crimée. Deux semaines plus tard, le 13 août, de nouvelles prétentions furent élevées en réponse à la résistance russe : Boulgakof était sommé de signer la restitution de la Crimée et l'annulation de toutes les conventions postérieures au traité de Kaïnardji et, sur son refus, envoyé aux Sept-Tours. Aussitôt après, l'armée turque entra en campagne ².

La Russie, prise au dépourvu, ne savait au juste que faire : Potemkine voulait évacuer la Crimée. D'autre part, Gustave III de Suède, après un ultimatum et sans attendre la réponse, se mit en marche contre la Livonie. La Prusse intriguait en Pologne pour se faire céder Dantzig, et s'engageait à faciliter aux Polonais la réforme de leur constitution.

Dans de telles circonstances Catherine fit preuve de virilité : sans perdre la tête, elle organisa partout des armées pour se tenir sur la défensive aux points menacés. Joseph II, conformément au traité d'alliance, vint à son secours par une diversion sur le Danube, mais il fut rejeté de Belgrade et vaincu à Temesvar.

La Révolution française, qui venait d'éclater en 1789, facilita de beaucoup la tâche de Catherine. Le roi de Suède, le premier, inquiet par les affaires de France et par un complot aristocratique de son pays, découragé par certains insuccès, signa la paix sur le pied du *statu quo*. Sur les autres fronts, Souvoroff remporta plusieurs victoires : il défendit Kinbourn, tenta contre Oczakow un assaut prématuré et ensuite, appuyé par les Autrichiens, battit les Turcs à Fokchani et sur le Rimnik; Potemkine à son tour prit Oczakow, Bender et occupa la Bessarabie. La place forte d'Ismail sur le Danube après une attaque infructueuse de Koutouzof, fut enlevée d'assaut par Souvoroff.

En 1790, la Prusse, sous l'influence de l'Angleterre, conclut avec la Turquie une alliance secrète, dirigée contre l'Au-

¹ L'hospodar de Moldavie qui s'était réfugié en Russie.

² L'analyse citée de l'étude de Gigareff; *Recueil des instructions*, p. 445; E. Bourgeois, II, 73.

triche et la Russie. En février de l'année suivante, la mort de Joseph II priva Catherine de l'appui autrichien. Le nouvel empereur Léopold ne partageait pas les vues de son frère dans la politique orientale : il signa en août la paix de Sistov¹, très avantageuse pour la Porte, car il lui rendait presque toutes les villes conquises.

Sans perdre courage, Catherine poursuivit la campagne² et les succès ne lui manquèrent pas.

En septembre, à l'occasion de la seconde bataille d'Yénikale, Ouchakof remportait, pour la première fois, une victoire navale russe dans la mer Noire et cinglait sur Varna pour couper au grand-vizir les communications avec Constantinople. Ce fait produisit une grande impression à la Porte, où l'on savait depuis le mois de mars, par l'entremise bienveillante de Frédéric II, que les Russes envisageaient une action ardée par mer, directement sur la capitale ottomane³.

Les armées de Catherine s'emparèrent ensuite de Kilia et d'Akkermân, ce qui rendit la Russie maîtresse des bouches du Danube, et repoussèrent encore une fois les Turcs à Matchine. Sur ces entrefaites, les dispositions pacifiques de la Porte s'accrochèrent, tandis que la tsarine éprouvait le besoin de porter son attention sur les affaires de France et de Pologne. En janvier 1792, la paix fut signée à Jassy. Malgré toutes les victoires et les sacrifices imposés par une campagne de cinq années, la Russie ne gardait qu'Oczakof, poussait sa frontière sur le littoral de la mer Noire du Kouban jusqu'au Dniester et obtenait la reconfirmation des anciennes stipulations concernant les principautés roumaines⁴.

Au point de vue des résultats, cette campagne fut la moins heureuse de tout le règne de Catherine. La tsarine s'en rendit compte dès le premier instant et quand la Révolution française éclata elle voulut profiter des circonstances et essaya d'intéresser la Prusse et l'Autriche aux affaires de France. « Je me casse la tête, disait-elle en 1791, pour trouver un moyen d'obliger les cours de Vienne et de Berlin à intervenir dans les affaires françaises ; j'ai beaucoup d'entre-

¹ Noradounghian, II, 6-13.

² Elle songea même à une expédition aux Indes pour porter un coup à l'Angleterre, qui lui barrait la route en Orient.

³ E. Laloy, *Les plans de Catherine II pour la conquête de Constantinople*, Paris, 1913, p. 1-3.

⁴ Rambaud, 494-496 ; l'analyse de Gigareff, 301-303 ; pour le traité de Jassy, v. Noradounghian, II, 16-21.

prises qui ne sont pas terminées et il faut qu'elles soient occupées pour ne pas me gêner ¹. » En effet les plus grands succès dans la lutte contre les Turcs avaient été obtenus par la tsarine au cours de la rivalité acharnée entre la France et l'Angleterre ; tandis que le changement dans la politique autrichienne et l'apparition de Frédéric II dans la question orientale avaient arrêté tout progrès russe. Il était, par conséquent, tout naturel que la Russie désirât des complications internationales, qui, détournant l'attention de l'Europe du côté de l'Orient, pussent laisser le champ libre à ses ambitions de conquête.

Les guerres de la Révolution française laissèrent en Orient toute liberté d'action à Catherine et hâtèrent le recul complet de la puissance suédoise.

Jusqu'à sa mort en novembre 1796, la grande tsarine ne cessa de penser et de parler du grand coup qui devait la rendre maîtresse de Constantinople ².

L'empire des tsars, après la mort de Catherine, était infiniment plus grand qu'elle ne l'avait trouvé. Depuis Ivan le Terrible, aucun règne ne fut plus riche en faits d'armes remarquables et surtout en acquisitions de nouveaux territoires. L'œuvre de Pierre le Grand avait été admirablement continuée par des conquêtes qui, au cours d'un siècle, depuis la mort de Catherine, n'ont pu être égalées.

L'avènement au trône de Paul I^{er} signifia un changement complet dans la politique russe.

Le nouveau tsar avait pu constater que les luttes incessantes, soutenues par Catherine au cours de son long et glorieux règne, avaient désorganisé l'armée, compromis les finances et épuisé le peuple. Pour consolider la Russie et lui assurer la situation acquise dans le concert européen par de si lourds sacrifices, Paul I^{er} se rendit compte dès le premier instant qu'il fallait changer de politique.

C'est ainsi seulement que peut s'expliquer l'inauguration pacifique de son règne.

Il chargea Kolytchef, envoyé extraordinaire à Berlin, de dire au roi de Prusse qu'il ne voulait ni conquête, ni agrandissement. Par une circulaire aux puissances, qu'il dicta personnellement au ministre des affaires étrangères, la Rus-

¹ Laloy, *loc. cit.*

² *Ibid.*, 5-16.

sie proclamait franchement son désir de paix après quarante années de guerres et, pour ces raisons, déclarait que son armée ne prendrait aucune part à la lutte contre la France. Néanmoins, ajoutait la circulaire, le tsar « n'en resterait pas moins en intime concert avec ses alliés pour s'opposer par tous les moyens possibles aux progrès de l'effrénée république française, qui menaçait l'Europe d'une subversion totale par la ruine des lois, des droits, des propriétés, de la religion et des mœurs ¹ ». Il refusa tout concours armé à l'Autriche et rappela l'escadre que Catherine avait adjointe à la flotte anglaise pour bloquer les côtes de France et de Hollande ².

Il est bien difficile de dire si le tsar voulait sincèrement la paix ou plutôt s'il la préférait parce que la Russie n'avait aucun intérêt à désirer la guerre et parce qu'elle devait reprendre haleine dans sa course conquérante des dernières années. Etant donné le caractère extrêmement tortueux de la politique russe, tel qu'il s'est révélé jusqu'ici et qu'il se montrera davantage au cours du siècle suivant, nous inclinons pour cette dernière supposition.

Il n'y a rien d'étonnant, somme toute, qu'un tsar pacifique, dans un pays d'autocratie, change complètement l'attitude politique de l'État dans le concert des puissances ; la chose serait surprenante dans un pays démocratique où tout changement demande du temps pour l'accomplissement de l'évolution nécessaire de l'opinion publique. Ce qui sera bien étonnant, ce sera le résultat que la Russie obtint auprès de la Turquie par sa politique de paix et de bon voisinage.

Il va de soi que la note diplomatique du tsar et la nouvelle de la politique pacifique russe durent produire une grande impression à Constantinople. Malgré la méfiance presque séculaire des Turcs envers leur voisin du Nord, méfiance qui souvent est une qualité des peuples d'Orient dans leurs relations réciproques, un rapprochement russo-turque dut suivre.

Les événements de la politique internationale ont favorablement agi dans ce sens.

Par la paix de Campo-Formio³, conclue entre la France et l'Autriche le 17 octobre 1797, la Russie se considérait directement menacée. En effet, le Directoire obtenait la ces-

¹ Rambaud, 513.

² *Ibid.*, 514.

³ G. F. de Martens, *Recueil des principaux traités conclus par les puissances de l'Europe*, Göttingue, 1801, t. VII, p. 208 et suiv.

sion des îles Ioniennes, ainsi que des autres possessions vénitiennes sur la côte albanaise, et acquérait de la sorte une position importante en Orient. L'ancienne amitié traditionnelle de la France et de la Turquie venait ainsi d'être renforcée par le fait que la puissance française en Orient se trouvait plus à même d'exercer son influence sur le Divan de Constantinople. Le sultan commençait à avoir plus de crainte que d'admiration pour la république¹. D'ailleurs, à partir du mois de juillet de la même année, la Turquie avait envoyé son premier représentant permanent à Paris². En Italie, Dombrowski était autorisé par le Directoire à organiser des légions polonaises, tandis que Panine à Berlin, interceptait une lettre adressée à l'envoyé de France dans laquelle il était question de la restauration de la Pologne sous un prince de Brandebourg. Paul I^{er} offrit un asile à Louis XVIII, chassé de Brunswick et l'installa dans le palais ducal de Mittau, en lui accordant deux cents mille roubles de pension³. Les froissements se multipliaient des deux côtés.

L'année suivante, la nouvelle d'une expédition française, qui se préparait mystérieusement à Toulon, causa une vive inquiétude en Russie. Dès le mois d'avril, le tsar ordonna de prendre des mesures de précaution dans les régions méridionales de l'empire, tant sur mer que sur terre, en vue de prévenir toute attaque. La Porte fut informée et rassurée que le tsar était prêt à employer sa flotte au secours de la Turquie, contre toute attaque éventuelle des Français. Enfin, on sut le véritable but de l'expédition : le 9 juin, la flotte partie de Toulon s'empara de l'île de Malte et, après y avoir laissé une garnison, fit voile vers l'Égypte. Au mois de juillet, on apprenait en Europe l'arrivée du général Bonaparte devant Alexandrie⁴.

On commençait à voir clair. L'Angleterre, directement menacée par l'attaque qui visait l'Inde, saisit tout de suite le parti qu'il y avait à prendre pour finir avec les hésitations de la Russie. Le tsar Paul, enthousiaste des anciens ordres de chevalerie et de celui de Malte en particulier, s'était fait décerner le titre de grand maître de Saint-Jean-de-Jérusalem au cours de l'année précédente et ainsi l'attaque française

¹ E. Driault, *La politique orientale de Napoléon*, Paris, 1904, p. 22.

² M. Herbette, *Une ambassade turque à Paris sous le Directoire*, dans la *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1904.

³ Rambaud, *loc. cit.*

⁴ *Ibid*, *loc. cit.*; Mischeff, 201-202.

contre Malte lui semblait être une atteinte à son prestige ; en même temps, il comprenait l'avantage politique qui pourrait sortir de l'attaque contre l'Égypte.

En effet, la Turquie, en état de paix et d'amitié avec la république, avait été surprise par l'action de Bonaparte et ne savait quel parti prendre. Les explications du chargé d'affaires français¹, d'après lequel l'attaque ne visait qu'au rétablissement du commerce français en Orient troublé par les Mamelouks et à la recherche d'une route vers l'Inde², eurent pour effet de maintenir la Porte dans l'indécision. Mais, ensuite, ces explications semblèrent insuffisantes. La destruction de l'escadre française à Aboukir par Nelson et, enfin, l'action cette fois concordante de la diplomatie russo-anglaise à Constantinople, finirent par avoir raison de toutes les réserves : le 1^{er} septembre, le Divan déclarait la guerre à la France³. Ainsi pour la première fois, après plus de deux siècles d'amitié et d'alliance, l'histoire devait enregistrer un conflit entre la France et la Turquie. Et la même cause, qui avait troublé la vieille amitié franco-turque, rapprochait deux adversaires séculaires : la Russie, attaquée à Malte, et la Turquie, en Égypte, liaient leur sort contre l'ennemi commun⁴.

A peine appelée, la flotte russe de la mer Noire, en attente près du Bosphore, vint mouiller en rade de Constantinople le 5 septembre, sous la direction de l'amiral Ouchakof. Deux conseils de guerre eurent aussitôt lieu à Constantinople, en présence de l'ambassadeur anglais et le plan d'action proposé par les Russes y fut accepté. Une expédition russo-turque fut décidée contre les possessions françaises en Orient acquises par la paix de Campo-Formio.

Les hostilités commencèrent avant même la signature de l'accord entre les nouveaux alliés⁵, car les Russes étaient pressés d'éloigner les Français de l'Orient et d'établir des précédents pour le passage de leurs vaisseaux de guerre à travers les détroits.

¹ L'ambassadeur, général du Bayet, était mort au cours de l'année précédente. [V. Andreossy, p. 205.]

² Jonquière, I, 323.

³ Rambaud, *loc. cit.* ; A. Thiers, *Histoire du consulat et de l'empire*, Paris, 1845, t. II, p. 92-93.

⁴ Juste à ce moment des révoltes de pachas et une insurrection des Serbes sous Karageorge, réclamant leur liberté, menaçaient également l'existence de la Turquie.

⁵ Mischeff, 204.

Ainsi le tsar pacifique se trouvait engagé dans la coalition contre la France.

Le traité d'alliance défensive entre l'empire ottoman et la Russie fut conclu à Constantinople le 23 décembre 1798 et ratifié au cours du mois suivant. Les deux parties se garantissaient réciproquement la possession de leurs États et s'engageaient à ne contracter aucune liaison qui pourrait causer le moindre préjudice à l'autre. L'article 10 prévoyait que, pendant la durée de la guerre commune, « les vaisseaux de guerre et les transports de munitions des puissances contractantes seront reçus sans difficulté dans les ports de l'une ou de l'autre », ce qui impliquait une certaine réserve pour l'avenir quant au passage de la flotte de guerre par les détroits. La durée de l'alliance était prévue pour huit ans. Quelques jours après, le 5 janvier, l'Angleterre « déjà liée à S. M. l'empereur de Russie par les liens de la plus stricte alliance » signait l'acte d'adhésion au traité russo-turc¹. L'alliance anglo-turque était conclue presque en mêmes termes que l'autre, sauf de légères modifications, et pour la même durée.

Une stipulation particulière de l'article 10 mérite d'être retenue : on prévoyait l'accord des deux parties sur les opérations les plus convenables « pour détruire le commerce (de l'ennemi) dans les mers du Levant et dans la Méditerranée ». Le 30 octobre de la même année, l'Angleterre obtenait², elle aussi, la liberté de navigation dans la mer Noire, comme la Russie et l'Autriche.

Les îles Ioniennes furent, les premières, libérées de la domination française par une expédition russo-turque : elles devinrent deux ans plus tard la république des Sept-Iles sous la protection du tsar et de la Turquie. Sur les autres fronts de la guerre, en Suisse, en Italie, les armées russes, sous la direction du général Souvoroff, rappelé d'exil, apportèrent un précieux concours aux coalisés.

Cette alliance d'intérêts passagers, alliance contre nature oserons-nous même dire en raison du grand nombre des intérêts contraires des différents coalisés, ne devait pas être de longue durée.

Dès que les armées de la république furent chassées de l'Italie, principalement par les armées russes, l'Autriche

¹ Les deux traités dans Noradounghian, II, 24-31.

² *Ibid.*, 35-36.

voulut s'y installer, tandis que le tsar désirait la restauration des maisons régnantes dans les différentes principautés italiennes¹.

L'Angleterre, par son action contre les Français à Malte et en Egypte, entendait prendre leur place et s'assurer une position prépondérante dans la Méditerranée², chose qui ne convenait pas non plus à la Russie. En effet, le tsar Paul avait raison de se dire qu'il n'avait pas pris part à la coalition pour substituer l'Autriche à la France en Italie et plus encore les Anglais aux Français dans la Méditerranée. Il entendait défendre l'intégrité de la Turquie pour conserver, à la Russie seulement, un morceau non partagé.

Dès que la Méditerranée orientale fut purgée de Français, aucun intérêt immédiat ne divisait plus la Russie et la France. Le premier consul eut l'habileté de rendre sans rançon les quelques milliers de prisonniers russes qui se trouvaient en France, après que l'Angleterre et l'Autriche eussent refusé l'échange de leurs prisonniers contre celui des prisonniers français. C'est à ce moment que Bonaparte fit l'offre de restituer Malte au tsar³.

Avant de se décider au changement de la politique extérieure, le tsar voulut se renseigner et, à cet effet, donna ordre à deux hommes d'État, les comtes Panine et Rostopchine, de lui présenter des mémoires sur cette question. C'est seulement le travail du dernier qui fut livré à la publicité et dont le texte, étant pleinement approuvé par le tsar, exprime les idées directrices de la politique russe à cette époque (1800).

Le comte de Rostopchine⁴, prenant comme exemple la politique des partages de Frédéric II, proclamait la nécessité du démembrement de la Turquie, la seule solution de la question d'Orient et la seule politique « nationale » pour la Russie. Car, disait-il, toutes les mesures prises par la Porte « ne sont que des potions comme celles qu'on donne à un malade condamné, à qui les médecins ne veulent pas déclarer la gravité de son état ». Et du moment qu'il n'y avait plus de salut possible pour la Turquie, il fallait la partager, et la Russie devait prendre des précautions afin de s'en réserver

¹ Rambaud, 518 et 522.

² Mischeff, 207.

³ Thiers, II, 94 et 94.

⁴ Le résumé dans Mischeff, 208-240 et dans l'analyse de Gigareff, 305-306.

ver le meilleur morceau. Pour éviter tout malentendu, il formulait ainsi le partage : « La Russie prendait la Roumélie, la Bulgarie et la Moldavie ¹ ; l'Autriche, la Bosnie, la Serbie et la Valachie ² ; la Prusse, pour ses bons offices, recevrait le duché de Hanovre et les évêchés de Niederburg et de Münster : la France aurait l'Égypte ; enfin la Grèce et toutes les îles de l'Archipel seraient réunies en république sous le protectorat des quatre puissances qui feraient le partage, et plus tard les Grecs viendraient d'eux-mêmes se ranger sous le sceptre de l'empire russe ³. »

Il est à remarquer que l'Angleterre ne figurait pas dans ce partage et Rostopchine ajoutait même que Bonaparte verrait dans ce plan de démembrement le meilleur moyen d'humilier son ennemie.

Paul I^{er} donna pleine approbation à ce plan de politique « nationale » et chargea le comte Rostopchine de présider à son exécution.

Le 29 août 1800, le tsar ordonnait la mise sous séquestre de tous les biens des Anglais habitant la Russie ⁴ et au commencement de l'année suivante, il concluait une alliance avec Bonaparte, contre l'Angleterre, l'alliée de la veille. A part l'exécution du plan de Rostopchine, on avait en vue encore un autre grand projet, qui eût consisté à renverser la domination anglaise dans l'Inde. Tout était décidé, les plans de l'action franco-russe contre l'Inde établis ; il ne restait plus qu'à procéder à la mise à exécution, quand un événement soudain vint tout compromettre : le tsar fut assassiné dans la nuit du 23-24 mars 1801 ⁵.

En conséquence de cet événement, le rapprochement franco-russe fut suivi d'un retour de la part de la France à son ancienne amitié avec la Turquie. En octobre, les préliminaires de la paix étaient signés à Paris ⁶ ; la paix définitive fut conclue le 25 juin de l'année suivante ⁷. Les deux parties prenaient dans un acte additionnel et secret l'engagement de se garantir mutuellement l'intégrité de leurs possessions et

¹ C'est-à-dire qu'on se réservait la côte occidentale de la mer Noire.

² « N'est-ce pas trop ? », avait tracé en marge le tsar pour le lot autrichien.

³ Le tsar ajouta : « On pourrait même les y contraindre ».

⁴ G. F. Martens, *Supplément au recueil*, t. II, p. 371.

⁵ Rambaud, §23 et §25-§27.

⁶ Jonquière, I, 325.

⁷ Le traité de paix de 1802, dans Noradounghian, II, 51-53.

la France obtenait, à son tour, par l'art. 2 du traité public, la navigation de la mer Noire : « La Sublime Porte consent à ce que les vaisseaux du commerce français, portant pavillon français, jouissent désormais sans aucune contestation du droit d'entrer et de naviguer librement dans la mer Noire. »

Dès son avènement au trône, le nouveau tsar, Alexandre I^{er}, se manifesta partisan de la politique anglaise. Il adressa une lettre de réconciliation au roi Georges III, ordonna de lever l'embargo sur les navires anglais et de mettre en liberté les matelots prisonniers. Il est vrai qu'il s'efforça de maintenir de bonnes relations avec Bonaparte¹, mais le plan d'expédition contre l'Iude avait définitivement échoué.

Le nouveau tsar, en même temps qu'il changeait sa politique vis-à-vis de l'Angleterre, adoptait une autre attitude envers la Turquie ou plutôt revenait à la politique de Paul I^{er} du début de son règne.

Il est vrai que Bonaparte espérait toujours convaincre Alexandre de le suivre, en essayant de réveiller à Pétersbourg les convoitises traditionnelles. Dans ses entretiens avec l'ambassadeur russe à Paris, Morkof, le premier consul essaya plus d'une fois de « reporter ses regards sur la Turquie d'Europe, sur la dissolution prochaine de cet empire, héritage historique des tsars, sur les détroits reliant la Méditerranée à la mer Noire, sur la capitale même du sultan. N'y a-t-il pas, lui demanda-t-il un jour à brûle-pourpoint, dans les États de l'empereur Alexandre, quelque héritier présomptif du trône de Constantinople?² » La pudeur politique du chancelier russe, Worontzof, était atteinte par ces ouvertures. Il les attribuait au désir du premier consul de réveiller les défiances de l'Angleterre contre la Russie et de la compromettre devant la Porte. Morkof, par conséquent, fut chargé de faire nettement entendre à Bonaparte que l'empereur n'était « nullement porté à participer à aucun projet hostile contre la Turquie » et que Sa Majesté était au contraire « déterminée à conserver son bon voisinage avec cette puissance³. »

¹ Rambaud, 528-529.

² Morkof à Alexandre, le 8 août 1802, dans S. Tatistcheff, *Alexandre I^{er} et Napoléon, d'après leur correspondance inédite (1801-1812)*, Paris, 1891, p. 44.

³ Worontzof à Morkof, dans Tatistcheff, 45.

Dans les instructions écrites, adressées à son ambassadeur de Vienne, quelques mois après son avènement au trône, le 22 septembre 1801, le tsar Alexandre formulait la politique suivante : « Un des principes fondamentaux de mon système politique sera toujours la conservation par tous les moyens de la Turquie, dont la faiblesse et la désorganisation intérieures sont une garantie de son impuissance à nuire¹. »

Cette théorie de Montesquieu, d'après laquelle rien n'est plus avantageux pour un État que d'avoir des voisins très faibles, était développée l'année suivante dans un rapport que le ministre Kotchoubey présenta à l'empereur. « La conduite de la Russie, disait-il, est déterminée par cette alternative : ou accepter le partage de la Turquie, ou contre-carrer cette mesure dangereuse pour elle. Il n'y a pas de doute qu'il est préférable de conserver la Turquie, car la Russie n'a pas besoin de nouveaux territoires et il n'y a pas de voisins plus tranquilles que les Turcs. Il est donc nécessaire que désormais la conservation de nos ennemis naturels devienne la règle immuable de notre politique². »

Il est hors de doute que la politique d'amitié de Paul I^{er} confirmait, par ses résultats pratiques, les vues de Kotchoubey. N'avait-elle pas assuré à la Russie la liberté de passage par les détroits pour sa flotte de guerre et la protection des îles Ioniennes, qui constituaient son premier point d'appui dans la Méditerranée ?

En 1804, d'après la proposition de la Porte, des négociations furent entamées à Constantinople par l'ambassadeur russe, Italinsky, en vue du renouvellement du traité d'alliance de 1798. D'après ses instructions, Italinsky devait, à l'occasion du renouvellement, obtenir un traité liant la Porte « de plus en plus à la Russie et qui la retienne de s'attacher à la France » et même de faire contracter à la Porte des engagements pour prendre part à la coalition contre cette puissance. Cette dernière question devait être traitée dans une annexe secrète, où il fallait stipuler aussi certaines conditions pour la fermeture de la mer Noire aux navires de guerre des autres puissances. Les tentatives récemment faites par les Anglais Nelson et Elgin, pour introduire leurs bâtiments de guerre dans la mer Noire, pourraient arriver à une entente contrac-

¹ Gigareff, 307. Dans Goriainow, p. 49, est dit : « des gages précieux de sécurité ».

² Gigareff, *loc. cit.*

tuelle avec la Porte. Les Français pourraient ensuite suivre l'exemple des Anglais, d'autant plus qu'ils avaient demandé le passage de leur flotte de guerre par les détroits à l'occasion du dernier traité de paix (1802). Tandis que la Porte une fois engagée sur ce point envers la Russie pourrait facilement refuser une telle demande soit des Anglais, soit des Français¹.

C'est en s'appuyant sur ces considérations qu'Italinsky put remplir avec succès sa mission. Le traité d'alliance défensive du 24 septembre 1805 resserrait encore plus le lien de 1798 entre la Russie et la Turquie, en affirmant que « l'ami de l'un des deux États sera considéré comme l'ami de l'autre, et l'ennemi de l'un... comme l'ennemi de l'autre. »

Plus intéressantes étaient les clauses secrètes annexées au traité². Par l'art. 4, la Russie assurait la liberté de passage par les détroits à sa flotte de guerre : il était question des îles Ioniennes et de l'occupation par les Russes afin de leur garantir l'intégrité. Tant que la situation de l'Italie rendait nécessaire l'occupation russe des îles, le gouvernement ottoman s'engageait, disait-on, « à faciliter le passage, par le détroit de Constantinople, des bâtiments de guerre russes destinés aux besoins du service et du ravitaillement des troupes d'occupation. » Enfin, par l'art. 7, la Russie s'assurait une sorte de domination aux détroits sans les avoir et sans encourir aucun risque : « Les deux parties contractantes étant convenues de la fermeture de la mer Noire, déclarent que toute tentative d'une puissance quelconque de la violer sera considérée comme un acte d'hostilité contre elles. En conséquence, elles s'engagent à s'opposer de toutes leurs forces navales à l'entrée dans cette mer de tout bâtiment de guerre étranger et de tout navire chargé de munitions de guerre. » Le prolongement du traité de 1798 était fait cette fois-là pour neuf ans.

Mais peut-on prendre à la lettre la théorie de Montesquieu, d'après laquelle rien n'est plus avantageux pour une puissance que d'avoir pour voisins des États très faibles ? L'historien russe Soloviev³ répond qu'un tel État « fournit toujours le prétexte d'une collision et d'une lutte entre États forts, car un État faible est astreint à l'influence de tout État fort, et aucun État ne peut laisser accroître l'influence d'un

¹ Goriainow, 5-6.

² Le traité avec l'annexe secrète, dans Noradounghian, II, 70-77.

³ Cité dans Goriainow, 49-50.

autre sur un État faible, laisser prendre celui-ci par l'autre sous sa tutelle et en faire exclusivement son instrument. » La relativité de toute chose dans ce monde rend bien difficile la tâche de discerner le cas où un État est réellement faible¹. Le droit d'immixtion dans les affaires des voisins, formulé par Soloviev, ne peut être qu'une des formes variées du droit du plus fort. Sans nous en tenir à la théorie de Montesquieu, il est bien évident que les circonstances pouvaient imposer à la Russie un changement de politique.

L'insuccès des ouvertures faites à Alexandre² pour la solution de la question d'Orient, décidèrent Bonaparte à changer de tactique : si la Turquie ne pouvait être un appât pour la Russie, elle serait une arme contre elle. Après que celui-ci fut proclamé empereur et que la nouvelle coalition fut formée, la Turquie reçut de pressantes sollicitations pour prendre parti à la lutte. Ses alliés l'invitaient, naturellement, à se déclarer contre l'envahisseur de l'Égypte, tandis que Napoléon faisait appel à sa dignité et à son énergie pour se débarrasser de la tutelle russe³. Comme d'habitude, les deux influences contraires se neutralisèrent et la Turquie continua de garder une attitude réservée.

Le passage des navires de guerre russes par les détroits ne pourraient être admis naturellement qu'avec méfiance par le sultan et, pour remédier à une telle situation, il regardait avec espérance vers la puissance française qui montait à l'horizon. Mais alors il fallait rompre avec la Russie, et le sultan n'avait pas ce courage. La bataille d'Austerlitz et la paix de Presbourg eurent leur répercussion à la Porte : le sultan s'empressa de reconnaître Napoléon comme empereur. La France étant devenue maîtresse de la Vénétie, de l'Istrie et de la Dalmatie, par conséquent voisine de la presqu'île des Balkans, Napoléon pouvait au besoin punir la Turquie pour sa mauvaise volonté⁴.

La décision de la Turquie semblait se dessiner du moment où le sultan ordonna la préparation des approvisionnements et des travaux de fortification sur le Dniester et le Danube. Ensuite, forcée par les réclamations françaises qui concor-

¹ D'après le nombre restreint d'habitants ou des soldats qu'il peut mettre en ligne ; d'après le peu de richesse, d'après le territoire exigu ou, enfin, d'après l'injustice de son organisation sociale qui le rend presque toujours en état de révolte ? Combien ce criterium est difficile à trouver !

² Voir *supra*, p. 149.

³ A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, Paris, 1891, t. I, p. 6-7.

⁴ E. Driault, 26-27.

daient avec ses méfiances, la Porte s'adressa à l'envoyé de la Russie en le priant de faire cesser le passage, à travers les détroits, des navires de guerre et des troupes. Dans les négociations qui s'ensuivirent, le gouvernement turc exprima ses craintes d'une rupture avec la France et insista sur le texte de l'art. 4 qui prévoyait le libre passage des navires russes en vue seulement d'une guerre commune et défensive, tandis que la Russie ne faisait qu'une guerre offensive. Toutes les interprétations subtiles des textes ne servirent à rien, et à l'occasion de l'arrivée du brick *Jason* à Constantinople, en juillet 1806, l'ambassadeur russe dut déclarer que si la Porte voulait empêcher son passage, elle devait y employer la force et que c'était à elle à savoir et à calculer les conséquences d'une telle violence¹.

En face de la menace, la Turquie recula.

Mais l'hésitation de la Porte allait bientôt cesser. A l'occasion de la reconnaissance du titre d'empereur, la Turquie avait envoyé un ambassadeur extraordinaire à Paris, où il salua dans Napoléon « le plus ancien, le plus fidèle, le plus nécessaire allié de l'empire ottoman. » A cela l'empereur répondit : « Tout ce qui arrivera d'heureux ou de malheureux aux Ottomans sera heureux ou malheureux pour la France². »

Cet échange de gracieusetés avait eu lieu le 5 juin 1806 et le 9 août arrivait à Constantinople Sébastiani³ pour prendre la direction de l'ambassade, laissée jusqu'alors entre les mains d'un chargé d'affaires. Il avait l'obligation, d'après les instructions dictées par l'empereur lui-même, d'obtenir la fermeture du Bosphore et de tous les ports turcs à la Russie, de conclure une alliance contre cette puissance et d'assurer d'une façon péremptoire le sultan qu'il ne voulait pas le partage de son empire, mais au contraire qu'il désirait son raffermissement et sa consolidation afin de l'opposer comme une barrière à la puissance moscovite⁴.

Au cours du voyage de Sébastiani, la paix franco-russe avait été conclue à Paris, mais elle ne fut pas ratifiée par le tsar. Constantinople devint tout à coup l'un des champs de bataille du conflit où toute l'Europe s'engageait.

Deux semaines après l'arrivée de Sébastiani, les hospodars de Valachie et de Moldavie, considérés comme les agents de la Russie, furent destitués, mais en octobre ils

¹ Goriainow, 8-9.

² Driault, 27.

³ *Ibid.*, 67.

⁴ *Ibid.*, 60.

étaient rétablis dans leurs fonctions après une énergique protestation russe. Ce recul de la Porte était dû à une note anglaise, annonçant la formation de la quatrième coalition contre Napoléon. L'oscillation de la Porte se produisit en sens contraire après la victoire française d'Iéna, bien qu'elle ne pût se décider à prendre parti.

L'occupation des principautés roumaines en novembre par les troupes russes facilita la tâche de Sébastiani : le 24 décembre enfin la Turquie déclarait la guerre à la Russie¹.

Le gouvernement anglais n'approuva pas d'abord la conduite des Russes et son ambassadeur à Constantinople annonça officiellement sa neutralité « pourvu que la Porte ne formât aucune liaison avec la France² ». L'Autriche, intéressée dans la question orientale et hostile au fond à Napoléon, avait gardé et continuait à garder la réserve, malgré les efforts de la diplomatie russe pour tâcher de l'influencer, puisqu'elle craignait la puissance du grand conquérant³.

Spectatrice de la lutte franco-russe en Orient, l'Angleterre était forcée par ses intérêts vitaux de sortir de la réserve. Entre la poussée russe vers le Danube, paralysée par les armées françaises de la Pologne, et la domination de la France à Constantinople, où son ambassadeur et ses officiers régnaient en maîtres, le gouvernement britannique prit une décision. Après de vaines discussions pour arracher la Turquie à l'alliance française, l'ambassadeur anglais, Arbuthnot, quitta Constantinople pour aller retrouver la flotte de l'amiral Duckworth à Ténédos. Le 19 février la flotte anglaise, conformément à l'ordre de l'ambassadeur, pénétra dans les Dardanelles, essuya le feu sans effet des batteries, détruisit une escadre ottomane en face de Gallipoli et vint le lendemain jeter l'ancre devant Constantinople.

Les Anglais demandèrent l'exécution des conditions de l'ultimatum du 25 janvier, mais avec des exigences nouvelles : renvoi immédiat de l'ambassadeur français, remise de toute la flotte turque, ainsi que des Dardanelles et du Bosphore à la flotte anglaise, renouvellement de l'alliance avec l'Angleterre et la Russie et enfin satisfaction à cette dernière puissance, en lui laissant jusqu'à la paix la Moldavie, la Valachie et les places fortes du Danube⁴. Une menace de

¹ Driault, 61, 63, 67, 69.

² *Ibid.*, 84.

³ Vandal, I, 21.

⁴ Driault, 96-97, 99.

bombardement appuyait l'injonction anglaise. L'effroi fut grand dans la capitale : tout le monde perdit la tête : heureusement, Sébastiani et la foule d'agents français était là pour veiller. Il releva les courages, arma la population et fit construire en hâte des fortifications nouvelles tant à Constantinople qu'aux détroits. Et au lieu de donner une réponse décisive, la Porte, d'après les indications de Sébastiani, se mit à négocier avec l'amiral anglais pour gagner du temps. Au bout de cinq jours, les Anglais se rendirent compte que leur coup avait manqué. Venus pour intimider et sûrs du résultat, ils n'étaient pas arrivés devant Constantinople avec l'intention d'agir le cas échéant : Duckworth dut se retirer vite craignant de se voir fermer les Dardanelles¹.

La joie des Turcs ne put durer longtemps, car des faits inattendus intervinrent alors.

Napoléon n'avait pas perdu l'espoir de s'entendre avec la Russie, pour tenir l'Angleterre en bride, pas même après la formation de la troisième coalition. En novembre 1805 le prince Dolgorouky se trouvant auprès de Napoléon, celui-ci lui demanda : « Que veut-on de moi ? Pourquoi l'empereur Alexandre me fait-il la guerre ? Que lui faut-il ? Il n'a qu'à étendre les frontières de la Russie aux dépens de ses voisins, des Turcs surtout. Sa querelle avec la France tomberait alors d'elle-même². » Le général lui donna une réponse particulièrement intéressante dans les circonstances actuelles : il protesta du désintéressement de son maître en disant qu'il ne s'était armé que pour défendre la cause de l'indépendance de l'Europe, et qu'il ne saurait rester indifférent au sort de la Hollande, à celui du roi de Sardaigne³.

Après Friedland, Napoléon, reconnu invincible, était l'arbitre de l'Europe.

Le 25 juin 1807, il se rencontra avec Alexandre sur un radeau, au milieu du Niémen, en face de la ville de Tilsitt⁴. Les deux puissants monarques se mirent vite d'accord pour la plus grande surprise des Turcs : Alexandre offrait sa médiation pour la paix franco-anglaise, Napoléon la sienne pour la paix russo-turque.

Une fois de plus, la diplomatie française abandonnait l'instrument docile qui était la Turquie après s'en être servie.

¹ Jonquière, I, 328-329.

² Tatistcheff, 95.

³ *Ibid.*, *loc. cit.*

⁴ Djuvara, 347.

Des dépêches de Sébastiani arrivées à Tilsitt racontaient en détail l'émeute du 27 mai qui se termina par la déposition du sultan Sélim : Napoléon en donna communication à Alexandre. « C'est un décret de la Providence, qui me dit que l'empire turc ne peut plus exister », s'écria d'un air inspiré Napoléon ; ce qui peut sembler parfaitement vrai, car enfin Napoléon « était l'allié du sultan ; il n'était point celui de la Turquie, avec laquelle il n'avait signé aucun traité » ¹.

Le 7 juillet 1807, la paix ² était rétablie entre la France et la Russie et en même temps un traité secret d'alliance liait les ennemis de la veille. Les deux parties s'engageaient « à faire cause commune, soit par terre, soit par mer, soit enfin par terre et mer, dans toute guerre que la Russie ou la France serait dans la nécessité d'entreprendre ou de soutenir contre toute puissance européenne » (art. 1^{er}). Venait ensuite l'obligation de ne pas faire de paix séparée et on prévoyait une convention spéciale pour l'emploi des forces contre l'ennemi commun.

Il est intéressant de remarquer le texte des art. 4 et 8. Le premier prévoyait le cas où l'Angleterre refuserait la médiation ou en l'acceptant ne voudrait pas reconnaître « que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite indépendance sur les mers » et restituer les conquêtes faites depuis 1805. Une action franco-russe était prévue pour imposer, le cas échéant, ces conditions au gouvernement britannique. Le second article regardait la Turquie : les deux parties s'engageaient à lui imposer la paix au cas où elle aurait refusé la médiation ou si les négociations n'arrivaient pas à un résultat satisfaisant. Et même plus : la France et la Russie prévoyaient que, dans une telle occurrence extrême, elles « s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ³. »

Le partage de l'empire ottoman était donc convenu : Napoléon ne réservait que la question de Constantinople, à laquelle il attribuait une extrême importance.

Les deux parties contractantes étaient vite tombées d'ac-

¹ Vandal, I, 73.

² Voir le traité de paix dans de Clercq, *Recueil des traités de la France*, Paris, 1864, t. II, p. 207-212.

³ Le texte complet du traité secret d'alliance, ainsi que de la convention additionnelle, a été pour la première fois publié en France dans l'ouvrage cité de Tatistcheff, appendice.

cord, chacune y trouvant son compte. Napoléon, dans sa haine contre l'Angleterre, abandonnait d'un cœur léger l'allié traditionnel de la France; Alexandre, qui n'était épris d'amour ni pour Napoléon, ni pour sa grande ennemie et encore moins pour l'indépendance de l'Europe, avait signé l'alliance en vue de la réalisation du grand rêve de la domination russe en Orient.

Somme toute, l'entrevue de Tilsitt et ses résultats surtout, étaient mal vus en Russie par l'opinion publique, qui, à cette époque, manifestait un acharnement sans pareil contre la France révolutionnaire et son chef¹. Alexandre pour pouvoir suivre sa nouvelle politique, tout à fait contraire à l'esprit du temps, dut se séparer de ses amis de jeunesse et appeler au gouvernement des partisans de la nouvelle orientation : Roumiantsov et Spéranski².

L'ambassadeur russe à Paris, le comte P. Tolstoï, devait demander à l'occasion de la paix avec la Turquie, conformément aux instructions reçues le 27 septembre, la cession des principautés roumaines avec les forteresses de Bender, Akkermân, Kilia, Ismaïl, Khotin; une bande de territoire le long du rivage oriental de la mer Noire, de Kouban jusqu'à Fas³ et, enfin, l'érection de la Serbie en principauté. Une question secondaire, puisqu'elle ne devait être posée qu'après avoir obtenu le consentement du gouvernement des Tuileries aux autres exigences, était celle du rétablissement des traités qui avaient subsisté entre la Russie et la Porte avant la rupture⁴.

Peu de temps après, Roumiantsov entamait des discussions avec le général Savary, ambassadeur français à Pétersbourg, au sujet du „grand ouvrage”, du partage de la Turquie, qui n'avait été qu'éventuellement discuté à Tilsitt. On était bien pressé et on essayait d'expliquer la chose par le désir de guerre à outrance de l'Angleterre, l'impuissance momentanée de l'Autriche et le mécontentement de l'opinion russe. Hormis ces raisons et l'empressement, Roumiantsov assurait : « L'empereur Alexandre ne veut point s'agrandir, je vous le cautionne, et vous le connaissez assez pour voir si ce que je vous dis est vrai⁵. »

Napoléon à son tour ne semblait pas aussi empressé, et il n'était pas non plus disposé au partage de l'empire ottoman.

¹ Rambaud, 552-554.

² *Ibid.*, 550.

³ Phasis.

⁴ Tatistcheff, 215-218.

⁵ *Ibid.*, 222-223.

Dans un entretien qui dura presque deux heures, le 7 novembre, il fit semblant d'accorder une grande importance à l'abandon des pays roumains à la Russie et finit par proposer à Tolstoï trois combinaisons : 1^o Soit l'abandon de la Moldavie et de la Valachie, lorsque les Français quitteraient les États prussiens ; 2^o soit que les Russes restent dans les principautés et les Français en Silésie ; et, enfin, 3^o soit que l'on fasse un partage général de l'empire ottoman, qui permettrait à la Russie de s'étendre jusqu'à Constantinople et s'emparer même de cette ville et qui assurerait à la France des acquisitions qu'on fixerait ultérieurement ¹.

Le tsar fut dès le premier instant peiné, même affecté, par cette proposition, car s'il ne voulait sacrifier à aucun prix une province prussienne, il n'en tenait pas moins à acquérir les principautés roumaines ².

La tactique de Napoléon avait pour but de remettre le partage jusqu'au moment où l'Angleterre serait hors d'état de s'en arroger la plus riche part : l'Égypte et les îles de l'Archipel ³. Les discussions se prolongèrent pendant trois mois presque, sans que l'accord fut fait sur la question des principautés. Coulaincourt, le nouvel ambassadeur, était arrivé à Pétersbourg vers la fin de décembre, et c'est seulement en février qu'il reçut de Napoléon une lettre pour Alexandre. Cette fois la question du partage de l'Europe était posée comme à Tilsitt, pour la grande satisfaction du tsar, et en même temps Napoléon proposait une expédition contre l'Inde pour frapper l'Angleterre au cœur ⁴.

A partir du 28 février, les conférences entre Roumiantsov et Coulaincourt, au sujet du „grand ouvrage“, reprirent. Dans la première phase des négociations, l'ambassadeur français entama une discussion générale et sans conclusion : il devrait aborder toutes les difficultés sans les résoudre, amener les Russes „à présenter des vues“, c'est-à-dire à montrer le fond même de leurs espérances et de leurs convoitises ⁵. Dans la seconde, l'empereur se découvrira et donnera de sa personne, en présentant une solution toute faite, qu'il s'efforcera d'imposer ⁶.

¹ Tatistcheff, 238-239, 243.

² *Ibid.*, 244, 246.

³ *Ibid.*, 254.

⁴ *Ibid.*, 307.

⁵ Vandal, I, 266.

⁶ *Ibid.*, *loc. cit.*

Le 1^{er} mars, lorsque Coulaincourt dînait à la table de l'empereur, ce dernier toucha la question d'actualité : « Constantinople, dit-il, est un point important, trop loin de vous et que vous regardez peut-être comme trop important pour nous. J'ai une idée : pour que cela ne fasse pas de difficultés, faisons-en une espèce de ville libre. Au reste, raisonnez bien de tout cela avec Roumiantsov, prévoyez tout ¹. » Le lendemain même, à la deuxième conférence, le langage du ministre des affaires étrangères était tout à fait différent. « Constantinople, disait-il, par sa position, par la nôtre, par tous les intérêts de notre commerce dont la clef est au Bosphore et aux Dardanelles, nous revient, ainsi qu'un grand territoire qui comprenne ces points. » Et à l'ambassadeur de répondre que la clef de la mer Noire et celle de la mer de Marmara « c'est beaucoup pour une porte ; ce serait déjà beaucoup d'en avoir une. Ceci, il me semble, ne serait même proposable qu'en ayant chacun la sienne. » Roumiantsov avança de nouvelles raisons : « L'une sans l'autre, ce n'est rien. C'est la géographie et notre mer Noire, plus encore que notre intérêt politique, qui veulent que nous ayons Constantinople ². »

Au cours de la conférence suivante, le ministre reprit le sujet favori : « Mais parlons de Constantinople. Si, comme l'expédition projetée doit le faire penser (Napoléon), toute la Turquie doit être partagée et que cette ville ne reste pas à un gouvernement insignifiant comme celui des Turcs, notre lot est de l'avoir, notre position nous y mène comme au Bosphore et aux Dardanelles. » Et il exposa ensuite en détail le partage général. L'ambassadeur répondit : « La part n'est pas égale. Constantinople à lui seul vaut mieux que tout ce que vous nous offrez en Europe. » — « C'est plutôt vous qui auriez tout. Qu'est-ce que c'est que Constantinople et ce qui l'entoure, quand il n'y aura plus de Turcs ? » — « Constantinople m'effraye, je vous l'avoue. C'est un beau réveil que d'ouvrir les yeux empereur de Constantinople. De votre frontière actuelle jusque-là, c'est un empire tout entier. Quelle position, on peut dire, sur deux parties du monde ! Ce sont de ces idées avec lesquelles il faut se familiariser pour oser en parler. » — « La géographie le veut ainsi autant que l'intérêt de notre commerce ; elle a bien voulu autre chose pour nous. Ce n'est pas aussi avantageux que vous le croyez... mais notre position est telle que nous ne pouvons pas ne

¹ Tatistcheff, 322.

² *Ibid.*, 329.

point tenir à Constantinople et aux Dardanelles, à cause de la mer Noire.» — « Je ne comprends pas bien la possibilité de l'acquisition de Constantinople, mais si on l'admettait, je vous avoue que je ne consentirais pas à celle des Dardanelles par la même puissance. »

Et l'ambassadeur répondit, à la demande du ministre, qu'il voulait les Dardanelles pour la France.

Après avoir effleuré d'autres questions on revint au point difficile : « Mais jusqu'où viendriez-vous et par où, si vous aviez les Dardanelles ? » — « Mais au moins jusqu'à Rodosto. » — « Mon opinion est que nous ne pouvons céder ni Constantinople, ni les Dardanelles ¹. »

Un courrier français, porteur d'une lettre de Napoléon pour le tsar, mit trois jours plus tard l'ambassadeur en présence de celui-ci. Alexandre demandant à l'ambassadeur si les discussions avec Roumiantsov marchaient bien, le point difficile forma quelques instants le sujet de l'entretien : « Nos opinions sont différentes pour Constantinople et les Dardanelles, quoique je n'aie rien à accorder, ni à refuser. C'était, du reste, la première idée de Votre Majesté, elle pensait qu'il faudrait peut-être rendre cette ville indépendante. » — « Les choses ont changé ; l'empereur demande une expédition ² dont il n'était pas question. On s'entendra, soyez-en certain... Vous verrez Roumiantsov demain et vous finirez par convenir vous-mêmes que je suis modéré dans mes demandes, eu égard à la position géographique et à ce que je fais pour vous ³. »

A la quatrième conférence entre Coulaïncourt et Roumiantsov, la discussion roula sur les mêmes sujets : il y eut mêmes questions et mêmes réponses. On piétinait sur place. Le ministre finit par dire que l'empereur ne pouvait consentir à voir la France posséder les Dardanelles ; que c'était désobliger ses amis pour une „ langue de chat “ et qu'il ne pouvait de même voir Constantinople en d'autres mains que les siennes ⁴. L'idée de la création d'un État indépendant et neutre aux détroits revint plusieurs fois au cours de la même discussion qui dura quatre heures, mais Roumiantsov ne voulut pas l'accepter. Tout au plus, admettait-il, que les

¹ Tatistcheff, 335-338.

² Allusion à l'expédition aux Indes proposée par Napoléon à Alexandre.

³ Tatistcheff, 339-340.

⁴ *Ibid.*, 341.

châteaux d'Asie, soit au Bosphore, soit aux Dardanelles, restent entre les mains des Turcs ; ce à quoi Coulaïncourt répondit que la Russie serait la maîtresse partout où elle n'aurait que des Turcs devant elle, mais qu'il fallait une autre garantie que les Turcs au monde commerçant ¹.

La dernière solution que chaque partie semblait disposée à accepter était : pour Roumiantsov, la Russie maîtresse des détroits, avec la concession de la Dardanelle d'Asie à la France, comme faisant partie de ses échelles du Levant ; pour Coulaïncourt, un gouvernement indépendant à Constantinople et dans le cas où l'on voudrait à tout prix s'y installer, alors les Dardanelles reviendraient à la France ².

L'appel que l'ambassadeur fit au tsar le 12 mars n'eut pas plus de succès ³. Alexandre se disait, certainement, que « depuis cent ans la Russie désire Constantinople pour sa gloire, les détroits pour son intérêt ; dans sa marche vers ce double but, la jalousie des puissances européennes l'a constamment arrêtée. Aujourd'hui l'Europe n'existe plus, elle est remplacée par un homme... Cependant il se trouve que ce conquérant ne peut assurer son œuvre et briser l'Angleterre sans le concours de la puissance moscovite. Sous peine de manquer à sa destinée, la Russie doit profiter d'une occasion peut-être unique dans le cours des siècles, arracher à Napoléon ce qu'elle n'obtiendra jamais après lui de l'Europe reconstituée et s'assurer la conquête sans égale qui la fera souveraine de l'Orient ⁴. »

La pensée dominante de Napoléon, ainsi qu'elle ressort des dernières acquisitions dans l'Orient, paraissait être la suivante : « que l'Euxin devienne un lac moscovite, pourvu que la Méditerranée devienne un lac français ». Et, à cet effet, il se réservait la faculté soit d'isoler l'Euxin par la création d'un État intermédiaire à Constantinople, soit de barrer la Russie aux Dardanelles pour qu'elle n'envahisse pas la mer française ⁵. Ce raisonnement apparaît au cours d'une audience de Coulaïncourt, à l'époque où l'on préparait l'entrevue d'Erfurt. L'empereur lui demandant quel inconvénient trouvait Napoléon dans la possession russe des Darda-

¹ Tatistcheff, 343-347.

² *Ibid.*, 351-352.

³ *Ibid.*, 356.

⁴ Vandal, I, 294.

⁵ *Ibid.*, 271-272.

nelles, Coulaincourt répondit : « Si votre Majesté les possédait, elle serait aux portes de Corfou, de Toulon ¹. »

Les deux points de vue restèrent inconciliables, malgré l'entrevue d'Erfurt. La mésintelligence s'aggrava par suite de l'hésitation d'Alexandre à accorder la main de sa sœur à Napoléon et du mariage autrichien de celui-ci ².

¹ Tatistcheff, 413.

² *Ibid.*, 529.

CHAPITRE III

L'EUROPE DEVANT LA RUSSIE

Pendant l'intervalle, la Turquie avait refusé d'accéder aux conditions de paix de la Russie, qui, avec l'appui de la diplomatie française, demandait la cession des principautés roumaines. L'internonce de l'Autriche à Constantinople fit là-dessus la plus acerbe opposition, en contrecarrant l'action de la diplomatie française¹. Les bruits qui circulaient depuis l'entrevue de Tilsitt, confirmés par les conseils de l'ambassadeur de France, facilitèrent la tâche de l'Autriche. L'armistice russo-turc fut rompu et les hostilités reprirent. Tout en gardant ses relations diplomatiques avec Napoléon, la Turquie se rapprocha de l'Angleterre et arriva à la conclusion de la paix.

Ainsi, en face de l'alliance franco-russe, bien douteuse, s'élevait une amitié anglo-turque.

I

PREMIÈRES ATTEINTES PORTÉES A LA SOUVERAINETÉ TURQUE
AUX DÉTROITS

Le 5 janvier 1809, l'Angleterre et la Turquie signèrent un traité secret d'alliance défensive, dirigée plutôt contre la France. Le lendemain, on signa aussi la paix², qui inaugura un nouveau régime aux détroits.

L'art. 11 concernant les détroits disait : « Comme il a été de tout temps défendu aux vaisseaux de guerre d'entrer dans le canal de Constantinople, savoir dans le détroit des Dardanelles et dans celui de la mer Noire, et comme cette ancienne

¹ Tatistcheff, 420.

² Le traité d'alliance, ainsi que celui de paix, dans Noradounghian, II, 84-85.

règle de l'empire ottoman doit être de même observée dorénavant en temps de paix vis-à-vis de toute puissance, quelle qu'elle soit, la cour britannique promet aussi de se conformer à ce principe. »

Le geste hardi de l'amiral Duckworth avait, certainement, ébranlé la confiance des Turcs dans la valeur défensive des batteries installées aux Dardanelles et leur avait fait penser à un autre moyen de s'assurer contre l'éventuel danger de voir Constantinople à la merci des canons ennemis. Ce moyen fut le traité avec l'Angleterre.

Les Turcs, dans l'empressement d'échapper à une crainte salubre, ne s'aperçurent pas que l'art. 11 était une arme à deux tranchants. Il est vrai que le gouvernement britannique prenait l'engagement de ne pas répéter à l'avenir l'exploit de Duckworth, mais il le subordonnait à l'obligation prise par le gouvernement ottoman de se conformer lui-même à l'ancienne règle de la fermeture des détroits pour « toute puissance quelle qu'elle soit ». Auparavant la règle avait existé comme une mesure d'ordre intérieur, comme une disposition prise par la Porte dans son propre intérêt et qu'elle pouvait librement modifier envers telle ou telle puissance quand elle y trouvait son compte : c'était le cas pour la Russie par le traité de 1805. Dorénavant, la Porte s'engageait envers l'Angleterre à respecter elle-même la règle de la fermeture envers toutes les puissances et de n'accorder plus aucune faveur à aucune puissance quelle qu'elle soit, même à la Russie.

La convention, comprise dans l'art. 11, apportait une restriction à la liberté de la Turquie de disposer librement du passage des détroits, restriction qui était la contre-partie de la promesse anglaise de ne plus répéter l'exploit de Duckworth ; cette convention était justement le contraire de ce qui avait été stipulé envers la Russie par le traité de 1805. Au fond, l'une comme l'autre des deux puissances ne demandaient à la Turquie que de fermer les détroits conformément à son ancienne règle, avec une distinction seulement : la Russie réclamait en sa faveur une exception à la règle, chose désagréable au sultan, tandis que l'Angleterre ne voulait aucune exception pour la plus grande satisfaction des Turcs. Cette différence peut nous expliquer pourquoi l'empire ottoman abandonna sans s'en apercevoir, une partie de sa souveraineté et ouvrit ainsi l'entrée à l'intervention anglaise dans la

question des détroits, comme elle l'avait fait autrefois pour la Russie dans la question des chrétiens de l'empire.

La fermeture des détroits au passage des navires de guerre des puissances étrangères avait été une mesure d'administration intérieure, prise par les sultans dans l'exercice de leurs droits souverains sur le Bosphore et les Dardanelles ; à la suite de la convention de 1809, elle était le résultat d'un engagement contractuel entre la Grande-Bretagne et la Turquie. Cette évolution, qui consolidait la règle de la fermeture, sera parachevée du jour où l'ancienne règle de l'empire ottoman puisera sa force dans un traité international, garanti par toutes les grandes puissances.

Combien, ce jour-là, le verrou mis à la porte de la mer Noire sera-t-il plus fort !

Les hostilités russo-turques une fois reprises, la guerre continua en 1809-1810. Les Turcs subirent plusieurs défaites, mais ne voulurent pas céder de territoires, encouragés à la résistance par les Anglais. Au commencement de l'année suivante, le tsar aurait voulu finir la guerre, car la rupture avec Napoléon était à prévoir : des négociations de paix furent entamées à Giurgevo, mais elles n'arrivèrent à aucun résultat. C'est seulement au printemps de 1812, que le généralissime Koutousow, apprenant la décision du tsar de le remplacer au commandement par l'amiral Tchitchagov, pressa les plénipotentiaires turcs et put aboutir à la paix grâce à la corruption du grand drogman de la Porte, le Grec Démétrius Morousi.

Le traité fut signé à Bucarest le 16 mai 1812, en dépit de l'opposition de l'ambassadeur français à Constantinople, le général Andréossi, qui s'efforçait de convaincre les Turcs que Napoléon allait bientôt commencer la guerre avec Alexandre ¹. Cette fois l'Angleterre avait conseillé, elle aussi, la paix, tandis que les Français n'inspiraient plus de confiance à la Porte. Par cette paix, la Turquie cédait la Bessarabie avec les îles du Danube, d'Ismail à Kilia, satisfaite de ne pas abandonner toute la Moldavie et la Valachie, ainsi qu'elle avait été conseillé auparavant par les médiateurs français. Le corps de la nation roumaine était ainsi déchiré

¹ G. Créhange, *Histoire de la Russie depuis la mort de Paul I^{er} jusqu'à l'avènement de Nicolas II*, Paris, 1896, p. 38-39 ; Jonquière, I, 341-342 ; Noradounghian, II, 86-92.

par ceux-là mêmes qui se prétendaient les protecteurs et les libérateurs des populations chrétiennes en Orient.

Le traité de 1812 ne faisait aucune mention des détroits, ni du droit de passage accordé en 1805, mais il disait dans l'art. 3 que toutes les conventions et tous les traités, antérieurement conclus, « sont confirmés et demeurent en vigueur, à l'exception de ceux des articles qui, par l'effet du temps, ont souffert quelque changement ».

Le Congrès de Vienne en 1815, après la fin de l'épopée napoléonienne, assura au tsar une place prééminente en Europe. L'esprit révolutionnaire et républicain était partout vaincu, les dynasties restaurées, le principe monarchique consolidé et la théorie de l'obéissance passive des peuples consacrée sous la protection du tsar autocrate de la Russie. Alexandre avait complètement changé d'idées dans la seconde partie de son règne et en cela il se trouvait parfaitement d'accord avec le chancelier autrichien, le prince de Metternich ¹.

En 1821, Ypsilanti essaya un soulèvement des populations chrétiennes de l'empire ottoman avec l'espérance que le tsar ne saurait rester indifférent aux appels des Grecs.

Est-ce que la politique traditionnelle de la Russie depuis Pierre le Grand et Catherine II ne consistait pas précisément à agiter les populations chrétiennes, à exploiter leur espérance de libération prochaine, pour porter plus facilement des coups à la Turquie et lui arracher petit à petit ses territoires ?

La situation était bien changée, avec une Europe méfiante envers les agissements russes et avec les récentes obligations morales du tsar d'être le défenseur de l'ordre contre tout mouvement révolutionnaire. Ypsilanti fut désapprouvé dans une lettre du tsar, lui notifiant qu'il avait cessé de faire partie de l'armée russe et qu'il ne devait plus compter sur l'appui de Pétersbourg « étant indigne de l'empereur de miner les fondements de la Turquie par l'action honteuse d'une société secrète ² ». Et, ajoute M. Créhange, « pour que nul ne pût mettre en doute la sincérité de ce tardif scrupule, tout nouveau dans l'histoire de la politique russe, le commandant en chef de la Bessarabie recevait l'ordre public

¹ Créhange, 71-78.

² *Ibid.*, loc. cit.

d'observer la plus stricte neutralité, tandis que le baron Strogonov, ambassadeur à Constantinople, était même chargé d'offrir au sultan le concours de la Russie pour réprimer l'insurrection ». Jusqu'à sa mort en 1825, Alexandre garda la réserve sur les affaires de Turquie et se contenta d'échanger seulement des notes diplomatiques avec la Porte, parce que l'Angleterre et l'Autriche ne voulaient pas d'intervention, — tandis que le peuple russe, dans sa sincérité, s'étonnait que le tsar ne fit rien pour le bien des chrétiens opprimés ¹.

Le nouveau tsar, Nicolas I^{er}, manifesta, dès son avènement, plus d'intérêt pour la cause grecque. En même temps, il réclama à la Porte la reconnaissance de ses droits de protecteur des chrétiens orthodoxes, garantis par les traités antérieurs. C'était une réponse à des notes diplomatiques très hardies que la Porte avait adressées au gouvernement russe pendant le règne précédent. A la suite d'un ultimatum adressé au Divan en mars 1826 et après le conseil des puissances de céder, la Turquie conclut la convention d'Akkermân en octobre ². Par son caractère explicatif et complémentaire du traité de Bucarest, cette convention consolidait le protectorat russe sur les principautés roumaines; en même temps la Turquie promettait d'accorder, par les bons offices de la Russie, la navigation de la mer Noire aux puissances amies, qui n'avaient pas encore obtenu ce privilège ³, de manière que le commerce russe, qui se faisait au moyen des bâtiments des dites puissances, n'eut aucunement à souffrir.

Vers la fin de l'année suivante, la tension diplomatique entre la Turquie d'un côté, la France, l'Angleterre et la Russie de l'autre, à cause de la question grecque, atteignit le maximum, surtout après la destruction de la flotte turque à Navarin.

Peu de temps après, la guerre éclatait entre la Russie et la Turquie, comme résultat de l'exaspération du sultan Mahmoud. La campagne dura plus d'un an sans que des succès remarquables pussent faire incliner la balance d'un côté plutôt que de l'autre. C'est seulement après que le haut commandement eut été confié au général Diebitch que

¹ Rambaud, 613-614.

² *Ibid.*, 644-645; pour la convention, v. Noradounghian, II, 116-121.

³ Après les grandes puissances, la Suède et la Sardaigne avaient obtenu elles aussi la liberté de navigation dans la mer Noire.

les Russes remportèrent des succès. Au commencement de l'été de 1829, Diebitch conçut le plan audacieux de traverser les Balkans, regardés jusqu'alors par les Russes et surtout par les Turcs comme infranchissables. Dans quelques semaines, la chaîne des montagnes fut passée, car les Turcs se retiraient presque sans combattre, et en août Andrinople était occupé, tandis que les avant-postes poussaient jusqu'à Tchiorlou-Rodosto vers Constantinople¹.

La mauvaise situation militaire des deux belligérants, ainsi que la situation diplomatique défavorable à la Russie par le fait que l'Angleterre et l'Autriche commençaient à s'inquiéter et à se rapprocher², disposa tout le monde à la paix. Le 2/14 septembre à Andrinople la Turquie signa le traité de paix avec la Russie. La Porte déclarait adhérer au traité de Londres et aux arrangements suivants des puissances protectrices de la Grèce ; elle cédait à la Russie presque toutes les autres îles du delta danubien et plusieurs forteresses en Asie, elle garantissait les immunités précédemment accordées aux principautés roumaines³ et s'engageait à payer une indemnité de guerre.

Le résultat le plus intéressant pour nous de la paix d'Andrinople est l'abrogation des dernières entraves à la navigation et au commerce internationaux à travers les détroits. Par l'art. 7, on renouvelait le privilège du libre passage pour les bâtiments de commerce russes à travers les détroits, sans aucune réserve : « de quelque grandeur et de quelque portée qu'ils puissent être ». Et on déclarait, immédiatement après, que le passage des détroits « est libre et ouvert à tous les bâtiments marchands des puissances qui se trouvent en état de paix avec la Sublime Porte, aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les vaisseaux sous pavillon russe »⁴.

Le principe de la libre navigation fluviale, posé par le congrès de Vienne⁵, recevait une éclatante satisfaction par cet article du traité d'Andrinople ; malheureusement, le même traité lui portera une grave atteinte par l'installation des Russes aux bouches du Danube, où ils vont rendre la navigation impossible jusqu'au congrès de Paris (1856).

¹ Créhange, 119-120.

² Rambaud, 646.

³ Immunités qui n'étaient, au fond, qu'un renforcement de l'influence de la Russie dans les principautés.

⁴ Voir dans Noradounghian, II, 166-173.

⁵ E. Carathéodory, *Du droit international concernant les grands cours d'eau*, Leipzig, 1861, p. 406 et suiv.

La dernière campagne avait révélé l'extrême faiblesse de la Turquie et avait imposé à la Russie un sérieux examen de la situation en vue d'un éventuel écroulement général de l'État turc. A cet effet, le tsar Nicolas I^{er} institua un comité secret¹, présidé par le prince Kotchoubey et composé des plus hauts fonctionnaires de l'empire, pour étudier la question et arrêter les instructions nécessaires au commandant en chef de l'armée en campagne. C'est d'après les décisions du comité que la Russie devait régler la question d'Orient à la suite de la guerre qui touchait à sa fin.

La séance de ce comité, où fut rédigée la conclusion de ses travaux, eut lieu deux jours après que la paix d'Andrinople eût été signée ; malgré le retard, les idées exposées à cette occasion méritent d'être connues, car elles nous faciliteront la compréhension de la politique russe au cours des événements suivants et seront jusqu'à nos jours la base du *statu quo* en Orient.

C'est le vice-chancelier de l'empire, le comte de Nesselrode, qui donna le premier lecture d'un mémoire, dont l'idée essentielle était la même que celle exposée par le président du comité, le prince Kotchoubey, dans son mémoire de 1802 adressé au tsar Alexandre². « Nous avons toujours considéré, disait le vice-chancelier, que la conservation de cet empire (ottoman) était plus utile que nuisible aux vrais intérêts de la Russie et qu'aucun ordre de choses que l'on pourrait y substituer, ne saurait balancer pour nous l'avantage d'avoir pour voisin un État faible. »

Mais, si la dissolution de la Turquie était inévitable, sa restauration étant impossible, le nouvel ordre de choses qui s'imposerait ne pourrait en aucune manière être l'œuvre seulement de la Russie. « Vouloir résoudre la question sans leur participation (les autres puissances), tandis que leurs intérêts les plus puissants s'y rattachent, serait porter l'atteinte la plus sensible à leur honneur et nous charger nous-mêmes d'une trop grande responsabilité. »

Ainsi la Russie, se rendant enfin compte de son impuissance à résoudre toute seule et dans son intérêt seulement la question orientale, adoptait une politique de renonciation apparente à ses véritables ambitions sur l'Orient et devenait le soutien du *statu quo*.

¹ Voir F. de Martens, *Etude historique sur la politique russe*, p. 69-71 et le *Recueil des traités de la Russie*, IV, 438-440 ; Gorjainow, 25-27.

² Dont nous avons déjà parlé.

En vertu des considérations exposées, le comte de Nesselrode, envisageant l'écroulement de la Turquie, indiquait pour la Russie la politique suivante : prendre les mesures les plus énergiques pour la sauvegarde de ses intérêts et entrer ensuite en pourparlers avec les autres puissances européennes pour déterminer le sort des provinces et des populations de l'empire ottoman actuel. ♥

C'est-à-dire se nantrir de gages d'abord et discuter ensuite¹ : propre de la politique envers ceux qui n'ont pas l'habitude de respecter la parole donnée, comme de ceux qui, eux-mêmes, jugent que la parole ne lie pas. Le mémoire proposait, comme conclusion générale, la réunion d'un congrès international à Pétersbourg pour décider du sort des territoires de la Turquie, si elle arrivait à se dissoudre définitivement.

Ensuite, le comte donna lecture d'un mémoire rédigé au cours de l'année précédente par le conseiller impérial Dimitri Daschkow, et qui portait le titre suivant : « Aperçu des relations principales entre la Russie et la Turquie et des principes sur lesquels elles doivent être établies à l'avenir. » L'auteur rappelait que, vers la fin du siècle précédent et au commencement de l'actuel, les vues de la politique russe avaient changé. « Nous étions les alliés des Turcs et notre alliance paraissait être des plus cordiales et des plus unies : les pavillons russe et ottoman flottaient ensemble aux îles Ioniennes. Mais ce semblant d'alliance ne pouvait subjuguier le sentiment national. Juste au moment où la Russie faisait tous ses efforts pour restituer au sultan l'Égypte, dont les Français s'étaient emparés, les soldats turcs exprimaient leur haine envers ces brigands qu'ils nommaient des Moscovites, et le gouvernement ottoman lui-même, à l'apparition dans le Bosphore de la flotte de son ami, l'amiral Ouchakow, se concertait clandestinement et se hâtait de prendre des mesures comme s'il avait à se défendre contre l'envahissement d'un ennemi. » Malgré cette hostilité des Turcs, Daschkow ne voulait pas de conquêtes aux dépens de la Turquie. « On aurait tort, disait-il, de faire des objections en nous signalant les avantages et les acquisitions qui tomberaient alors en

¹ Politique qui semble propre à l'empereur Nicolas I^{er} : « Les garanties sont déjà, par la volonté divine, entre nos mains ; elles sont plus que suffisantes pour espérer d'en faire les gages de l'exécution du traité futur : la Bulgarie, les principautés (roumaines), les pachalicks de Kars, etc., » disait-il dans une note avant la conclusion de la paix d'Andrinople. [Voir *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode*, Paris, 1908, t. VII, p. 112.]

partage à la Russie ; ce qui importe, ce ne sont point les nouvelles acquisitions, ni l'extension des frontières, mais bien plus leur sécurité et le développement de son action au milieu des peuples voisins, et elle peut l'atteindre plus facilement en prolongeant l'existence de l'empire ottoman sous certaines conditions. »

L'expulsion des Turcs en Asie Mineure lui semblait dangereuse pour les possessions russes du Caucase et du Transcaucase, en cas d'une rénovation politique de la Turquie. Toutefois, envisageant une dissolution inévitable, il ne voyait que cette alternative : soit le partage entre les grandes puissances, soit le fractionnement de la Turquie en plusieurs territoires indépendants.

Ces solutions mêmes ne seraient point exemptes de difficultés. « Il fut un temps où le partage pouvait entrer dans les calculs secrets de la politique russe, mais aujourd'hui que les confins de l'empire s'étendent de la mer Blanche au Danube et à l'Arax, du Kamtchatka à la Vistule, certaines acquisitions seulement peuvent lui être d'une réelle utilité. La possession du Bosphore et des Dardanelles ne manquerait pas d'animer notre commerce, mais au prix de quels sacrifices nous serait-il donné de l'obtenir ! En outre, d'autres puissances, grâce à leur situation géographique, pourraient faire des acquisitions, aux dépens de la Porte, bien plus avantageuses que ne ferait la Russie. L'Autriche pourrait acquérir la Serbie, l'Herzégovine, la Bosnie, l'Albanie, et même soumettre le Monténégro ; l'Angleterre et la France pourraient s'emparer des îles de la Grèce, de Candie et de l'Égypte. Dans ce cas, le pavillon russe serait appelé à rencontrer au Midi de l'Europe des ennemis dangereux, au lieu des Turcs insoucians. »

A la fin de son mémoire, Daschkow examinait le fractionnement de la Turquie en territoires indépendants, solution qui avait été présentée à l'empereur Nicolas par le comte Capodistrias dans une lettre du 18 (31) mars 1828.

Le plan de reconstruction politique de la péninsule des Balkans du célèbre diplomate russe, devenu le président de la Grèce renaissante, avait été confié à l'étude du comité. D'après ce plan, l'empire ottoman devait être remplacé en Europe par cinq petits États : 1^o le royaume de Dacie, correspondant à la Roumanie actuelle ; 2^o le royaume de Serbie, composé de la Bulgarie, de la Serbie et de la Bosnie ; 3^o la Thrace et la Macédoine proprement dite avec les îles de

la Propontide et celles d'Imbros, de Samothrace et de Thasos formeraient le royaume de Macédoine ; 4^o l'Épire avec les territoires de la haute et de la basse Albanie formeraient un autre royaume ; et, enfin, 5^o la Grèce proprement dite depuis la rivière Pénée en Thessalie jusqu'à la ville d'Arta, y compris toutes les îles, formeraient l'État hellénique.

Capodistrias comprenant qu'il ne suffisait pas d'établir ces États, mais qu'il fallait encore garantir leur existence indépendante et libre, s'intéressa aussi au sort de Constantinople. Car le but de l'indépendance et de la liberté de ces États, comme le reconnaît de Martens ¹ lui-même, « ne pourrait être atteint sans avoir déterminé d'une manière satisfaisante et pratique le sort de Constantinople ». D'après le plan de Capodistrias, l'ancienne Byzance devait devenir une ville libre et le centre de la confédération qui unirait tous les États de la presqu'île des Balkans. Constantinople devait nécessairement avoir un territoire à elle, dont l'étendue était fixée par l'auteur de la proposition à treize ou quatorze lieues « depuis Derkos sur la mer Noire jusqu'à la ville de Siliwri sur la Propontide ».

Examinant ce projet, Daschow posait la question suivante : « La faible ville de Constantinople, privée de fortifications, serait-elle en mesure de s'opposer à l'entrée d'une flotte ennemie dans la mer Noire, lors de la première guerre que nous aurions avec l'Angleterre ou toute autre puissance ? A présent, continuait-il, nous n'avons rien à craindre de ce côté, car les forces navales de la Turquie sont faibles et puis les préjugés du pays et la défiance constante envers les Européens pourraient-ils jamais permettre à la Porte, même dans les circonstances les plus difficiles, de donner accès dans la mer Noire à une flotte armée chrétienne ? » En conclusion, il était dit : Si la Russie ne possède pas Constantinople lors de la dissolution de l'empire, « elle a besoin d'un gage sûr qui lui garantisse l'inviolabilité de ses provinces méridionales, et personne n'aurait pu lui reprocher, à juste titre, des menées secrètes, si elle avait alors réclamé pour elle-même deux coins de terrain rocheux sur les deux rives du Bosphore, pour y construire des forts capables d'interdire le passage d'une flotte ennemie ».

Après la lecture des dépêches de Pozzo di Borgo et du prince de Lieven, le comité aborda l'examen de toutes ces

¹ Voir son *Etude historique sur la politique russe*, p. 70.

données et s'arrêta finalement, à l'unanimité, à la conclusion suivante :

« Les avantages du maintien de l'empire ottoman en Europe sont supérieurs aux inconvénients qu'il présente ;

« Sa chute serait dès lors contraire aux vrais intérêts de la Russie ;

« Par conséquent, il serait prudent de chercher à la prévenir, en profitant de toutes les chances qui peuvent encore se présenter pour conclure une paix honorable ¹ ».

Mais, « si l'heure suprême de la domination turque venait à sonner en Europe, le gouvernement russe serait tenu de prendre les mesures les plus énergiques pour que l'accès de la mer Noire ne tombât point entre les mains d'une grande puissance quelconque ».

Ces conclusions reçurent la haute approbation du tsar et servirent ensuite pendant de longues années, comme « fil conducteur » de la politique russe en Orient.

Au cours de 1830 même, le comte de Nesselrode dans un mémoire destiné à expliquer la politique du traité d'Andriople et adressé au grand-duc Constantin, complétait ainsi les idées du conseil : « Il ne tenait qu'à nos armées de marcher sur Constantinople et de renverser l'empire turc. Aucune puissance ne s'y serait opposée, aucun danger immédiat ne nous aurait menacés, si nous avions porté le dernier coup à la monarchie ottomane en Europe ; mais, dans l'opinion de l'empereur, cette monarchie réduite à n'exister que sous le protectorat de la Russie et à n'écouter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux que toute combinaison nouvelle qui nous aurait forcés, soit à trop étendre nos domaines par des conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des États qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse. C'est sur ce principe de Sa Majesté impériale que se règlent aujourd'hui nos rapports avec le Divan. Puisque nous n'avons pas voulu la ruine du gouvernement turc, nous cherchons les moyens de le soutenir dans son état actuel. Puisque ce gouvernement ne peut nous être utile que par sa déférence envers nous, nous exigeons de lui l'observation religieuse de ses engagements et la prompte réalisation de tous nos vœux ² ».

¹ Nous avons déjà vu que la paix était signée à ce moment-là.

² E. Forcade, *La question d'Orient*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, avril 1854, p. 172.

Après la ratification de la paix d'Andrinople, la diplomatie russe se mit au travail en vue de réaliser son plan politique envers la Turquie. Pour la reprise des relations entre les deux pays, le tsar envoya une ambassade solennelle, à la tête de laquelle se trouvait le général comte Orloff, son aide de camp et personne de confiance. La tâche de l'envoyé était de convaincre les Turcs des grands avantages d'une étroite amitié avec la Russie. La question grecque et le parti que voulaient tirer les puissances occidentales de l'article 9 du traité d'Andrinople, pour obtenir la complète indépendance de la Grèce, facilita à merveille le plein succès de la mission ¹.

Il est vrai que le tsar, déjà lié envers les puissances occidentales sur la question grecque, ne put rien faire pour adoucir les conditions qui semblaient trop dures au sultan ; mais il fit autre chose : il accorda une diminution de l'indemnité de guerre stipulée par le dernier traité. Lors de l'échange de l'ambassade extraordinaire, le tsar donna à l'envoyé du sultan de nouvelles preuves de bienveillance en consentant à une nouvelle diminution de l'indemnité et en renonçant de plus à l'occupation provisoire des principautés roumaines ², qui était prévue dans le traité de paix.

Il va de soi que ces marques d'amitié allèrent droit au cœur du sultan, surtout après l'attitude de ses anciennes alliées, la France et l'Angleterre, dans la question grecque.

Aussitôt après ces échanges de gentillesses avec des cadeaux à l'orientale, des événements très graves allaient de nouveau rouvrir l'éternelle et redoutable question d'Orient, « sans cesse posée, jamais résolue ³ ».

La révolte du vice-roi d'Egypte, Méhémed-Ali ⁴, ses victoires éclatantes contre les armées impériales et l'impuissance

¹ Mischeff, 247-248.

² *Ibid.*, 250. Mais après une occupation de cinq ans, puisque les troupes russes évacuèrent les principautés au commencement de 1834.

³ Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, Paris, 1884, t. II, p. 356.

⁴ Voici un bref résumé des faits. Au cours des dernières années, l'Europe avait assisté à une série de troubles intérieurs, qui mettaient la Turquie dans l'impossibilité de faire face aux difficultés du dehors et annonçaient sa fin prochaine. La dernière insurrection grecque et son succès semblaient prouver, même aux sujets du sultan, que les puissances avaient décidé de laisser s'écrouler cet empire, autrefois si puissant, d'où sans cesse surgissaient de nouvelles révoltes. Une, particulièrement dangereuse, qui dura pendant des années, avait été, en 1822, celle du pacha d'Acre, Abdallah. Le vice-roi d'Egypte, Méhémed-Ali, avait réussi, grâce à son esprit organisateur, à créer un Etat puissant sur les bords du Nil, avec une armée disciplinée à l'européenne et une flotte qui donna son appui au sul-

du gouvernement ottoman à rétablir l'ordre intérieur et à maîtriser l'anarchie, vinrent, en 1832 même, poser de nouveau la question de savoir si la Turquie n'était pas à la veille de son écroulement et imposer au gouvernement du tsar de prendre « les mesures énergiques » capables de sauvegarder les intérêts russes.

Dès les premiers temps, le gouvernement turc jugea nécessaire d'informer les puissances au sujet de la révolte de Méhémed et, si c'était possible, de les intéresser à sa réduction. A cet effet, une note diplomatique faisait connaître aux cabinets européens l'excommunication du vassal rebelle et sa déchéance, et en même temps leur demanda une stricte neutralité. Il paraît que cet appel pour la neutralité était en relation avec des nouvelles qui prétendaient que l'insurgé avait reçu certains encouragements des puissances hostiles à la Turquie, ou du moins considérées comme telles, après les derniers événements de Grèce.

L'Angleterre et la France ne manifestèrent en cette circonstance aucune disposition hostile à Méhémed Ali, mais l'Autriche lui fit faire des représentations menaçantes. Quant à la Russie, elle fut la seule puissance qui manifesta son empressement de plaire à la Porte : elle rappela son consul d'Alexandrie ¹.

tan pendant l'insurrection grecque. A la suite de ce concours, Méhémed-Ali avait demandé au sultan le pachalik de Damas, mais n'étant pas satisfait, il garda une parfaite neutralité pendant la dernière guerre russo-turque. Le prestige et les allures d'indépendance de ce vassal ne furent point goûtés par le sultan Mahmoud, qui se donnait l'air d'un réformateur et d'un grand souverain. De là naquit une sourde hostilité à Constantinople contre le vassal du Caire et les ennemis commencèrent à nouer un complot contre sa vie, avec l'appui du pacha d'Acre, Abdallah, qui s'était réconcilié avec son gouvernement. Renseigné sur toutes ces menées, Méhémed saisit le premier prétexte pour envoyer une expédition contre Abdallah et s'emparer ainsi de Damas et de la Syrie.

Vers la fin d'octobre 1831, on commença la campagne par une attaque contre Acre. La Porte considéra le conflit comme une des querelles qui arrivaient souvent parmi les pachas des différentes provinces ; mais ensuite ses injonctions faites au Caire restant sans résultat, on décida de prendre des mesures de coercition contre l'insubordonné Méhémed et son fils Ibrahim-pacha. Les troupes envoyées contre le vice-roi subirent, vers le milieu de 1832, deux défaites, à Homs et à Beylan ; les troupes égyptiennes avancèrent, tandis que, à Constantinople, l'inquiétude se faisait jour. Les nouvelles troupes, rassemblées en hâte par la Porte et envoyées au-devant du révolté, connurent à Konieh une nouvelle défaite, bien plus grave, vers la fin de décembre. A partir de ce moment, la Turquie sembla être à la merci d'un de ses vassaux, car la route de Constantinople était ouverte aux troupes d'Ibrahim-pacha. C'est à ce moment critique que la Russie intervint et la question d'Orient mit en éveil l'Europe entière. [Voir de Cadalvène et E. Barrault, *Histoire de la guerre de Méhémed Ali contre la Porte ottomane*, Paris, 1837.]

¹ Cadalvène et Barrault, 124.

Les tentatives faites par les consuls anglais et français de cette ville pour entamer des négociations de paix entre les deux adversaires, après les premiers insuccès des armées turques, n'aboutirent à rien ¹; le sultan et surtout son confident, Khosrew-pacha, un des membres les plus influents du Divan, désiraient pousser la guerre jusqu'au bout pour abattre Méhémed et satisfaire ainsi leur haine personnelle ². Vers la fin d'octobre, la Porte dépêcha un envoyé à Londres pour solliciter du gouvernement britannique l'appui de quelques vaisseaux de guerre; en route, le même envoyé passant par Vienne et Paris essaya d'obtenir le concours moral de l'Autriche et de la France ³.

Sur ces entrefaites, la diplomatie russe veillait et se préparait à profiter des circonstances : au cours du même mois, le comte de Nesselrode annonçait à l'ambassadeur de Russie à Constantinople que le tsar était pénétré de l'idée de mettre fin à l'insurrection et le chargeait de porter à la connaissance de la Porte la prochaine arrivée en mission à ce sujet de Mouraview, qui parlait couramment le turc ⁴. Au commencement de décembre, l'envoyé du tsar arriva à Constantinople et se présenta en audience au sultan, avant de continuer son voyage vers l'Égypte. Dans ses instructions, on expliquait les raisons qui avaient décidé le tsar à l'intervention. Le triomphe de Méhémed-Ali augmenterait l'influence française à Constantinople ⁵ et substituerait au sultan faible et vaincu un voisin victorieux et fort, et, par conséquent, dangereux pour la Russie; il était donc de l'intérêt du tsar de prévenir la chute du sultan et de maintenir ainsi la Turquie dans l'état stationnaire où elle se trouvait. Sans offrir directement son concours, Nicolas I^{er} voulait prouver encore une fois au sultan, par cette mission, ses sentiments d'amitié. Mouraview était toutefois chargé de faire connaître à Constantinople que la flotte russe de la mer Noire avait reçu l'ordre de se tenir prête au premier appel.

¹ Cadalvène et Barrault, 246.

² Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, 1861, t. IV, p. 43; Thureau-Dangin, II, 359, en note.

³ Cadalvène et Barrault, 247-248.

⁴ Goriainow, 29; Mischeff, 266.

⁵ Méhémed se proclamant „enfant de la France“, professant le culte de Bonaparte et ayant à son service des ingénieurs et des officiers français, avait su gagner beaucoup de sympathies françaises. Il ne manquait pas même de politiques qui rêvaient vaguement d'une sorte „d'empire arabe“, sous le patronage de la France et faisant contre-poids à l'empire turc que dominait la Russie. [Thureau-Dangin, II, 357.]

Le gouvernement ottoman fit un accueil très chaleureux à l'envoyé du tsar ; le reis-effendi considéra comme un véritable bonheur l'intervention de la Russie, mais, pour le moment, on se réserva d'accepter les offres transparentes que venait de faire l'envoyé de Nicolas I^{er}. Il est vrai que les agissements du chargé d'affaires français, de Varennes, qui réveilla les défiances séculaires des Turcs envers les Russes, avaient eu une grande part dans ce refus, car la nouvelle de la défaite de Konieh aurait dû agir justement dans le sens contraire ¹.

Mais à peine Mouraviev était-il parti pour Alexandrie, que le refus de secours sollicité auprès de l'Angleterre et surtout la nouvelle de la marche d'Ibrahim pacha sur Brousse, mit en effroi le sultan et fit complètement changer les dispositions de la Porte. On fit appel tout de suite à l'ambassade russe, et, par la demande écrite du 21 janvier 1833, le sultan sollicita en plus de la flotte un corps d'armée pour la défense de la capitale. Quelques jours après, Mouraviev rentrant d'Alexandrie avec de bonnes nouvelles, les Turcs essayèrent de contremander l'arrivée de l'escadre et de l'armée russes. C'était trop tard. Le 8 février, la flotte vint mouiller à Bouyoukdéré et dut ensuite s'éloigner de Sizopol, d'après le désir du sultan, de peur que les partisans de Méhémed-Ali ne pussent amener la populace contre les Russes. Sur ces entrefaites, l'arrivée précipitée d'un titulaire à l'ambassade de France, l'amiral Roussin, ne put changer rien à la confiance des deux parties. Le 26 mars, d'après la demande de la Porte, cinq mille soldats russes débarquèrent et campèrent en face de Bouyoukdéré, dans la vallée d'Unkiar-Iskelessi ², malgré la menace de l'ambassadeur français de quitter Constantinople, si la flotte russe n'était pas éloignée ³.

L'amiral Roussin avait promis d'obtenir la soumission du rebelle et dans ce but il avait fait une tentative auprès de Méhémed sans réussir, ce qui porta un rude coup à l'influence française auprès du Divan ⁴.

Il paraît que Bouténieff ne sut pas suffisamment profiter de l'insuccès de la tentative française ; il considérait sa mission terminée ⁵ du moment que les troupes russes avaient

¹ Goriainow, 30-31 ; Thureau-Dangin, II, 359.

² *Ibid.*, 32.

³ Mischeff, 277.

⁴ *Ibid.*, *loc. cit.*

⁵ *Ibid.*, 279-280.

débarqué en amies là où les tsars ambitionnaient de les conduire en ennemies. Le 26 avril, v. st., le comte Orloff, investi de pleins pouvoirs et ayant à ses ordres la flotte et les troupes de terre, arrivait, pour la seconde fois, à Constantinople, à la place de Bouténieff. Il avait des instructions pour consolider l'amitié russo-turque, combattre les influences des autres puissances et surtout celle de la France et d'agir de manière à éviter toute intervention collective dans les difficultés où se débattait la Turquie. C'était la seule façon d'arriver à inspirer « au sultan et à ses ministres la conviction que leur salut dépendait uniquement de l'appui généreux de l'empereur ¹ ». Orloff portait aussi une lettre du tsar pour le sultan et dans laquelle Nicolas priait le padichah de confier ses pensées les plus intimes au général, son aide de camp ².

A la première audience d'Orloff, le sultan lui fit part de son désir de conclure une alliance intime avec la Russie. Tout allait donc bien et mieux qu'on ne s'y attendait, malgré l'activité des diplomates étrangers.

Dans les instructions données à ce sujet, le comte de Nesselrode indiquait les raisons suivantes en faveur d'une alliance défensive avec la Turquie : 1^o Cet acte montrerait à Méhémed-Ali la certitude de l'appui russe en faveur du sultan et lui imposerait la modération ; 2^o le principe de conservation étant à la base du traité, aurait pour effet de rassurer les puissances étrangères sur les intentions de la Russie ; 3^o l'engagement positif, inséré dans le traité, forcerait en quelque sorte la Turquie de s'abandonner à la protection russe dans les moments de crise et la mettrait à l'abri de l'influence française. Une considération générale expliquait de la façon suivante le système politique russe, reposant sur le principe d'un *statu quo* particulier : « L'existence d'un traité d'alliance justifiera, le cas échéant, la présence et l'emploi de nos forces et nous permettra de nous placer, de nouveau, les premiers et les plus forts sur le théâtre des événements, de manière à rester toujours maître de la question, soit en admettant la conservation de l'empire ottoman comme possible, soit en admettant finalement la dissolution comme inévitable ³. » Tout l'avantage que la Russie attendait d'une telle alliance était une sûreté de plus pour rendre inattaquables les pro-

¹ Goriainow, 34.

² *Ibid.*, 35.

³ *Ibid.*, 37 et 39.

vinces méridionales de l'empire qui bordent la mer Noire : les instructions demandaient une clause secrète prévoyant l'obligation de la Porte de tenir fermée l'entrée des Dardanelles aux bâtimens de guerre étrangers¹.

Le concert des puissances en face de la Russie n'avait point existé au commencement de la crise. L'Angleterre n'avait même pas à Constantinople un titulaire pour son ambassade et regardait avec inquiétude les progrès du vice-roi d'Égypte, réputé ami de la France. Pour elle, comme pour l'Autriche, l'idée politique directrice était méfiance envers l'action française, désintéressement pour le maintien de l'empire ottoman ; la Prusse suivait ces deux puissances ; quant à la France, sa politique était compliquée et alternante : elle voulait maintenir l'empire ottoman et agrandir l'Égypte², elle était à la fois pour Mahmoud et pour Méhémed. C'est seulement la Russie qui, dans cette circonstance, avait une idée nette et constante depuis la séance du comité secret : « Elle voulait, dit Guizot, maintenir l'empire ottoman sans l'affermir et le dominer en le protégeant. »

La présence des forces russes à Constantinople put seule reconstituer un peu le concert des puissances. Déjà avant l'arrivée du comte Orloff, l'amiral Roussin avait inspiré à la Porte l'idée de sacrifier la Syrie pour avoir la paix ; de Varennes se rendit ensuite, d'après la demande du gouvernement turc, au camp d'Ibrahim pacha et revint le 14 avril avec l'arrangement qui devint plus tard la paix de Koutaieh. Au cours du même mois, une escadre franco-anglaise stationnait dans le golfe de Smyrne prête au premier appel³. L'Autriche à son tour commençait à s'inquiéter, elle aussi, et proposait une conférence pour traiter de l'avenir de la Turquie⁴, chose qui n'était point du goût de la Russie. Le titulaire de l'ambassade anglaise, lord Ponsonby, nommé par suite des événements, était arrivé à Constantinople peu de jours avant le comte Orloff avec mission d'agir contre la Russie.

La présence prolongée des Russes, après que la paix eût été signée et que les troupes égyptiennes commençaient à se retirer au delà du Taurus, devenait inquiétante pour les puissances. La diplomatie agit activement au cours du mois de juin pour éloigner les Russes. Vers la fin du mois l'esca-

¹ Goriainow, 40.

² Guizot, IV, 43-44.

³ Cadalvène et Barrault, 397.

⁴ Thureau-Dangin, II, 362.

dre anglo-française arrivait à Ténédos pour être plus apte à seconder l'action diplomatique. Le 9 juillet, l'anniversaire de la naissance du tsar, fut célébré avec un grand déploiement de pompe militaire. Le lendemain, toute l'ambassade russe, Orloff, Bouténieff, Mouraview et Lazareff, se présenta en audience de congé au sultan. Deux jours plus tard, l'escadre russe, après avoir embarqué les troupes, fit voile pour Sébastopol¹. Ainsi prenaient fin l'inquiétude et l'excitation qui avaient plané pendant de longs mois dans l'atmosphère européenne.

Mais la tranquillité des esprits ne dura pas longtemps et la secousse fut d'autant plus violente qu'on eut une véritable surprise.

L'Europe apprit, bientôt après la retraite des troupes russes de Constantinople, que le 8 juillet 1833 le comte Orloff avait conclu avec la Turquie une alliance défensive pour une durée de huit ans.

Les instructions du comte de Nesselrode étaient à la base du traité : « Cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs États contre tout empiétement, leurs Majestés promettent de s'entendre sans réserve sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respectives, et de se prêter à cet effet mutuellement des secours matériels et l'assistance la plus efficace ». L'art. 3 disait en quoi consistait le prêt mutuel de secours et d'assistance : « En conséquence du principe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la sublime Porte, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, dans le cas où les circonstances, qui pourraient déterminer de nouveau la sublime Porte à réclamer l'assistance navale et militaire de la Russie, venaient à se présenter, promet de fournir par terre et par mer autant de troupes et de forces que les deux hautes parties le jugeraient nécessaire. D'après cela, il est convenu qu'en ce cas les forces de terre et de mer, dont la sublime Porte réclamerait le secours, sont tenues à sa disposition. »

Du contenu de cet article, il résulte que la Turquie s'était mise sous la protection de la Russie, car, malgré la phrase où l'on parle de l'assistance mutuelle, le tsar n'avait pas

¹ Cadalvène et Barrault, 405-406.

stipulé de contre-partie pour sa promesse envers le sultan.

Toutefois l'engagement du tsar ne pouvait être tout à fait désintéressé, car le désintéressement n'est pas le propre des amitiés internationales. Les instructions du comte de Nesselrode, adressées à Orloff, avaient produit pleinement leur effet et même plus. Par un article séparé et secret, où l'on rappelait le caractère bilatéral de la promesse du tsar, on stipulait ensuite l'obligation du sultan : « Néanmoins, comme Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, voulant épargner à la sublime Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours ; si les circonstances mettaient la sublime Porte dans l'obligation de le fournir, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque¹. »

Ainsi l'entrée de la mer Noire était fermée aux vaisseaux de guerre étrangers et la Russie avait transformé en droit écrit le fait de sa prépondérance à Constantinople. Sans avoir entre ses mains l'entrée de la mer Noire, le tsar n'avait pas moins transformé cette mer en un lac russe, fermé aux vaisseaux de guerre de toute puissance ennemie de la Russie. Sans encourir aucun risque et subir les inconvénients de l'opposition des autres puissances intéressées en Orient, la Russie avait su s'assurer tous les avantages possibles du maintien de l'empire ottoman.

La convention anglo-turque de 1809 prévoyait la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, même en temps de paix, au pavillon de guerre de toute puissance, y compris l'Angleterre. Il résultait donc que cette convention était avantageuse pour la Russie, malgré qu'elle n'y avait pris aucune part, pour le cas où elle se serait trouvée en état de guerre avec l'Angleterre, et dans le cas où la Turquie aurait gardé la neutralité, puisque la flotte anglaise ne pouvait entrer dans la mer Noire. Il est vrai que la convention de 1809 présentait une contre-partie désavantageuse pour la Russie : sa flotte ne pouvait passer les détroits vers la Méditerranée pour attaquer les Anglais. Avec le traité d'Unkiar-Iskélessi, cet

¹ Le traité d'Unkiar-Iskélessi, ainsi que l'article séparé, dans Noradounghian, II, 229-231.

inconvenient disparaissait ; en cas de guerre avec l'Angleterre ou autre puissance, le sultan devait fermer les Dardanelles pour la sécurité des côtes méridionales de la Russie, comme dans le cas précédent, mais, en plus, il ne pouvait pas refuser la sortie de la flotte russe vers la Méditerranée pour attaquer la flotte ennemie.

D'après le sens du traité pris en entier, alliance russo-turque, et d'après le fait qu'on ne stipulait qu'une seule fermeture, celle des Dardanelles, sans rien dire au sujet du Bosphore, cette interprétation semble être la seule vraie. Autrement, quel avantage aurait trouvé la Russie dans une stipulation qui ne lui aurait donné rien de plus que la convention anglo-turque de 1809 ?

L'amiral Roussin avait eu certains indices de ce traité au cours des pourparlers mêmes, mais son intervention contre la signature avait été empêchée par l'ambassadeur anglais Ponsby¹. Néanmoins, lorsque le traité fut signé et qu'on eut connaissance du fait, l'émotion fut grande en Europe. Lord Palmerston et le gouvernement anglais, naguère si inattentifs, ne proposaient rien moins à la France que d'aller forcer les Dardanelles, entrer dans la mer Noire et brûler cette flotte moscovite, toujours prête à envahir Constantinople sous prétexte de la protéger².

Au premier abord, de Talleyrand eût été assez disposé à se laisser emporter à la suite du gouvernement anglais, mais le duc de Broglie, tout hostile qu'il fût aux desseins de la Russie, ne voulut pas brusquer les choses³. Malgré ces réserves, tant le gouvernement de Londres que celui de Paris présentèrent des observations à Pétersbourg et à Constantinople⁴. A tout cela, le comte de Nesselrode répondit que « le traité était purement défensif et conclu entre deux puissances indépendantes, dans la plénitude de leurs droits, » et il ajouta, pour la note française, qu'il la « considérait d'ailleurs comme non avenue⁵. » La protestation anglo-française, admissible au point de vue politique, était insoutenable en droit : du moment que la Turquie, complètement indépendante, contractait une alliance avec un autre État également indépendant, il ne pouvait pas y avoir de griefs juridiques⁶.

¹ Guizot, IV, 50.

² Thureau-Dangin, II, 363 ; Guizot, IV, 81.

³ *Ibid.*, loc. cit.

⁴ Guizot, loc. cit.

⁵ Créhange, 173.

⁶ M. L. Renault à son cours, cité par Mischeff, 290.

L'échange des notes avait eu pour résultat d'accentuer la tension générale. C'est grâce à l'intervention de Metternich que, vers la fin de 1833, se produisit une certaine détente. Sans doute, le traité d'Unkiar-Iskélessi lui avait déplu, mais à l'occasion des conférences de Münchengrätz, qui aboutirent à la convention du 6/18 septembre pour le maintien de l'empire ottoman¹, le chancelier autrichien l'accepta, donna des conseils de modération au tsar et crut pouvoir assurer la France et l'Angleterre que l'intention du gouvernement russe était de laisser le traité à l'état de lettre morte².

Le rôle pacificateur de Metternich n'eut en vue que les intérêts autrichiens : c'est ainsi qu'il put lier la Russie par la dite convention. Les deux parties s'engageaient au maintien de l'empire ottoman et promettaient de s'opposer en commun à toute combinaison qui porterait atteinte à l'indépendance de l'autorité souveraine en Turquie. Dans les articles secrets, il était dit que : 1^o les stipulations du traité patent concernaient spécialement le pacha d'Égypte ; 2^o admettant le cas où l'ordre actuel des choses en Turquie viendrait à être renversé, les deux cours impériales proclamaient le principe de l'union pour les affaires d'Orient et s'engageaient à agir « de concert et dans un parfait esprit de solidarité pour tout ce qui concerne l'établissement du nouvel ordre de choses destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui. »

Si l'engagement pour le maintien de la Turquie est bien précisé jusqu'à indiquer l'application spéciale au pacha d'Égypte, l'autre envisageant une dissolution est bien vague, car les vues des deux cours étaient tout à fait différentes. Mais de celui-ci encore, il résulte une précision dont on ne peut pas douter : la Russie ne pouvait plus rien faire sans une entente préalable avec l'Autriche. La convention de Münchengrätz avait stipulé ainsi une clause claire, précise, celle qui renfermait le point de vue autrichien, et une seconde, extrêmement vague, où la Russie devait se débattre dans la poursuite de son rêve séculaire, la domination de l'Orient.

Le chancelier autrichien avait raison de dire avec emphase à propos de cette convention : « Quand la Russie suivait une route différente de la mienne, je l'abandonnais. Aujourd'hui, je marche d'accord avec elle, parce qu'elle suit une voie qui est la mienne. Il y a quelques années, dans les affaires de Grèce, je m'étais séparé de la Russie. On m'en a blâmé à cette

¹ Martens, IV, 446-449.

² Thureau-Dangin, II, 364 ; Guizot, IV, 52-53.

époque. Aujourd'hui, qu'elle désire le maintien de l'empire ottoman et qu'elle doit le désirer, je marche d'accord avec elle et on m'en blâme également¹. »

Il avait réussi à ramener la Russie sur sa route, en lui donnant habilement l'espérance d'un appui contre les puissances occidentales, tandis que la diplomatie russe, sans s'apercevoir de la vérité, pouvait croire, à son tour, qu'elle avait enchaîné l'Autriche à sa politique orientale.

II

LA CONVENTION DES DÉTROITS.

La crise européenne provoquée par l'action de Méhémed Ali semblait toucher à sa fin, que de nouveau elle se manifesta sous une forme plus aiguë.

La paix de Kutaieh n'était qu'une trêve de la lutte entre Mahmoud et Méhémed et une trêve qui avait fini pour le plus grand mécontentement des deux parties. La haine inassouvie du sultan et l'ambition non satisfaite de Méhémed, par suite de l'intervention européenne, devaient mettre de nouveau face à face les deux ennemis².

Un premier conflit pour le territoire d'Ourfa fut tranché grâce à l'intervention des puissances. La question du tribut, que Méhémed ne payait pas régulièrement, provoqua les réclamations de la Porte ; le vice-roi répondit en demandant l'hérédité de ses fonctions pour ses descendants. Le sultan semblait disposé à consentir pour l'Égypte, mais il entendait qu'on lui restituât la Syrie : l'entente fut impossible, chaque partie conservant sa position. La convention commerciale

¹ Martens, IV, 437.

² Méhémed avait fait de grandes promesses aux habitants de Syrie qu'il ne put pas tenir après la paix de Kutaieh. Ainsi, il fut forcé d'introduire la conscription, la capitation et un monopole sur certaines branches du commerce en Syrie pour pouvoir subvenir aux besoins du trésor public égyptien, trop éprouvé par la dernière guerre et par les nouveaux armements. Sa domination en Syrie provoqua des mécontentements au sein de la population, ainsi que parmi les négociants étrangers ; le sultan en profita pour fomentier un mouvement populaire très violent. De cette manière Méhémed se trouva aux prises avec les révoltés de Syrie, soutenus par la Turquie, et en même temps avec les difficultés de la suppression des monopoles dans tout l'empire ottoman, obtenue par l'Angleterre au moyen d'une convention commerciale avec le sultan. Les armements que la Turquie poursuivit, après la paix de Kutaieh, ne firent qu'accroître les difficultés de la situation pour Méhémed. [V. Paul Mouriez, *Histoire de Méhémed Ali*, Paris, 1856-58, t. III-IV.]

turco-anglaise, avant sa mise en application, rencontra de l'opposition dans les domaines administrés par Méhémed. Le sultan poussa les armements avec le concours de plusieurs officiers prussiens et ordonna une concentration de ses troupes vers les pachaliks d'Adana et d'Alep. En avril 1839, l'armée ottomane franchit l'Euphrate ; Ibrahim-pacha se tint sur la défensive d'après les conseils français, mais au commencement de juin une proclamation de guerre du sultan précipita les événements. Le 24 du même mois la bataille de Nezib prit fin par une grande défaite pour les Turcs. Quelques jours plus tard le sultan mourut et son fils, qui n'avait que seize ans, lui succéda. La Turquie sans armée depuis la bataille de Nezib, perdit aussi sa flotte le 14 juillet lorsque le Kapoudan-pacha Ahmed alla dans le port d'Alexandrie la livrer au vice-roi ¹.

Par crainte de voir les Russes intervenir à Constantinople, les puissances européennes avaient fait, depuis la paix de Kutaieh, tous leurs efforts tant d'un côté que de l'autre pour éviter un nouveau conflit turco-égyptien.

D'abord la France, qui avait calmé les ardeurs belliqueuses du gouvernement britannique, lors de la nouvelle du traité d'Unkiar-Iskélessi, ne désirait pas la réouverture de la question : sa diplomatie travaillait tant à Constantinople qu'à Alexandrie à aplanir les difficultés, tout en laissant voir une sympathie persistante pour Méhémed-Ali ².

L'Angleterre, sans oublier sa politique hostile à la Russie, avec laquelle elle ne se heurtait pas seulement en Turquie, ne pouvait pas admettre d'un cœur léger une nouvelle défaite du sultan. Elle voulait le maintien de l'empire ottoman et elle désirait encore, avec beaucoup plus de décision, que les routes conduisant vers l'Inde ne soient pas directement ou indirectement à la portée de la France. L'amitié franco-égyptienne n'était pas du tout du goût du gouvernement anglais, qui, sous prétexte de contenir Méhémed-Ali, l'eût volontiers brisé³. La dernière convention commerciale turco-anglaise en était la preuve. D'ailleurs depuis que le vice-roi actuel avait rendu impossible l'installation des Anglais en Egypte après l'expédition de Bonaparte, la mauvaise volonté de l'Angleterre envers lui ne fit que s'accroître pour de nouvelles raisons.

¹ Lavissee et Rambaud, X, 932-933.

² Thureau-Dangin, IV, 6.

³ *Ibid.*, 7.

Est-ce que la Russie désirait le conflit ? Il paraît que le gouvernement russe, se rendant compte des dangers auxquels il s'exposerait en exerçant son droit de protection sur la Turquie, souhaitait que l'occasion fût évitée. L'ambassadeur français à Pétersbourg écrivait ceci en décembre 1838 : « Elle (la Russie) craint plus qu'aucune puissance de voir arriver le cas prévu par le traité d'Unkiar-Iskélessi... Aussi elle veut le *statu quo* et s'effraie quand il est en péril ¹. » Et l'ambassadeur russe à Constantinople ne manqua pas de prodiguer à la Porte des conseils de modération à l'égard du vice-roi d'Egypte, chose que la diplomatie anglo-française sut mettre à profit pour accroître la méfiance des Turcs envers la Russie ².

Quant à l'Autriche, le prince de Metternich n'était pas étranger à l'idée de restreindre la trop grande influence russe sur la Turquie ³, mais il s'efforçait de prévenir un conflit immédiat entre le vice-roi et le sultan ⁴ pour ne pas être mis en position d'examiner la réalisation des engagements pris à Münchengraetz.

La bataille de Nézib, il va de soi, mit toute l'Europe en émoi : la question d'Orient se posait devant elle avec une extrême gravité, du moment que la Turquie n'avait plus ni armée, ni flotte.

La Russie allait donc intervenir conformément au traité d'Unkiar ? Il fallait alors l'en empêcher à tout prix : c'était là la grosse question.

En France, on s'aperçut vite que la meilleure et la seule solution efficace, était de faire de la question d'Orient une question européenne en invitant toutes les grandes puissances à se concerter pour garantir ensemble l'indépendance de l'empire ottoman et résoudre les difficultés avec lesquelles cet empire se trouvait aux prises. Ou la Russie entrait dans ce concert et alors implicitement renonçait à son protectorat exclusif ou elle se refusait et alors risquait de se trouver seule en face de l'Europe ⁵. La diplomatie française se mit en relation avec le gouvernement anglais ; on tomba vite d'accord sur la nécessité de l'action commune. L'Autriche

¹ Thureau-Dangin, IV, 9.

² Goriainow, 52-53.

³ *Ibid.*, loc. cit.

⁴ L. Faucher, *La question d'Orient*, dans la *Revue des Deux-Mondes* 4^{er} décembre 1841, p. 731.

⁵ Thureau-Dangin, IV, 16.

devait être d'avance gagnée à l'idée du concert européen, car le prince de Metternich avait lancé le premier la proposition dès le 18 mai, c'est-à-dire même avant le commencement des hostilités. En outre, l'idée d'une conférence européenne à Vienne souriait au chancelier autrichien ¹. La Prusse, habituée à régler son attitude sur celle de l'Autriche et de la Russie, d'autant plus qu'elle n'avait pas d'intérêts directs dans cette affaire, se montrait disposée à suivre le parti que prendraient les quatre autres puissances.

La proposition du prince de Metternich ne trouva pas un bon accueil auprès du gouvernement russe. Le comte de Nesselrode dans les instructions données à son ambassadeur de Vienne, après avoir rappelé le „fil directeur” de la politique russe en ce qui concernait l'empire ottoman, affirmait qu'il fallait agir seulement à Alexandrie : « En affaire il faut savoir avant tout à qui parler. Ici, nous avons à parler au pacha d'Égypte. » Il n'accédait pas à la proposition autrichienne de soumettre la question d'Orient à la délibération d'une conférence convoquée à Vienne.

La mort du sultan et surtout la perte de la flotte turque, avaient accentué à Constantinople les tendances pacifiques : on offrit au vice-roi l'Égypte héréditaire et la Syrie viagère. La Russie profitant de ces circonstances s'enferma encore davantage dans son refus d'accepter la conférence, puisque la Porte pouvait se mettre d'accord avec Méhémed directement, sans le concours des puissances ². Elle fit part aux autres puissances de ce point de vue.

La France aurait très bien pu accepter un arrangement direct, qui semblait favorable à Méhémed, mais à ce moment sa préoccupation principale était d'établir le concert européen, redouté par la Russie. A Londres et à Vienne, on était également opposé à une telle solution, ici par souci d'établir le concert, là par hostilité contre le pacha. Le prince de Metternich prit cette fois l'initiative de trancher vite, contrairement à ses habitudes, et envoya des instructions à son ambassadeur de Constantinople pour empêcher l'arrangement direct. Le 27 juillet, l'internonce d'Autriche avait reçu les instructions et, dès le soir, il put présenter au Divan une note collective des cinq puissances, engageant la Porte « à s'abstenir de toute détermination définitive sans

¹ Thureau-Dangin, IV, 20-21 ; Goriaïnow, *loc. cit.*

² *Ibid.*, 55-56 ; *Ibid.*, 54-55.

leur concours et à attendre l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent. » Le consentement de l'ambassadeur russe avait été surpris. La démarche eut pour premier résultat de retremper le courage de la Porte et de réveiller son intransigeance ¹.

L'accord des puissances était plutôt formel : en réalité le gouvernement français poussé par l'opinion publique tenait pour Méhémed-Ali, tandis que l'Angleterre proposait qu'il fût dépouillé de tout, sauf de l'Égypte ². Et pour faire accepter son point de vue, lord Palmerston, plus rassuré du côté de la Russie depuis que son ambassadeur s'était associé à la note collective du 27 juillet, avait commencé la campagne pour faire agréer aux divers cabinets la nécessité de faire restituer la Syrie au sultan. Il s'était adressé à cet effet non seulement à Vienne et à Berlin, mais aussi à Pétersbourg ³. C'est ainsi que la fissure de l'alliance franco-anglaise fut saisie par la diplomatie russe, qui se décida à profiter d'elle contre la France. Vers la fin d'août, le désaccord franco-anglais était bien accentué : pour l'Angleterre « toute la question d'Orient semblait être désormais réduite à la question égyptienne » comme dit Thureau-Dangin, de même que la France semblait n'avoir que le but d'isoler la Russie lors du concert européen que cette dernière semblait ne pas désirer du tout. En septembre, le point de vue anglais, hostile à Méhémed Ali, était accepté à Vienne, à Berlin et à Pétersbourg, de sorte que lord Palmerston put dire à l'ambassadeur français de Londres : « Voyez s'il est possible de renoncer à un système au moment même où il réunit les efforts de presque toutes les puissances ⁴. »

Devant la persistance du gouvernement français à soutenir les prétentions de Méhémed, l'Angleterre proposa de couvrir Constantinople contre toute attaque en opérant un rassemblement de troupes, composé des contingents des cinq puissances médiatrices. La France refusa, comme elle avait d'ailleurs refusé de s'associer à une action navale contre Alexandrie pour déterminer Méhémed-Ali à restituer la flotte ottomane ⁵.

La Russie, engagée malgré elle par la signature précipitée de son représentant à Constantinople, devait changer d'atti-

¹ Thureau-Dangin, IV, 56-59.

² Lavis et Rambaud, X, 934.

³ Thureau-Dangin, IV, 25.

⁴ *Ibid.*, 65.

⁵ Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'empire ottoman depuis 1792 jusqu'en 1844*, Paris, 1844, t. IV, p. 240 et 242.

tude. Elle décida enfin de sortir de son expectative vigilante : le 3/15 septembre le baron de Brunnow arriva à Londres en mission extraordinaire ¹. Il avait reçu des instructions pour conclure avec l'Angleterre une entente en vue des mesures coercitives à prendre en commun contre le vice-roi, « soit que la France entrât dans le concert, soit qu'elle restât à l'écart ². » Et il tint à ajouter que « tout en reconnaissant, au point de vue politique, l'avantage d'avoir la France avec soi, le tsar, personnellement, préférerait qu'elle fût laissée en dehors ³. » Nicolas I^{er} portait une haine acharnée à la France et il essayait de l'exclure du concert européen. Du moins, s'il avait perdu l'avantage du traité d'Unkiar-Iskélessi à la suite de la démarche collective à Constantinople, le tsar essayait de se rattraper, par un rapprochement avec l'Angleterre.

De Brunnow proposait à l'Angleterre d'envoyer sa flotte à Alexandrie, tandis que les Russes auraient agi indépendamment, sans le concours anglais, sous les murs de Constantinople pour défendre la capitale contre une attaque du vice-roi. Et, pour faire accepter sa proposition, l'envoyé russe avait même reçu des instructions pour déclarer sous certaines conditions la renonciation du tsar au traité d'Unkiar-Iskélessi. En effet, il proposa de proclamer la clôture des deux détroits comme un principe universellement reconnu du droit public européen, et insista sur ce que le gouvernement impérial désirait : c'est-à-dire non seulement la fermeture des Dardanelles, qui était prévue par le traité d'Unkiar-Iskélessi, mais aussi celle du Bosphore. Brunnow expliqua ensuite, à la grande surprise de lord Palmerston, que ce traité avait été envisagé par le tsar, comme un moyen de salut pour la Porte et non pas comme un prétexte pour s'arroger le protectorat absolu sur l'empire ottoman. A l'occasion d'autres entretiens qu'il eut à Londres, l'ambassadeur du tsar tint à faire ressortir que le principe de la fermeture avait en vue la sécurité de la Russie, mais qu'en même temps il signifiait la volonté que les coups dirigés contre son pays « ne donnassent point la mort à la Turquie, qu'il était d'un égal intérêt pour toutes les puissances à sauver et maintenir. » L'attaque d'une flotte puissante sur les côtes méridionales de l'empire russe, continuait-il, imposerait aux armées de la Russie de franchir le Danube et de mar-

¹ Goriainow, 66.

² Thureau-Dangin, IV, 71.

³ *Ibid.*, loc. cit.

cher droit sur les Dardanelles pour intercepter le passage et dans ce cas l'écroulement de la Porte serait fatal ¹.

La prétention russe d'intervenir seule à Constantinople, sans que la flotte anglaise fît son apparition dans la mer de Marmara, rendit l'accord impossible ². Brunnow quitta Londres le 1^{er} octobre et lord Palmerston, pour obtenir l'adhésion aux mesures de contrainte, consentit à joindre à l'investiture héréditaire de l'Égypte en faveur de Méhémed, la possession, également héréditaire, du pachalik d'Acre. Mais la France persista dans son point de vue, trop confiante dans l'impossibilité d'un accord anglo-russe, et le gouvernement anglais retira sa proposition peu de temps ensuite ³.

Le cabinet français considérait la résolution du tsar de renoncer au traité d'Unkiar-Iskélessi comme un don gratuit, sans y associer la question de la clôture des détroits, ni celle de la délimitation de l'Égypte et des mesures coercitives contre le vice-roi. Le cabinet anglais envisageait la question de la clôture d'une manière différente : du moins le duc de Wellington, sollicité par lord Palmerston d'émettre son opinion là-dessus, avait répondu affirmativement : « Nous sommes, disait-il, dans ces parages trop loin de nos ressources et la Russie touche aux siennes. » Ce raisonnement frappa le chef de la politique étrangère anglaise ⁴.

En décembre, Brunnow revint en mission à Londres, cette fois chargé de mener à bout l'entente avec l'Angleterre. Il avait des instructions de faire des concessions sur le seul point qui avait rendu impossible, au cours des premières négociations, l'entente anglo-russe : l'entrée exceptionnelle des flottes anglo-françaises dans les Dardanelles au cas où il faudrait intervenir pour la protection de Constantinople. Sur les instances de Brunnow, lord Palmerston promit, après les premières entrevues, de rédiger le projet de convention, en ne tenant pas compte des objections du gouvernement français et de son désir de gagner du temps ⁵. C'est à peine le 19 janvier 1840 que le ministre anglais donna lecture à l'envoyé du tsar de son projet de convention : on n'y parlait ni des limites de l'Égypte, ni de l'hérédité du pouvoir de

¹ Goriaïnow, 67-69.

² En fait, par un tel arrangement, la Russie aurait gardé l'avantage principal du traité d'Unkiar-Iskélessi.

³ Thureau-Dangin, IV, 74-77.

⁴ Goriaïnow, 73-74.

⁵ *Ibid.*, loc. cit.

Méhéméd, ni de ses rapports avec la Porte ¹. Il était évident que, par cette imprécision sur des points où l'entente anglo-française n'avait pu être obtenue, lord Palmerston voulait laisser une porte ouverte à la France. Et lui-même avouait son espoir d'entraîner enfin le cabinet français, ce qui provoqua les protestations de Brunnów ². L'intervention de l'ambassadeur autrichien, qui assistait à cette lecture, décida le représentant du tsar à rédiger lui-même un autre projet de convention. Cette fois le centre de gravité fut déplacé de Constantinople à Alexandrie; les limites de l'Égypte étaient fixées sous la réserve de l'adhésion du sultan, les mesures de coercition contre Méhéméd Ali étaient arrêtées et, enfin, on proclamait le principe de la fermeture des détroits. Lord Palmerston approuva le projet et l'on décida ensuite d'inviter un représentant de l'empire ottoman à participer aux délibérations ³. Le consentement du tsar à associer un représentant de la Turquie aux négociations de Londres fut accueilli avec enthousiasme par lord Palmerston ⁴.

Pendant tout cet intervalle, la France ne voulait que gagner du temps, en se retranchant dans son attitude réservée. Le nouveau ministère de Thiers, tout en regrettant la note collective du 27 juillet, ne pouvait répudier ouvertement l'engagement du cabinet précédent, mais se proposait de s'en dégager peu à peu et sans bruit ⁵. « Reculer autant que possible la reprise des pourparlers de Londres, les faire ensuite traîner en longueur, affecter de se dire sans parti pris, s'abstenir de faire aucune proposition, critiquer celles d'autrui avec mesure et patience, sans se prononcer et de façon à retarder toute solution définitive, laisser entrevoir que, si l'on voulait violenter la politique de la France, la France résisterait », telle était la tactique recommandée par le nouveau cabinet à ses ambassadeurs. Telle était aussi la politique envers les négociations de Londres, tandis qu'en Orient on agissait en sous main pour arriver à un accord direct entre le sultan et son vassal ⁶.

Au cours du mois de mai, on eût des renseignements sur les tentatives en vue d'un accord direct : ce fut l'élément dé-

¹ Martens, XII, 125.

² *Ibid.*, loc. cit.

³ Goriainow, 75 et 78.

⁴ Martens, XII, 127-128.

⁵ Thureau-Dangin, IV, 195.

⁶ *Ibid.*, 193 et 196.

cisif pour lord Palmerston de pousser les négociations et d'en finir même sans la participation de la France. Malgré les résistances de ses collègues du cabinet, lord Palmerston, après menace de démission, sut obtenir carte blanche pour finir les négociations en dehors de la France. Il rédigea le projet définitif de la convention, le soumit à l'approbation des ministres et ensuite le communiqua aux représentants des autres puissances.

Cinq jours plus tard, le 15 juillet, la convention était signée en dehors de la France, par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la Turquie¹.

L'art. 1^{er} déclarait que le sultan s'était entendu avec les quatre puissances sur les conditions de l'arrangement qu'il voulait offrir à Méhémed-Ali; à leur tour les puissances déclaraient s'engager « à agir dans un parfait accord et à unir leurs efforts pour déterminer Méhémed Ali à se conformer à cet arrangement ». Pour le cas de résistance de la part de celui-ci, les quatre puissances s'engageaient par l'art. 2 à prendre de concert, à la réquisition du sultan, les mesures d'exécution forcée de l'arrangement. Au cas où Constantinople se trouverait en danger, après le refus de Méhémed de se soumettre, les puissances sur la réquisition du sultan, convenaient de pourvoir à la défense de son trône « au moyen d'une coopération concertée en commun, dans le but de mettre les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles, ainsi que la capitale... à l'abri de toute agression ». On spécifiait que du moment que le sultan jugerait que la présence des forces aurait cessé d'être nécessaire, « les dites forces se retireront *simultanément* et rentreront respectivement dans la mer Noire et la Méditerranée » (art. 3). Enfin, par l'article suivant, on précisait que la coopération envisagée ne sera considérée que « comme une mesure exceptionnelle » et qu'elle « ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'empire ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore ». Dans le même article, le sultan déclarait sa « ferme résolution de maintenir, à l'avenir, ce principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire et, tant que la Porte se trouvera en paix, de n'admettre aucun bâtiment de guerre étranger dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles ». D'autre part, les

¹ Goriainow, 78-84 ; Martens, XII, 128.

quatre grandes puissances s'engageaient « à respecter cette détermination du sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé ».

Un acte séparé, annexé à la convention, indiquait les conditions de l'arrangement offert par le sultan au vice-roi : l'hérédité du pachalik d'Égypte et l'administration viagère de celui d'Acre, ainsi que de la partie méridionale de la Syrie, — le tout sous la condition de l'acceptation dans un délai de dix jours et avec l'obligation de retirer immédiatement ses forces armées se trouvant en dehors des limites ci-dessus indiquées. Passé le délai, on ne lui accordait plus que l'Égypte, et après un autre délai de dix jours, s'il ne faisait pas acte de soumission le sultan se considérerait libre de retirer cette offre et de suivre telle marche ultérieure que « ses propres intérêts et les conseils de ses alliés pourront lui suggérer ».

Dans le cas de l'acceptation de l'une comme de l'autre des propositions, on prévoyait encore le paiement du tribut annuel, la remise de la flotte ottomane et l'application en Égypte et dans les autres domaines administrés par le vice-roi de tous les traités et de toutes les lois de l'empire ottoman.

Enfin, le même jour, par un protocole réservé¹, les plénipotentiaires convinrent de mettre immédiatement à exécution les mesures concernant l'Égypte, sans attendre la ratification, — ce qui constitue une importante dérogation à la règle fondamentale qui demande la ratification de tout acte international avant sa mise à exécution.

Sur le refus de Méhémed de se soumettre, une escadre anglo-autrichienne alla bloquer les côtes de la Syrie. Le 11 septembre, Beyrouth fut bombardée par les Anglais et évacuée par les troupes d'Ibrahim. Quelques jours après, le Divan, au lieu d'accepter les nouvelles propositions de la France faites au nom du vice-roi, prononça la déchéance pure et simple de Méhémed, contrairement à l'acte signé à Londres.

L'opinion française, déjà froissée par la convention du 15 juillet, se souleva cette fois avec violence : de toutes parts on demandait la guerre². Il était question d'un ami dévoué

¹ Tous ces actes signés le 15 juillet 1840 à Londres, dans Noradounghian, II, 303-312.

² Lavisce et Rambaud, X, 937.

de la France et il était surtout question du prestige français, à la suite de sa médiation, gravement atteint par le geste insolite du Divan. Le gouvernement, sous la pression de l'opinion, ordonna des mesures militaires et prit une attitude énergique ; mais le désaccord entre le cabinet belliqueux et le roi attaché à la paix, amena un changement de ministère. Guizot qui avait été, pendant les derniers événements, ambassadeur à Londres, fut appelé au département des affaires étrangères. Lord Palmerston, qui connaissait les sentiments pacifiques de l'homme d'État français, lui refusa toute concession, — ce qui amena Guizot à déclarer le 16 novembre que la France, laissée en dehors du concert européen, se réservait sa liberté d'action, en attendant d'y pouvoir rentrer sans rien sacrifier de sa dignité, ni de ses droits ¹.

Lord Palmerston aurait voulu déposséder entièrement Méhémed-Ali et pousser les choses sans aucun égard pour la France, mais il rencontra la résistance de l'Autriche. En janvier 1841, la possession héréditaire de l'Égypte en faveur du vice-roi était décidée et la France faisait les premiers pas pour rentrer dans le concert européen.

Guizot préconisait un acte général réglant certaines questions d'intérêt européen : 1° clôture des détroits ; 2° reconnaissance du *statu quo* de l'empire ottoman dans son indépendance et son intégrité ; 3° garanties pour les chrétiens de Syrie ; 4° certaines garanties de liberté, voire de neutralité pour les routes commerciales de l'Orient à travers l'isthme de Suez ². Ces propositions rencontrèrent la vive opposition de la Russie pour le second point, de l'Angleterre pour le quatrième et des deux puissances à la fois pour le troisième qui, disaient-elles, établissait en faveur de la France un droit d'intervention dans les affaires intérieures de la Turquie ³.

Il ne restait plus qu'à discuter sur la question de la clôture des détroits, au sujet de laquelle les négociations semblaient aboutir à un accord général, grâce à l'intervention du prince de Metternich ⁴, lorsque tout se trouva remis sur le tapis. Le hatti-cherif de février, qui venait d'accorder à Méhémed l'Égypte héréditaire, avait, à l'instigation de l'am-

¹ Lavis et Rambaud, X, 938.

² Guizot, VI, 72 et suiv.

³ Martens, XII, 151.

⁴ *Ibid.*, 152.

bassadeur anglais, subordonné cette concession à des réserves et des restrictions telles qu'elle devenait à peu près illusoire¹. Le gouvernement français déclara ne pouvoir signer la convention des détroits, tant que l'affaire d'Égypte ne serait pas définitivement réglée². L'Autriche, secondée cette fois par la Prusse et la Russie, intervint pour mettre fin aux manifestations de la malveillance anglaise envers Méhémed-Ali³.

La question égyptienne terminée, la convention générale sur la fermeture des détroits fut signée le 13 juillet 1841⁴. Ainsi la crise, qui tenait l'Europe dans un état d'incertitude et d'énervement depuis deux ans, prit fin sans que la paix générale fût troublée.

Dans le préambule de la convention, il y a une phrase qui rappelle la proposition française pour l'intégrité de l'empire ottoman : les cinq puissances voulant donner au sultan « la preuve manifeste du respect qu'elles portent à l'inviolabilité de ses droits souverains, ainsi que de leur désir sincère de voir se consolider le repos de son empire », ont résolu « de se rendre à l'invitation de Sa Hautesse le sultan, afin de constater en commun, par un acte formel, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle... d'après laquelle le passage des détroits doit toujours être fermé aux bâtiments de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix ». En même temps, le préambule essaye de sauver, au moins pour la forme, la dignité du sultan, car les puissances se *rendent* à son invitation pour constater la fermeture des détroits.

C'est toujours du préambule que ressort le véritable caractère de la convention de 1841 : une obligation contractuelle liant deux parties et non pas plusieurs : le sultan d'un côté, les puissances en bloc, « leur détermination *unanime* », de l'autre. L'obligation des puissances est indivise, solidaire, qu'elles s'engagent à respecter non seulement envers le sultan, mais encore l'une vis-à-vis des autres. La convention de 1841, ainsi que celles de 1856 et 1871, sont « des traités collectifs : ils ne constituent pas cinq ou six obligations séparées des grandes puissances vis-à-vis de la Turquie, mais bien une

¹ Lavissee et Rambaud, X, 940.

² Guizot, VI, 101 et suiv.

³ Lavissee et Rambaud, *loc. cit.*

⁴ Noradounghian, II, 342-344.

seule obligation que ces puissances ont contractée envers la sublime Porte et qu'elles sont tenues d'observer, non seulement vis-vis du sultan, mais encore l'une vis-à-vis de l'autre, de manière que chacune a le droit de demander compte à l'autre de toute infraction à l'engagement commun. Si les signataires de ces traités s'étaient simplement engagés vis-à-vis de la Porte, chacune pourrait, une fois d'accord avec cette dernière, abroger le traité conclu avec elle; mais cela ne se peut pas : chacun des signataires est lié par le contrat auquel il a souscrit, tant qu'il n'y a pas l'accord de tous les signataires pour abroger ou modifier l'obligation qu'ils ont contractée collectivement¹ ».

Le premier article de la convention confirme le caractère qui s'affirme dans le préambule même : « le sultan, *d'une part*, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans les dits détroits.

« Et Leurs Majestés... *de l'autre*, s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé ».

Enfin, le deuxième article, tout en essayant de sauvegarder en apparence la dignité et l'indépendance du sultan, comme le préambule, ne fait qu'accentuer la limitation de sa souveraineté, en désignant la part qui lui est encore réservée. « Il est entendu qu'en constatant l'inviolabilité de l'ancienne règle de l'empire ottoman mentionnée dans l'article précédent, le sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers, sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des légations des puissances amies ».

La convention des détroits consacrait ainsi d'une manière définitive et permanente, puisqu'il n'y avait pas de terme à sa durée, l'atteinte portée à la souveraineté ottomane.

En 1805, le traité russo-turc avait une durée limitée et ne prévoyait que certains cas où les deux parties s'engageaient

¹ Heinrich Geffcken, *La question des détroits*, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, t. XVII, p. 365-366.

à faire respecter par la force, aux autres puissances, l'interdiction d'entrer dans la mer Noire, mais la Turquie continuait d'être maîtresse des détroits. En 1809, pour obtenir le respect de la part de l'Angleterre, le sultan promettait de respecter lui-même la règle de l'empire : l'engagement de la Porte était conditionnel et seulement en faveur d'une puissance. Enfin, le traité d'Unkiar-Iskélessi impliquait l'obligation, dans le seul cas d'attaque contre la Russie, de fermer les Dardanelles au pavillon de guerre des autres puissances. Cette fois l'engagement contractuel était général « tant que la Porte se trouve en paix » ; en plus on indiquait, dans le second article, ce qui restait encore au sultan de sa souveraineté aux détroits.

Cette atteinte à la souveraineté turque aura pour résultat que, dorénavant, la Russie ne pourra plus s'arranger en tête-à-tête avec la Turquie. Toutes les fois que la question d'Orient sera à l'ordre du jour, l'empire des tsars aura à compter avec le concert européen.

Dès que la convention fut signée, le baron Brunnow s'empressa d'annoncer avec enthousiasme au comte de Nesselrode le règlement satisfaisant de la question. Et en Russie on était content du résultat, d'autant plus que l'ambassadeur anglais à Vienne avait dit à Brunnow que le principe de la fermeture tournait entièrement au profit de la Russie¹. Grâce à la convention, on se disait que les côtes russes de la mer Noire se trouvaient, désormais, en toute sécurité, contre une attaque quelconque.

III

LE CONGRÈS DE PARIS.

Les derniers événements, depuis la paix d'Andrinople, avaient marqué un changement complet de la politique européenne dans la question d'Orient.

Si autrefois les puissances veillaient au salut de la Turquie, il arrivait des moments où d'autres préoccupations contribuaient à l'abandon complet de l'empire ottoman : la paix d'Andrinople en avait été un exemple. Mais ensuite, lorsqu'elles s'étaient rendues compte de la situation prépon-

¹ Martens, XII, 154-155.

dérante que la Russie s'était assurée à Constantinople, notamment par le traité d'Unkiar-Iskélessi, nous vîmes ces puissances prendre une attitude nette envers la Russie. La convention des détroits est ainsi le premier acte européen qui vint mettre une barrière aux ambitions russes en Orient. En même temps que l'intérêt purement politique, des intérêts économiques commencèrent à lier le sort de la Turquie au système général de l'Europe. L'accroissement de richesse dû au développement des relations commerciales avec l'étranger, par l'intermédiaire surtout des sujets chrétiens de l'empire ottoman, donna comme résultat à la Turquie un regain de vitalité. Les essais de réforme, inspirés à la suite d'un contact chaque jour plus fréquent et plus intime de la Turquie avec l'Europe, agirent dans le même sens, — ces essais que le tsar Nicolas I^{er} affectait de dédaigner en les appelant « réformes nouvelles et superficielles d'origine française ¹ ». Tout cet ensemble de causes contribuait à enlever peu à peu la Turquie à la domination russe et à la mettre sous la protection collective de l'Europe.

Un changement devait fatalement suivre dans la politique russe, surtout après la convention des détroits, un changement qui devait la faire revenir sur la voie de Pierre le Grand et de Catherine II, sans en avoir l'apparence. Mais pour cela, il fallait la connivence d'une puissance, il fallait briser le concert européen.

Dès 1825, Pozzo di Borgo avait formulé cette nécessité de l'entente : « Les hostilités de l'Angleterre, si elles ne sont pas soutenues par une coopération continentale, n'empêcheront pas les progrès de nos armées et ne nous causeront pas un mal que nous ne saurions supporter ². »

Grâce à la neutralité autrichienne, les armées russes arrivèrent jusqu'à Andrinople quelques années plus tard. Mais ensuite, lorsqu'on voulut développer en Orient l'entente avec l'Autriche pour un partage profitable à la Russie, le prince de Metternich fut assez habile pour lier le tsar à Münchengrätz et le faire partisan, tout au moins pour la forme, de l'intégrité de la Turquie.

Peu de temps après, le point de vue de Pozzo di Borgo était renversé : la Russie recherchait l'amitié et le concours

¹ E. Forcade. *Histoire des causes de la guerre d'Orient*, Paris, 1854, p. 246.

² *Ibid.*, 261.

d'une puissance non continentale. La première convention de Londres et l'exclusion de la France du concert européen semblèrent un instant sur le point d'établir une entente russo-anglaise. Même après la convention des détroits, le tsar ne perdit pas l'espoir de réaliser ses ambitions avec l'appui de l'Angleterre. Dès 1844, le comte de Nesselrode exprimait ainsi dans un memorandum la nécessité d'un accord avec l'Angleterre : « La raison qui conseille l'établissement de cet accord est fort simple. Sur terre, la Russie exerce envers la la Turquie une action prépondérante ; sur mer, l'Angleterre occupe la même position. Isolée, l'action de ces deux puissances pourrait faire beaucoup de mal ; combinée, elle pourra produire un bien réel : de là l'utilité de s'entendre préalablement avant d'agir ¹. »

Et nous allons assister tout de suite à des tentatives pour « combiner » l'action anglo-russe en Orient.

La révolution de 1848 vint ébranler l'Europe dans des proportions jusqu'alors inconnues : ses répercussions se firent sentir jusqu'aux frontières de la Russie. Nicolas seul sut tenir tête à l'esprit révolutionnaire chez lui, et il put même agir dans les pays voisins, en Allemagne, en Hongrie et dans les principautés roumaines ² pour étouffer les aspirations nationales et libérales. Après que la tourmente passa, le tsar se rendit compte de sa puissance : il était en quelque sorte l'arbitre de l'Europe.

C'est une vérité, superflue à répéter, que toutes les fois que les circonstances de la politique internationale sont favorables, la Russie revient à ses ambitions traditionnelles en Orient et essaie de les réaliser. Cette fois encore, les circonstances semblaient favorables : le tsar ne guettait que l'occasion pour rouvrir la question orientale.

Les disputes séculaires entre les catholiques et les orthodoxes pour la garde des Lieux-Saints à Jérusalem et à Bethléem devaient éclater de nouveau et allaient fournir au tsar le prétexte tant désiré. Les derniers bouleversements de la vie française, la grande Révolution et le premier empire, avaient contribué à laisser au second plan les intérêts catholiques en Orient ; les Grecs, profitant de ce fait et avec l'appui

¹ Ancien diplomate (c'est le baron Jomini), *Etude diplomatique sur la guerre de Crimée*, Paris, 1874, t. I, p. 14, en note ; Samwer, *Recueil général des traités*, t. XV, p. 517-519.

² Rambaud, 661-662.

de la Russie, avaient achevé de déposséder les catholiques au commencement du XIX^e siècle.

La restauration et la monarchie de juillet n'avaient rien tenté auprès du sultan et c'est seulement au temps de Napoléon III que la diplomatie française s'intéressa à la question. Napoléon ne voulait pas que la prescription des droits de protection de la France profitât au tsar et, d'autre part, il avait intérêt à gagner les sympathies du clergé dans la politique intérieure¹. Les premières réclamations furent adressées à la Porte par le représentant français, le général Aupick, en mai 1850. La note de celui-ci énonçait simplement le droit strict des Latins à la restitution des sanctuaires d'où ils avaient été exclus. A la tentative du gouvernement ottoman d'éluder la question purement formelle, la France fit savoir que pour elle il « s'agit purement et simplement de savoir si la Porte se considère comme liée encore à son égard par les capitulations de 1740, alors qu'il est parfaitement établi qu'aucun acte auquel la France ait pris part n'en a infirmé la valeur. » Le successeur du général Aupick, le marquis de la Valette, reçut une réponse satisfaisante à cette question en juin 1851. La commission mixte franco-grecque, sous la présidence d'Emin-Effendi, instituée en vue d'examiner le litige, se montra favorable aux réclamations des Latins, lorsque l'empereur de Russie adressa au sultan une lettre autographe où il blâmait la conduite des ministres de la Porte et demandait impérieusement le *statu quo* dans la possession des Lieux-Saints. La lettre du tsar amena la dissolution de la commission mixte que la Porte remplaça par une commission d'enquête exclusivement composée de musulmans. Sur les travaux de cette commission fut prise une décision ambiguë qui donnait, par compensation, aux Grecs, le droit d'officier dans la mosquée appelée coupole de l'Ascension, privilège qui, jusque-là, avait appartenu exclusivement aux Latins. C'était un léger changement au *statu quo* réclamé par le tsar et une mince satisfaction pour les Latins. Ce firman devait être simplement enregistré pour satisfaire la France, mais l'ambassadeur russe demandait sa lecture aux communautés rassemblées à Jérusalem. Virtuellement, les capitulations étaient annulées, car ainsi on aurait proclamé le *statu quo* en faveur des Grecs². Enfin, le nouveau ministre turc des affaires étran-

¹ Lavis et Rambaud, XI, 199-200.

² Forcade, 10-15; L. Thouvenel, *Nicolas Ier et Napoléon III, les préliminaires de la guerre de Crimée*, Paris, 1891, p. 6 et suiv.

gères prit le parti de tenir les anciens engagements envers la France; alors le tsar ordonna des mesures militaires et envoya à Constantinople, en mission extraordinaire, le prince Menchikof¹. La fin de l'année 1852 et le commencement de la suivante amenèrent une tension franco-russe à Constantinople, à laquelle s'ajouta d'abord le refus du tsar de reconnaître la proclamation de Napoléon III comme empereur, puis la reconnaissance seulement avec des changements dans la formule traditionnelle des lettres entre les souverains. Malgré le raisonnement que le comte de Nesselrode attribuait à Napoléon III, dans une lettre au baron Brunnow, pour prouver ses projets ambitieux en Orient² et justifier les mesures militaires que la Russie s'était empressée de prendre, c'est toujours le cabinet français qui fit, le premier, des ouvertures à Pétersbourg en vue d'un arrangement direct de la question des Lieux-Saints³. D'ailleurs, il faut se demander, comme le fait de Martens⁴, si Napoléon nourrissait, en effet, des intentions hostiles à l'égard de la Russie « fallait-il l'encourager dans ces sentiments, en blessant son amour-propre, en contestant ses droits de parité et en refusant de reconnaître son titre? »

Mais, au lieu de tâcher d'arriver à une entente, le tsar semblait très empressé de déclancher tout. En même temps que des mesures militaires, une ambassade imposante à la tête de laquelle se trouvait un personnage important de l'empire, le prince Menchikof, arriva à Constantinople le 28 février 1853. Il avait pour mission d'obtenir de la Porte la reconnaissance des « droits traditionnels de la Russie sur les populations chrétiennes en Turquie et de consigner cette reconnaissance dans un acte international spécial⁵. » Il est vrai qu'à ce moment, personne ne pouvait dire quel était au juste le but de la mission Menchikof. Le comte de Nesselrode, en l'annonçant, le 5 février, à l'ambassadeur anglais, lui assurait que les instructions données à Menchikof étaient d'une nature conciliante et que, quoique militaire, le prince lui-même était animé des intentions les plus pacifiques. Quelques jours ensuite, Nesselrode ajoutait ces explications au sujet des mêmes instructions : « Elles sont un peu vagues, car il est difficile

¹ Forcade, *loc. cit.*

² Martens, XII, 301.

³ Forcade, 40-41.

⁴ *Op. cit.*, 302.

⁵ Martens, XII, 309-310. Nous avons déjà parlé des « droits historiques » de la Russie en Orient.

de préciser jusqu'à quel point les droits assurés aux Grecs l'année dernière ont été violés. »

Le 24 mars, l'ambassadeur anglais s'enquérant auprès de Nesselrode pour savoir si, à côté de la question des Lieux-Saints, il y avait encore d'autres réclamations à présenter, put communiquer à son gouvernement que le chancelier ne savait rien. « Il restè peut-être, ajouta-t-il, quelques réclamations privées, mais je n'ai pas connaissance d'autres demandes. — En un mot, pas d'autres affaires? ai-je repris avec insistance et afin de prévenir toute autre méprise que celle qui peuvent exister entre deux gouvernements amis. — Exactement, a répondu Son Excellence, les demandes qui forment les affaires courantes de toute chancellerie. — Cet aveu me paraît très satisfaisant¹. »

Le secret est le propre de la diplomatie, sans doute, mais il y a certaines obligations de franchise entre gouvernements amis auxquelles on ne peut pas généralement manquer. Le tsar poursuivait depuis quelques années un rapprochement avec l'Angleterre pour trancher la question d'Orient. Ses ambitions et ses plans ressortent en évidence au cours des entretiens qu'il eut au commencement de 1853 avec l'ambassadeur anglais Seymour.

Le 9 janvier, dans une fête donnée au palais de la grande-duchesse Hélène, le tsar vint à l'envoyé britannique, lui parla gracieusement du nouveau cabinet qui venait de se constituer à Londres, le chargea de ses félicitations pour lord Aberdeen et lui exprima ses sentiments envers l'Angleterre. Il est essentiel que les deux gouvernements, russe et anglais, soient d'accord, lui dit-il. « Lorsque nous sommes d'accord, je suis tout à fait sans inquiétude quant à l'Occident de l'Europe; ce que d'autres pensent au fond est de peu d'importance. » Les autres étaient la France et l'Autriche. Nicolas fit ensuite allusion à l'empire ottoman et le diplomate anglais insistant là-dessus, le tsar s'expliqua ainsi : « Tenez, nous avons sur les bras un homme malade, un homme très malade; ce serait, je vous le dis franchement, un grand malheur si, un de ces jours, il devait nous échapper, surtout avant que toutes les dispositions nécessaires fussent prises. Mais enfin, ce n'est point le moment de vous parler de cela². » Quelques jours

¹ Correspondance de lord Seymour avec lord Russell et lord Clarendon, dans Forcade, 57-58.

² Camille Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, deuxième édition, Paris, 1878, t. I, p. 4-5.

plus tard, l'ambassadeur anglais fut invité au palais par le tsar, qui l'assura de sa renonciation aux rêves et plans de Catherine, ainsi que de ses obligations envers les chrétiens d'Orient. Abordant ensuite la question de „ l'homme malade ”, il précisa ainsi sa pensée : « Nous ne pouvons pas ressusciter les morts ; si l'empire turc tombe, il tombera pour ne plus se relever. C'est pourquoi je vous pose cette question : Ne vaut-il pas mieux se prémunir contre un tel événement que de s'exposer au chaos, à la confusion, à la certitude d'une guerre européenne, suite inévitable de la catastrophe, si elle arrive à l'improviste et avant qu'on ait pu esquisser quelque système ultérieur ? Voilà le point sur lequel je désire appeler l'attention de votre gouvernement ¹. » Le diplomate anglais se permit de douter de la gravité de l'état de „ l'homme malade ” et ajouta que l'Angleterre n'aimait pas, en général, ces sortes d'engagements provisoires, et qu'en fait il lui répugnait fort d'escompter la succession d'un ancien ami et allié. L'empereur insista en „ gentleman ” pour une entente en dehors des autres et esquissa vaguement le système : « Je vous dirai franchement et nettement que si l'Angleterre songe à s'établir quelque jour à Constantinople, je ne le souffrirai pas... Pour moi, je suis également disposé à prendre l'engagement de ne m'y point établir, en propriétaire s'entend, car en dépositaire, je ne dis pas non. S'il n'y a point de précautions prises, si tout est laissé à l'aventure, il peut arriver telle circonstance qui m'oblige à occuper Constantinople ². » La discussion porta ensuite sur la question des Lieux-Saints et se termina par le désir du tsar d'avoir les communications du gouvernement anglais.

Le 9 février, le cabinet anglais répondant, par la plume de lord Russell, se contenta, entre autres, de souhaiter que les différends relatifs aux affaires turques soient réglés par un accord des grandes puissances « car il ne serait pas loyalement possible de tenir l'Autriche et la France en dehors et en ignorance des transactions ³. »

Le 20 février, dans un nouvel entretien avec l'ambassadeur anglais, l'empereur revint à la charge et précisa qu'il était « moins impatient de savoir ce qui sera fait, lorsque le malade mourra, que de déterminer avec l'Angleterre ce qui

¹ Rousset, I, 6.

² *Ibid.*, 7.

³ *Ibid.*, 9.

ne se fera pas. » Et à la demande de Seymour, le tsar, après quelques réserves, formula ainsi cette politique négative : « Eh bien ! il y a certaines choses que je ne souffrirai jamais : et d'abord, pour ce qui nous regarde, je ne veux pas de l'occupation permanente de Constantinople par les Russes ; mais je ne veux pas davantage que Constantinople soit jamais occupé ni par les Anglais, ni par les Français, ni par aucune des grandes puissances. Je ne permettrai jamais non plus qu'on tente de reconstruire un empire byzantin, ni que la Grèce obtienne une extension de territoire qui ferait d'elle un État puissant. Encore moins pourrais-je souffrir que la Turquie fût partagée en petites républiques, asiles tout faits pour les Kossuth, les Mazzini et autres révolutionnaires de l'Europe. Plutôt que de subir de tels arrangements, je ferais la guerre et la continuerais aussi longtemps qu'il me resterait un homme et un fusil ¹. »

Au cours de la même audience, sans le moindre souci de se contredire, le tsar n'hésita pas à tracer, devant l'ambassadeur anglais, encore un plan de ce qui devait se faire. Pour les principautés roumaines, la Serbie et la Bulgarie, le tsar leur réservait le sort d'États indépendants sous la protection russe : une indépendance bien spéciale ! « Quant à l'Égypte, je comprends parfaitement l'importance de ce territoire pour l'Angleterre. Tout ce que je puis dire, c'est que si, en cas de partage après la chute de l'empire ottoman, vous preniez possession de l'Égypte, je n'aurais pas d'objection à faire. J'en dirai autant de Candie. » Ici l'envoyé britannique crut nécessaire d'arrêter la tentation : « Ce que l'Angleterre souhaitait de l'Égypte, dit-il froidement, c'était de s'assurer une rapide et libre communication entre la métropole et l'Inde. » Malgré le peu bienveillant accueil fait à toutes ses ouvertures, le tsar ne désespéra pas de les voir mieux reçues à Londres et insista auprès de Seymour pour engager son gouvernement à discuter plus amplement cette question. Il ne demandait pas un engagement, une convention, mais simplement « un libre échange d'idées et, au besoin, une parole de *gentleman* ². »

Le tsar s'était trop avancé, il n'était plus temps de reculer. Néanmoins, le chancelier de l'empire comte de Nesselrode, diplomate consommé, essaya de réparer l'effet produit

¹ Rousset, I, 10-12.

² *Ibid.*, 15.

par les ouvertures trop maladroites du tsar. Sous couleur de répondre officiellement à une dépêche de lord Russell, il remit, le 7 mars, à l'envoyé britannique, un mémorandum daté du 21 février, comme s'il eût été écrit immédiatement après l'audience impériale. Les déclarations du tsar, sous la forme écrite du mémorandum, y étaient revues, corrigées et atténuées. Le projet de partage, esquissé par le tsar, était réduit presque à rien : « Il n'y a là ni projet de partage, ni convention à rendre obligatoire aux autres cours. C'est un simple échange d'opinions... Dès lors, tombent les objections qu'élève lord John Russell contre toute réticence qui serait faite aux autres puissances pour le cas d'une transaction formelle dont il n'est nullement question pour le moment. » Enfin, au sujet de Constantinople, le comte de Nesselrode disait : « L'Angleterre comprend que la Russie ne saurait permettre à Constantinople l'établissement d'une puissance chrétienne assez forte pour la contrôler et l'inquiéter ; elle déclare que, pour elle-même, elle renonce à toute intention ou désir de posséder Constantinople. L'empereur désavoue également tout désir ou dessein de s'y établir ¹. »

Après que le comte de Clarendon eut pris possession du Foreign Office, il donna une réponse concluante aux ouvertures de la Russie. L'Angleterre affirmait par cette réponse l'intérêt général européen à conjurer l'effondrement de la Turquie, déclarait ne pas pouvoir s'associer à une combinaison qui devait être tenue secrète pour les autres puissances, et enfin sollicitait pour la Turquie de l'indulgence et un appui amical, que « parmi les États comme parmi les individus, les faibles sont en droit d'attendre de la part des forts. » Le chancelier russe se montra après cela pressé de finir la discussion ; elle prit fin le 18 avril par une confidence vague et menaçante que le tsar fit à l'ambassadeur anglais au sujet de la mission Menchikof et des difficultés qui l'avaient provoquée ².

À Constantinople, la manière d'agir de l'envoyé du tsar n'était pas de nature à laisser indifférentes les autres puissances. Dès le commencement, il eut une attitude hautaine de manière à inspirer des craintes aux Turcs : il provoqua la démission du ministre des affaires étrangères. Ensuite, il fit connaître l'objet de sa mission : à part la question des Lieux-Saints, il demandait la signature d'un traité secret as-

¹ Rousset, I, 46-47.

² *Ibid.*, 48-21.

surant à la Russie le protectorat des orthodoxes de Turquie. Les pourparlers traînèrent quelque temps, la Porte ne sachant au juste quel parti prendre. Mais, après l'arrivée à Constantinople des titulaires des ambassades française et anglaise, la situation des Turcs devint moins embarrassée. Le gouvernement turc donna, d'après le conseil de l'ambassadeur anglais, lord Redcliffe, pleine satisfaction à la Russie dans la question des Lieux-Saints et refusa d'accepter la demande de protectorat russe sur les chrétiens de Turquie¹.

C'est ainsi que le jeu de la Russie fut dévoilé.

Un échange de notes suivit et le prince se montra, par la suite, moins exigeant quant à la forme de l'acte qui devait reconnaître la protection russe²; mais la Turquie, se rendant compte cette fois qu'elle se trouvait sur la bonne voie et réconfortée par les ambassadeurs de France et d'Angleterre, continua à refuser l'acceptation d'un traité qui « compromettrait les principes fondamentaux de son indépendance et de sa souveraineté³. » Après un ultimatum, dont le délai échéait le 10 mai, le 18 l'envoyé du tsar déclara sa mission terminée et le 21 quitta Constantinople.

La Russie était allée trop vite. Le manque de tact de son envoyé dont le choix par l'empereur n'avait point enchanté le comte de Nesselrode, ou la façon puérile d'imiter les procédés à la manière forte de l'Autriche et qui, dans un conflit récent avec la Porte, lui avaient réussi, amenèrent la Russie après trois mois de négociations à essuyer un échec grave pour sa « position politique en Orient », comme le dit un diplomate russe⁴. Le différend relatif aux Lieux-Saints ne fut qu'un prétexte pour le tsar, qui le transforma en « une question non plus religieuse, mais *politique et russe*⁵ ». La double conduite de la Russie envers l'Angleterre faisait de la mission Menchikof une arme à deux tranchants : si l'Angleterre acceptait le partage, la dissolution de la Turquie devait être immédiate; sinon la mission devait faire passer entre les mains de la Russie une clef de position lui garantissant que sa proie ne pourrait point lui échapper⁶. Forcée par le concert européen en 1841, à abandonner sa situation

¹ Martens, XII, 315.

² *Ibid.*, 318.

³ Lavis et Rambaud, XI, 204.

⁴ Baron Jomini, I, 194.

⁵ *Ibid.*, 268.

⁶ Forcade, 259.

prépondérante à Constantinople, la Russie n'aurait fait que de s'y ouvrir par le droit de protection une nouvelle porte pour des interventions dans les affaires intérieures turques. Heureusement, l'Angleterre avait été avertie par les ouvertures mal dissimulées du tsar, de sorte qu'au moment décisif, elle se rangea tout de suite à côté de la France pour empêcher la Russie de réaliser ses rêves en Orient.

Le 31 mai, le gouvernement ottoman était informé par le comte de Nesselrode que les troupes russes allaient bientôt franchir la frontière non pour faire la guerre, mais pour avoir des garanties matérielles, jusqu'au moment où la Porte « donnera à la Russie les sûretés morales qu'elle a demandées en vain ». Trois jours plus tard, la France et l'Angleterre étaient tombées d'accord et, le 14 juin, leurs escadres vinrent appareiller à l'entrée des Dardanelles.

Il n'y avait plus de temps à perdre pour la diplomatie. La proposition autrichienne, faite dès le mois d'avril, pour traiter la question entre les cinq cabinets européens, fut soutenue par la France et l'Angleterre. On proposait cette fois à Paris, à l'envoyé russe, la réunion d'une conférence des cinq puissances qui avaient pris part à la transaction de 1841. Cependant l'empereur d'Autriche envoya un de ses aides de camp à Pétersbourg en vue d'un arrangement, qui aurait dû ménager la dignité de la Russie et la fierté du tsar. Toutes les tentatives restèrent vaines : le 3 juillet les armées russes commençaient l'occupation des principautés roumaines, tandis que le comte de Nesselrode, par une circulaire explicative, présentait le fait comme une réplique au mouvement combiné des escadres anglo-françaises, comme « une prise de position militaire » en regard d'une « occupation maritime ¹ ».

Malgré toutes les notes et toutes les explications, il était évident que la Russie avait commis un fait de guerre envers la Turquie. Le gouvernement anglais prit l'initiative et fut secondé par la France, en vue d'une action commune à Constantinople pour empêcher encore la Turquie de répondre par la force à la violence russe. En même temps, le projet d'une note rédigée par Napoléon III le 27 juin et acceptée par l'Angleterre, était envoyé à Vienne : on l'y accueillit avec satisfaction et on invita aussi la Prusse à l'examiner. Ainsi une sorte de conférence à quatre était

¹ Rousset, I, 44-47.

constituée pour le salut de la paix. Pendant le mois de juillet, le projet de note fut examiné, modifié, corrigé et enfin, le 31, après une dernière lecture, adopté à l'unanimité ¹. Le 3 août, le tsar Nicolas, auquel il avait été communiqué d'avance, faisait savoir, par un télégramme, qu'il adhérerait à « l'expédient concerté à Vienne », sous la condition absolue que la Porte n'y ferait ni observation ni changement ².

Mais le gouvernement ottoman, après un examen minutieux, déclara ne pouvoir accepter la note de Vienne sans y introduire des modifications, dont la principale voulait accentuer que la situation de l'Eglise orthodoxe en Turquie, loin d'être le résultat des traités russo-turcs, était due à la générosité du sultan envers ses sujets chrétiens ³. Le mécontentement fut d'abord général parmi les puissances pour la résistance turque; mais ensuite on changea d'opinion, lorsqu'une circulaire du comte de Nesselrode aux ambassadeurs russes à l'étranger déclara de grande importance les modifications de la Porte par rapport à la note de Vienne, qui, sous une autre forme, contenait l'essentiel de l'ultimatum Menchikof ⁴. Il est vrai que l'Autriche persista encore quelque temps dans l'idée de faire accepter la note de Vienne

¹ Samwer, continuation du *Recueil général des traités* de Martens, t. XV, p. 524 et suiv. On donne aussi les modifications de la Porte.

² Rousset, I, 48-49.

³ « Si, à toute époque, les empereurs de Russie ont témoigné leur active sollicitude pour le maintien des immunités et privilèges de l'Eglise orthodoxe grecque dans l'empire ottoman, *les sultans ne se sont jamais refusés à les consacrer de nouveau* par des actes solennels qui attestaient leur ancienne et constante bienveillance à l'égard de leurs sujets chrétiens », — disait-on dans la note de Vienne, tandis que les Turcs modifiaient ainsi le passage souligné : « *les sultans n'ont jamais cessé de veiller au maintien des immunités et privilèges qu'ils ont spontanément accordés à cette Eglise et de les consacrer.* »

Dans un autre passage, la note de Vienne disait : « le gouvernement de S. M. le sultan restera fidèle à la lettre et à l'esprit des stipulations du traité de Kainardji et Andrinople relatives à la protection du culte chrétien et que S. M. regarde *qu'il est* de son honneur de faire observer à tout jamais ». Le gouvernement turc voulait ainsi modifier : « ...restera fidèle aux stipulations du traité de Kainardji *confirmés* par celui d'Andrinople relatives à la protection *par la sublime Porte* de la religion chrétienne et il est en outre chargé de faire connaître que S. M. regarde *comme étant* de son honneur de faire observer à tout jamais ».

Enfin, dans un troisième et dernier passage modifié, la note de Vienne disait : « ...à faire participer, dans un esprit de haute équité, le rite grec aux avantages *concedés* aux autres rites chrétiens par *conventions ou dispositions particulières* »; tandis que le texte correspondant dans celle de Constantinople était : « ... à faire participer, dans un esprit de haute équité, le rite grec aux avantages *octroyés ou qui seraient octroyés aux autres communautés chrétiennes, sujettes ottomanes* ».

⁴ Baron Jomini, I, 225-226.

par le Divan¹, de même que le concert des puissances essaya de faire accepter à Pétersbourg les modifications turques.

Vers la fin de septembre, l'agitation en Turquie, après le manifeste religieux du tsar, força le Divan à prendre des mesures décisives. Le 8 octobre, le commandant des forces ottomanes de Roumélie fit connaître au général en chef des armées russes la sommation d'évacuer les principautés dans un délai de quinze jours. Vers la fin d'octobre, sur le refus russe, les hostilités commencèrent sur divers points du Danube : la Russie se tenait sur la défensive. Vers la fin de novembre, le 30, la destruction de la flotte turque à Sinope² par l'escadre de l'amiral Nakhimof, vint précipiter les événements.

Les hostilités commencées sur le Danube n'étaient pas du tout du goût de l'Autriche : elle avait passé de l'inquiétude, lors de l'occupation des principautés, à l'anxiété la plus vive. Elle ne voulait à aucun prix prolonger sur le bas-Danube le voisinage russe de la Galicie : l'intégrité de l'empire ottoman et l'autonomie réelle des principautés danubiennes avec la liberté de navigation sur le grand fleuve lui semblaient des questions capitales ; cela surtout depuis qu'elle avait connu ce que signifiait la présence des Russes aux bouches du Danube à la suite du traité d'Andrinople³. Mais l'Autriche ne voulait se déclarer ni contre la Russie, ni pour elle dans le grand conflit qui se préparait. Le chancelier autrichien, comte de Buol, prit le parti de faire revivre la conférence de Vienne à quatre pour la porter médiatrice entre les parties belligérantes. Un protocole fut même signé en ce

¹ Baron Jomini, I, 37.

² *Ibid.*, 58-69.

³ Ils avaient laissé s'embourber le bras de Soulina, le plus important pour la navigation et se refusaient à toute amélioration même après la convention austro-russe de 1840, qui devait garantir et faciliter la navigation. Il semble que les Russes ne trouvaient pas suffisante cette négligence, car ils décidèrent même des mesures sanitaires tracassières jusqu'au ridicule : les désinfections, en temps de quarantaine, devaient être faites à Odessa, c'est-à-dire les bâtiments étaient forcés d'aller inutilement de l'embouchure de Soulina jusqu'au port d'Odessa, après quoi on leur permettait de continuer leur voyage. Quelles répercussions devaient avoir sur la navigation et la vie économique des régions danubiennes de telles mesures prises avec une intention bien arrêtée ! [Voir C. J. Baïcoïano, *Le Danube, aperçu historique, économique et politique*, en roumain, Bucarest, 1915, p. 45-46. Sur la même question on trouve également des détails dans F. Colson, *De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie*, Paris, 1839, p. 222-223 ; et, avec des explications à la russe, dans Baron Jomini, II, 43-44.]

sens le 5 décembre ¹. Un second protocole fut signé le 13 du même mois, lors de la réponse turque avec les conditions de la paix.

Mais l'exploit de Sinope avait coupé tous les ponts. La nouvelle de la destruction de la flotte ottomane produisit à Paris et à Londres de l'indignation contre la Russie et de l'inquiétude pour le sort de l'empire ottoman. « Le coup frappé à Sinope n'a pas atteint la Turquie seule », disait le 13 décembre Drouyn de Lhuys, et le lendemain il donnait l'ordre au commandant des forces navales de s'entendre avec son collègue anglais en vue de l'immédiate entrée des deux escadres dans la mer Noire ². Quelques jours plus tard les deux puissances maritimes, tout en restant neutres, déclaraient occuper la mer Noire et interdire toutes les communications de la Russie avec ses provinces asiatiques jusqu'à l'évacuation des principautés et au rétablissement de la paix. C'était une sorte d'« occupation maritime » répondant à l'occupation des principautés et une neutralité bien spéciale que les deux puissances occidentales entendaient garder devant la guerre russo-turque.

Le 3 janvier 1854, la flotte anglo-française entrait dans la mer Noire et le 12 les résolutions des deux cabinets étaient officiellement portées à la connaissance du comte de Nesselrode. Le 4 février, les relations diplomatiques entre la Russie d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre, étaient rompues ³.

Malgré la proposition faite à l'Autriche d'occuper la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, ce qui devait être la contre-partie de l'occupation russe des principautés, la mission du prince Orloff à Vienne vers la fin de janvier ne put aboutir ⁴. Les intérêts de l'Autriche sur le bas-Danube étaient trop importants pour faire accepter un tel marché.

Le 27 février les gouvernements de Londres et de Paris, par deux dépêches identiques, sommèrent la Russie d'évacuer les principautés avant le 30 avril au plus tard : le refus de s'y conformer ou d'y répondre devait être considéré comme une déclaration de guerre ⁵. Le 27 mars, les messages lus

¹ Voir dans de Clercq, VI, 400 et suiv.

² Rousset, I, 70.

³ *Ibid.*, 72-73.

⁴ *Ibid.*, 74 ; Mischeff, 474

⁵ *Ibid.*, 80. L'idée de la sommation avait été donnée par l'Autriche. [V. Baron Jomini, II, 2.]

devant les assemblées parlementaires des deux nations occidentales annonçaient la guerre. Le 12 avril était signée à Constantinople l'alliance anglo-franco-turque.

La guerre générale commença au cours du même mois. Nous n'avons pas lieu d'insister sur l'action militaire et ses difficultés.

L'Autriche, tout en gardant la neutralité, renforça les troupes d'observation en Transylvanie et en Galicie. Un rapprochement austro-prussien se fit au cours du mois d'avril en vue de sauvegarder les intérêts allemands : il aboutit au traité signé le 20. L'alliance devait garantir réciproquement les territoires allemands et non allemands appartenant aux deux puissances. Un article secret prévoyait, en cas d'une occupation prolongée des principautés roumaines, l'intervention diplomatique de l'Autriche pour obtenir des garanties complètes d'une prompte évacuation. L'action militaire des deux puissances contractantes était prévue seulement dans le cas d'une annexion des principautés ou de passage de la ligne des Balkans par les Russes¹. Les États de la Confédération germanique, sollicités d'y adhérer, firent certaines réserves dans le sens que toute démarche auprès d'une des parties belligérantes soit accompagnée d'une démarche équivalente auprès de l'autre ; mais ils accentuèrent leurs intérêts liés à la liberté du Danube².

Ainsi la Russie était en juillet complètement isolée et les deux puissances allemandes semblaient évoluer vers la coalition franco-anglaise.

Dès le 3 juin, le comte de Buol, par l'entremise de l'ambassadeur autrichien à Pétersbourg, essaya de nouveau d'amener le tsar Nicolas sur le terrain des concessions : il réclamait comme base des pourparlers l'évacuation des principautés. Le chancelier de Nesselrode répondit le 29 du mois que l'empereur « voulait la paix, comme il l'avait toujours voulue, et qu'il était disposé à procéder à l'évacuation... moyennant, toutefois, les sécurités convenables³ ». En attendant la réponse, un accord austro-turc, dont les pourparlers se poursuivaient depuis longtemps, fut signé le 14 juin à Constantinople : l'Autriche était autorisée à occuper les principautés, mais avec la réserve que l'occupation se ferait

¹ Baron Jomini, II, 24-25.

² *Ibid.*, 26-27.

³ Thouvenel, *Pages de l'histoire du second empire*, Paris, 1903, p. 8.

simultanément avec les troupes ottomanes. En réponse à la déclaration russe du 29, l'Autriche réclama l'évacuation pure et simple, sans aucune condition, des principautés ¹. Par une dépêche confidentielle et qu'il désavoua plus tard, le cabinet de Vienne faisait connaître à Pétersbourg que si la Russie en retirant ses troupes des principautés, acceptait la ligne du Pruth, l'Autriche la considérait comme en droit de demander que la Porte et ses alliés se maintinssent derrière le Danube ². La Russie écouta les conseils de son propre intérêt et pour éviter un nouveau conflit avec l'Autriche et affaiblir le traité austro-prussien du 20 avril, décida, au commencement d'août, l'évacuation, qui était annoncée comme un mouvement stratégique ³.

Une fois les principautés évacuées et les intérêts allemands sauvés, l'Autriche commença une action en faveur de la paix en vue d'éviter, par suite de circonstances imprévues, un conflit avec la Russie. Les puissances occidentales ne semblaient pas disposées à conclure la paix, surtout après l'évacuation des principautés, qui leur donnait la possibilité d'attaquer la Russie chez elle, en Crimée. Mais le cabinet de Vienne leur démontra que refuser de discuter les conditions de la paix, ce serait avouer devant l'Europe qu'elles voulaient la guerre à tout prix ⁴.

Les conditions auxquelles la paix pourrait être rétablie avaient été formulées par Drouyn de Lhuys dans une dépêche du 22 juillet adressée à l'ambassadeur français à Vienne ⁵; ce sont les fameux „quatre points“ comme on les a appelés :

1^o Abolition du protectorat de la Russie sur les principautés roumaines pour être remplacé par une garantie collective des puissances, en vertu d'une convention spéciale;

2^o Affranchissement de la navigation du Danube à l'embouchure et sa réglementation d'après les principes établis au congrès de Vienne en 1815;

3^o Revision du traité du 13 juillet 1841, dans un intérêt d'équilibre européen ⁶;

4^o Renonciation de la Russie au protectorat officiel qu'elle voulait exercer sur les sujets ottomans à quelque rite qu'ils

¹ Mischeff, 489.

² Baron Jomini, II, 35.

³ *Ibid.*, 39-40.

⁴ *Ibid.*, 42.

⁵ Thouvenel, 9.

⁶ Dans le sens d'une *limitation* de la puissance de la Russie dans la mer Noire, comme il a été précisé par la suite.

appartinssent. Les cinq grandes puissances devaient s'aider mutuellement pour obtenir la consécration des privilèges religieux des diverses communautés chrétiennes.

L'initiative du comte de Buol pour une conférence de la paix reçut enfin l'approbation de la France et de l'Angleterre, car la Prusse refusa d'y participer. Après que les représentants des trois puissances se fussent concertés on arrêta les conditions, les quatre points. Tout en se réservant de les modifier dans leur ensemble ou dans leurs détails, selon les éventualités de la guerre, les trois puissances déclaraient qu'elles ne discuteraient aucune proposition de la Russie qui n'impliquerait pas une adhésion pleine et entière aux principes posés ¹.

Le troisième point donna lieu, dès le commencement, aux objections de la Russie qui refusait ainsi d'adhérer aux „quatre points”. Le chancelier de Nesselrode disait dans un télégramme du 2 14 août adressé à l'ambassadeur de Vienne, le prince Gortchakof : « Nous ne saurions comprendre en quoi la question de la revision du traité de 1841 se lierait à l'équilibre européen. La question est donc réduite à décider si la fermeture des détroits doit être maintenue ou abolie. Une revision telle que l'entendent les puissances occidentales ne saurait avoir d'autre but que d'introduire dans un nouveau traité des conditions auxquelles la Russie ne pourra souscrire² ». Le prince Gortchakof expliqua le but de la revision : la ruine des établissements maritimes et la limitation de la puissance russe dans la mer Noire³.

Les bruits des négociations qui précédèrent la conclusion du traité d'alliance du 2 décembre de l'Autriche avec la France et l'Angleterre, eurent une grande influence sur les décisions de la Russie. Dès le 6/18 novembre, le ministre russe de Berlin avait annoncé que le tsar acceptait les quatre propositions comme point de départ des négociations de la paix ⁴. Pour une certaine modification de la rédaction primitive des propositions, le comte de Buol, en prenant connaissance de l'acceptation russe communiquée à Berlin, fit des réserves. L'échange de vues continua encore quelque temps ⁵ et enfin le 6 décembre n. st. le prince Gortchakof, en qualité de plénipotentiaire à la conférence de Vienne, fut auto-

¹ Baron Jomini, II, 44.

² Goriaïnow, 96.

³ *Ibid.*, loc. cit.

⁴ Baron Jomini, II, 475-478, 482-483.

⁵ *Ibid.*, 484-486.

risé à accepter la discussion sur la base des quatre points¹.

Dès le commencement des délibérations préliminaires, le délégué russe consentait à « rattacher plus complètement l'existence de l'empire ottoman à l'équilibre européen », mais il refusait d'accepter la phrase suivante d'un mémoire lu par l'ambassadeur français : « et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire². » Le prince Gortchakof finit par admettre qu'il ne se refusait pas à s'entendre sur les moyens que les trois cours proposeraient pour mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, à condition que, dans le choix de ces moyens, il ne s'en trouvât aucun qui pût atteindre les droits de souveraineté de l'empereur de Russie. Et, à l'audience du 2 janvier 1855, ce point de vue sembla recevoir une remarquable confirmation de la part de l'empereur François-Joseph, lorsqu'il assura le prince Gortchakof qu'il ne consentirait jamais à aucune combinaison contraire à la dignité du tsar³.

Le 7 janvier, après un échange d'explications verbales, les quatre plénipotentiaires tombèrent d'accord pour ouvrir les conférences formelles de la paix⁴.

L'abolition du protectorat russe sur les principautés roumaines, ainsi que la liberté de navigation sur le Danube, furent en principe facilement admises par les plénipotentiaires du tsar. Tout au plus si le prince Gortchakof tint à déclarer, pour sauvegarder l'amour-propre de son maître, que le protectorat « n'avait jamais existé⁵ ». L'attitude conciliante de la Russie au sujet des deux premiers points était déterminée par égard pour les cabinets de Vienne et de Berlin, plus particulièrement intéressés à ces questions, et avec le calcul de s'assurer la bienveillance, sinon le concours de l'Autriche, sur le troisième point.

Lorsque la discussion porta sur la cessation de la prépondérance russe dans la mer Noire, le prince Gortchakof se renferma dans ses instructions catégoriques. Ce n'était pas la Russie qui avait fait de la mer Noire une mer close, car la fermeture des détroits découlait de l'ancienne législation de l'empire ottoman, affirmaient les instructions du comte de Nesselrode ; et quant à la navigation commerciale, c'était

¹ Goriainow, 97.

² *Ibid.*, loc. cit.

³ *Ibid.*, 98.

⁴ *Ibid.*, 99.

⁵ Thouvenel, 44-45.

bien la Russie qui avait eu le mérite de l'obtenir pour toutes les nations par le traité d'Andrinople. On oubliait ostensiblement la teneur de l'art. 7 du traité russo-turc de 1805, qui ne disait mot de l'ancienne règle. L'infériorité maritime de la Turquie étant un sujet d'alarme pour l'Europe, la Russie se déclarait prête, pour la faire cesser, à consentir à l'ouverture de la mer Noire au pavillon militaire de toutes les puissances, à condition d'une parfaite réciprocité, c'est-à-dire que ses bâtiments de guerre fussent libres à leur tour de traverser les détroits ¹.

Le comte de Buol, tout en voulant respecter la parole de son empereur et satisfaire les puissances occidentales, insinua au prince Gortchakof que le tsar aurait dû, de son propre gré, restreindre le nombre de ses vaisseaux de guerre dans la mer Noire, puisque, disait-il, cette mer étant fermée, la flotte russe ne constitue qu'une menace permanente pour la Turquie et un motif de défiance perpétuelle pour l'Europe. Le prince répondit que le rôle de la flotte russe était d'empêcher, en toute occurrence, qu'une puissance étrangère fit son lot de Constantinople, dont « nous ne pouvions pas laisser les clefs dans les mains d'une grande puissance européenne quelconque ². »

Le prince déclina toute discussion sur un point de vue qui se rattachait à l'initiative de l'empereur, mais il indiqua au ministre autrichien l'ouverture des détroits à tous les pavillons de guerre. La réponse fut un refus parce que c'était un moyen « auquel nous ne saurions pas souscrire et que d'ailleurs ce serait le coup de grâce pour la Porte ³ ». La solution envisagée par les puissances maritimes était tout à fait différente : soit la réduction des forces maritimes de la Russie dans la mer Noire, soit la neutralisation de cette mer ⁴.

L'action militaire continuait sans aucun résultat décisif, capable de mettre la Russie en situation de subir la loi des vainqueurs. L'opinion européenne commençait à être fatiguée et désirait voir la fin de cette crise : la diplomatie des alliés s'employait partout à soulever de nouveaux ennemis à la Russie. L'Autriche, malgré son alliance du 2 décembre, avait été

¹ Baron Jomini, II, 317 ; Goriainow, 400.

² Goriainow, 401-402.

³ *Ibid.*, loc. cit.

⁴ Cette dernière solution était soutenue par la France, qui voulait également assurer Constantinople contre le danger d'une puissance prépondérante dans la Méditerranée. [V. Thouvenel, 48.]

empêchée d'intervenir à la suite du refus opposé à sa proposition de mobilisation par la Diète germanique.

Les pourparlers avec la Sardaigne, commencés depuis longtemps, suspendus ensuite, furent repris et aboutirent le 26 janvier à l'accession italienne à l'alliance franco-anglaise du 8 avril¹. Ce fut l'acte d'où devaient sortir la liberté et l'unité de l'Italie.

En attendant de meilleurs résultats sur les champs de bataille, la diplomatie des alliés voulait gagner du temps. Le prince Gortchakof télégraphiait vers la fin de janvier même au comte de Nesselrode que la France et l'Angleterre essayaient « de retarder les conférences, voire même de les écarter complètement² ».

Après la mort du tsar Nicolas 1^{er}, la conférence de la paix reprit ses séances avec plus de suite dès le 15 mars³ : cette fois l'opinion générale était que la crise touchait à sa fin. La conférence devenait un véritable congrès, car c'étaient les chefs de la politique anglaise et française, lord J. Russell et Drouyn de Lhuys, qui avaient annoncé leur arrivée à Vienne⁴ : d'autre part, le tsar Alexandre II passait pour un esprit pacifique, malgré sa proclamation ambitieuse⁵.

Avant de se rendre à Vienne, le président du conseil français fit une visite à Londres pour se mettre d'accord avec le gouvernement anglais⁶. Le résultat de cette conférence anglo-française fut ainsi résumé dans une pièce confidentiellement transmise au chargé d'affaires français à Constantinople : « Les deux systèmes, celui de la neutralisation de la mer Noire et celui de la limitation des forces navales russes et turques dans cette même mer, seront expliqués à l'Autriche, et on lui demandera si elle veut adopter l'un ou l'autre, afin que cette puissance agisse d'accord avec la France et l'Angleterre, en proposant l'un ou l'autre système à la Russie. L'Autriche devrait s'engager, de plus, à coopérer à la guerre avec la France et l'Angleterre, si le projet proposé à trois était rejeté par la Russie. La France et l'Angleterre préférèrent le système de la neutralisation. Ceci pour le cas où l'Autriche leur laiss-

¹ Baron Jomini, II, 306.

² Mischeff, 499-500.

³ Baron Jomini, II, 320.

⁴ Thouvenel, 51.

⁵ Rambaud, 671.

⁶ Remarquons que la Prusse continuait à se tenir en dehors de toute action diplomatique par égard pour la Russie.

serait le choix. Enfin, si l'Autriche se refusait à faire la guerre de concert avec la France et l'Angleterre, après avoir vu la Russie rejeter l'une des deux propositions présentées par les trois puissances, alors la France et l'Angleterre proposeraient à elles seules le plan de neutralisation, et si ce plan était rejeté par les Russes, les négociations seraient rompues¹. »

Le prince Gortchakof traita de plaisanterie la proposition de neutraliser la mer Noire, faite par le baron Bourqueney, ambassadeur français à Vienne; à titre de revanche, il faudrait, disait-il, proclamer le désarmement de la Méditerranée et de toutes les mers. L'Autriche, à son tour, préférerait en rester au principe de la mer fermée; le contrepoids à l'ouverture des détroits, la création de stations navales anglo-françaises sur les côtes turques de la mer Noire, n'étaient pas de son goût. La Turquie semblait, sur ce point, d'accord avec l'Autriche².

Un projet de propositions, rédigé par Drouyn de Lhuys, fut présenté à la séance du 19 avril. Les deux premiers articles proclamaient le principe de l'intégrité de l'empire ottoman, avec l'engagement des puissances à le respecter; pour le cas de conflit entre la Porte et une des puissances contractantes, on prévoyait, avant tout recours à la force, l'intervention des autres puissances en vue de sauvegarder la paix. Le même projet prévoyait encore : engagement spontané de la Russie et de la Turquie pour la réduction de leurs forces navales dans la mer Noire à un nombre égal de vaisseaux (art. 3) et confirmation du principe de la clôture des détroits, consacré par la convention de 1841 (art. 4), avec quelques exceptions laissées plus ou moins à l'appréciation du sultan (art. 5-7)³.

A ce système bien compliqué et contradictoire, résultat des intérêts différents des puissances occidentales, la Russie opposait des vues simples et nettes : au principe mitigé de *mare clausum*, elle opposa le principe de *mare apertum*. Gortchakof présenta à la séance du 21 avril un contre-projet, qui accordait « indistinctement aux pavillons de guerre de toutes les nations, le libre passage à travers ces détroits pour se rendre de l'Archipel dans la mer Noire et vice-versa⁴ ».

¹ Thouvenel, 51-52.

² Goriaïnow, 106-107.

³ Samwer, XV, 675-676.

⁴ *Ibid.*, l'annexe B. au protocole N° 12, à la p. 686.

La lecture du contre-projet, écrit le second plénipotentiaire russe, Titow, fut suivie d'un moment de silence général¹. C'est lord J. Russell qui, le premier, prit la parole et déclara n'être point autorisé par ses instructions à discuter un projet fondé sur le principe de l'ouverture. Drouyn de Lhuys l'imita, en ajoutant que la France empruntait l'idée de l'impératrice Catherine et aurait désiré faire du Pont-Euxin une mer entièrement commerciale. Ali pacha dit que son gouvernement désirait en rester à la vieille règle de la clôture². Son langage trouva l'appui des plénipotentiaires autrichiens, puisque l'Autriche ne voulait point à cause du Danube une combinaison qui eût livré la mer Noire à la prépondérance britannique³.

Après un échange de vues avec son gouvernement, le prince Gortchakof, pour éviter la rupture des négociations, présenta le 26 avril un second contre-projet, fondé sur le principe de la fermeture. Le premier article confirmait l'ancienne règle de l'empire, le second laissait le sultan juge souverain des cas où sa sécurité lui imposerait une dérogation à la règle, c'est-à-dire l'appel aux flottes des puissances étrangères. Mais c'était en vain : la France et l'Angleterre se tenaient au principe de la limitation, tandis que l'Autriche trouvait que l'article 2 n'offrait aucune garantie aux puissances contre la politique russe⁴. Gortchakof tint à accentuer, disant que les plénipotentiaires russes « en proposant d'abord le *mare apertum*, ensuite le *mare clausum*, croient avoir fourni la preuve irréfragable de leur sincère désir de faciliter l'entente générale ».

L'Autriche à son tour formula un projet de propositions contenant six points, dont le premier, qui lui tenait le plus au cœur, stipulait une garantie européenne du maintien de l'empire ottoman. Au premier moment, Gortchakof déclara pouvoir accepter une garantie générale, mais non une garantie active et spéciale du territoire turc ; mais, ensuite, il reçut de son gouvernement des instructions pour accepter, au cas où cette question pouvait devenir une cause de rupture avec l'Autriche, la garantie dans un sens moral, restreinte à la Turquie d'Europe et avec exclusion des cas de déchirements

¹ Goriainow, 116.

² Plus tard il expliqua son attitude : « Que voulez-vous ! Nous avons trop d'amis. » [V. Goriainow, *loc. cit.*]

³ Samwer, XV, 678-679.

⁴ *Ibid.*, 688-693.

intérieurs¹. A la dernière séance du 4 juin, on donna lecture des propositions autrichiennes, qui, au grand étonnement de Gortchakof, avaient été complétées au deuxième point, concernant la fermeture des détroits, avec une clause d'après laquelle le nombre des vaisseaux russes ne devait pas dépasser l'état actuel des bâtiments à flot dans la mer Noire. Le prince s'engagea à transmettre ces propositions à son gouvernement, mais ajouta que la clause additionnelle ne serait pas admise, car elle restreignait les droits souverains de l'empereur. Sur cela les plénipotentiaires anglais et français déclarèrent les négociations rompues².

Un refroidissement de rapports suivit entre l'Autriche et les puissances occidentales, qui l'accusaient d'avoir concerté avec les plénipotentiaires russes la scène finale des conférences³. La tentative de l'Autriche auprès du cabinet de Berlin de l'engager à se lier aux „ quatre points ” échoua à plusieurs reprises : le roi voulait garder la neutralité⁴.

La chute de Sébastopol, en septembre, ramena de nouveau l'Autriche dans l'orbite des puissances occidentales. Suspectée par la Russie, comme par la Prusse et la Confédération, elle s'empressa de sortir de son isolement. Dès le mois d'octobre, elle s'offrit de porter en Russie des propositions, des avertissements et même des menaces. L'empereur Napoléon III, satisfait des victoires remportées par les armes françaises, inclinait lui aussi pour la paix, contrairement à ce que pensait le gouvernement anglais⁵ : il accepta les offres autrichiennes et en même temps, par l'entremise du premier ministre de Saxe, le baron de Beust, il laissa entendre à Pétersbourg ses intentions conciliantes⁶. Le rapprochement franco-russe devait faciliter plus tard l'action française en faveur de l'Italie et contre l'Autriche.

Le 12 novembre, le baron Bourqueney apportait de Paris à Vienne les „ quatre points ” remaniés dans le sens des

¹ Goriainow, 122-124.

² *Ibid.*, 126.

³ Baron Jomini, II, 344-345.

⁴ *Ibid.*, 351.

⁵ Un changement s'était produit tant en France qu'en Angleterre dans les gouvernements respectifs. Drouyn de Lhuys et lord Russell s'étaient retirés, désavoués par leurs gouvernements, après l'insuccès de la troisième conférence de Vienne qui ne pût arriver à une entente ni sur la limitation des forces navales de la Russie, ni sur la question de la protection de l'empire ottoman.

⁶ Rousset, II, 441.

vues de l'Autriche. Un mémorandum fut rédigé d'accord avec le comte de Buol et on fit une nouvelle rédaction des quatre points. La neutralisation de la mer Noire, incidemment présentée aux précédentes conférences, était cette fois accompagnée d'une addition : aucun pavillon militaire n'aurait à flotter dans la mer Noire à l'exception des forces que la Russie et la Porte jugeraient nécessaires pour la sûreté de leurs côtes. A la communication de Gortchakof, le gouvernement russe répondit par l'indication de la combinaison suivante : fermeture des détroits et neutralisation de la mer Noire, avec une exception pour les forces de la Russie et de Turquie, dont la quotité serait fixée par une entente directe entre les deux parties sans participation ostensible des autres puissances ¹.

L'Autriche accentua en décembre son attitude envers la Russie, car le comte de Buol, informé de négociations franco-russes par l'entremise de la Saxe, craignait d'être relégué au second plan dans le futur congrès de la paix. Les propositions de l'Autriche, acceptées par Napoléon et agréées enfin à Londres, furent confiées le 16 décembre au comte Esterhazy, qui était envoyé de Vienne à Pétersbourg pour les présenter sous la forme d'un ultimatum ². Dans les „quatre points“, l'Autriche avait fait insérer au premier une rectification de frontière avec la Turquie d'Europe par la rétrocession d'une partie de la Bessarabie à la Moldavie, de manière à écarter complètement les Russes du Danube. L'Angleterre à son tour fit ajouter un cinquième point ³ disant : « Les puissances belligérantes réservent le droit qui leur appartient de produire, dans un intérêt européen, des conditions particulières en sus des quatre garanties énoncées plus haut ⁴. Ces deux points ajoutés déplaisaient à Pétersbourg : le comte de Nesselrode essaya d'abord d'opposer un contre-projet ⁵, mais il reçut du comte de Buol la réponse qu'il n'était qu'un intermédiaire et qu'il attendait une acceptation ou un rejet pur et simple, dans un délai fixé au 18 janvier 1856 ⁶. Dans un cas, c'était la paix onéreuse, dans l'autre la rupture immédiate des relations diplomatiques avec l'Autriche.

¹ Goriainow, 127-128.

² Rousset, II, 442.

³ Elle considérait les „quatre points“ comme un minimum.

⁴ Thouvenel, 193 en note.

⁵ Rousset, *loc. cit.*

⁶ Baron Jomini, II, 388.

Le roi de Prusse, qui avait gardé jusqu'alors une attitude réservée, fit connaître à Pétersbourg qu'en cas de rupture il serait obligé de prendre ouvertement parti pour l'Autriche¹. En même temps, on craignait l'intervention des puissances scandinaves.

L'empereur réunit le 15 janvier un conseil des hauts dignitaires de l'empire pour délibérer sur les propositions de l'Autriche : tous se déclarèrent pour l'acceptation, et même le comte de Bludow termina, après certaines réserves, par les mots de Choiseul : « puisque nous ne savons pas faire la guerre, faisons la paix² ».

Le lendemain la Russie annonçait son acceptation de l'ultimatum autrichien et le 1^{er} février les préliminaires de la paix étaient signés à Vienne. Le congrès de la paix devait être réuni à Paris dans un délai de trois semaines³.

Comme représentant de la Russie au congrès furent nommés le comte Alexis Orloff, aide de camp du tsar, et le baron Philippe Brunnov, conseiller intime et ministre plénipotentiaire auprès de la Diète germanique. Les quatre puissances alliées avaient désigné comme premier plénipotentiaire le ministre respectif des affaires étrangères : lord Clarendon pour l'Angleterre, le comte Walewski pour la France, le comte de Buol pour l'Autriche et Cavour pour la Sardaigne.

Le baron Brunnov arriva le premier à Paris et, d'après les indications de son gouvernement, eut des entrevues afin de sonder les dispositions de la France officielle. Il trouva dès le premier instant, ainsi que le comte Orloff, qui arriva un peu plus tard, le meilleur accueil auprès de l'Empereur et du comte Walewski⁴.

La première séance du congrès eut lieu le 25 février : les cinq propositions du protocole signé à Vienne le 1^{er} du même mois, furent acceptées comme conditions préliminaires de la paix.

A la quatrième séance du 4 mars, le congrès discuta les articles relatifs à la neutralité de la mer Noire⁵. « La mer Noire est neutralisée : ouverts à la marine marchande de tou-

¹ Thouvenel, 214-215.

² Baron Jomini, II, 385, 390-397.

³ *Ibid.*, 401.

⁴ Goriaïnow, 133.

⁵ Voir dans Samwer, t. XV, les protocoles des séances et le texte du traité de Paris.

tes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées» du présent traité, dit-on dans l'art. 11. La neutralisation étant proclamée, «le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet; en conséquence, S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. I. le sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral aucun arsenal militaire-maritime» (art. 13). Le texte de cet article a été ainsi rédigé d'après le contre-projet russe, car la première rédaction ne contenait pas la précision «sur le littoral». Le premier délégué anglais avait élevé des objections sur l'existence de l'arsenal russe de Nicolaïeff, qui pourrait autoriser l'opinion publique «à prêter à la Russie des intentions qu'elle ne peut entretenir, si Nicolaïeff conservait... l'importance qu'il a acquise». Il se gardait bien de faire des objections au point de vue du droit, car l'arsenal n'était pas situé sur les bords de la mer Noire. Après les déclarations du comte Orloff que l'intention du tsar était de n'autoriser à Nicolaïeff que la construction des navires de guerre dont il est fait mention dans les bases de la négociation¹, le congrès se refusa d'admettre les exigences auxquelles voulait l'entraîner la Grande-Bretagne.

Les exceptions au principe de la neutralisation sont renfermées dans les art. 14 et 19.

Le premier indique que par une convention russo-turque, annexée au traité et ayant la même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante, seront déterminés la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service des côtes respectives. A la séance du 18 mars, après beaucoup de difficultés soulevées par les Turcs à l'instigation des Anglais², les plénipotentiaires de Russie et de Turquie communiquèrent au congrès le texte de la convention maritime : chacune des deux parties se réservait d'entretenir dans la mer Noire «six bâtiments à vapeur de 50 mètres de longueur à la flottaison et quatre bâtiments légers d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun» (art. 2). Il était stipulé par le premier article que les parties ne pouvaient avoir dans la mer Noire d'autres bâtiments de guerre.

¹ C'est-à-dire de bâtiments légers affectés au service des côtes.

² Mischeff, 539.

Le second article établit que chacune des puissances signataires du traité aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtiments légers aux embouchures du Danube, afin d'assurer l'exécution des règlements concernant la liberté de navigation du fleuve.

La troisième des „ quatre garanties “ était la revision de la convention des détroits dans un intérêt d'équilibre européen. Le 30 mars, on signa à Paris la convention annexe et concernant le principe de la clôture des détroits, conformément à l'art. 10 du traité. Le nouvel acte n'est que la reproduction de celui signé à Londres, en 1841, avec un seul changement concernant l'exception en faveur des bâtiments légers destinés à stationner aux bouches du Danube.

Le traité de Paris par l'art. 7 proclamant la Turquie « admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen », laïcisait en quelque sorte le droit international¹, faisait un pas en avant dans la voie de l'universalité de ce droit.

Mais il avait fait quelque chose de plus : il avait ajouté aux anciens notions de la mer libre et de la mer territoriale, la notion nouvelle de la mer neutralisée. Le principe de la neutralité continentale, sanctionné et consacré dans l'intérêt de l'équilibre politique, venait de recevoir une nouvelle application, en vue du même but, sous la forme de la neutralité appliquée à une mer². Si le régime qu'il établissait n'était pas idéal, au moins il était beaucoup plus rassurant pour la liberté commerciale de la mer Noire. « Le fait d'interdire aux navires de guerre le séjour de certaines mers ne constitue pas une violation de la liberté des mers ; cette mesure peut, au contraire, être destinée à en assurer le maintien », dit Bluntschli, et il donne comme exemple justement ce traité de Paris³. Le comte L. Kamarowski est du même avis puisqu'il trouve qu'une semblable neutralisation est la plus désirable dans l'intérêt général de la paix ; seulement il propose une île à la Russie dans l'Archipel comme station navale indispensable dans ses rapports avec l'Extrême-Orient⁴.

¹ M. L. Renault à son cours de doctorat, 1913-1914.

² Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public européen et américain*, Paris, 1885, t. II, p. 185.

³ Bluntschli, *Le droit international codifié*, trad. française, Paris, 1886, art. 308, p. 192.

⁴ L. Kamarowski, *La question d'Orient*, dans la *Revue générale de droit international public*, 1896, p. 420.

Le régime instauré par le traité de Paris dans la mer Noire ne manquait pas de logique. Au point de vue de la navigation commerciale, cette mer était, sans doute, une mer ouverte, mais au point de vue politique il était un peu difficile de la considérer comme telle à cette époque. En effet, elle avait été fermée, comme un lac intérieur, tant que la Turquie possédait tous ses rivages ; ensuite, elle s'était ouverte à la Russie. L'empire ottoman lui-même reconnut cette évolution en acceptant de partager la souveraineté de la mer Noire avec la Russie et de ne pas y admettre d'autres pavillons de guerre que les leurs. Mais les arrière-pensées de la Russie en Orient éveillèrent les méfiances des autres puissances, qui intervinrent pour établir aux détroits un régime de stabilité. La convention de 1841 ne put pas assurer la stabilité désirée, car la Russie poursuivait son rêve ambitieux de se substituer à la Turquie dans le bassin de la mer Noire.

Sans doute, un régime d'entière liberté de passage par les détroits, d'après la formule *mare apertum* proposée par Gortchakof à Vienne, aurait semblé moins hostile à la Russie et plus conforme à l'esprit de justice. Si les puissances ont préféré une lente évolution au lieu d'un système hardi, la faute en revient aussi à la Russie, dont la politique ambitieuse justifiait toutes les méfiances. Au lieu du *mare apertum* qui aurait pu exposer Constantinople à un coup d'audace de la Russie, les puissances européennes ont préféré neutraliser l'objet des disputes russo-turques. De la même façon que dans le système continental, la mer Noire fut neutralisée pour isoler en quelque sorte les deux États rivaux « dans un intérêt d'équilibre européen », d'après l'expression du troisième point.

Et ce système ne fut-il appliqué même sur la frontière de terre en Europe, entre la Russie et la Turquie, par la constitution autonome qu'on garantissait aux principautés roumaines et par la rétrocession de la Bessarabie méridionale ?

Malheureusement, le système logique d'une véritable neutralisation de la mer Noire était, dès sa naissance, entaché de la malveillance des puissances qui l'avaient imposé : il n'était prévu que tant que la Porte se trouverait « en paix ». Il résultait de là qu'en cas de guerre avec la Turquie, qui gardait ses flottes dans les autres mers avoisinant ses territoires, la Russie se trouvait désarmée chez elle et dans l'impuissance de défendre ses côtes : le sultan, du moment qu'il

n'était plus en paix, pouvait faire entrer ses forces navales dans la mer Noire et attaquer les côtes russes.

La neutralisation dans le système continental est établie surtout en vue de la guerre, tandis que le congrès de Paris enlevait toute utilité au régime instauré dans la mer Noire juste au moment où il pouvait faire la preuve de son efficacité. Ce défaut initial sera une des causes de l'écroulement du système de neutralisation peu de temps ensuite et son manque de logique aura sa contre-partie dans le système suivant illogique et dangereux, celui du *mare clausum* avec une puissante flotte russe sous pression.

Evidemment, à un point de vue plus général, ce système de neutralisation pourrait être également critiqué, mais nous ne croyons pas nécessaire d'insister.

IV

LA CONFÉRENCE DE LONDRES.

La Russie n'avait accepté les conditions imposées par le traité de Paris que sous le coup des circonstances difficiles où elle se trouvait après la longue et dure campagne de Crimée. Nous avons déjà vu les raisons invoquées au conseil présidé par l'empereur à la veille de l'acceptation de l'ultimatum autrichien.

Peu de jours après la signature du traité de Paris, l'un des plénipotentiaires russes, le comte Orloff, exprimait ainsi à Guizot son mécontentement de la paix conclue : « Ce traité n'a qu'un seul mérite, celui d'arrêter l'effusion du sang. Je conçois qu'on enlève une province à un État vaincu, mais la suppression de ses moyens de défense, lorsqu'il s'agit d'un empire de quatre-vingts millions d'hommes, c'est une de ces clauses dans lesquelles la passion obscurcit le sens politique des hommes d'État ¹. » Et Gortchakof, qui dès le mois d'avril 1856 prit la direction du ministère des affaires étrangères, exprimait le même état d'esprit dans une pièce officielle : par une circulaire célèbre la Russie déclarait « ne point boudier, mais se recueillir ². »

¹ Mischeff, 543-545.

² Julian Klaczko, *Deux chanceliers : Gortchakof et Bismarck*, Paris, 1876, p. 121.

Le recueillage ne fut pas bien long ; il ne peut l'être pour un pays en pleine croissance, doté d'une population nombreuse et de richesses inexploitées, et vivant sous un régime de politique conquérante à l'extérieur afin de mieux étouffer les préoccupations à l'intérieur.

La Russie se retourna vers l'Asie et poursuivit l'extension de sa domination vers les lointaines contrées orientales ¹ ; en Europe elle garda une attitude d'expectative vigilante jusqu'au jour où ses ambitions, dans la question d'Orient, pourraient reprendre la voie traditionnelle sans courir le danger d'aller au devant d'une nouvelle coalition.

Néanmoins, et en attendant, le prince Gortchakof tenait de temps en temps à rappeler à l'Europe que la Russie était toujours là, aux aguets. Une seconde circulaire du chancelier, lancée à l'occasion des complications italiennes, annonçait que la Russie sortait déjà « de la réserve qu'elle s'était imposée depuis la guerre de Crimée » ; la troisième, après l'annexion de la Savoie, assurait que « sa conscience lui reprochait de garder plus longtemps le silence sur l'état malheureux des chrétiens en Orient » ².

Après le traité de Paris, une entente cordiale s'accrut entre la Russie et la France, entente qui permit à Napoléon de faire la guerre contre l'Autriche et offrit au tsar d'invoquer dès 1860 que « les événements accomplis à l'Occident de l'Europe et qui ont retenti dans tout l'Orient comme un encouragement et une espérance, ont achevé d'y porter l'agitation ³ ». De ce rapprochement avec la France, la Russie attendait la possibilité de se délivrer des conditions que le congrès de Paris lui avait imposées ⁴. Mais l'entente ne dura que très peu : la question polonaise vint la rompre. L'attitude sympathique de l'opinion française et de Napoléon lui-même pour l'insurrection polonaise fut habilement exploitée par la Prusse, qui passa une convention avec la Russie permettant aux troupes du tsar de poursuivre les insurgés sur son territoire ⁵.

Le désir de la Russie de se dégager des conditions du traité de Paris était exploité par chaque puissance afin

¹ Créhange, 245.

² Klaczko, *loc. cit.*

³ Créhange, 266-267.

⁴ Goriainow, 145.

⁵ A. Cahuet, *La question d'Orient dans l'histoire contemporaine*, Paris, 1905, p. 346.

d'attirer l'empire des tsars dans son camp politique. L'Autriche aussi pour reconquérir l'amitié russe, perdue au cours des derniers événements, imita deux fois le jeu de Napoléon envers la Russie : en 1859 et en 1867 ¹. L'Angleterre seule restait gardienne fidèle du traité de 1856 et écartait toute discussion là-dessus. Elle aurait été disposée à faire une seule concession à la Russie : la reprise de la Bessarabie, comme cela ressort d'une dépêche du baron Brunnow, ambassadeur à Londres en 1866 ², en réponse aux instructions de son gouvernement lui demandant de se renseigner sur la question. Au cours de la même année, après les victoires prussiennes contre l'Autriche, le tsar Alexandre entretint le général de Manteuffel, qui se trouvait en mission à Pétersbourg, de la revision du traité de Paris ³.

Il résulte, par conséquent, que la Russie n'oubliait pas l'idée de faire reviser ce traité et en poursuivait avec sa ténacité habituelle la réalisation.

Toute complication européenne aurait été très bien accueillie au point de vue des intérêts russes. En face de l'Europe tranquille elle seule ne pouvait rien faire, à moins de courir le risque de se rencontrer avec une nouvelle coalition ; mais dans une Europe troublée et ayant d'autres préoccupations, la Russie savait bien que ses intentions seraient moins surveillées.

La guerre franco-allemande fut l'occasion longtemps attendue. Avant Sedan, un journal de Pétersbourg ⁴ disait que la Russie n'avait pas empêché l'unification forcée de l'Allemagne, qu'elle ne songeait pas, à son tour, à l'unification forcée des Slaves, mais que, cependant, « elle a le droit de demander que sa position sur la mer Noire et les bords du Danube soit améliorée. » En même temps, l'ambassadeur russe à Constantinople, le général Ignatieff, esquissait une discussion « purement académique et personnelle » avec le grand vizir en vue d'une éventuelle revision du traité de Paris : il avait des instructions pour aplanir toute aspérité de ce côté en attendant le moment décisif ⁵.

Les défaites de la France faisaient approcher ce moment. « Je ne vois plus d'Europe ! » devait s'écrier le comte de

¹ Goriainow, *loc. cit.*

² *Ibid.*, *loc. cit.*

³ *Ibid.*, 146-147.

⁴ *Golos*, cité dans Klaczko, 372.

⁵ Goriainow, 149-150.

Beust¹ dans une dépêche demeurée célèbre, après avoir vu la Russie manœuvrer de manière à empêcher toute action commune, tout concert européen en face de la querelle franco-allemande.

Le 9 septembre, quelques jours donc après Sedan, Bismarck, par une dépêche adressée au ministre prussien à Pétersbourg, chargeait ce diplomate de communiquer au tsar que le roi trouvait justes les désirs de la Russie relativement à une modification du traité de 1856. Si la Russie, vu les infractions commises, ne se regardait plus comme liée par ce traité, elle pourrait s'attendre à ce que la Prusse fit tout son possible pour obtenir, non seulement de la France, mais également des autres puissances, que ce principe fût reconnu. En même temps, Bismarck chargeait le ministre prussien à Constantinople d'appuyer auprès de la Porte les réclamations russes².

C'est M. Goriainow³ lui-même qui nous fait comprendre pourquoi la Russie procéda, en cette occasion, avec un complet manque d'égard pour le respect des traités : « Aucune des puissances qui avaient pris part à la coalition de 1854 n'était en mesure de nous faire la guerre. » Et il ajoute : il fallait profiter des circonstances, du fait que l'Europe n'existait plus, car « une fois la paix rétablie et les gouvernements délivrés des préoccupations qui les paralysaient, il était très difficile de prévoir la situation que nous rencontrerions en Europe. »

Après quelques hésitations et un certain retard, dû à Bismarck, qui jugeait intempestive la démarche russe et demandait son ajournement jusqu'à la conclusion de la paix⁴, le prince Gortchakof se décida à faire le geste hardi qui annulait, par une déclaration unilatérale de la Russie, un acte international qu'elle avait signé ensemble avec six autres puissances.

Par une circulaire en date du 31 octobre 1870, adressée aux puissances signataires⁵ du traité de Paris, Gortchakof annonçait la décision de la Russie de se considérer déliée de l'engagement concernant la neutralisation de la mer Noire⁶.

¹ Klaczko, 302.

² Goriainow, 154-155.

³ *Loc. cit.*

⁴ Goriainow, *loc. cit.*

⁵ France, Angleterre, Autriche, Prusse, Italie, Turquie.

⁶ *Archives diplomatiques, recueil de diplomatie et d'histoire*, Paris, 1873, t. III, p. 177-180.

« Les altérations successives qu'ont subies durant ces dernières années les transactions considérées comme le fondement de l'équilibre de l'Europe, ont placé le cabinet impérial dans la nécessité d'examiner les conséquences qui en résultent pour la position politique de la Russie, » disait la note comme introduction. Ensuite, on désignait parmi ces transactions la convention intéressant le plus directement la Russie, celle du 30 mars 1856. Le principe de la neutralisation de la mer Noire, qui « devait écarter toute possibilité de conflit... et augmenter le nombre des territoires appelés, par un accord unanime de l'Europe, à jouir des bienfaits de la neutralité et mettre ainsi la Russie elle-même à l'abri de tout danger d'agressions, » ce principe, affirmait-on, avait été prouvé par l'expérience de quinze années qu'il ne reposait que sur une théorie. Evidemment, après une telle affirmation, on pouvait s'attendre à une énumération des faits prouvant l'inanité du principe. Au lieu de cela, la circulaire faisait la comparaison entre la situation de la Russie dans la mer Noire et celle des autres puissances, la Turquie, la France et l'Angleterre, dans l'Archipel et la Méditerranée, malgré le fait qu'en 1856 la Russie avait signé un acte international neutralisant seulement la mer Noire.

La juste observation que le passage des détroits n'était fermé aux pavillons de guerre qu'en temps de paix, ce qui voulait dire une neutralisation incomplète, était suivie dans la circulaire par une théorie dangereuse : « Il serait difficile d'affirmer que le droit écrit, fondé sur le respect des traités comme base du droit public et règle des rapports entre les États, ait conservé la même sanction morale qu'il a pu avoir en d'autres temps. » Cela revenait à déclarer « qu'il n'y a de droit public que pour les politiques naïfs, que les contrats diplomatiques n'obligent que les États trop faibles pour les déchirer et ne protègent que les États assez forts pour les défendre ¹. »

Enfin, la circulaire arrivait à l'exposé des dérogations, plutôt des faits contraires aux stipulations du traité de Paris, pour pouvoir réclamer en faveur de la Russie « le droit de dénoncer à S. M. le sultan la convention spéciale et additionnelle au dit traité » concernant la neutralisation. On invoquait l'union des principautés roumaines et puis l'appel d'un prince étranger, ainsi que plusieurs cas où l'accès des

¹ A. Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco allemande*, Paris, 1875, t. II, p. 94.

détroits et celui de la mer Noire avait été ouvert à des navires de guerre étrangers, voire même à des escadres entières, en contradiction avec les stipulations du traité de Paris et de la convention annexée. La circulaire invoquait de la sorte en faveur de la Russie sa propre attitude contraire au traité de Paris, comme fut l'intervention favorable de Kisselief à l'union des principautés ¹ dans les séances de la conférence de Paris de 1858, et le passage du navire de guerre russe, *Alexandre Newski*, le 5 avril 1868 ². Cette invocation semble manifestement contraire à un principe moral, consacré en droit : *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*.

L'invocation suivante, concernant « l'introduction des bâtiments cuirassés inconnus et non prévus lors de la conclusion du traité de 1856 », n'est pas suffisante à elle seule pour justifier la déclaration unilatérale de la Russie, car les derniers progrès de la technique maritime n'avaient en rien modifié la situation générale envisagée en 1856.

Tous les développements, que nous avons résumés, aboutissaient à la déclaration que « S. M. I. ne saurait se considérer plus longtemps comme liée aux obligations du traité du 30 mars 1856, en tant qu'elles restreignent ses droits de souveraineté dans la mer Noire. »

La circulaire du 31 octobre était accompagnée d'instructions spéciales, en date du 1^{er} novembre, pour chacun des diplomates accrédités auprès des puissances signataires du traité de Paris.

Evidemment, la Russie devait s'attendre dès le premier moment à des résistances, voire même à certains risques. En vue de ces derniers, Gortchakof prévoyait une issue : sa retraite, suivie d'un recul de la Russie. Il le disait, immédiatement après le départ de la circulaire, au baron Jomini : « Si mes calculs m'ont trompé, si j'ai soulevé une tempête trop dangereuse pour la Russie, l'empereur est toujours le maître de me désavouer, s'il le juge nécessaire au bien du pays. Je sacrifie volontiers ma personne ; ma chute ne sera pas le démenti de ma carrière ³. »

Quant aux résistances éventuelles des puissances, il prit des mesures dans les instructions spéciales, en se montrant

¹ Sir H. Elliot au comte de Granville, dans *Archives diplomatiques*, III, 212.

² *Ibid.*, 191.

³ Goriaïnow, 156.

arrogant avec les unes, plein d'insinuation avec les autres ¹.

Voici le ton envers l'Autriche : « Je n'ai pas besoin d'appuyer sur les motifs qui déterminent notre auguste maître à se délier des clauses du traité de 1856 incompatibles avec la dignité et la sécurité de la Russie. » Et Gortchakof rappelait ce qu'il avait laissé entendre à Vienne, lorsqu'il s'y trouvait comme ambassadeur : « Une politique qui, sans ébranler la puissance de la Russie, laissait subsister dans les sentiments d'une grande nation une cause permanente de malaise et d'irritation, ne répondait ni aux intérêts de l'Europe, *ni en particulier à ceux de l'Autriche*. » Il faisait ensuite allusion aux différentes tentatives de l'Autriche de se rapprocher de la Russie, avec l'appât de la revision du traité de Paris, et concluait par une menace peu voilée, surtout après le passage introductif cité ci-dessus : « M. le comte de Beust comprendra certainement que la question est si grave pour la Russie qu'elle devra considérer l'attitude des puissances dans cette circonstance comme la pierre de touche des dispositions qu'elle peut s'attendre à rencontrer de leur part, et par conséquent aussi de celle qu'elle peut avoir pour chacune d'elles en réciprocité ². »

A l'Italie, qui, profitant des circonstances, avait notifié au gouvernement français qu'elle ne se considérait plus tenue d'observer la convention relative à Rome, Gortchakof faisait dire : « Nous ne doutons pas un instant de l'accueil que le gouvernement italien fera à la demande qui nous est prescrite. Il a trop conscience de sa propre dignité pour ne pas comprendre les devoirs que la nôtre nous impose ³. »

Envers la Turquie les instructions tenaient un langage amical. On assurait le sultan que la déclaration ne contenait aucune menace pour lui et on invitait la Porte à abandonner le terrain de la défiance et de revenir à l'amitié traditionnelle ⁴.

Pour les deux principaux auteurs du traité de Paris, le ton était bien différent, d'après leurs situations respectives. A la France, accablée par l'infortune de Sedan, Gortchakof s'adressait en quelques mots avec l'allure d'un conseiller bienveillant. « Je n'y ajouterai qu'une seule réflexion. La

¹ J. B. Espéret, *La condition internationale des détroits du Bosphore et des Dardanelles*, thèse, Toulouse, 1907, p. 93.

² *Archives diplomatiques*, III, 182-184.

³ *Ibid.*, 185.

⁴ *Ibid.*, loc. cit.

guerre de 1854 et le traité de 1856 ont été les premiers pas apportés dans la voie des perturbations politiques qui ont ébranlé l'Europe et ont abouti à de si désastreuses conséquences. Quel que soit le gouvernement qui s'établisse définitivement en France, sa tâche sera de réparer les maux causés par un système politique dont le résultat a été si fatal¹ ». A l'Angleterre, la seule puissance qui pouvait faire une opposition sérieuse, on rappelait que lord Russell avait reconnu, en 1866, que toute altération apportée au texte et à l'esprit du traité de Paris devait aboutir à la revision. Après une allusion aux événements des principautés roumaines, Gortchakof continuait ainsi : « En présence d'un pareil précédent, quelle valeur la Russie peut-elle attacher à l'efficacité de cette transaction et au gage de sécurité qu'elle avait cru trouver dans le principe de la neutralisation de la mer Noire ? L'équilibre fondé en Orient par le traité de 1856 se trouve donc rompu au détriment de la Russie. La résolution prise par notre auguste maître n'a pas d'autre but que de le rétablir. Le gouvernement de S. M. britannique ne consentirait jamais à laisser la sécurité de ses côtes à la merci d'une transaction qui n'est plus respectée. Il a trop d'équité pour ne pas nous reconnaître les mêmes devoirs et les mêmes droits ». Enfin, on exprimait la conviction que l'empire ottoman ne pouvait craindre aucun danger ni de l'Angleterre, ni de la Russie et que, par conséquent, une entente était possible entre ces deux pays².

Quant à la Prusse, l'amie et la confidente de la Russie à ce moment-là, le roi Guillaume et Bismarck furent les premiers à prendre connaissance de la déclaration russe. Par une lettre autographe, le tsar exprimait l'espoir que le roi non seulement lui serait favorable, mais qu'il emploierait son influence auprès des autres cabinets. On lui rappelait d'ailleurs la communication faite à ce sujet à l'occasion de la mission Manteuffel à Pétersbourg³.

Ce qui surprit et mécontenta les cabinets européens fut la façon brutale d'agir de la Russie, contre laquelle, néanmoins, il n'y avait pas moyen de réagir. « On ne se bat pas pour

¹ *Archives diplomatiques*, III, 187.

² *Ibid.*, 181-182. Dans une dépêche secrète à Brunnow on indiquait encore un moyen pour la réussite des pourparlers avec Londres dans la substitution du principe de la mer close par celui de la mer ouverte. [V. Goriainow, 164.]

³ Goriainow, 162.

une déclaration, disait le baron Jomini dans une lettre à Brunnov, à moins qu'elle ne soit un simple prétexte pour masquer une résolution préparée et arrêtée d'avance... Une fois toute revendication de la Bessarabie écartée, il ne restait pour ainsi dire point de corps de délit saisissable¹ ».

En Angleterre surtout l'émotion fut grande lorsque la circulaire russe pénétra dans le public. Au lieu de s'adresser aux puissances signataires du traité de Paris pour la dégager d'une clause, admettons trop dure, la Russie se déclarait d'elle-même libre de tout engagement, en dehors du consentement des autres parties. Evidemment, l'immutabilité n'est pas le propre de la vie. Malgré la divergence d'opinion des auteurs en ce qui concerne la fameuse clause *rebus sic stantibus*, tous sont d'accord sur un seul point : les États subissent une constante évolution, pour eux la grande loi est la loi du mouvement². Les conventions internationales, pas plus que les constitutions, ne peuvent être établies à perpétuité. Mais pour poser une limite rationnelle à l'existence des conventions internationales, il faut faire une application rationnelle de la clause, à la suite d'un examen contradictoire de la part des États signataires, en vue de concilier les tendances opposées³. D'ailleurs la clause *rebus sic stantibus* et son application avaient été envisagées par le traité de Paris, dont l'art. 14 prévoyait, justement au sujet de la convention du 30 mars, que : « Elle ne pourra être annulée ni modifiée sans l'assentiment des puissances signataires du présent traité ».

Dès le premier moment, l'Angleterre fit dans sa réponse à la circulaire de Gortchakof, la distinction entre le fond de la question et la forme qu'on venait de lui donner. « Ce qu'il faut savoir, c'est en quelles mains réside le pouvoir de délier une ou plusieurs des parties de toutes ou de quelques-unes des obligations contractées. Il a toujours été admis que ce droit appartient uniquement aux gouvernements qui ont été parties dans l'instrument original. Les dépêches du prince Gortchakof paraissent avoir pour but de soutenir cette prétention qu'une quelconque des puissances signataires de l'engagement peut alléguer que, dans son opinion, il s'est produit

¹ Goriainov, 161.

² Siebert, *De la clause « rebus sic stantibus »*, Paris, 1912; A. Cavaglieri, *La funzione della clausola « rebus sic stantibus »* dans l'*Archivio giuridico*, Modena, t. 71 (1903).

³ Cavaglieri, 140.

des faits en opposition avec les clauses du traité. Sans que cette manière de voir soit partagée ni admise par les puissances cosignataires, cette puissance pourrait fonder sur cette allégation, non pas un appel aux gouvernements pour examiner la question, mais une déclaration qu'elle est affranchie ou qu'elle se tient, pour affranchie de toutes les stipulations du traité qu'elle trouverait bon de désapprouver. Il est de toute évidence que l'effet d'une pareille doctrine et des actes qui, sciemment ou non, sont fondés sur cette doctrine, est de mettre l'autorité et l'efficacité des traités à la discrétion de chacune des puissances qui les ont signés. Le résultat serait l'entière destruction des traités dans leur essence, car l'unique but des traités est de lier les puissances les unes aux autres; pour y arriver, chacune des parties doit abandonner une portion de sa liberté d'action. La doctrine et les actes qui sont maintenus en question auraient pour conséquence que les parties séparément et individuellement soumettraient à leur propre jugement l'ensemble des intérêts et ne se considéreraient comme liées qu'envers elles-mêmes ¹. »

Deux jours plus tard, Brunnov écoutait le résumé verbal de la réponse anglaise à la Russie. En rendant compte à son gouvernement du fait, l'ambassadeur russe tint à souligner le désir évident du comte Granville à arriver à une entente : « Il faut, lui avait-il dit, qu'une porte soit ouverte ou fermée ; tâchons tous deux de la laisser ouverte ² ». Il fit en même temps communication du départ au quartier général prussien, à Versailles, du second secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Odo Russell, dans le but de reconnaître le terrain et d'approfondir les instructions de Bismarck ³.

L'agitation de l'opinion anglaise, ainsi que certaines questions de politique intérieure, impressionnèrent particulièrement l'ambassadeur russe à Londres quant à l'issue finale de la démarche de son gouvernement ⁴. La preuve était dans ses communications.

À Vienne également la procédure russe envers les traités produisit de la surprise et rencontra de l'opposition. Le 16 novembre, le comte de Beust s'appuyant, dans sa réponse au gouvernement russe, sur le dernier paragraphe de l'article 14 du traité, disait ceci : « Nous ne saurions donc con-

¹ *Archives diplomatiques*, III, 189-190 : le comte Granville à sir A. Buchanan, à Pétersbourg, le 10 novembre 1870.

² Goriainow, 171.

³ *Ibid.*, 172.

⁴ *Ibid.*, 177-179.

cevoir ni admettre un doute sur la force absolue de cet engagement réciproque lors même que l'une ou l'autre des parties contractantes se croirait dans le cas de faire valoir les considérations les mieux fondées contre le maintien de telle ou telle disposition d'un traité qu'on est convenu de déclarer d'avance ne pouvoir jamais être ni annulé ni modifié sans l'assentiment de toutes les puissances qui l'ont signé». Quant à l'iniquité des dispositions du traité limitant les moyens de défense de la Russie dans la mer Noire, la réponse autrichienne remarquait qu'elle aurait pu empêcher la signature d'un traité, mais qu'après la signature elle ne pouvait plus servir que de base à une demande de modification et n'autorisait jamais une solution arbitraire. Une telle maxime compromettrait « non seulement tous les traités existants, mais encore ceux à venir. Elle peut contribuer à les rendre faciles, elle ne servira pas à les rendre solides ». Enfin, le comte de Beust appelait la sérieuse attention du cabinet impérial sur les conséquences d'un procédé qui non seulement porte atteinte à un acte international signé par toutes les grandes puissances, mais qui se produit encore au milieu de circonstances où plus que jamais l'Europe a besoin des garanties qu'offre à son repos et à son avenir la foi des traités ¹ ».

L'Italie, elle aussi, fit des réserves quant à la manière du prince Gortchakof et accentua la nécessité de l'accord préalable des puissances en vue de toute modification.

La France, enfin, préoccupée par la guerre, releva que la Russie abrogeait les stipulations d'un traité international par une déclaration unilatérale, mais le chef du service diplomatique du gouvernement de la défense nationale ajouta que toute initiative était laissée à l'Angleterre et qu'il examinerait dans la suite le parti à prendre. Un congrès aurait été accepté en France avec empressement ², car elle pouvait en tirer parti pour sortir de l'isolement où elle se trouvait.

Le gouvernement russe dans sa réponse du 20 novembre à la note anglaise y relevant l'assurance du cabinet de Londres quant à l'examen des modifications, évita autant que possible la question de la forme « qui n'a pas été de notre choix ³ » ; il réitéra la déclaration du tsar quant au respect des principes généraux du traité de 1856 et se montra prêt

¹ *Archives diplomatiques*, III, 199-201.

² Goriainow, 180.

³ Puisque les tentatives pour réunir les puissances en délibérations communes avaient échoué.

à une entente soit pour les confirmer, soit pour les renouveler, soit enfin pour y substituer tout autre arrangement. Seulement, la Russie tenait à dire : « Nous ne saurions admettre que l'abrogation d'un principe théorique sans application immédiate, qui ne fait que restituer à la Russie un droit dont aucune grande puissance ne saurait être privée, puisse être considérée comme une menace pour la paix, ni qu'en annulant un point du traité de 1856, elle implique l'annulation du tout ¹ ».

Bismarck avait été surpris par la circulaire russe, car l'intérêt de la Prusse était de ne point discuter la question d'Orient avant l'écrasement complet de la France. Mais une fois l'affaire engagée, il ne lui restait plus qu'à servir les intérêts de la Russie de manière à rendre inutile tout concours de la France ². Par conséquent, le 22 novembre à la première entrevue avec Odo Russell, il formula la proposition d'une conférence des puissances intéressées à Constantinople. Puis il télégraphia sur le champ à Pétersbourg ; la réponse fut immédiate, de sorte que le soir du même jour le chancelier put déclarer que si le comte Granville y consentait, il prendrait l'initiative de proposer une conférence destinée à trouver une solution pacifique au différend. Il pensait que si la conférence avait lieu à Pétersbourg les résultats seraient plus rapides et il pria le comte Granville d'y inviter le gouvernement français ³.

L'Angleterre accepta la proposition le 26 novembre, la Russie le 27, l'Italie le 28, la Turquie ⁴ et l'Autriche adhérèrent respectivement les 1^{er} et 2 décembre. Quant à la France les hésitations de J. Favre à se décider et la question dite des sauf-conduits, derrière laquelle se cachait le mauvais vouloir de Bismarck et sa crainte d'une médiation des puissances dans la guerre franco-allemande, contribuèrent au retard du départ du duc de Broglie, qui ne prit part aux délibérations de Londres que vers la fin de la conférence ⁵.

C'était la Russie qui avait préféré que la conférence s'ouvrit à Londres au lieu de Pétersbourg, comme cela avait été proposé au premier moment par Bismarck.

¹ *Archives diplomatiques*, III, 209-211.

² A. Sorel, II, 102.

³ *Ibid.*, 103 ; *Archives diplomatiques*, III, 214-215.

⁴ Ali-pacha avait reçu la circulaire russe au premier moment avec ces mots : « Vous nous apportez donc la guerre ». [V. Goriainow, 187.]

⁵ Sorel, II, 121-132 ; Goriainow, 198.

L'Angleterre qui, la première, accepta l'idée d'une conférence souleva les plus grosses difficultés quant à son programme. Le cabinet anglais se déclarait prêt à examiner avec bienveillance les propositions russes, à la condition que la conférence se réunirait sans que rien soit conclu d'avance quant à ses résultats. Gortchakof, en prenant connaissance de cette condition, demanda à l'ambassadeur anglais si son gouvernement consentait à ce que personne ne réclame au sein de la conférence le retrait de la déclaration russe. Sur la réponse affirmative, le chancelier envisagea les deux modes de procéder en conférence : soit une déclaration de principe au début, suivie de l'examen du fond de la question, soit cet examen direct en dehors de toute déclaration¹.

Des trois routes à suivre, proposées par l'ambassadeur russe à Londres, le choix tomba sur une délibération préliminaire au sujet de la revision du traité de Paris : c'était la modalité conforme aux désirs de Bismarck. Une telle délibération courte, simple, purement destinée à arriver droit à un résultat pratique, c'est-à-dire à l'abrogation des clauses dénoncées, était la plus convenable aux intérêts de la Prusse, car Bismarck avait exigé, comme condition irrévocable, que la question franco-allemande n'y fût pas introduite. La Porte, enfin, de son côté avait consenti à prendre part à la conférence sous condition que la revision du traité de Paris ne porterait que sur les clauses limitant les forces navales de la Russie dans la mer Noire².

L'Autriche à son tour proposa à l'Angleterre la réunion à Constantinople, avant la conférence de Londres, d'un comité composé de représentants des grandes puissances à l'exception de ceux de la Russie et de la Prusse. Sur le refus du gouvernement anglais, l'Autriche se résigna à céder moyennant certaines garanties : le droit facultatif pour la Porte d'ouvrir les détroits, le renforcement des stations navales aux bouches du Danube et la prolongation du mandat de la commission européenne du Danube substituée à celle des États riverains³.

L'accord sur la conférence étant établi, le comte Granville et le baron Brunnow examinèrent de concert le discours d'ouverture. Après les remerciements de circonstance pour la

¹ Goriainow, 201, 203-204.

² *Ibid.*, 204-206.

³ *Ibid.*, 212-213.

présidence, Granville indiquait le but de la conférence, acceptée à l'unanimité par les puissances. « Cette unanimité fournit une preuve éclatante que ces puissances sont parfaitement d'accord que pour le maintien du droit des gens, il est nécessaire que chaque puissance communique¹ aux autres parties contractantes toute demande de se dégager² des conditions d'un traité ou d'en modifier les conditions et qu'elles sont décidées en toute occasion à maintenir ce principe³. »

Le texte du protocole de la première séance de la conférence donna lieu à une discussion. Le projet du comte Granville, accepté par la Russie, subit ensuite une modification remarquable d'après les inspirations autrichiennes. Il était cette fois question d'affirmer, dès l'ouverture de la conférence, le principe du respect dû aux transactions internationales par les parties contractantes. Gortchakof aurait très bien accepté une telle déclaration de principe pour la fin de la conférence, mais il craignait que son acceptation au début pût être suivie d'un rejet des réclamations de la Russie⁴. Après bien des atermoiements et des échanges de vues, les cabinets se mirent d'accord pour reconnaître que les déterminations prises par le cabinet impérial ne formeraient l'objet d'aucune contestation. C'est à la suite de cet accord seulement que la Russie accepta de rendre en forme aux principes du droit des gens les honneurs mérités⁵.

La première séance fut ainsi close par la signature d'un protocole, où les représentants des six puissances reconnaissaient que « c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune puissance ne peut se délier des engagements d'un traité, ni en modifier les stipulations, qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes, au moyen d'une entente amicale⁶ ». En forme, les principes du droit international étaient solennellement proclamés par la déclaration des puissances; au fond, ils se trouvaient méconnus par la Russie à l'encontre de l'Europe entière. Il n'a pas manqué d'auteurs pour qualifier de simple comédie cette conférence de Londres, car l'ambassadeur russe lui-même rendait ainsi compte de la

¹ Au lieu de „soumettre“ dans le projet Granville.

² En remplaçant l'expression „se soustraire“, modification faite également par le baron Brunnow dans le texte du comte Granville.

³ Goriaïnow, 228.

⁴ *Ibid.*, 234-232.

⁵ *Ibid.*, 238-239.

⁶ *Archives diplomatiques*, III, 341.

première séance : « Les rôles distribués avec intelligence, ont été joués avec un ensemble remarquable. Il n'y a eu ni récriminations sur le passé, ni divergence d'opinion quant au présent, ni une seule parole prononcée contre la Russie dont le sentiment national chez moi eût lieu d'être froissé ¹. »

Le 24 janvier eut lieu la seconde séance : on y discuta la revision des articles 11, 13 et 14 du traité de Paris, moyennant un équivalent, d'après l'idée formulée par quelques-uns des plénipotentiaires. L'Autriche avait émis un projet tendant à introduire dans la mer Noire des forces des puissances maritimes pour occuper un port turc comme contre-poids à Sébastopol. Ce pique-nique naval, d'après le mot de Brunnov, rencontra la vive opposition de la Russie et de la Porte, de sorte qu'il fut abandonné avant même la seconde séance ². On s'arrêta alors à une autre solution : le sultan, tout en maintenant le principe de la fermeture des détroits, se réservait la faculté de les ouvrir au cas où la sécurité de son empire serait menacée. Mais là-dessus une nouvelle difficulté surgit : la conférence entendait que le sultan ne fasse appel qu'aux forces navales des puissances „non riveraines“, tandis que le plénipotentiaire russe proposait la formule de „puissances amies ³. “

Quelques-uns des plénipotentiaires demandèrent l'ajournement de la troisième séance, fixée au 31 janvier, afin d'avoir le temps de recevoir des instructions. On ajourna. Grâce à ce délai, les échanges de vues purent avoir lieu jusqu'au 3 février pour établir l'accord au sujet du système des équivalents à offrir à la Porte. Nous ne voulons pas entrer dans les détails.

Le comte Bernstorff, plénipotentiaire allemand, disait plus tard de la séance du 3 février qu'elle fut longue, mais stérile ⁴. Toute la difficulté resta à l'art. 2, car à l'expression de puissances « non-riveraines », acceptée enfin également par la Russie, le plénipotentiaire ottoman s'obstinait à opposer la formule « puissances amies », laquelle devint plus tard puissances amies « et alliées », d'après la rédaction italienne.

L'explication était la suivante : le sultan voulait être agréable à la Russie et en même temps il n'entendait pas

¹ Goriainow, *loc. cit.*

² *Ibid.*, 240-241.

³ *Ibid.*, 245.

⁴ *Ibid.*, 265.

voir limiter sa faculté d'ouvrir les détroits à toutes les puissances, même à la Russie le cas échéant¹. Cependant, les Russes étaient pressés de terminer la conférence avant l'ouverture de la Chambre des Communes, par crainte de voir surgir de nouvelles difficultés de la part des parlementaires anglais partisans de la neutralisation de la mer Noire. Et, dans leur empressement, ils n'hésitèrent pas de soupçonner la Turquie de quelque mauvaise intention².

La quatrième séance du 7 mars se termina sans aucun résultat concluant, car le plénipotentiaire ottoman attendait des instructions relativement à l'ensemble des questions posées devant la conférence. C'est le 13 mars, à la cinquième séance, où prit part également le plénipotentiaire français, le duc de Broglie, que l'accord se fit sur la rédaction italienne de l'article deux³.

Le lendemain, à la séance de clôture, on disposa que l'échange des ratifications devait se faire en six semaines.

Le traité, résultant des travaux de la conférence de Londres, fut signé à la date du 13 mars. Voici ses trois premiers articles ayant trait à la circulaire du prince Gortchakof :

ART. 1^{er}. — « Les articles 11, 13 et 14 du traité de Paris, du 30 mars 1856, ainsi que la convention spéciale conclue entre la sublime Porte et la Russie et annexée audit article 14, sont abrogés et remplacés par l'article suivant :

ART. 2. — « Le principe de la clôture des détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par la convention séparée du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour S. M. I. le sultan d'ouvrir les dits détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856.

ART. 3. — « La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations. »

Enfin, par l'art. 8, « les hautes parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du traité du 30 mars 1856, ainsi que ses annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent traité. »

¹ Goriaïnow, 269.

² *Ibid.*, 272.

³ *Archives diplomatiques*, III, 364.

Le même jour, 13 mars 1871, et toujours à Londres, était signée une convention russo-turque concernant l'abrogation de la convention spéciale du 30 mars 1856 relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre de la Russie et de la Turquie dans la mer Noire¹.

Le résultat de la conférence de Londres produisit la plus vive satisfaction en Russie. C'était, vraiment, une grande victoire diplomatique, remportée après un défi lancé à l'Europe, et une victoire contre l'Angleterre principalement. « Passez-nous le fond, nous vous passerons la forme ², » avait proposé Brunnow au ministre anglais des affaires étrangères ; celui-ci avait fini par accepter, malgré lui, une telle transaction. Comme l'a dit le baron Jomini, ce « fond était amer pour un successeur de Palmerston ³. » On comprend facilement que ce résultat qui produisit satisfaction en Russie mécontenta l'opinion anglaise. Disraëli n'hésita pas à tourner en ridicule, le 9 février, à l'ouverture du Parlement anglais, le rôle de la Grande-Bretagne pendant les négociations provoquées par la circulaire de Gortchakof. Il est allé même jusqu'à condamner la conférence de Londres, dont le principal résultat allait être l'humiliation de l'Angleterre, parce qu'elle ne devait aboutir qu'à une solution préalablement établie, malgré l'affirmation du contraire⁴.

V

LE CONGRÈS DE BERLIN

A la politique russe de recueillement, qui avait si brillamment réussi à Londres, vinrent s'ajouter des éléments nouveaux. La théorie des races et le principe des nationalités qui, surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, prirent une forme nette ⁵, eurent leurs répercussions parmi les peuples

¹ On trouve également les protocoles de la conférence et les textes du traité et de la convention signés à Londres, dans Samwer, XVIII, 273-307.

² Goriainow, 285.

³ *Ibid.*, loc. cit.

⁴ Mischeff, 590.

⁵ P. Roquette Buisson, *Du principe des nationalités*, étude de droit international public, Paris, 1895 ; E. Boutroux, *La nation comme personne morale*, dans les consultations publiées par M. Eugen Baie sur *Le droit des nationalités*, Paris, 1915.

slaves. L'unité italienne et l'unité allemande réveillèrent la conscience des foules slaves, dont l'esprit d'association et de fraternité est si développé. Dès 1846 fut fondée à Kiew la confrérie de Cyrille et Méthode, qui se proposait l'amélioration du sort des chrétiens d'Orient, sans distinction de nationalité ou de confession. Supprimée par le tsar Nicolas I^{er}, méfiant des buts déclarés de la confrérie, elle se reforma vers 1857 dans un esprit nouveau. Cette fois l'association, sous l'influence des théories nouvelles, se proposait l'affranchissement des peuples slaves et leur réunion sous le protectorat du seul État slave, alors indépendant, la Russie. A l'unité italienne et aux désirs d'unité des Allemands répondait la voix des Slaves réclamant leur unité nationale. En 1867 Moscou donna hospitalité, dans ses murs historiques, à un congrès des partisans du nouveau mouvement, des slavophiles. Mais à ce congrès ethnographique les représentants des différentes nations slaves s'aperçurent du manque d'une langue commune à tous ; ils remarquèrent les réserves des Tchèques quant à leur indépendance et constatèrent l'absence des frères Polonais¹ qui avaient déjà goûté de la fraternité russe.

L'utilité du mouvement slave, sous la forme nouvelle qu'avait prise la confrérie vers 1857, ne pouvait pas échapper à la perspicacité politique de l'officialité russe et surtout de Gortchakof. Le congrès de Moscou avait été soutenu par l'argent et honoré de la présence de la famille impériale². Malgré l'échec momentané du mouvement panslaviste pour les raisons ci-dessus indiquées, on ne s'arrêta pas à mi-chemin : il fut encouragé et canalisé vers les directions qui n'offraient aucune possibilité de déception. Les Ruthènes d'Autriche-Hongrie et les Slaves des Balkans, vassaux ou sujets des Turcs, reçurent avec un redoublement d'ardeur les manifestations d'amour du grand frère du Nord³. Les sentiments de la foule concordaient avec les intérêts politiques des classes dirigeantes : « l'antique ambition de dominer l'Orient reçut un nouvel aliment, le sentiment du devoir vint l'exciter et la fortifier⁴ ». Ainsi la Russie reprenait la voie que Pierre

¹ Créhange, 267-268 ; Rambaud, 720.

² *Ibid.*, loc. cit.

³ *Ibid.*, 269.

⁴ Bluntschli, *Le congrès de Berlin et sa portée au point de vue du droit international*, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, t. XI, p. 43.

le Grand lui avait tracée en Orient ; cependant avec la réserve qu'on ne poursuivait que la libération des Slaves, et avec l'avantage que l'Europe ne devait rien objecter devant une libération nationale dont elle-même avait donné l'exemple.

Le caractère de la politique de libération chrétienne, limitée seulement aux Slaves, s'est manifesté en 1872 à l'occasion de l'appui de la diplomatie russe aux demandes religieuses des Bulgares contre les Grecs et le patriarcat grec de Constantinople ¹. L'explication du fait est très simple : on ne voulait pas fortifier la position des Grecs en Orient, puisqu'ils ambitionnaient depuis la création de l'État grec l'héritage de l'empire ottoman et la renaissance de Byzance.

La politique slavophile dans les Balkans eut vite son contre-poids dans l'amitié russo-allemande après le traité de Londres. Cette amitié aboutit en septembre 1872 à l'entrevue des trois empereurs à Berlin, suivie en mai suivant de la visite des empereurs François-Joseph et Guillaume I^{er} à Pétersbourg. Juste un siècle après, l'alliance austro-russo-allemande se faisait de nouveau contre la nation polonaise, qui commençait à espérer en Galicie. La Russie livrait les Slaves à la Hongrie et s'engageait à s'abstenir de toute intervention en faveur des Slaves balkaniques, à condition que l'Autriche « consentît désormais à ne plus poloniser à sa frontière et à sa porte ² ». Il était question à cette époque d'une constitution indépendante pour les Polonais d'Autriche.

Mais le mouvement slave, une fois déclenché dans les Balkans, ne pouvait être arrêté à volonté, d'après les calculs des cabinets diplomatiques. Et n'était-il pas dans l'intérêt de la Russie de garder toujours une dernière carte du côté des Balkans pour le jeu de la politique internationale ? L'intérêt, qui avait sacrifié les frères polonais pour la sécurité de la frontière occidentale, était le même qui imposait d'entretenir l'espérance chez les Slaves des Balkans jusqu'au jour de la libération. La politique cache toujours ses buts égoïstes sous le masque des actions généreuses.

En 1875, commençait, en plein été, le mouvement insurrectionnel de la population chrétienne de Herzégovine contre les percepteurs d'impôts. L'insurrection gagna vite en intensité et en étendue, et passa en Bosnie pour se propager

¹ Créhange, 271.

² E. Bourgeois, III, 789-790.

ensuite en Serbie et au Monténégro¹. Au commencement, l'entente austro-russe sur les affaires d'Orient voulut garder la neutralité en face d'un incident intérieur de l'empire ottoman², mais devant l'impuissance de la Turquie à rétablir l'ordre, l'Europe dut intervenir. Vers la fin de l'année, le sultan promit des réformes sous la pression européenne, mais les insurgés ne déposèrent pas les armes devant ces promesses, car ils avaient assez des mots. Au commencement de 1876, l'assassinat des consuls français et allemand à Salonique par des musulmans fanatiques, ainsi que la guerre sainte proclamée contre les Serbo-Monténégrins, provoqua une intervention menaçante des grandes puissances auprès de la Porte. Les insurgés trouvèrent un motif d'encouragement dans cette intervention et les Bulgares se soulevèrent à leur tour. L'assassinat du sultan Abdul Aziz et le brusque renversement de son successeur, compliquèrent encore la situation : le nouveau padichah, Abdul Hamid II, pour satisfaire le fanatisme musulman et garder son trône, procéda avec une extrême cruauté contre les Bulgares³.

Le 8 juillet, devant l'ébranlement de la Turquie et après l'adhésion des Bulgares au mouvement insurrectionnel, la Russie et l'Autriche se mirent d'accord par la fameuse convention de Reichstadt, envisageant l'avenir. En cas d'une victoire turque il fallait, d'après la convention, intervenir contre l'extermination des chrétiens et pour l'exécution des promesses de la Porte ; en cas d'un effondrement de la Turquie, les deux puissances s'engageaient à ne pas admettre la formation d'un grand État slave dans les Balkans. Elles étaient d'accord sur la constitution en États indépendants de la Bulgarie, de l'Albanie et de la Roumélie, sur l'annexion de la Thessalie, d'une partie de l'Épire et de la Crète à la Grèce et, enfin, sur la transformation de Constantinople et de sa banlieue en ville libre⁴. Cette entente fut confirmée et précisée ensuite par la convention du 18 mars 1877 qui devait assurer à la Russie la liberté de faire la guerre aux Turcs. Toujours à Reichstadt et également dans l'accord suivant, l'Autriche acceptait la reprise de la Bessarabie par les Russes et l'annexion par ceux-ci des territoires du côté de la mer Noire et dans la Turquie d'Asie ; en compensation, elle se

¹ Goriaïnow, 312-313.

² E. Bourgeois, III, 791.

³ Rambaud, 722-724 ; Créange, 274-275 ; Bourgeois, III, 792-794.

⁴ Goriaïnow, 318, 336.

réserveait l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Cette clause devait rester secrète, d'après la stipulation expresse du chancelier russe, par égard pour la Serbie et le Monténégro ¹.

Les cruautés commises en Bulgarie provoquèrent une forte impression en Russie : le tsar lui-même sortit de sa réserve et présenta un ultimatum à Constantinople pour la conclusion d'un armistice avec les insurgés. Le 12 novembre, le tsar exprima, dans un discours prononcé à Moscou, son admiration pour les Monténégrins et le lendemain une circulaire annonçait aux cabinets européens la mobilisation partielle de la Russie. L'Angleterre, alarmée, prit l'initiative d'une conférence des puissances à Constantinople pour décider le programme de réformes à imposer au gouvernement ottoman. Le jour même ² où se réunissait la conférence, le grand vizir Midhat-pacha promulguait la constitution ottomane, qui accordait aux peuples de l'empire toutes les libertés et instituait le régime parlementaire. Ce coup de théâtre n'avait d'autre but que d'éviter la tutelle de l'Europe et d'éluider ses réclamations. Les réformes présentées à la Porte par la conférence sous forme d'ultimatum n'aboutirent à rien, parce que l'Angleterre ne voulait pas s'associer à aucune action de contrainte contre la Turquie ³.

Une circulaire de Gortchakof, vers la fin de janvier 1877, ainsi que la mission d'Ignatieff auprès des divers cabinets, amenèrent une nouvelle manifestation collective des puissances : le protocole de Londres du 31 mars invitait la Porte à désarmer et lui annonçait que les puissances veilleraient à l'exécution des réformes promises. Par une déclaration annexée au protocole, la Russie signifiait qu'elle continuerait à s'abstenir si la Turquie signait la paix avec le Monténégro, comme elle l'avait fait avec la Serbie. La Porte, encouragée par les réserves de l'Angleterre, n'accepta pas le protocole; le Parlement ottoman, à peine réuni, vota la continuation de la guerre contre le Monténégro ⁴. La guerre russo-turque devint inévitable dès ce moment-là : elle fut déclarée le 24 avril par le peuple russe et non par le gouvernement de Pétersbourg ⁵, comme on l'a dit avec un peu

¹ Jules Andrassy, *Considérations sur les origines de la guerre*, Lausanne, 1915, p. 11; Goriainow, *loc. cit.*

² Le 23 novembre.

³ Rambaud, 725-726.

⁴ *Ibid.*, 727; Bourgeois, III, 799.

⁵ Créhange, 277.

d'exagération pour un pays où l'opinion publique ne compte presque pas.

Par une convention du 16 avril 1877, la Roumanie, qui n'était pas un État neutralisé, livrait libre passage aux armées russes qui allaient combattre pour l'amélioration des conditions d'existence des chrétiens soumis à la domination turque. L'art. 2 de cette convention prévoyait l'engagement de la part du gouvernement de S. M. l'empereur de toutes les Russies de « maintenir et de défendre l'intégrité actuelle de la Roumanie ¹ ».

Dès le commencement de la guerre, l'Angleterre tint à faire des réserves conformes à sa politique orientale. Par une note du 18 mai, tout en proclamant sa neutralité, l'Angleterre déclarait qu'elle se verrait obligée d'intervenir au cas où l'un des belligérants porterait atteinte à la sécurité de la navigation sur le canal de Suez ou bien si la Russie dirigeait une attaque sur l'Égypte ou projetait de l'occuper même temporairement. Le gouvernement britannique déclarait également qu'il n'était nullement enclin à voir avec indifférence la ville de Constantinople passer dans d'autres mains et que tout changement apporté à l'état de choses existant, quant à la navigation à travers les détroits, aurait été cause d'objections sérieuses. Le gouvernement russe répondit qu'il n'avait aucune vue sur Constantinople et que le sort de cette ville étant une question d'intérêt commun ne pouvait être réglé que par une entente générale des puissances. Dans l'instruction secrète, Gortchakof indiquait à l'ambassadeur russe de Londres d'éviter tout engagement quant à une approche éventuelle de Constantinople ou même à une occupation temporaire de la ville ².

Nous n'entrerons pas dans le détail des actions militaires. Rappelons seulement que les Russes avaient trop méprisé leur ennemi et qu'au commencement la campagne fut favorable aux Turcs. Mais dès le mois de septembre, et lorsque des troupes fraîches arrivèrent de Russie, lorsque les Roumains, presque repoussés au début, eurent été appelés à coopérer à l'entreprise contre les Turcs dans des conditions satisfaisant leur dignité nationale, la guerre prit une tournure favorable aux armes russes.

¹ Ad. d'Avril, *Négociations relatives au traité de Berlin*, Paris, 1886, p. 220.

² Goriaïnow, 345, 347.

L'Autriche, de nouveau rassurée en juillet par le gouvernement russe qui lui disait qu'on respecterait l'arrangement de Reichstadt et que la question de Constantinople et des détroits ne serait réglée que d'un commun accord avec l'Europe, déclina toute action afin de prévenir les événements aux côtés de l'Angleterre¹. Après plusieurs victoires russes, vers la fin de l'année, les cabinets européens commencèrent à s'occuper de la conclusion de la paix.

La Russie, elle aussi, pensait en novembre aux conditions qui devaient être imposées à la Turquie. Un mémoire de Nélidov du 10/22 novembre précisait ainsi la „principale cause” du traité de paix : « La libre communication avec la Méditerranée et, en même temps, le moyen d'empêcher les flottes ennemies de menacer nos côtes de la mer Noire, tel doit être et a toujours été le but principal de notre politique maritime en Turquie. Il faut donc chercher les combinaisons qui nous assurent, à nous seuls, la liberté de navigation dans les détroits, à l'exclusion de tous les autres pavillons de guerre². » Comme le remarque bien M. Hanotaux³, « c'est ce „à nous seuls” et ce „à l'exclusion” qui font toute la difficulté », puisque « l'exigence russe revient, en somme, à une réclamation de souveraineté sur Constantinople ».

Au commencement de décembre, les conditions de la paix établies par les Russes étaient communiquées aux empereurs d'Allemagne et d'Autriche⁴. Le même mois, la demande de médiation du sultan adressée à l'Allemagne et à l'Autriche était refusée ; l'Angleterre l'accueillit. Interrogé par l'ambassadeur britannique à Pétersbourg si le tsar agréerait des ouvertures de paix, Gortchakof affirma les désirs pacifiques de la Russie, mais ajouta qu'à cet effet la Porte devait s'adresser directement au commandant en chef des armées en Europe et en Asie. Cette réponse provoqua l'observation que la Russie voulait une paix par-dessus l'Europe ; quelques jours plus tard, l'ambassadeur anglais était chargé de communiquer au gouvernement russe que tout traité affectant ceux de 1856 et 1871 n'aurait pas de validité sans l'assentiment des puissances qui avaient pris part à ces traités⁵.

¹ Goriainow, 350-351.

² *Ibid.*, 355.

³ Dans la préface de l'ouvrage de Goriainow, p. XVII.

⁴ Goriainow, 356.

⁵ *Ibid.*, 358-360.

Les négociations russo-turques commencèrent et les plénipotentiaires ottomans furent envoyés au quartier général russe pour conclure l'armistice et entamer la discussion pour la paix. Par un revirement étrange les diplomates de Pétersbourg, hésitants et craignant des complications européennes au début de la campagne, devenaient outranciers à mesure que les succès des armées russes s'accroissaient. Au lieu d'instructions précises pour arriver vite à l'armistice, la chancellerie russe tâchait de gagner du temps pour mettre l'Europe devant les faits accomplis et, à cet effet, ordonnait au commandant en chef des armées de poursuivre énergiquement l'action militaire pendant que les plénipotentiaires turcs se trouvaient au quartier général¹.

Devant cette manœuvre, le comte Andrassy demanda que la flotte britannique fût immédiatement envoyée à Constantinople et promit une coopération autrichienne par voie de terre. L'Angleterre à son tour prit des mesures de précaution : elle demanda à Pétersbourg si les forces russes seraient dirigées sur Gallipoli et obtint enfin l'engagement de la Russie de n'occuper en aucun cas la presqu'île qui tient l'entrée des détroits². Le généralissime demanda, le 22 janvier, des instructions à Pétersbourg pour le cas d'une éventuelle occupation de Constantinople et deux jours plus tard il reçut la réponse du tsar. Le même jour, la flotte anglaise recevait l'ordre d'ancrer aux Dardanelles même de vive force, mais le lendemain l'ordre était suspendu, le gouvernement anglais ayant pris connaissance des conditions de l'armistice. Le général Ignatieff recevait en même temps au quartier général des instructions pour faire pendant les négociations de paix des allusions assez vagues quant à la question des détroits et d'ajouter qu'elle était réservée à une entente européenne. Le retard des instructions de Constantinople aurait dû être suivi de la rupture des négociations et de la reprise de la marche en avant des troupes russes, mais l'engagement pris envers l'Angleterre quant à l'occupation de Gallipoli retint le commandant en chef ; le 31 janvier enfin, l'armistice et les conditions formant les bases de la paix future furent signés à Andrinople³.

¹ *Les Russes devant Constantinople en 1877-78*, par un Russe, d'après des documents en original, dans la *Revue de Paris*, 45 juillet 1897, p. 411 et suiv.

² *Ibid.*, 416 ; Goriainow, 361.

³ *Ibid.*, 423-424 ; *Ibid.*, 362.

Quelques jours plus tard, le 11 février, le gouvernement ottoman annonçait à Pétersbourg que la flotte anglaise avait reçu l'ordre de passer le détroit et de se rendre à Constantinople pour la protection des sujets anglais. Deux jours après, le tsar télégraphiait au grand duc que l'entrée de la flotte anglaise dans le Bosphore libérait la Russie de ses engagements antérieurs concernant Gallipoli et les Dardanelles, bien que ces engagements n'eussent imposé aucune obligation à l'Angleterre comme contre-partie. Dans la même dépêche, le tsar déclarait laisser une entière liberté d'action au généralissime, avec la réserve cependant d'éviter un conflit immédiat avec les Anglais et l'indication qu'un débarquement quelconque de la part de ceux-ci soit suivi de l'entrée des troupes russes à Constantinople¹. Le lendemain, une autre dépêche du tsar, mais qui avait été expédiée dès le 10 février, après la communication officielle anglaise concernant l'entrée de la flotte dans les détroits, arrivait au généralissime. Le ton en était beaucoup plus énergique : elle indiquait la nécessité d'une entente avec les plénipotentiaires turcs en vue de l'entrée à Constantinople des forces russes dans le même but que celui invoqué par les Anglais, la protection des sujets russes. Toutefois, on y ajoutait que, si les plénipotentiaires s'opposaient, « nous devons être prêts à occuper Tsargrad même par la force ». Il ressort de ces dépêches contradictoires et d'autres que nous n'avons pas lieu de résumer, que le tsar, malgré sa promesse réitérée aux puissances et ses pourparlers avec la Turquie, désirait l'occupation de Constantinople par ses troupes, mais hésitait de prendre personnellement l'initiative d'un acte désapprouvé par ses conseillers diplomatiques², Gortchakof et Schouvalof, qui craignaient un conflit avec l'Angleterre.

Le 14 février, la flotte anglaise entra dans le détroit et vint mouiller aux îles des Princes, dans la mer de Marmara, conformément à son ordre d'entrer avec ou sans firman.

Le conflit anglo-russe semblait sur le point d'éclater : il aurait suffi de l'occupation de Gallipoli. Le lendemain, lord Derby remettait au comte Schouvalof un mémorandum disant que toute tentative tendant à l'occupation de Gallipoli serait considérée comme une mesure dirigée contre l'Angle-

¹ *Revue de Paris*, 425, 431-432.

² *Ibid.*, 434, 440, 448.

terre. L'ambassadeur russe fut autorisé à déclarer que la Russie n'occuperait pas la presqu'île, à la condition qu'aucune troupe anglaise ne soit débarquée sur la côte d'Asie ou d'Europe. Les conditions étant acceptées des deux côtés, l'Angleterre menaca de la rupture des relations diplomatiques au cas où les troupes russes seraient entrées à Constantinople sans l'autorisation du sultan. Cette menace était justifiée par les préparatifs russes d'occuper la capitale et par le transfert du quartier général d'Andrinople à San-Stefano ¹. Si Constantinople n'a pas été occupée par les Russes, le fait ne doit être attribué ni aux promesses réitérées envers les puissances, ni aux menaces de l'Angleterre, mais simplement à l'insuffisance de munitions, comme il ressort des mémoires du comte Ignatieff ².

Les Turcs, à bout de forces et sous la menace des avant-postes russes se trouvant aux portes de leur capitale, signèrent le 3 mars la paix de San-Stefano ³. C'était le couronnement de l'œuvre poursuivie par les tsars en Orient : la Turquie était réduite presque à rien, aux proportions de l'État byzantin à la veille de sa destruction totale, et les peuples slaves des Balkans libérés de la domination ottomane. Le prestige de la Russie en Orient ne connaissait plus de limites et la voie de sa domination orientale était nettement tracée. Elle créait une grande Bulgarie, du Danube jusqu'à Andrinople, des confins de l'Albanie et de Salonique jusqu'à la mer Noire, qui devait prendre la place des principautés roumaines échappées peu à peu à son influence. Le tsar avait réservé à un commissaire russe le droit d'y établir les institutions nouvelles et à cinquante mille hommes de ses troupes le moyen d'y séjourner deux ans. Sans en avoir l'air et sans que l'Europe s'en aperçût, la diplomatie russe posait les fondements d'un grand État slave aux portes de Constantinople même et qui était destiné à devenir en peu de temps une *gouvernie* russe, ainsi que le prédisait dans un mémorable article le confident attitré du tsar Alexan-

¹ Goriainow, 364, 366-367 ; d'Avril, 295.

² Publiés par la revue *Istoritcheski Viestnik* (le Messenger historique) de Pétrograd. Le n° de mai de cette revue donne, en même temps que cette indication, le texte inédit d'une dépêche du tsar pour l'occupation de Constantinople, texte qui ne diffère qu'en la forme de la dépêche du 10 février, analysée plus haut d'après la *Revue de Paris*. Nous citons la grande revue russe, d'après un télégramme paru dans le *Figaro*, 8 mai 1915.

³ Voir le texte dans B. Brunswik, *Le traité de Berlin annoté et commenté*, Paris, 1878, p. 277-293.

dre III, le prince Mechtchersky¹. La Roumanie seule, qui avait aidé les Russes dans les moments difficiles, à Widin, à Plewna et ailleurs, eut la moindre part des bienfaits de la victoire russe, comme l'a dit M. Bourgeois².

Sur la question des détroits, en attendant le moment où la goubernie bulgare aurait pu devenir utile contre Constantinople, le traité de San-Stephano prévoyait dans son article 24 : « Le Bosphore et les Dardanelles resteront ouverts en temps de guerre comme en temps de paix aux navires marchands des États neutres arrivant des ports russes ou à destination de ces ports. La sublime Porte s'engage en conséquence à ne plus établir dorénavant, devant les ports de la mer Noire et de celle d'Azow, de blocus fictif qui s'écarterait de l'esprit de la déclaration signée à Paris le 4/16 avril 1856. »

Les Russes eux-mêmes avaient compris dès le premier instant qu'un si grand changement de la charte orientale et de la situation politique qui en dépendait, ne pouvait passer dans le droit des gens sans une ratification de l'Europe, et ils avaient qualifié par conséquent de « traité préliminaire » la paix de San-Stefano.

Dès le 3 février, à peine l'armistice avait-il été signé, l'Autriche-Hongrie prit l'initiative d'une conférence à Vienne entre les puissances signataires des actes internationaux, qui ont eu pour objet le système politique en Orient. Le succès de la démarche austro-hongroise fut complet, malgré les tentatives de la Russie de s'esquiver. Mais bientôt après, le 7 mars, le chancelier allemand annonçait aux ambassadeurs étrangers que, sur la demande des cours de Vienne et Pétersbourg, la cour de Berlin acceptait que la capitale allemande fût le siège d'un congrès. La Russie finissait par accepter la proposition autrichienne; cependant elle demandait un congrès au lieu d'une conférence et suggérait le choix de Berlin comme siège, avec l'espérance que la présidence de Bismarck l'aiderait à conserver sur la Turquie « des avantages qui n'intéressaient point l'Europe³ ». La France fut la première à formuler des conditions à l'acceptation de la démarche austro-hongroise : dans sa réponse du 4 février, elle adhérait à la conférence sous la réserve que le programme des

¹ Voir le *Correspondant*, 10 septembre 1913, p. 1022, en note.

² *Op. cit.*, III, 807.

³ Bourgeois, III, 808; d'Avril, 278-279.

délibérations serait limité et défini. Sur l'invitation de Berlin, le cabinet anglais posait lui aussi des conditions qui déjouèrent dès le début les espérances de la Russie. Tout en ayant l'air d'élargir la compétence du congrès projeté, contrairement à la condition française, la note anglaise du 9 mars ne faisait que définir le programme : toutes les questions touchées dans le traité de paix entre la Russie et la Turquie seront considérées de nature à être traitées dans le congrès. Ainsi l'engagement du prince Gortchakof à soumettre au congrès seulement les questions portant sur les intérêts européens se trouvait en désaccord avec la condition anglaise. L'Angleterre faisait de l'acceptation de ce point la condition de sa présence au congrès, tandis que la France avait déjà fait de la présence de toutes les puissances une condition de son entrée. Le 13 mars, la déclaration du chancelier allemand qu'il ne pouvait comprendre la réunion d'un congrès pour la revision des droits européens sans la participation de l'Angleterre, un des premiers contractants¹, fut une surprise désagréable pour la Russie.

Un mois s'écoula pendant lequel la décision du tsar hésita entre la crainte d'affronter l'Europe et sa colère contre la Prusse. Après la mission du comte Schouvalof à Londres et son passage à Berlin, la Russie dut se résigner à accepter d'avance les décisions prises au congrès par les autres puissances, de même qu'en 1871 l'Europe avait dû accepter d'avance la décision unilatérale de la Russie. Les deux mémorandum signés à Londres le 30 mai 1878 entre la Russie et l'Angleterre, comme résultat de la mission Schouvalof, rendirent possible la paix définitive, de même que l'accord de Reichstadt avait rendu possible la guerre. La tâche du congrès de Berlin, quand il s'ouvrit le 13 juin, n'était plus que d'enregistrer et de formuler pour le public les arrangements d'avance arrêtés².

Les petites nations pour la libération desquelles, disait-on, la guerre avait été entreprise, furent toutes sacrifiées aux intérêts des grandes puissances et en vue du succès de leurs visées. Comme on l'a dit avec justice, celles-ci sont toutes sorties du congrès de Berlin avec quelque avantage plus ou moins réel, sauf l'Italie qui est sortie les mains vides et partant propres. La Bulgarie de San-Stefano fut réduite en deux tronçons et les autres nations, Serbie, Grèce et Montenegro,

¹ D'Avril, 280-283, 331 et suiv. ; Bourgeois, III, 809.

² *Ibid.*, 344-348 ; *Ibid.*, 840.

assistèrent impuissantes et résignées au sacrifice de leur juste cause.

La Roumanie, qui avait pris part à la guerre, dut connaître, dès le traité de San-Stefano, la méconnaissance brutale de son bon droit de la part d'un allié et d'un prétendu libérateur : on fit violence à son intégrité territoriale par la prise de la Bessarabie, en dépit de la convention du 16 avril 1877 par laquelle la Russie promettait de respecter ses frontières et malgré sa coopération militaire. Toutes ces considérations morales et juridiques ne valèrent rien devant les ambitions de la Russie qui, pour arriver sûrement à Constantinople, devait d'abord s'installer aux bouches du Danube, comme nous l'a clairement expliqué le général Fadéef¹.

L'Europe a laissé faire, car il fallait donner une satisfaction quelconque aux ambitions de la Russie, après lui avoir imposé un traité de paix conforme aux combinaisons des grandes puissances qui n'avaient pas participé à la guerre. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie s'ouvraient, par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine et l'arrangement concernant le sandjak Novi-Bazar, une voie en Orient et barraient l'accès de la Méditerranée à la Russie; l'Angleterre, à part cette garantie, prenait en gage l'île de Chypre et arrêtaient la descente russe du côté de l'Asie-Mineure; enfin, la France s'assurait les mains libres en Tunisie. Une faible compensation pour la Russie, était la liberté qu'on lui donnait d'arracher la Bessarabie.

Envisageant les résultats des deux derniers grands congrès européens, de Paris et de Berlin, sans remonter plus loin, une conclusion s'impose quant à la renaissance des nationalités du Sud-Est de l'Europe : elle n'est pas la suite d'une victoire de la justice et de la liberté, mais plutôt « une conséquence d'ambitions et de forces jalouses, neutralisées par leur action et leurs calculs respectifs. C'est la rivalité des grands États qui, contre leur volonté, a permis au dix-neuvième siècle la libre éclosion de ces existences nationales : la France a eu le tort d'attribuer exclusivement ces changements à ses conseils ou à son exemple² ».

La question de Constantinople et des Dardanelles qui semblait à un certain moment sur le point de provoquer une guerre anglo-russe fut presque complètement négligée au

¹ E. de Laveleye, *La politique nouvelle de la Russie dans la Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1871, p. 383 et suiv.

² Bourgeois, III, 820-821.

congrès de Berlin. En effet, toute l'œuvre du congrès à ce sujet se résume dans l'abrogation implicite de l'art. 24 du traité préliminaire de San-Stefano par l'art. 63 ainsi rédigé : « Le traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que le traité de Londres du 13 mars 1871, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent. »

Malgré cette formule concernant le passage des détroits, le principe de la clôture n'a pas reçu la confirmation absolue qui résulterait des précédents traités. En effet, au sein du congrès de Berlin une divergence avait surgi entre l'Angleterre et la Russie concernant l'interprétation de la clôture des détroits. A la séance du 11 juillet, lord Salisbury avait demandé l'insertion au protocole de la déclaration suivante qui n'engageait que son gouvernement :

« Considérant que le traité de Berlin changera une partie importante des arrangements sanctionnés par le traité de Paris de 1856, et que l'interprétation de l'article 2 du traité de Londres qui dépend du traité de Paris peut ainsi être sujet à des contestations ;

« Je déclare de la part de l'Angleterre que les obligations de S. M. britannique concernant la clôture des détroits se bornent à un engagement envers le sultan de respecter à cet égard les déterminations indépendantes de S. M., conformes à l'esprit des traités existants. »

Le plénipotentiaire russe, le comte Schouvalof, se réserva le droit de faire insérer au protocole une contre-déclaration s'il y avait lieu, et, le lendemain, à la séance suivante, donna lecture de cette déclaration :

« Les plénipotentiaires de Russie sans pouvoir se rendre exactement compte de la proposition de M. le second plénipotentiaire de la Grande-Bretagne concernant la clôture des détroits, se bornent à demander de leur côté l'insertion au protocole de l'observation que, à leur avis, le principe de la clôture des détroits est un principe européen, et que les stipulations conclues à cet égard en 1841, 1856 et 1871, confirmées actuellement par le traité de Berlin, sont obligatoires de la part de toutes les puissances, conformément à l'esprit et à la lettre des traités existants, non seulement vis-à-vis du sultan, mais encore vis-à-vis de toutes les puissances signataires de ces transactions ¹. »

¹ Voir dans Samwer et Hopf, continuation du *Recueil général de Martens*, t. III, deuxième série, p. 444 et 446.

Le congrès de Berlin refusa de consacrer dans le traité un article spécial aux détroits, ainsi que lord Salisbury en avait manifesté le désir à la séance du 9 juillet. Comme les protocoles ne donnent aucune autre interprétation de la part des autres plénipotentiaires, il résulte que cette grosse question de la clôture des détroits reste partagée entre deux points de vue différents, celui de l'Angleterre et celui de la Russie.

VI

LE RÉGIME DES DÉTROITS DEPUIS 1878 A NOS JOURS.

Le doute que le congrès de Berlin laissa persister sur cette question donna lieu, en plusieurs circonstances, à des difficultés diplomatiques dans l'application du traité de Londres ; chacune des puissances intéressées interprétait les règles concernant les détroits conformément à ses intérêts.

L'hostilité réciproque que se gardèrent, après le congrès de Berlin, la Russie et l'Angleterre, fut, à un certain moment, sur le point d'aboutir à une guerre. Ce fut sur les confins de l'Afghanistan que le conflit manqua d'éclater¹ ; à cette occasion, on discuta, à la Chambre des lords, l'éventualité de l'entrée de la flotte anglaise dans les Dardanelles.

A la séance du 7 mai 1885, lord Stratheden fit l'observation que c'était par la mer Noire qu'il était le plus facile de porter un coup sensible à la Russie et il demanda, dans ce but, une étude approfondie des actes diplomatiques réglant l'autorité de la Porte à admettre des navires de guerre étrangers dans les détroits. Il affirma que le sultan avait la faculté d'ouvrir les détroits à tout pavillon de guerre et exigea que la flotte anglaise, après avoir obtenu l'autorisation de la Porte, fit une incursion sur les côtes russes de la mer Noire. En réponse à ce discours, le chef du Foreign Office, lord Granville, releva que le traité de Berlin avait confirmé les traités de 1856 et 1871, mais rappela les déclarations faites par le marquis de Salisbury et le comte Schouvalof relatives à la fermeture des détroits. Le marquis de Salisbury prit la parole immédiatement après pour expliquer que le but de sa déclaration au sein du congrès de Berlin avait été d'établir en prin-

¹ Cucheval-Clarigny, *Le conflit anglo-russe*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1885.

cipe que les engagements de l'Angleterre relativement aux Dardanelles n'étaient pas des engagements d'un caractère général européen ou international, mais simplement des engagements particuliers envers le sultan. La portée de cette réserve visait l'éventualité où, dans des circonstances quelconques, le sultan n'agirait pas avec son indépendance, mais sous la pression d'une autre puissance. Dans un pareil cas, l'Angleterre ne se serait pas considérée, du fait d'un engagement international, comme tenue de s'abstenir de passer par les Dardanelles. « Certainement, ajouta-t-il, ce ne sont que des considérations de théorie pure ; mais je désire constater que cette réserve, mentionnée plus haut, ne se rapportait pas à Batoum, mais à toute autre circonstance qui aurait pu exiger notre présence dans la mer Noire¹. »

Ainsi l'Angleterre affirmait de nouveau et précisait son interprétation du traité de 1871 concernant la fermeture des détroits : pour elle, seul le consentement du sultan était suffisant pour permettre le passage des détroits, tandis que, pour la Russie, il fallait une autorisation collective des puissances signataires.

Laquelle de ces deux interprétations était dans le vrai ?

Il semble évident que le traité de 1871, sans en avoir l'air, a introduit des modifications remarquables au régime établi en 1841 et 1856. D'après ces derniers traités, le principe de la fermeture était rigoureusement proclamé : on avait spécifié les dérogations nommément pour les bâtiments légers employés au service des légations et ensuite pour les stationnaires assurant la libre navigation du Danube. Au contraire, dans le traité de 1871, les dérogations ne sont plus si strictement indiquées, puisque le sultan pouvait ouvrir les détroits aux bâtiments de guerre des puissances amies et alliées « dans le cas où la sublime Porte le jugerait nécessaire » pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris. Sans doute, l'appréciation des cas est beaucoup plus large du moment qu'elle est laissée au gré du sultan, au lieu d'être limitée comme auparavant. D'ailleurs, après la suppression de la garantie de la neutralisation, il était tout naturel de donner au sultan « des garanties équivalentes et compatibles avec la sécurité de l'empire, » — comme cela avait été demandé par le plénipotentiaire turc à la conférence de Londres. L'idée qui s'en dégage avec netteté, remarque notre éminent maître, M.

¹ *Archives diplomatiques*, 1888, t. II, p. 363 ; Goriaïnow, 383-384.

L. Renaut, c'est qu'en abrogeant la neutralisation de la mer Noire, on s'était préoccupé de donner une sorte de compensation équivalente à la Turquie, une compensation suffisante afin de contre-balancer l'inconvénient ou les inconvénients qui allaient résulter pour la Porte de la perte d'une garantie aussi précieuse¹.

Mais, au fond, cette interprétation, comme l'autre, n'était déterminée que par la situation et les intérêts respectifs des deux puissances.

Nous allons voir que, par la suite, chacune a évolué dans le sens de l'autre, de manière que l'Angleterre et la Russie soutiendront chacune, quelques années plus tard, une thèse diamétralement opposée à celle qu'elles avaient soutenues auparavant.

En effet, jusqu'au moment où la Russie n'avait pas reconstitué sa flotte de guerre et ses forteresses de la mer Noire, l'une détruite et les autres rasées par suite des événements qui ont abouti au traité de 1856, il était de son intérêt de soutenir le caractère collectif de l'obligation concernant les détroits. La meilleure garantie des côtes méridionales de l'empire résidait dans le principe collectivement reconnu de la clôture. Pour l'Angleterre, au contraire, il était plus convenable de pouvoir agir, le cas échéant, contre la Russie dans la mer Noire et de n'avoir à traiter, à cet effet, qu'avec le sultan seul pour le passage de ses navires à travers les détroits. Il est évident qu'on pouvait beaucoup plus facilement obtenir le consentement du sultan que l'autorisation collective des puissances signataires du traité de Londres et qu'au besoin il était plus aisé de passer outre le refus éventuel du sultan que d'enfreindre la volonté collective des puissances.

A mesure que la situation navale de la Russie dans la mer Noire s'est changée et que son action politique s'est plutôt dirigée vers l'Extrême-Orient, son point de vue a évolué. La Russie se sentant plus rassurée quant à la défense de ses côtes méridionales et ayant tout intérêt à pouvoir se servir ailleurs de ses unités de la mer Noire, a trouvé qu'il était plus aisé de débattre seule avec le sultan les conditions du passage à travers les détroits. Afin de mieux enfermer la Russie et d'entraver son action politique vers les contrées éloignées de l'Orient, l'Angleterre a trouvé ensuite plus con-

¹ Voir dans Mischeff, 596.

forme à son intérêt la thèse comportant une autorisation collective des puissances pour le même passage à travers les détroits.

Nous devons souligner qu'il est inadmissible qu'une puissance signataire d'une convention internationale interprète celle-ci suivant les besoins du moment.

L'évolution des thèses soutenues par les deux puissances ressortira mieux des événements qui se sont passés depuis 1885.

En 1895, lors des massacres d'Arménie et des troubles qui suivirent dans l'empire ottoman, les puissances jugèrent nécessaire d'augmenter le nombre des stationnaires à Constantinople¹ pour mieux garantir la sécurité de leurs nationaux. Tant qu'il fut question d'une action où le concert européen était parfait, aucune difficulté ne pouvait surgir quant au passage des détroits. Mais il paraît qu'à un certain moment l'Angleterre avait songé à agir séparément, en dehors du concert des puissances, et qu'à cet effet elle était prête à franchir les Dardanelles même par la force, en rappelant que la convention des détroits ne la liait qu'à l'égard du sultan exclusivement². L'attitude de l'Angleterre provoqua de la part de M. de Lobanoff, le ministre des affaires étrangères de la Russie, la déclaration que la flotte russe de la mer Noire était prête à partir au premier signal, car, disait-il, nous ne pouvons pas tolérer que les Anglais agissent en dehors du concert des puissances³.

La Russie s'en tenait, donc, toujours à son interprétation de 1878. L'Angleterre, grâce à l'intervention des ambassadeurs français, allemand et russe, n'agit pas en dehors du concert européen.

Mais au cours de la même année, l'évolution du point de vue russe quant à la question des détroits commença à se faire jour. Par une déclaration, le gouvernement russe, tout en affirmant son attitude concernant la clôture des détroits, laissait entrevoir une nuance : « d'un autre côté le gouvernement impérial est d'avis qu'en temps de paix des vaisseaux allant en Extrême-Orient ou en revenant avec des soldats russes ou des munitions de guerre ont la liberté absolue de franchir les Dardanelles et qu'en temps de guerre les cuiras-

¹ M. Lozé, *La question des détroits*, thèse, Paris, 1908, p. 73.

² *Revue de droit international public*, 1896, la chronique des faits internationaux, p. 374 note 2.

³ Lozé, 78, note.

sés russes éprouveraient probablement peu de difficulté à forcer le passage des détroits si les intérêts de l'Empire obligeaient le gouvernement à avoir recours à cette extrémité ¹ ». Et, par la même déclaration, on formulait d'une manière moins explicite, il est vrai, le point de vue russe du mémoire de Nélidov : « Le gouvernement impérial ne désire pas plus l'abrogation de la clause relative à l'entrée et à la sortie de la mer Noire qu'il ne désire l'arrivée d'événements tels que la déposition du sultan, la chute de l'empire ottoman ou le partage de la Turquie. »

Deux ans plus tard, à l'occasion des affaires de Crète, l'évolution des deux parties était bien marquée. La Russie voulant coopérer à l'action collective des puissances demanda à y expédier des troupes et s'adressa, à cet effet, directement au sultan. Celui-ci lui donna satisfaction, mais seulement après qu'il se fût conformé à la demande de l'Angleterre d'en référer aux autres puissances ².

Ainsi, le sultan appliquait au passage à travers les détroits les deux solutions à la fois pour satisfaire et la Russie et l'Angleterre.

Le cas du passage d'une canonnière bulgare de la Méditerranée vers la mer Noire fut résolu, en 1898, toujours dans le sens de la thèse anglaise, qui était adoptée par la Russie ³. En cette circonstance la question du passage était compliquée d'une question spéciale concernant la situation internationale de la Bulgarie : il s'agissait de savoir si un État vassal pouvait avoir une flotte de guerre distincte de la flotte de l'État suzerain.

En 1902, la Russie, s'appuyant certainement sur des précédents, demanda à la Porte l'autorisation de faire franchir les détroits à quatre torpilleurs qui devaient se rendre de Cronstadt à Livadia dans la mer Noire où le tsar désirait les passer en revue pendant son séjour. Après quelques difficultés le sultan signa le firman d'autorisation : il était bien difficile de refuser une demande faite dans une forme assez rassurante. Le passage « ne devait créer aucun précédent et le gouvernement russe considérait l'exception qui

¹ *Revue de droit international public*, 1903, la chronique des faits internationaux, p. 333-334, note 3.

² Lozé, 81-82.

³ A cette époque le croiseur roumain *Elisabeth* avait déjà franchi les détroits pour venir d'Angleterre et par la suite il a obtenu plusieurs fois des permissions pour aller faire des croisières dans la Méditerranée.

serait faite, dans le cas présent, comme une faveur personnelle de S. M. I. à l'égard du tsar, qui désire vivement passer en revue ces quatre torpilleurs à sa prochaine visite à Livadia ¹. » L'autorisation posait les conditions suivantes : les torpilleurs ne porteraient aucun armement ou équipage de guerre et passeraient un à un, à des intervalles d'au moins vingt-quatre heures, battant le pavillon de commerce et se conformant à toutes les formalités observées par les navires marchands. Les torpilleurs remplirent strictement toutes les conditions et purent franchir les détroits ² sans difficulté, comme tous les bâtiments de commerce.

La question avait été ainsi débattue et résolue entre la Russie et la Turquie au mois de septembre, sans donner lieu à aucune observation de la part des autres puissances. Il semblait que l'interprétation anglaise du traité de 1871, donnée en 1878 et en 1885 allait recevoir tacitement une acceptation générale et que la convention concernant les détroits serait considérée dorénavant comme un engagement particulier pris envers le sultan par chacune des puissances signataires.

Il n'en était rien, puisque quelques mois plus tard, en janvier 1903, l'Angleterre présenta par son ambassadeur à Constantinople une protestation auprès de la Porte contre l'autorisation accordée aux torpilleurs russes. La protestation considérait cette autorisation comme une violation des traités internationaux qui ferment les détroits aux navires de guerre de tous les pays, tant que le sultan se trouve en paix, et déclarait que l'Angleterre se réservait le droit, le cas échéant, de réclamer le même privilège pour ses navires de guerre.

De la réserve formulée en conclusion, il résulte que le principe de la fermeture avait faibli même dans l'opinion anglaise. D'ailleurs, la presse approuvant l'attitude du gouvernement britannique exprimait ainsi le point de vue du pays quant à la fermeture : « Le proverbe français qui dit qu'une porte doit être ouverte ou fermée s'applique à la question actuelle : si les Dardanelles doivent être ouvertes aux navires de guerre de la Russie, elles ne doivent pas être fermées à ceux de la Grande-Bretagne ³. »

¹ R. Pinon, *La mer Noire et la question des détroits*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1905, p. 818.

² *Revue de droit international public*, 1903, p. 329-330.

³ *Revue de dr. intern.*, loc. cit.

Aucune des autres grandes puissances ne donna son adhésion à la note anglaise¹.

La question du passage des torpilleurs soulevait une autre question préjudicielle ayant trait à la qualité des bâtiments. Ceux-ci étaient-ils, vraiment, des navires de guerre du moment qu'ils avaient scrupuleusement rempli, pendant le passage, les conditions imposées par le sultan ? La réponse semble être négative, car le caractère officiel de vaisseau de guerre peut être perdu dans des conditions déterminées et pour un temps plus ou moins long. Le règlement de 1898 de l'Institut de droit international sur la situation légale des navires prévoit certaines conditions dans le commandement, l'équipage et le pavillon² pour qu'un bâtiment, n'importe sa destination antérieure, ait la qualité de navire de guerre³. A l'occasion de la deuxième conférence de la paix, dans la série de réunions tenues de juin à octobre 1907, les délégués ont arrêté, entr'autres conventions, le texte de la convention du 18 octobre concernant la transformation des navires de commerce en bâtiments de guerre⁴. Les art. 2-4 de la dite convention ont adopté les mêmes conditions que celles de l'Institut de droit international pour reconnaître la légalité de cette transformation. Il résulte implicitement, lorsque ces conditions ne sont plus remplies, que le bâtiment perd sa qualité antérieure ou celle acquise.

Le point de vue de la perte de sa qualité par un navire de guerre a été également soutenu en 1870 par le chancelier d'Autriche-Hongrie dans une note explicative concernant l'autorisation accordée en 1869 à la flotte autrichienne de franchir les détroits pour faire suite à l'empereur qui se rendait en visite à Constantinople. Il déclarait superflu d'insister sur l'observation que des bâtiments, même armés en guerre, perdent pour ainsi dire leur caractère quand ils sont employés à un service d'honneur tel que celui du transport d'un souverain faisant à un autre souverain une visite de courtoisie⁵.

¹ Il paraît, d'après la polémique de presse anglo-allemande qui eut lieu à cette occasion, que la diplomatie de l'Allemagne a joué un rôle dans le succès de la demande russe à Constantinople.

² Il doit être commandé par un officier de l'actif de la marine militaire de l'État respectif, monté par un équipage de la même marine et autorisé à porter le pavillon et la flamme de la marine militaire.

³ *Annuaire de l'Institut de droit international*, t. XVII, p. 275, art. 8.

⁴ H. Bonfils et Fauchille, *Manuel de droit international public*, Paris, 1912, sixième édition, p. 895-896.

⁵ *Archives diplomatiques*, 1873, t. III, p. 264 : le comte de Beust au comte Apponyi.

La question du passage des détroits souleva une nouvelle discussion pendant la guerre russo-japonaise.

Nous allons rappeler brièvement les faits.

Les États modernes ont de plus en plus la tendance d'introduire une réglementation et un contrôle sévère sur tous les moyens de communication pouvant présenter une certaine utilité pour l'œuvre de la défense nationale. Cette tendance touchant au commencement les voies ferrées surtout, s'est généralisée ensuite à presque tous les moyens de communication, tant par terre que par mer. Parmi ces derniers, les plus importants pour l'œuvre de la défense nationale, sont surtout les bâtiments marchands dans les pays à longues côtes maritimes ou ayant une marine de guerre insuffisante. Les États exercent un certain contrôle et imposent une certaine réglementation à la construction des paquebots de la marine marchande¹, ainsi qu'à l'instruction des équipages, dans le but de pouvoir facilement donner à ces navires, en cas de besoin, un rôle d'auxiliaires dans la flotte de guerre.

Parmi les trois grandes compagnies maritimes de la Russie, importantes au point de vue de la défense nationale, la « Flotte volontaire » est aujourd'hui, après avoir affecté diverses formes de société privée, une entreprise industrielle et de transport appartenant à l'État². Il était évident que, pendant la guerre avec le Japon, la Flotte volontaire devait fournir à l'État russe les services requis par les besoins de la défense nationale.

C'est ainsi qu'en 1904, deux navires de la Flotte volontaire sortirent de la mer Noire pour se rendre dans l'Extrême-Orient avec un but militaire, sans que le gouvernement russe ait fait une demande au sultan pour autoriser le passage. Ces navires ayant d'une manière générale un caractère commercial, ont pu passer devant Constantinople sans aucune difficulté, comme d'habitude. Mais, par suite de circonstances imprévues, leur voyage ne put être continué vers le Pacifique et alors le *Petersbourg* et le *Smolensk* croisèrent dans la mer Rouge, où ils visitèrent et saisirent un paquebot anglais, le *Malacca*, sur lequel ils avaient cru découvrir de la contrebande de guerre. Cet acte provoqua une grande émotion en Angleterre et donna lieu à de véhémentes protestations du

¹ Quelquefois l'État subventionne annuellement les compagnies de navigation maritime, sous la réserve de l'acceptation de certains types dans la construction de leurs bâtiments.

² Lozé, 96, 98.

gouvernement britannique. Parmi ces protestations, les unes portant sur le caractère de contrebande de guerre de la marchandise saisie ne nous intéressent pas, les autres touchent indirectement à la question des détroits ¹.

Le gouvernement anglais formulait ainsi dans un dilemme assez serré sa protestation : si le *Pétersbourg* et le *Smolensk* sont des navires de guerre, ils n'avaient pas le droit de traverser les détroits, et s'ils sont des navires marchands ils n'avaient pas le droit d'arrêter le *Malacca* ².

La protestation soulevait ainsi une question nouvelle, dont la solution n'était pas encore tranchée et ne l'est pas complètement même aujourd'hui : celle des conditions nécessaires pour la transformation valable d'un navire marchand en navire de guerre.

Cette question a été ensuite portée par la Russie au programme de la deuxième conférence de la paix, qui a admis sans discussion le principe du droit à la transformation et a établi certaines règles par la dite convention du 18 octobre 1907 ³, mais sans arriver à une solution quant au lieu de la transformation.

La divergence sur ce point est restée sans issue, car elle tient à la position géographique des différentes puissances : celles qui possèdent des points d'appui partout dans les mers lointaines, comme l'Angleterre, n'ont aucun intérêt à accepter que la transformation se fasse en pleine mer, tandis que la Russie, par exemple, a justement l'intérêt contraire. Le point de vue russe étant repoussé par neuf voix contre sept, il a été entendu que la question du lieu de la transformation reste en dehors de la convention de 1907. Cette question discutée à la conférence navale de Londres n'a pas abouti davantage : si un jour elle est soulevée par le navire capturé, elle pourrait être résolue, le cas échéant, par le tribunal international des prises ⁴.

Le gouvernement russe pour des raisons politiques ne discuta pas en 1904 les arguments de l'Angleterre et finit par lui accorder une satisfaction immédiate : le *Malacca* fut relâché et il fut convenu que les navires de la flotte volontaire n'exerceraient plus le droit de visite ⁵.

¹ Lozé, 84-85.

² *Ibid*, 100.

³ Voir *Les deux conférences de la paix*, recueil de textes avec un avant-propos de M. L. Renault, Paris, 1909, p. 127-129.

⁴ M. L. Renault à son cours de doctorat en 1912-1913.

⁵ Lozé, 101.

La protestation anglaise faite également auprès de la Porte, pour ce qui touchait la question des détroits, eut pour résultat des restrictions au passage. A la demande de la Russie du 22 juillet pour avoir l'autorisation de passage des sept navires de la flotte volontaire qui, chargés de charbon, attendaient à Odessa l'ordre d'appareiller, la Porte demanda à l'ambassadeur russe un engagement écrit stipulant qu'une fois passés les sept navires n'arboreraient pas le pavillon de guerre. L'ambassadeur refusa de se plier à une telle exigence, alléguant que la parole du tsar devait suffire; le ministre turc des affaires étrangères, par la note de réponse à l'ambassade, prit acte de la déclaration verbale constituant la condition même de l'autorisation accordée¹.

L'incident anglo-russe de 1904, dans tout ce qui touchait la question des détroits, n'avait été provoqué par l'Angleterre que pour des raisons politiques : alliée du Japon depuis 1902, elle avait tout intérêt à ce que les navires de guerre russes, ainsi que la flotte auxiliaire de la mer Noire, ne pussent gagner l'Extrême-Orient. Le journal *Novoié Vremia* dans un article² expliquait très clairement que les règlements restreignant le passage des navires de guerre à travers les détroits n'étaient pas établis dans l'intérêt de l'alliance anglo-japonaise. Les règlements, disait-on, « s'ils sont une sujétion fâcheuse pour la Russie, ont comme pensée fondamentale les intérêts de la Turquie. C'est la seule raison qu'on puisse donner à ces règlements pesants pour nous. L'intérêt de la Turquie est, en effet, que des navires de guerre ne puissent venir à l'improviste bombarder la capitale du sultan. C'est pourquoi on ne peut considérer que cette défense de passer s'applique à des navires de commerce, traversant les détroits, pour se convertir par la suite en navires de guerre. »

Les incidents de 1904 prirent fin, en somme, par une confirmation de la nouvelle interprétation anglaise du traité de 1871, concernant les détroits.

Quelques années plus tard, à l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la proclamation de l'indépendance bulgare, la grave question des détroits fut à la veille de se poser aux délibérations de l'Europe.

¹ Pinon, 821.

² *La question des détroits et les croiseurs*, au point de vue russe, reproduit par la revue des *Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} août 1904, p. 191-193.

Les faits sont connus : l'empereur François-Joseph, grâce à la faiblesse momentanée de l'autre groupement des grandes puissances et à l'appui de l'Allemagne, se déclara par voie unilatérale délié des obligations du traité de Berlin concernant les deux provinces turques. Peu de temps après le geste de la Russie de 1870, une autre grande puissance rompit un traité international, en proclamant par son acte que la foi aux traités dure tant qu'on ne peut pas les violer sans danger. L'émotion fut assez vive dans les chancelleries et l'opinion publique se demanda un certain temps avec angoisse où on allait en arriver avec cette manière d'agir envers les contrats internationaux de la part de ceux-là même qui théoriquement ne l'approuvaient pas.

Mais on s'habitue vite à tout ici-bas, et l'Europe, en s'habituant à l'idée d'accepter le geste austro-hongrois, vit surgir l'idée de compensation. M. Isvolski, ministre des affaires étrangères de Russie, lança le projet d'une conférence, qui, tout en examinant pour l'honneur des formes l'acte de l'Autriche-Hongrie, aurait dû résoudre la question des détroits. La Russie, en face des bénéfices que réalisaient l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie par la violation du traité de Berlin, se déclarait satisfaite avec une faible compensation : l'ouverture des détroits à sa flotte de guerre. La question avait été d'avance envisagée et résolue à Buchlau entre les deux chanceliers d'Autriche-Hongrie et de Russie : le comte d'Aehrenthal promit qu'il ne s'opposerait pas à la revision du régime des détroits, et à son tour M. Isvolski donna carte blanche à l'annexion. L'idée de la conférence européenne et surtout celle de la revision du problème des détroits rencontra l'opposition de l'Angleterre, qui la trouvait inopportune au moment même où le nouveau régime luttait pour s'établir en Turquie¹.

À l'occasion de la guerre italo-turque, la Russie fit une nouvelle tentative pour ouvrir les détroits à sa flotte de guerre, mais cette fois en dehors de tout accord avec l'Autriche-Hongrie. Au moment de la présence d'une mission turque à Livadia, l'ambassadeur russe à Constantinople eut à ce sujet une conversation avec le grand-vizir et le ministre

¹ Andrassy, 12 ; L. Lassence, *A travers la question d'Orient*, Angoulême, 1910, p. 73-75 ; G. Hanotaux, *Études diplomatiques : la politique de l'équilibre* (1907-1911), Paris, 1912, p. 170, 184-186 ; H.-W. Steed, *La monarchie des Habsbourg*, trad. française par F. Roz, Paris, 1914, p. 368-382.

des affaires étrangères. La réponse ne fut point satisfaisante : la Turquie invoquait l'assentiment des autres puissances signataires et se montrait partisane du *statu quo* même au cas où cet assentiment serait possible.

Quelques jours plus tard, le 4 décembre, la Russie renouvela la démarche, cette fois d'une façon catégorique. Par une note communiquée à la Porte, elle réclamait nettement le libre passage à travers les détroits pour sa flotte de guerre, tout en maintenant le principe de la fermeture pour les autres puissances. Dès le lendemain, l'ambassadeur russe demandait une réponse ; la Porte se déroba, car elle avait chargé ses ambassadeurs auprès des États signataires de demander leur avis. La réponse des cabinets de Londres et de Paris fut que, si la Turquie ne s'opposait pas à l'ouverture des détroits, les gouvernements anglais et français y consentiraient volontiers. L'Entente cordiale donnait ainsi ses fruits au profit de la Russie. Mais l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se déclarèrent pour le maintien du *statu quo* tant qu'une solution n'aurait pas été trouvée garantissant à la fois les intérêts de la Turquie et ceux des autres puissances protectrices.

A la suite de cette déclaration austro-allemande, le conseil des ministres turc répondit, le 8 décembre, que la Turquie se conformant aux traités existants ne pouvait autoriser le passage exclusif de la flotte russe par les détroits. La réponse accentuait encore que « tous les droits sur les détroits appartiennent exclusivement à la nation ottomane et à son souverain pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire¹. »

Pendant la première guerre des Balkans, la question se posa d'abord sous la forme habituelle de l'envoi de navires de guerre des puissances à Constantinople pour la protection de leurs nationaux. Les armées turques étant en complète déroute, les chrétiens de la capitale craignaient une explosion du fanatisme musulman sous le coup des circonstances ; par mesure de prudence les grandes puissances demandèrent et obtinrent du gouvernement ottoman l'autorisation d'envoyer chacune un croiseur devant Constantinople². Le passage des détroits se faisait ainsi à la suite d'un accord collectif entre les puissances d'un côté et la Turquie de l'autre. De plus, il était entendu que la Porte accordait l'autorisation de passage à la condition que le fait resterait exceptionnel et n'affecterait en aucune manière

¹ Voir la *Revue de Paris*, 15 août 1915, p. 775-777.

² Le *Temps*, 5 novembre 1912.

le statut des détroits tel qu'il était établi par les traités¹.

Mais la question des détroits se posa ensuite sous une forme beaucoup plus grave : celle de l'entrée des Bulgares dans la capitale turque.

Qu'allait-on faire devant cet imprévu ?

Une dépêche du 5 novembre envoyée au *Temps* disait qu'à Pétersbourg on estimait presque impossible d'empêcher la marche des Bulgares sur Constantinople et peut-être même une occupation temporaire de la capitale ottomane.

La diplomatie européenne se mit ardemment au travail pour régler d'avance, à sa convenance, certaines questions parmi lesquelles étaient envisagées principalement l'accès des Serbes à l'Adriatique et le sort de Constantinople et des détroits².

Les résultats sont connus : les Serbes, malgré leur héroïque lutte, ne purent obtenir un débouché sur l'Adriatique à la suite des combinaisons de la diplomatie austro-italienne, tandis que l'élan des troupes bulgares fut brisé, devant les lignes de Tchataldja, plutôt par la diplomatie russo-anglaise que par les épidémies et par les armées ottomanes. La question ne laisse plus de doute aujourd'hui : la Russie surtout a opposé son *veto* à l'entrée des Bulgares à Constantinople³ et cette attitude a gagné la sympathie des autres États du Sud-Est européen, même parmi les alliés, ainsi que celle de plusieurs grandes puissances. La conférence de la paix réunie à Londres, sous les auspices de la diplomatie anglaise et sans doute avec le consentement de la Russie, non seulement a laissé Constantinople aux Turcs, mais encore a imposé aux Bulgares l'obligation de quitter les points qu'ils avaient atteints sur la côte de la Marmara. La ligne frontière Enos Midia, établie à Londres, évitait ainsi de sortir la question des détroits de son sommeil réconfortant.

Pourquoi la Russie qui „suffoque” dans la mer Noire n'a-t-elle pas voulu profiter des circonstances extrêmement favorables de 1912-1913 pour ouvrir à sa flotte de guerre l'entrée de la Méditerranée ? Lorsqu'on a vu son attitude

¹ Le *Temps*, 10 novembre 1912. En dehors des grandes puissances signataires, l'Espagne, la Hollande et la Roumanie étaient également autorisées à envoyer des croiseurs à Constantinople.

² G. Hanotaux, *Etudes diplomatiques : la guerre des Balkans et l'Europe*, Paris, 1914, p. 166-167, 174-175, 177.

³ Voir, en dehors de l'ouvrage ci-dessus cité de M. Hanotaux, les différentes sources indiquées dans l'histoire de Jonquières, t. II, p. 409-410, ainsi que des articles parus dans les revues de politique internationale à cette époque.

dans la même question pendant la crise européenne de 1908-1909, cette demande vient tout de suite à l'esprit. La politique tortueuse de la Russie qui, depuis un siècle, a tant de fois proclamé son renoncement aux détroits ressort ici en pleine lumière et rappelle le renoncement du renard aux raisins. M. Pinon répondait, quelques années auparavant, à notre question concernant les derniers événements balkaniques : aussi longtemps, disait-il, que les détroits « demeureront aux mains des Turcs, l'espérance de voir se réaliser un jour les aspirations traditionnelles tant de fois déçues, reste pour la Russie parmi les possibilités de l'avenir ¹ ».

Que dire de l'attitude anglaise dans la même question et à l'occasion des mêmes événements ? Au moins l'Angleterre a une excuse : la politique de clôture a été toujours sa politique, sans réticences et sans ambages.

Aujourd'hui seulement il faut prendre garde, car si l'on arrive après cette guerre à faire aux petites nations du Sud-Est européen une vie impossible, l'Angleterre assumerait devant l'humanité et devant l'histoire une lourde responsabilité et son attitude de 1912-1913 passerait à la postérité comme le résultat calculé d'un égoïsme sans pareil.

Enfin, à la veille de la grande guerre, dans certaines chancelleries orientales, la question des détroits fut encore un sujet de préoccupation.

Les derniers conflits qui ont précipité la ruine de l'empire ottoman, la guerre avec l'Italie et de plus la coalition balkanique, venaient de mettre en évidence des inconvénients presque inaperçus auparavant et qui tiennent au régime de la souveraineté d'un État quelconque sur des points qui touchent aux intérêts internationaux. En effet, pendant les deux dernières guerres que la Turquie a dû subir, elle a été naturellement forcée de poser des mines dans les eaux conduisant à Constantinople pour empêcher un coup de surprise sur la capitale, soit de la flotte italienne, soit de celle de la Grèce. Il va de soi que la pose des mines a rendu la navigation commerciale presque impossible en fait, malgré qu'en droit elle doit être libre conformément aux traités qui régissent le régime des détroits.

En juin 1914, les questions pendantes entre la Turquie et la Grèce conduisirent à une inquiétante tension diplomatique,

¹ R. Pinon, *L'évolution de la question d'Orient depuis le congrès de Berlin*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1906, p. 316.

juste à l'approche de l'époque où les deux États riverains de la mer Noire, la Russie et la Roumanie ¹, commencent habituellement leur exportation de céréales. Une nouvelle guerre de la Turquie aurait de nouveau prolongé la crise économique de ces deux pays, puisque les Dardanelles sont pour la Roumanie la seule voie maritime et pour la Russie la principale sortie vers le marché mondial.

A l'occasion de la visite du tsar Nicolas II à Constantza, le 14 juin, cet inconvénient, qui découle du régime des détroits, a été envisagé par les deux gouvernements avec le désir de trouver une solution satisfaisante pour leurs intérêts communs. Sans en arriver à d'autres engagements politiques, la Roumanie s'est jointe à la Russie pour faire une démarche commune à Constantinople en faveur de la liberté de la navigation commerciale. Une note, rédigée en termes identiques par chacun des gouvernements a été lue, le 21 juin, à la sublime Porte par les représentants des deux puissances à Constantinople. D'après les informations données par la presse, la note était composée dans les termes les plus amicaux. Pas une seule ligne ne contenait d'allusion à une sanction possible : la note n'était, en somme, qu'un simple avertissement, une mise au courant d'un état de choses qui pourrait devenir préjudiciable aux deux puissances riveraines de la mer Noire ².

L'accord entre la Russie et la Roumanie, d'où est sortie la démarche à Constantinople, portait, semble-t-il, sur ce point spécial et se bornait tout au plus à considérer comme un acte inamical la fermeture des détroits à la navigation commerciale de la part de toutes les puissances qui y contribueraient.

¹ Le troisième État, la Bulgarie, malgré son accès à la mer Egée, se trouve exactement dans la même situation, car le système des voies de communication intérieure, ainsi que la direction de l'écoulement des marchandises qui en dépend, ne peut être changé du jour au lendemain.

² Voir la démarche russo-roumaine, dans le *Temps*, 17 juillet 1914 ; la *Revue de Paris* du 15 août 1915, p. 779.

QUATRIÈME PARTIE

LA GUERRE ET LE FUTUR RÉGIME DES DÉTROITS

UNE CONCLUSION GÉNÉRALE CONDUISANT
A UNE SOLUTION RATIONNELLE

La première idée qui vient à l'esprit, après cette suite sans fin de rivalités, d'intrigues et de guerres qui se déroulèrent, à travers les siècles jusqu'à nos jours, autour des détroits de Constantinople, est que cette question est destinée à rester à tout jamais une pomme de discorde. Ce qui revient à dire que toutes les fois qu'on essaie de trouver la solution de la question d'Orient, « on arrive toujours, quoi qu'on fasse, à se convaincre que les vœux sont plus permis que les espérances ¹. »

Dès qu'un régime s'installe, il se manifeste comme le résultat provisoire de la force, au lieu d'être l'établissement stable de la justice et de la raison.

Dès que le plus fort a pris possession des points dominant le passage, il ne pense qu'à agir avec malveillance envers tout le monde et à entraver la navigation des autres, pour se réserver une sorte de monopole. C'est la règle, soit qu'il s'agisse des républiques de l'ancienne Grèce, ou qu'il soit question des républiques italiennes du moyen âge, puis ensuite de l'empire ottoman.

¹ Comte Benedetti, *La Question d'Orient*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1897.

La cause profonde de tous les conflits réside dans le désir inassouvi du gain, désir profondément attaché à la vie, se renouvelant toujours comme elle et ne voulant jamais connaître une fin.

Une autre cause, moins profonde peut-être, mais qui, néanmoins, a donné lieu à beaucoup plus de conflits que l'autre, a été la maîtrise absolue d'un seul peuple aux points de passage. La possibilité de supprimer la concurrence a réveillé chez le maître du passage l'envie de la faire et souvent la méfiance d'ordre politique a devancé les considérations commerciales.

Une première conclusion générale, découlant du développement historique, c'est que la maîtrise des détroits a toujours donné lieu à des conflits et que ces conflits continueront à l'avenir tant qu'il n'y aura qu'un seul maître.

Poussant plus loin l'observation de la marche des événements provoqués directement ou indirectement par la question qui nous intéresse, nous allons arriver à des conclusions assez intéressantes quant aux enseignements de l'histoire.

Les deux dernières dominations, byzantine et ottomane, donnent lieu particulièrement à la répétition de certains faits. L'empire d'Orient connut des jours de gloire et de puissance, puis la décadence commença à se laisser deviner. Menacé de tous côtés, Byzance se rapprocha de l'ennemi qui lui portera plus tard le coup mortel, et l'appela à son secours soit contre les dangers venant de la presqu'île balkanique, soit contre les troubles et les déchirements intérieurs. La conscience du véritable danger ne lui vint que trop tard et alors l'empire succomba sous l'étreinte des Ottomans. Plus tard, au bout de quelques siècles, l'empire des sultans, après une période de puissance, commença à devenir un second Byzance, cette fois musulman. Et pendant un certain temps, il se rapprocha des Russes et fit appel à leur secours contre les troubles intérieurs d'Egypte.

Confiants dans l'amitié des nouveaux conquérants qui s'avançaient vers Tsargrad, les Turcs furent un moment à la veille de succomber sous l'étreinte amicale de leurs protecteurs, comme autrefois les Grecs de Byzance. N'est-ce pas depuis lors que date la formule de l'„homme malade“ concernant la Turquie ?

La fermeture des Dardanelles aux navires de guerre turcs par Venise, à l'occasion de la paix de 1416 et des suivantes,

s'est reproduite en 1809 pour les navires russes et cette fois c'est toujours l'œuvre d'une Venise dominant les mers, de l'Angleterre.

Il est vrai que les circonstances diffèrent un peu, car les leçons du passé ont changé le cours de l'histoire. Gènes et Venise n'oublièrent qu'au dernier moment leur rivalité devant le commun danger turc et c'était déjà trop tard. Les puissances maritimes qui recueillirent la succession des républiques italiennes en Orient, la France, l'Angleterre et la Hollande, ont eu, dès le commencement, la conscience du danger russe. C'est ainsi que, pendant plus de deux siècles, elles ont pu arrêter la seconde chute de Byzance sous une nouvelle domination.

Nous devons reconnaître que la force militaire de l'État ottoman et surtout la présence, sur le flanc des nouveaux conquérants, d'une puissance rivale comme l'Autriche, a grandement facilité la tâche des puissances maritimes.

La mer Noire est devenue la mer turque du jour où les détroits ont été complètement sous la domination des sultans, puisqu'ensuite la conquête des rivages a été facile. La Russie, qui était loin, a dû se faire place sur la côte septentrionale de cette mer et ensuite, petit à petit, elle a essayé d'élargir cette place : à l'Ouest comme à l'Est. C'était en sens inverse que se préparait la reproduction du grand événement : on s'emparait d'abord de la maison pour avoir ensuite la porte. La situation géographique de la Russie, ainsi que l'insuffisance de sa force navale, expliquent le fait.

C'est ici que l'Europe a mis un terme, en arrêtant la descente russe le long des côtes et surtout du côté Ouest, où de préférence se ruaient les flots de l'empire des tsars. Les bouches du Danube marquent depuis plus d'un siècle, depuis la première annexion de la Bessarabie roumaine, en 1812, le point d'arrêt, le rempart où s'est brisée la ruée russe vers la domination orientale. Le traité de Paris, en refoulant la Russie de l'embouchure du grand fleuve a pu y instaurer un régime de liberté de la navigation, conforme aux idées modernes du droit et aux légitimes intérêts de tout le monde. Malheureusement, cette œuvre a été ensuite méconnue par le traité de Berlin et plus tard par une réunion internationale qui, pour des intérêts inavouables, a livré à la Russie le bras de Kilia en l'enlevant à l'autorité de la commission européenne du Danube.

Va-t-on aujourd'hui détruire tout ce qui a été construit pendant de longues années? Les puissances mêmes qui ont eu l'honneur et le mérite de l'amélioration du régime de la mer Noire, vont-elles renier leur passé et donner le coup de sape à l'admirable œuvre qu'elles ont accomplie en Orient au prix de tant de sacrifices?

Le cours de l'histoire étant changé par les leçons du passé, la Russie s'est enfin rendu compte que, dans toutes ses entreprises contre la Turquie, elle devait compter avec l'Europe. C'est là l'origine de la politique tortueuse des tsars, cachant, sous le masque du mysticisme religieux et de la politique dite de libération, leur ambition à la domination orientale. Nous tenons à accentuer encore une fois ce point de vue, qui est la vérité historique, pour faire voir pourquoi les petites nations de l'Europe orientale ne veulent à aucun prix entendre parler de l'installation des Russes aux détroits.

Et en accentuant ce point de vue, nous tenons à regretter que, depuis la guerre actuelle, beaucoup de publicistes et même d'historiens éminents¹ ont assumé la lourde tâche de réhabiliter la Russie et de refaire l'histoire. Ces efforts inutiles ont le tort de porter atteinte au prestige et aux sympathies dont jouit la France parmi les petites nations de l'Orient européen et, même, si nous osons le dire, de préparer des surprises désagréables à l'opinion publique dans les graves circonstances actuelles.

C'est à la suite de l'attitude nette de l'Europe envers les ambitions russes en Orient, que les tsars ont changé de langage et sont allés même jusqu'à proclamer leur renonciation à la conquête de Constantinople. Au cours du XIX^e siècle, il y a eu toute une littérature en ce sens, avec des raisonnements, des mémoires et des déclarations officielles mêmes. Nous n'avons qu'à rappeler le langage du tsar Nicolas I^{er} envers l'Angleterre, ainsi que la dernière déclaration faite par

¹ Voir G. HANOTAUX : « Que dis-je, les Bulgares? Il n'est pas, dans les Balkans, depuis le Danube jusqu'à la pointe du cap Valée, un chrétien qui ne doive la vie, et, si j'ose dire, l'air qu'il respire à la Russie » [Dans le *Figaro* du 28 août 1915]. Également E. DUAULT : « Car il ne faut pas oublier que c'est à la Russie surtout que tous ces États, sans exception, Monténégro, Serbie, Grèce, Roumanie, Bulgarie enfin, ont dû leur existence; elle seule par conséquent est capable d'assurer leur liberté complète » [Dans la brochure *La reprise de Constantinople et l'alliance franco-russe*, Paris, 1915, p. 42]. On trouve tous les jours dans les journaux et les revues une véritable moisson de relations de ce genre!

Gortchakof à Andrassy à l'occasion de l'entente de Reichstadt¹.

Au fond, le tout n'était qu'un jeu habile, un « recueillement » devant l'attitude générale de l'Europe jusqu'au moment favorable. On roulait provisoirement le drapeau qui devait conduire la Russie à Tsargrad pour implanter de nouveau la croix sur la basilique de Ste-Sophie, mais on le roulait plein d'espérance.

C'est là que l'histoire vient nous donner encore une fois le spectacle de la répétition.

D'abord, à l'époque napoléonienne, la Russie découvrit ses véritables intentions en Orient. Après une première déclaration du tsar favorable à la transformation de Constantinople en une ville libre, le lendemain on changea d'idée. Toute la difficulté du partage de l'Europe entre Alexandre et Napoléon fut Constantinople avec les détroits, et surtout la possession des Dardanelles. Le tsar s'obstinait à vouloir transformer la mer Noire en un lac russe et à en tenir les deux entrées, tandis que Napoléon entendait conserver une de ces entrées afin de faire de la Méditerranée un lac français. Nous avons déjà vu quelle était la force du raisonnement russe qui conduisit à la rupture : l'Europe n'existe plus, il ne reste plus qu'un homme qui a besoin de la Russie pour renverser l'Angleterre... Il faut absolument obtenir de lui les détroits².

La répétition se produisit de nos jours. Pour ceux qui connaissaient les affaires orientales il n'y eut pas de doute, dès le commencement de la guerre actuelle, que l'ambition de la Russie se ferait jour de nouveau. Cela d'autant plus que l'empire ottoman, sous l'influence de l'emprise germanique, devait fatalement servir d'instrument de diversion entre les mains de l'Allemagne. En ce sens, on a prêché en Roumanie la patience et l'attente devant l'immense conflit pour ne pas risquer la méconnaissance des intérêts vitaux de la nation roumaine³.

¹ Voir dans la *Revue de Paris*, 1^{er} août 1915, p. 600, d'après le livre récent de Wertheimer, en allemand, sur la vie et l'époque du comte Jules Andrassy : — « Voulez-vous Constantinople ? — Mais non. — Dieu soit loué, car autrement nous aurions eu une guerre avec vous ».

² Voir *supra*, p. 161.

³ V. Bratiano, *Pour la conscience nationale* (en roumain), Bucarest 1914, contenant toute une série d'articles parus dans la revue du cercle d'études du parti libéral, *Democratia*, pendant l'intervalle août-décembre. M. Bratiano formulait même pour ses compatriotes, le conseil de ne pas s'empresse de faire des déclarations à la légère qui donneraient à l'étran-

Exactement comme au commencement du siècle précédent, la Russie a eu l'apparence de se contenter de Constantinople ville libre, mais vers la fin de février elle a perdu patience ¹, naturellement plus vite que les neutres et a découvert ses véritables desseins. « Il y a peu de mois, l'opinion en Russie ne paraissait envisager qu'un régime international pour les régions qui commandent le passage de la mer de Marmara à la Méditerranée. On discutait les précédents pouvant servir de base d'arrangement : le régime du canal de Suez, du Danube, de Tanger. Peu à peu, le sentiment public chez nos alliés est revenu à la grande tradition qui réclame l'accès à la mer libre et qui désigne Constantinople (Tsarigrad) comme le but des efforts séculaires de l'empire ² ».

Nous voulons croire que l'auteur de ce passage connaît assez d'histoire et considérer la phrase qui indique l'évolution de l'opinion russe comme une fine ironie. |

En reprenant l'idée de la répétition historique des grands événements, il est certain que la Russie a dû faire encore une fois le raisonnement qu'elle avait fait au temps de Napoléon : « Puisque l'Europe n'existe plus pour arrêter notre marche en Orient, le moment de l'établissement de la souveraineté russe aux détroits est arrivé. Aujourd'hui ou jamais ! Imposons, donc, à nos alliés la reconnaissance de ce fait comme prix de notre collaboration ».

Dès le jour de l'action contre les Dardanelles, l'explosion de l'ambition traditionnelle de la Russie en Orient s'est produite. Par des conférences, des discours et des articles de presse ³ on proclamait partout que la mer Noire est la mer russe et qu'elle devrait désormais changer de nom. Des hommes sensés et ayant une haute réputation d'esprits libéraux, élevés dans les idées modernes, oubliaient toute réserve et jetaient le lest des convictions, en apparence définitivement acquises, pour adhérer aux proclamations exagérées.

Tant que des gens sans responsabilité faisaient de semblables déclarations dans un pays où l'opinion publique ne compte presque pas et que la presse des alliés discutait la

ger l'impression que le peuple roumain ne connaît pas la force et l'importance de ses droits, conseil que, malheureusement, tant de Roumains ont méconnu !

¹ Voir R. Moulin, *L'opinion à l'étranger*, dans la *Revue hebdomadaire*, 13 mars 1915, p. 212 et suiv.

² *La Russie et les détroits*, dans le *Temps*, 19 mars 1915.

³ Voir une intéressante collection de citations dans la *Revue de Paris*, 15 août 1915.

neutralisation des détroits sous un contrôle international, les esprits sincèrement attachés à la cause des alliés étaient peu disposés à prêter attention aux exagérations formulées en Russie. Comme il y a des amitiés qui compromettent, il y en a également d'autres qui réhabilitent : c'était bien le cas pour la Russie de nos jours.

Le secret étant le propre de la diplomatie, nous ne pouvons savoir ce qui s'est passé, mais il est certain que le raisonnement du tsar Alexandre I^{er} a fini par s'imposer aux chancelleries alliées. Après de longues et difficiles discussions ¹ on est arrivé, semble-t-il, à un accord anglo-franco-russe donnant pleine satisfaction aux ambitions de la Russie sur les détroits. Ainsi en ressort-il du moins de notes parues dans la presse russe ² et d'un communiqué émané de l'Agence télégraphique russe ³.

La confirmation de toutes ces conjectures a été donnée un beau jour par le ministre russe des affaires étrangères : au commencement de mai, M. Sazonof lui-même, dans une interview accordée au journal *Messaggero* de Rome, est intervenu, probablement pour couper court à toute discussion dans la presse des alliés, où l'on en était toujours à la neutralisation et à l'internationalisation. « La mer Noire est la mer russe », déclara-t-il catégoriquement, avec une franchise qui lui fait honneur. A partir de ce moment-là, on sut au moins à quoi s'en tenir, puisque ses premières déclarations à la Douma, en février, avaient été extrêmement vagues et prêtaient à un double sens. M. Sazonof terminait son interview en exprimant la conviction que la Bulgarie se rangerait incessamment du côté du droit et de l'indépendance des petites nations.

Par conséquent, le sort futur de la mer Noire était réglé entre les alliés, sans que les petites nations de l'Europe sud-

¹ Le *Secolo* (Milano), 17 février 1915, publiait une correspondance de Pétrograd avec d'intéressants détails au sujet de la revision de l'accord anglo-russe d'août 1907. En échange de concessions du côté de l'Asie, l'Angleterre se montrait enfin favorable à la russification des détroits. S'il faut croire les affirmations d'un publiciste anglais, l'Angleterre aurait été déjà gagnée depuis plusieurs années à l'idée de la russification de Constantinople, ce qui confirmerait les suppositions sur l'action de la diplomatie anglo-russe contre l'entrée des Bulgares à Constantinople pendant la première guerre balkanique [V. Marmaduke Pickthall, *L'Angleterre et la Turquie*, dans *The New Age*, Londres, et reproduit ensuite par la *Revue politique internationale*, Lausanne, mars-avril 1915].

² *Birgevia Viedomosti* et *Veherne Vrémia*, cités l'un par le *Corriere della Sera* du 8 et l'autre par le *Temps* du 18 mars 1915.

³ *Revue de Paris*, 15 août 1915.

orientale, les plus directement intéressées à la question, eussent voix au chapitre.

D'abord, juridiquement parlant, un pareil arrangement n'a aucune valeur envers les tiers intéressés. Ensuite nous allons réfuter la prétention que la mer Noire est la mer russe. Il n'est pas nécessaire pour cela d'une longue argumentation.

C'est une vérité plus que millénaire, — car elle avait été acceptée par les admirables constructeurs de l'édifice juridique qui régit le monde, — celle qui range parmi les *res communes* l'air, l'eau courante et la mer. D'où il découlait la liberté de la navigation et de la pêche. La conception romaine en matière de navigation a subi, il est vrai, des restrictions et même a été complètement méconnue pendant l'époque féodale. La prétention des Portugais à la maîtrise des routes maritimes conduisant aux Indes fournit à Grotius l'occasion d'écrire sa dissertation sur la liberté des mers, au commencement du XVII^e siècle. Depuis lors, l'idée a fait son chemin, car la pratique a prouvé sa valeur : il s'est produit avec la liberté des mers ce qui s'est produit avec la tolérance religieuse après les guerres de religion. Personne ne doute plus aujourd'hui à ce sujet.

Même si l'éminent homme d'État russe a pu se tromper un instant là-dessus, nous devons accentuer la chose afin d'éviter toute méprise. Nous devons l'accentuer, parce que la déclaration mentionnée correspond à un dangereux état d'esprit de l'opinion russe.

La mer Noire ne peut être la mer russe pas plus qu'elle n'est bulgare, roumaine ou turque. Du moment que ses flots baignent les côtes de plusieurs États, elle est une mer libre, ouverte à tout le monde. La liberté de la navigation maritime n'est que la conséquence de la liberté des peuples, de leur souveraineté individuelle et des droits attachés à leur nationalité¹.

Argumentation qui semble inutile, car le bon sens le dit.

Toutefois, en raison de son passé, nous devons nous arrêter un peu et montrer que la discussion partant sur la distinction des mers ouvertes et fermées ne pourrait plus avoir lieu pour la mer Noire.

Il paraît certain que la libre navigation du Pont-Euxin eut à souffrir par suite des rivalités et des convoitises soit pendant

¹ Pradier-Fodéré, II, 188.

l'antiquité, soit au cours du moyen-âge. Après que les Turcs se furent emparés de la porte, comme veulent le faire de nos jours les Russes, ils fermèrent cette mer à la navigation étrangère. Il est évident que, même à l'époque de la chute de Constantinople, les Turcs eurent certains scrupules à proclamer la mer Noire une mer turque et, pour l'honneur de la forme, ils entreprirent la conquête de toutes ses côtes. C'est ainsi seulement qu'elle put être considérée en droit, comme elle l'était devenue en fait, un lac turc fermé à la navigation étrangère.

En sens inverse, le phénomène n'a tardé de se produire : les Russes sont arrivés sur la côte septentrionale et, depuis ce jour-là, la mer Noire a cessé d'être *turque* et *fermée*. Les auteurs russes de droit international, de Martens ¹ et Kamarowski ², partagent cette opinion.

Celui-ci ajoute même, ce qui est à retenir pour les arguments de ceux qui prétendent fermer la mer Noire aux navires de guerre étrangers en vue de la défense des côtes méridionales russes : « La fermeture de la mer Noire sous le rapport militaire peut être justifiée seulement si elle est reconnue comme mer territoriale d'un État quelconque. On pouvait en parler autrefois, quand elle appartenait exclusivement à la Turquie, qui avait les détroits en son pouvoir. Mais la position n'est plus la même aujourd'hui. »

Pour faire mieux ressortir le véritable caractère de la mer Noire, nous n'avons qu'à demander à M. Sazonof pourquoi la Baltique ne serait-elle pas aussi une mer russe ? L'identité est remarquable, car l'entrée de la Baltique est très étroite et une grande partie de ses rivages, la plus grande par rapport à chacun des autres riverains, appartient à la Russie. Pourquoi, donc, l'empire des tsars ne serait-il pas à la suite de cette guerre, le maître du détroit du Sund ? Et il pourrait avoir plus de raisons de formuler une pareille demande, car la Baltique met la Russie en communication plus directe avec l'Europe et le marché mondial que la mer Noire.

La réponse est très simple. Dans la Baltique la Russie se trouve en présence de l'Allemagne et une telle prétention devant être imposée par la force, elle préfère se rendre à la

¹ *Traité de droit international*, trad. française, Paris, 1883, t. I, p. 491-570.

² *Des causes politiques de guerre dans l'Europe moderne*, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, 1888, t. XX, p. 140.

raison ; tandis que dans la mer Noire, elle espère imposer sa volonté et sa loi à deux petits et faibles voisins, la Bulgarie et la Roumanie.

De la comparaison de ces deux situations ressort en pleine lumière le fondement de la prétention russe.

Nous croyons qu'il y a lieu d'exprimer notre étonnement de ce que des publicistes français, M. J. Aulneau ¹ par exemple, ont pu écrire qu'aujourd'hui, l'équilibre dans la mer Noire étant assuré, du fait de la présence sur ses côtes des royaumes roumain et bulgare, la garde des détroits pourrait être confiée à la Russie. La vérité, au contraire, c'est que ces deux États ont intérêt à l'ouverture des détroits aux navires de guerre étrangers pour pouvoir, le cas échéant, rétablir l'équilibre naval par un système d'alliances.

Si nous acceptons le point de vue de M. Sazonof, nous pourrions même soutenir, avec plus de raison, que la mer Noire est plus roumaine que russe.

Pourquoi ? — Parce que c'est la seule sortie de la Roumanie sur le marché mondial, tandis que la Russie tant bien que mal possède encore d'autres sorties et, en plus, parce qu'à l'époque où les Roumains succombaient héroïquement les derniers sur les côtes de la mer Noire devant le conquérant de Constantinople et de son successeur, les Russes étaient loin des rivages de cette mer. On pourrait en dire autant des Bulgares et des autres peuples de la presqu'île, qui, luttant contre l'invasion ottomane en Europe, luttèrent également contre l'instauration d'un régime exclusiviste dans cette mer.

D'ailleurs, du jour où les petites nations de l'Europe sud-orientale ont perdu la liberté de la navigation, leur déchéance a été fatale : toute résistance militaire contre les Turcs est devenue impossible du jour où l'appauvrissement s'est produit par suite de la fermeture des détroits et de la conquête des côtes tant dans la mer Noire que vers l'Égée et l'Adriatique. En les privant de l'air de la mer, l'empire ottoman n'a fait que faciliter l'étouffement et l'asservissement de toutes ces nations de l'Europe sud-orientale.

Y a-t-il quelqu'un qui puisse croire que la dure leçon du passé, la leçon qui hier à peine prit fin pour tous ces peuples, a été si vite oubliée ? Peut-on croire en Russie que ces pen-

¹ *La Turquie et la guerre*, avec préface de M. S. Pichon, Paris, 1915, p. 332.

ples accepteraient de faire, encore une fois, l'expérience du passé, en remplaçant les Turcs par les Russes ?

Et encore on eut jusqu'à hier la naïveté de croire que toutes ces nations allaient se mettre en guerre pour hâter l'entrée du tsar russe à Sainte-Sophie !

Les non-initiés auraient dû lire ceci dans le traité de droit international du professeur russe de Martens : « Le principe de la liberté des mers découle de la communauté et de la solidarité des intérêts de toutes les nations. Il a été établi, non par la nature, mais par le consentement de tous les peuples. Ils ont compris que la mer était leur lien naturel et que sa liberté assurait leur prospérité et le développement de leur situation comme membre de la communauté internationale. *C'est pourquoi toute entreprise contre cette liberté est un attentat aux droits imprescriptibles des nations, une menace contre tous les États. Aussi leur résistance commune à une pareille violation du droit est-elle parfaitement légitime* ¹. »

Nous allons envisager une autre face du problème.

Dans la presse favorable aux ambitions russes, on s'est donné toutes les peines du monde à convaincre les intéressés que, sous le régime russe, la navigation commerciale sera mieux et plus complètement assurée, que sous les Turcs ². Il y aura, assurait-on, un traité international, dont l'exécution sera confiée à la Russie.

Quelle valeur pourrait avoir une telle garantie ?

Après le développement spécial que nous avons donné à la politique russe en Orient et la mention des principaux cas. — car autrement cela nous aurait entraîné trop loin, — où la Russie avait agi avec peu d'égards pour ses voisins et pour les conventions internationales, — la réponse est facile : *aucune !* Du moins, c'est la seule réponse que peuvent donner les petites nations de l'Europe sud-orientale, puisqu'ici nous n'avons pas à nous occuper de la confiance que la Russie peut inspirer à ses alliées.

En ce sens, il est intéressant de rappeler l'observation faite par une revue suisse ³ à une époque où la question des

¹ *Op. cit.*, t. I, p. 492.

² En ce sens *Rouskoje Slovo* cité par le *Corriere della Sera* du 1^{er} avril 1915 et également différents articles parus dans la presse française.

³ Ed. Tallichet, *La Russie à Constantinople* dans la *Bibliothèque universelle et revue suisse*, 1896, t. I, p. 430-431.

détroits n'était pas d'actualité. Rappelant la bonne foi scrupuleuse dont les gouvernements russes ont toujours donné la preuve indiscutable en matière financière, on se demandait pourquoi les diplomates et les hommes d'État russes n'ont pas suivi la même voie en matière politique. La conclusion était que le jour où la question des détroits se posera, la méfiance qu'elle inspire sera le plus grand des obstacles pour la satisfaction de la Russie.

La bonne foi étant, somme toute, le fondement des actes internationaux, tant que la sanction n'existe pas ¹, il est évident que la Russie doit subir aujourd'hui les conséquences de ses propres fautes.

Du bref exposé que nous avons fait, il résulte que toute intention de s'emparer des détroits de la part d'un État qui inspire peu de confiance à ses voisins, constituerait, comme le disait de Martens, un attentat aux droits imprescriptibles des nations intéressées et la résistance à une pareille violation du droit serait parfaitement légitime.

On se trompe donc grossièrement lorsqu'on affirme que l'attitude de la Roumanie ne changerait pas un iota au régime futur des détroits ². On se trompe, parce que tous les États du Sud-Est européen y sont intéressés et parce que, dans une question qui touche directement l'indépendance des petites nations de l'Orient, comme le reconnaissait de Martens lui-même ³, on ne peut procéder sans aucun égard pour la force morale des principes proclamés au commencement de cette guerre par la Russie et ses alliées.

La Russie „étouffe” et a besoin de la maîtrise des détroits, c'est un argument courant.

Nous allons voir, à l'appui de quelques données statistiques, ce que représentent les détroits au point de vue économique pour la Roumanie et pour la Russie, ces deux pays exportant presque les mêmes produits.

Pour la Russie, l'exportation annuelle atteint 20 pour cent du total de sa production agricole, tandis que celle de la Roumanie atteint le 55 pour cent. L'explication de cet écart réside

¹ L'opinion publique et les moyens diplomatiques sont peu de chose. La guerre, enfin, est pour les riverains de la mer Noire, en face de la Russie, une sanction au-dessus des forces dont ils disposent.

² Voir *La Roumanie et la question des détroits*, dans la *Grande Revue* de juillet 1915, p. 133.

³ Voir *supra*, p. 172.

dans l'intensité différente de la productivité à l'hectare : pour le blé, 660 kg. en Russie, 1170 en Roumanie¹. La densité de beaucoup supérieure de la population roumaine compenserait la différence de la productivité si la Russie ne possédait d'immenses territoires déserts ou peu propres à l'agriculture.

Il résulte donc, en chiffres, que la Roumanie est presque trois fois plus intéressée que la Russie à un régime de complète et sûre liberté de navigation commerciale à travers les détroits.

Et, si l'on ajoute à cela le fait qu'elle ne possède pas, comme la Russie, d'autres sorties vers le marché mondial, la proportion est surpassée.

En effet, l'exportation roumaine étant constituée par des marchandises encombrantes, de gros volume et de valeur relativement petite : des céréales, du pétrole, du sel et du bois, elle ne peut se faire que par la voie d'eau, par le Danube et les détroits. La statistique constate, à ce sujet, que 95 pour cent de l'exportation totale du pays se fait par voie d'eau, et seulement 5 pour cent emprunte la voie de terre². Ainsi toutes les suppositions de la presse étrangère disant qu'en cas de fermeture des détroits par les Russes, la Roumanie pourrait avoir une sortie vers l'Adriatique, à travers le territoire serbe, et une autre vers l'Egée, à travers la Bulgarie³, sont des raisonnements inutiles. Il faut comprendre qu'une marchandise de gros volume et de valeur réduite, grevée par les frais supplémentaires du transport en chemin de fer jusqu'à l'Adriatique et à l'Egée et du transbordement, ne pourrait plus supporter la concurrence sur le marché mondial. Et, plus encore, la voie ferrée à ligne double ou même triple, débouchant vers ces deux mers lointaines, ne serait pas, à l'époque de la moisson, en état de satisfaire les nécessités d'une exportation chaque année grandissante.

Mais c'est une supposition qui ne pourrait jamais se réaliser, car ce serait contraire aux idées modernes, à la raison, à la justice. L'œuvre accomplie par le congrès de Paris en ce qui touchait la liberté de navigation du Danube a été, tant bien que mal, développée ensuite. La guerre actuelle ne pour-

¹ B.-G. Assan, *La Roumanie et les détroits*, dans la *Revue politique internationale*, juillet-août 1915, ainsi que de nombreux articles du même auteur parus dans la presse roumaine.

² En ce sens, le communiqué du ministère des travaux publics paru dans la presse roumaine le 23 juillet 1915.

³ Voir notamment l'article déjà cité de la *Grande Revue*.

rait avoir d'autre résultat que l'abolition des dernières entraves opposées à la liberté de navigation d'un fleuve qui féconde par ses flots des contrées appartenant à sept États.

A l'heure qu'il est, il ne serait plus possible d'étouffer par un régime exclusiviste aux détroits l'œuvre civilisatrice qu'est appelé à remplir le plus important fleuve de l'Europe. La mission des grands cours d'eau dans l'histoire de la civilisation humaine a été déjà mise en évidence par un publiciste russe d'origine roumaine ¹, et de nos jours même la prospérité de la Belgique et de la Hollande confirme cette remarque.

Peut-on vraiment croire que les Roumains pourraient un instant perdre de vue le rôle que l'avenir leur réserve dans l'histoire de l'humanité et se laisser dépouiller de l'avantage de leur présence à l'embouchure du plus grand fleuve européen par un régime exclusiviste à la porte de la mer Noire ?

Pour conclure dans cet ordre d'idées, nous devons souligner le fait que, dans la presse, on a souvent exprimé de la compassion à l'égard de la situation économique de la Russie ², depuis la fermeture des détroits, mais on l'a fait en outrepassant la réalité. En effet, dès les premiers jours de la guerre, le gouvernement russe a prohibé l'exportation des céréales, de sorte que la fermeture des Dardanelles, par suite de l'intervention de la Turquie à côté des puissances centrales, n'a eu, en fait, aucune conséquence fâcheuse pour la sortie des céréales de Russie. La raison en est très simple : la production agricole dépassant d'une manière générale à peine d'un cinquième la consommation interne, la Russie a voulu garder par prudence une certaine réserve dans le cas où la récolte suivante pourrait être insuffisante par suite de l'état de guerre.

Par conséquent, la raison économique est bien secondaire pour la Russie dans cette question des détroits et, par rapport aux intérêts réels de la Roumanie, elle devient bien insignifiante.

Il existe, toutefois, une raison économique du côté russe, qu'on ne veut pas avouer ouvertement, mais que nous tâcherons de saisir.

¹ L. Metchnikoff, *La civilisation et les grands fleuves historiques*, avec préface d'Elisée Reclus, Paris, 1889.

² M. Driault, dans la brochure déjà citée, s'exclamait : « Depuis le commencement de la guerre, la Russie ne peut faire sortir ses blés de la mer Noire : quelle pitié ! », p. 44.

L'Association de l'industrie et du commerce, une des plus puissantes organisations économiques de la Russie, a publié dans son organe officiel, après que l'action aux Dardanelles fut commencée, un grand article sur la question des détroits. Elle réclamait au gouvernement de s'en emparer, affirmant qu'aucun accroissement territorial du côté de l'Ouest ou du Caucase ne pourrait assurer à la Russie la sécurité nécessaire à son développement économique ¹. D'autres manifestations dans le même sens de la part des milieux industriels russes se sont produites également, malgré que l'intérêt attaché à la possession des détroits soit plus difficile à comprendre pour l'industrie que pour l'agriculture russes. L'explication nous est donnée par un publiciste russe, ancien député social-démocrate à la deuxième Douma ². La bourgeoisie juive, ainsi que la bourgeoisie des diverses nationalités en Russie, montrent une ardeur patriotique et belliqueuse inattendue pour les raisons suivantes : elle espère comme résultat de cette guerre « un avantageux traité commercial avec l'Allemagne et la *suprématie de l'exportation russe sur les marchés de l'Asie occidentale et des Balkans.* » Tandis que le premier résultat donnerait satisfaction plutôt aux agriculteurs et aux grands marchands de blés, le second serait plus conforme aux « espoirs des industriels et des commerçants du Midi et, parmi eux, des industriels et commerçants juifs, qui escomptent la victoire dans l'Orient voisin. »

Ainsi, donc, ajoutez à l'identité de constitution économique de la Roumanie et de la Russie avec la concurrence naturelle qui s'ensuit, la prétention de l'industrie russe naissante, incapable de s'assurer des débouchés soit à l'intérieur soit à l'extérieur, sans l'appui de tarifs douaniers protectionnistes dans un cas, sans une pression d'ordre politique dans l'autre, — vous aurez alors le tableau exact de ce que pourrait être la Russie aux détroits.

La raison économique avouée est bien faible pour justifier la russification des détroits ; quant à l'autre, inavouée et inavouable, elle est justement contraire au point de vue de l'empire des tsars.

¹ M. Hoschiller, *La Russie sur le chemin de Byzance*, dans la *Revue de Paris*, 1 et 15 août 1915.

² Gr. Alexinsky, *La Russie et la guerre*, Paris, 1915, p. 177-178.

Mais si, du côté économique, nous n'avons pas trouvé les puissantes raisons russes dans cette question, irons-nous les chercher sur le terrain politique?

On assure que Talleyrand aurait dit une fois ceci : « Le centre de gravité du monde n'est ni sur l'Elbe, ni sur l'Adige, il est là-bas aux frontières de l'Europe, sur le Danube. »

La guerre actuelle, dont la première étincelle est venue des Balkans, semble avoir confirmé cette vérité.

On pourrait conclure dans le même sens des tiraillements diplomatiques et de la lutte qui commence à entraîner l'Europe sud-orientale : on essaie de chercher là-bas le résultat décisif impossible sur les autres fronts.

N'est-ce pas dans ce fait la signification politique de la lutte gigantesque pour la domination orientale ? Et la réserve des petites nations de là-bas aux invitations de s'engager dans la danse de la mort, n'est-elle pas la preuve que les véritables intéressés ne veulent ni d'un groupement ni de l'autre ?

Un homme politique roumain qui joue un grand rôle dans son pays, M. V. Bratiano¹, dit ceci : « Si l'un des groupements belligérants reconnaît la valeur et la justice de notre cause, nous pouvons coordonner notre action à la sienne en vue de la défense du double intérêt européen, auquel sont liées les destinées de notre nationalité, mais non pas comme pays livré à la „ zone d'influence “ d'un puissant voisin. » Cette idée est complétée par le passage suivant : « Voici pourquoi nous pouvons parler sans ambages *de nos droits, de tous nos droits...* Et par les droits que nous défendons, nous pouvons contribuer à garantir une vie normale aux peuples qui habitent dans le grand bassin du Danube et dans la presqu'île des Balkans. »

C'est ici que les sentiments de notre nationalité blessés par le langage « un peu trop voisin de l'injure polie », comme le dit M. Ed. Herriot², d'une partie de la presse française pendant la guerre actuelle, nous imposent l'obligation d'accentuer certaines vérités. C'est à l'appui de l'histoire que nous espérons élucider la question, car tout comprendre c'est tout pardonner.

A l'époque où les croisades contre les infidèles étaient de mode dans l'Europe chrétienne, la France du roi « très

¹ Dans l'ouvrage déjà cité, p. 100-102.

² *France et Roumanie*, dans l'*Information* du 20 juin 1915.

chrétien » François I^{er} rechercha en Orient la force nécessaire pour contrebalancer l'excessive puissance germanique : elle trouva cette force dans l'empire ottoman. L'opinion publique de l'époque et l'esprit religieux furent offusqués, mais la France suivit la voie de son intérêt. Cette politique orientale était ainsi formulée, en 1572, par l'ambassadeur à Constantinople, l'évêque de Noailles, dans un rapport adressé à son maître Charles IX : « Ce qui nous intéresse surtout en Orient, c'est de trouver une puissance capable de contrepeser l'excessive grandeur du corps germanique, tant pour ravoir le nôtre, que pour arrêter l'expansion de cet empire qui menace de dominer l'Europe¹. » Ce danger conjuré grâce à l'alliance turque, la politique orientale française évolua par suite de la croissance de l'État russe : la France, avec plus de constance que les autres puissances européennes, dirigea son effort contre la domination orientale de la Russie. C'est ainsi que, devant l'impuissance d'arrêter la décadence irrémédiable de la Turquie, sa politique devint une politique de libération en Orient : devant la Russie qui exploitait les mécontentements des sujets chrétiens de la Porte et justifiait ses conquêtes par la communauté religieuse, la France fut la première à endiguer l'empire des tsars par la création d'États chrétiens et vraiment libres sur les ruines de la Turquie agonisante.

Un de nos compatriotes² qualifiait de *française* la période tout dernièrement traversée par la politique orientale, mais en même temps remarquait, il y a une trentaine d'années, un changement dans l'attitude de la France.

Pour nous ce changement est parfaitement explicable : devant l'accroissement de la puissance germanique, elle cherche de nouveau en Orient l'élément capable de rétablir l'équilibre et le retrouve cette fois dans l'empire des tsars. L'histoire donc se répète, mais avec des différences : d'abord, le nouvel allié d'Orient ne se laisse plus guider comme la Turquie d'autrefois et ensuite, devant cet allié gardant toutes ses ambitions en Orient s'est levé un nouveau monde, frémissant de vie et épris de liberté, qui ne demande qu'à ne pas être étouffé.

¹ J. Barth, *L'évolution de la question d'Orient*, extrait de la *Revue des études historiques*, mars-avril 1914, p. 491.

² M. N. Seulesco, *La question d'Orient et la France, lettre à M. G. Clémenceau*, Paris, 1887. Peut-on supposer que l'éminent homme d'État français n'a pas lu cette lettre ou ne se rappelle plus aujourd'hui son contenu ?

Y a-t-il un moyen de concilier les ambitions de la force d'un côté avec les réclamations de la justice de l'autre ? Toute la question est là et non pas dans une prétendue „ politique de bascule ” pour employer le mot de M. Clémenceau. Entre la partie qui déclare ne pouvoir renoncer à son droit de vie libre et l'autre qui juge le moment favorable pour réaliser son rêve traditionnel de domination orientale, il est aisé de voir de quel côté on pourrait trouver la solution conciliatrice. Si l'on veut trouver cette solution, et il n'y a pas de doute là-dessus, il faut au moins le faire avant que l'irréparable se soit accompli.

Ce n'est donc pas la raison économique qui pousse la Russie, mais le calcul politique.

Les phrases disant que « Constantinople est la capitale de l'histoire russe¹ », ou encore « Constantinople et Sainte-Sophie sont pour la Russie le symbole de sa grandeur !... Constantinople a pour la Russie la fascination de la tradition et de l'histoire² » sont des mots qui ne justifient rien. Tout au plus ces phrases veulent prouver les prétendus droits historiques de la Russie à la succession de Byzance.

Mais en quoi consistent ces droits ?

Qu'un tsar russe se soit un jour marié avec la nièce du dernier empereur de Byzance, cela ne suffirait pas pour constituer un titre à la succession de l'empire d'Orient. Un titre pareil pourrait encore moins constituer le fait que les marchands russes, pendant leur présence à Tsargrad, étaient gardés à vue par la police.

Si la question devrait se résoudre en raison des droits historiques, il n'y a pas de doute que les Grecs et les Italiens pourraient invoquer des titres plus sérieux que les Russes à la succession de Byzance.

A toutes les phrases creuses, vides de sens, où s'entremêlent les considérations d'ordre religieux et historique, un Russe éclairé répond ainsi avec une admirable précision :

« Dans cette question, nous ne devons faire aucun cas des arguments d'ordre religieux et historique, qui ne sont qu'un ornement oratoire et métaphysique pour les aspirations économiques et politiques des nationalistes russes. Le „ devoir sacré ” de planter la croix orthodoxe sur l'église

¹ Bienstock, dans la *Revue hebdomadaire*, 22 mai 1915, citant d'après l'historien Pogodine.

² J. Aulneau, *loc cit.*

Sainte-Sophie à Constantinople, de reprendre aux Turcs l'héritage des empereurs byzantins, etc., *tout cela n'est que rhétorique sans nulle valeur concrète*. Si l'Église orthodoxe russe a pu se passer de Sainte-Sophie pendant tant de siècles, elle s'en passera bien encore à l'avenir. Et la monarchie russe se passera bien aussi de l'empire byzantin.

« Si, dédaignant ce sentimentalisme creux, nous considérons les vrais intérêts de la Russie, nous reconnaissons qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit maîtresse des détroits et de Constantinople ¹ ».

Nous pourrions seulement ajouter que cette rhétorique où le symbole joue le grand rôle, ne fait que cacher des ambitions qu'on n'a pas le courage d'avouer franchement et dont beaucoup de publicistes français semblent ne pas comprendre la véritable portée. En effet, Constantinople est pour la Russie l'empire d'Orient, la seconde Rome : c'est quelque chose, enfin, de semblable au symbole du Saint Empire romain germanique. Devant une telle signification, nous sommes vraiment étonnés que des publicistes, qui ont certainement protesté, depuis le commencement de la guerre actuelle, contre le rêve allemand d'hégémonie mondiale, trouvent au contraire des paroles d'encouragement pour une manifestation semblable, il est vrai moins dangereuse, puisqu'elle ne vise que l'hégémonie orientale, chez un allié même de la France.

En ce sens, un article qui, sous une forme peu déguisée, laisse voir le désir de la Russie de s'annexer après cette guerre la presqu'île des Balkans, est intéressant à connaître et même inquiétant pour les nations de l'Europe orientale. Un organe important de la presse russe, la *Gazette de la Bourse* ², après avoir rappelé la vieille histoire de la création des petits États de l'Europe orientale par les efforts généreux de la Russie, déclare que : « L'avènement de la Russie au rang de puissance balkanique doit être accompagné de la conclusion simultanée, avec les autres États de la péninsule, d'une union douanière et d'une convention militaire à l'instar de la Prusse qui a fondé, en 1866, après sa guerre victorieuse contre l'Autriche, la confédération germanique transformée ensuite en empire d'Allemagne ». Et l'organe russe a la sincérité d'ajouter immédiatement : « Mais tout ceci n'est pos-

¹ Alexinsky, 292.

² Voir dans la *Revue de Paris*, 15 août, p. 783.

sible qu'à la condition que la Russie puisse faire respecter maintenant ses droits sur le Bosphore et les Dardanelles, ainsi que sur les parties limitrophes européennes et asiatiques de la Turquie: »

Parler plus clair n'est pas possible : la Russie veut les détroits, parce que c'est le seul moyen d'imposer sa loi aux petits États de l'Europe sud-orientale.

Et cela s'appelle une guerre de libération !

Il vaut la peine de se demander quel langage aurait tenu la Russie au cas où tous ces États se seraient trouvés déjà engagés à ses côtés dans la guerre, du moment qu'on s'exprime ainsi aujourd'hui, tant que ces nations gardent leurs forces et sont capables de dire leur mot dans le règlement de leur sort.

Pendant l'hiver de 1912, l'Autriche-Hongrie avait proposé à la Roumanie une sorte d'union douanière, sous la forme de tarifs préférentiels ¹, sans aucune offre de convention militaire « à l'instar de la Prusse dans la confédération germanique » ; la proposition n'a pas été acceptée, du moment qu'elle n'est pas réalisée à l'heure qu'il est. Y a-t-il un homme de bon sens qui puisse croire qu'une pareille offre aurait plus de chances du côté de la Russie ? Nous croyons que, pour le plus dévoué des alliés de la Russie, il ne serait pas difficile de choisir, le cas échéant, entre les deux régimes, russe et autrichien.

C'est ici, donc, que nous pouvons rappeler encore une fois l'observation du professeur de Martens que le but de l'indépendance et la liberté des États des Balkans ne pourraient être atteints sans avoir déterminé d'une manière satisfaisante et pratique le sort de Constantinople. Idée qui est parfaitement complétée par cet autre passage, écrit toujours par un Russe : « Que l'on nous nomme le souverain européen, quelque restreintes que soient ses possessions, qui se laisserait imposer la clôture ou l'ouverture de tel ou tel passage de ses États comme condition de son indépendance ? L'exemple en Europe ne nous semble pas s'être jamais présenté ². »

Le droit international n'est, d'après une définition très courte et très précise, que « le droit des nations ou des États, l'ensemble des règles destinées à concilier la liberté de chacun

¹ Voir Take Jonesco, *Les origines de la guerre*, dans la *Grande Revue*, février 1915, p. 514 en note.

² Nekludow, *Bosphore et Dardanelles*, Paris, 1878, p. 23.

avec celle des autres ¹ ». Et son fondement « c'est l'existence d'une société internationale, société d'une nature particulière qui réunit les États dans une égale réciprocité de droits et de devoirs, sans cependant leur rien faire perdre de leur indépendance » ². D'où il en résulte que « tout État qui voudrait prétendre à un droit exclusif sur les choses communes ou qui ferait acte de domination sur elles, violerait le droit international, et ses actes arbitraires à cet égard ne sauraient être légitimés par l'usage immémorial, par la prescription ou par aucun autre titre, quel qu'il soit » ³.

Nous devons faire à cette occasion quelques remarques d'actualité.

Au mois de février, le député belge, M. G. Lorand, après un voyage dans l'Europe sud-orientale, écrivit dans le *Secolo* et le *Journal de Genève* des articles, dont l'idée essentielle était que les alliés ne doivent pas abandonner complètement à la Russie les affaires des Balkans, considérées comme une « chasse réservée » à la diplomatie russe. Malheureusement ce conseil, donné à bon escient et avec une entière franchise, n'a pas eu le don de contenter tout le monde et principalement ceux qui comptent résoudre facilement, par un simple trait de plume, les plus graves problèmes internationaux ⁴. Tout dernièrement M. Hoschiller, à la fin de son étude déjà citée ⁵, en complétant M. Lorand, était encore plus affirmatif. La Russie, disait-il, par l'acquisition de Constantinople, risque de jeter les États balkaniques dans les bras de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et, loin d'arrêter la poussée impérialiste vers le Sud, elle ne fera que la stimuler; certainement, cela ne peut pas être dans l'intérêt de l'Europe et d'autant moins dans celui de la Russie.

Cette question de politique internationale étant étroitement liée à notre sujet, nous tâcherons de compléter ces idées.

Comme le disait une fois le comte de Nesselrode, en affaire il faut savoir à qui parler ⁶. Pour avoir la réponse à

¹ L. Renault, *Introduction à l'étude du droit international*, Paris 1879, p. 6.

² P. Leseur, *Introduction à un cours de droit international public*, Paris, 1893, p. 10.

³ P. Fiore, *Le droit international codifié et sa sanction juridique*, trad. française, Paris, 1911, p. 458.

⁴ Par ex. M. R. Moulin, dans la *Revue hebdomadaire*, 20 mars 1915.

⁵ Voir *supra*, p. 285, n. 1.

⁶ Voir *supra*, p. 187.

la demande de quel côté seront les États de l'Europe sud-orientale dans la guerre actuelle, il faut certainement s'adresser à Pétrograd. C'est en vain qu'on rechercherait la réponse soit dans les capitales de ces États, soit dans l'origine plus ou moins allemande des princes régnants respectifs.

Sans aucun doute, toutes les sympathies de l'opinion de l'Europe sud-orientale vont vers ceux qui proclament la liberté et l'indépendance des petites nations. Mais cela n'est pas tout : la grosse difficulté est là-bas la réalisation de ce noble principe.

Nous avons déjà vu la lutte sans répit des influences qui menacent l'existence des nations de cette partie de l'Europe. Ajoutons simplement ceci : toute tentative qui chercherait à donner un regain de vie à l'une ou l'autre de ces influences est destinée d'avance à échouer et à procurer encore de graves déboires.

Tâchons, à présent, de trouver une solution en admettant que c'en est fait de la domination turque en Europe, une solution capable de donner satisfaction à tous les intérêts légitimes et de respecter tous les droits.

Dès le commencement, nous devons déclarer que la discussion des solutions envisagées par les panslavistes, comme Tatistcheff et A. Stieglitz, qui invoquent la récompense due pour les services rendus par la Russie à la cause de la civilisation chrétienne dans sa lutte contre les Turcs, doit être laissée de côté. A l'époque où nous vivons, avec les idées positives que nous avons des véritables buts de la lutte séculaire russo-turque et des devoirs imposés à un gouvernement quelconque pour pouvoir se poser en défenseur de la civilisation, une telle solution manquerait des fondements nécessaires à toute discussion sérieuse.

La mer Noire étant une mer ouverte, pour les multiples raisons que nous avons exposées, il est tout naturel que le futur régime doit établir une parfaite liberté de passage. Comme le disait M. Clémenceau¹, « si l'on aborde audacieusement la transformation de l'Europe et de l'Asie par l'ouverture du canal de Suez, comment fermer les canaux que l'innocente nature a formés ? ». Ces détroits de Constantinople doivent être, désormais, ouverts à *tous* les navires de *toutes* les nations, en temps de guerre comme en temps de paix.

¹ Voir *L'Homme enchaîné*, 23 février 1915.

Une telle solution ne pourrait être que la neutralisation tant de fois réclamée par de nombreux auteurs même russes¹, mais dont la réalisation était difficile à cause de la présence des Turcs. Cette neutralisation, comme elle fut préconisée par le comte Kamarowski, consisterait dans l'ouverture de tout temps et à tous les bâtiments de toutes les nations, avec interdiction du blocus et de tout acte d'hostilité dans les eaux même des détroits et dans un rayon de trois milles marins. Le même auteur russe indiquait l'interdiction de toute fortification soit dans les détroits, soit dans leur voisinage et une réglementation prévoyante quant au nombre et au temps de stationnement des navires de guerre pour réduire au minimum toute éventualité d'un coup d'audace de la part de n'importe quelle puissance qui voudrait s'emparer du passage². L'éminent professeur russe se déclarant contre les opinions exagérées du publiciste Danilewsky, n'hésitait pas à affirmer que « l'établissement à Constantinople d'une forte puissance militaire qui pourrait à son gré barrer le chemin des détroits, *serait une atteinte à notre droit international contemporain* »³. Cette idée ne fait d'ailleurs que compléter ce que nous avons déjà vu d'après d'autres auteurs⁴. La question d'Orient une fois résolue, du moins dans ses points principaux, disait-il, — et nous devons ajouter qu'aujourd'hui le problème des détroits est le principal point, — les puissances n'auraient plus de prétexte pour faire irruption dans la mer Noire. De là une conclusion d'ordre général : si les puissances sont la famille des peuples civilisés, elles doivent constituer une organisation juridique.

Du moment que la neutralisation est acceptée en principe, une autre difficulté surgit : comment la réaliser ?

Les Russes, gens pratiques et un peu trop dédaigneux des formes, se rappelèrent cette fois encore la formule lancée, en 1871, à Londres, par leur ambassadeur⁵ : passez-nous le fond et, quant à la forme, on s'arrangera...

C'est ainsi que, dans la presse russe, on a commencé à devenir accueillant pour la neutralisation, à condition que la

¹ Voir les études déjà citées de Gigareff, Alexinsky et Kamarowski ; cf. également, le baron Rosen dans le mémoire reproduit par le *Correspondant*, septembre 1913.

² Dans l'étude déjà citée de la *Revue de droit international public*, 1896.

³ *Ibid.*, p. 448.

⁴ Voir ci-dessus, p. 290-291.

⁵ Voir *supra*, p. 241 et n. 2.

Russie soit chargée de l'exécution du traité respectif. Le journal *Rietch*¹, de Pétrograd, disait dans un article : « Avec l'idée de neutralisation, la discussion n'est pas close pour nous... Les formes et les degrés de neutralisation peuvent être extrêmement variés, en commençant par la neutralisation du détroit de Magellan pour finir avec celle du canal de Panama où les Etats-Unis ont le droit d'élever des fortifications justement pour la sécurité du canal. » La conclusion était que le principe de la liberté commerciale pourrait être mis en harmonie avec la souveraineté russe sur les détroits : « si ce problème a été résolu pour le canal de Panama, il n'y a pas de raison de croire que pour le Bosphore et les Dardanelles, il serait résolu avec moins de succès. »

Nous respectons les convictions du journaliste russe, mais pour nous la question est bien simple : une neutralisation sous la souveraineté russe ne serait qu'un leurre.

On a souvent dit que la politique extérieure d'un État est en relation directe de sa politique intérieure, — vérité qui trouve sa confirmation en Russie comme ailleurs. Après le développement de la politique russe en Orient, nous avons non seulement la crainte, mais la certitude, qu'une administration russe aux détroits, instaurée pour le plus grand bien de la Russie, sera fort différente de celle de l'Angleterre au canal de Suez et de celle des États-Unis au Panama.

Pour prouver qu'une neutralisation sous la domination russe ne serait qu'un leurre, il suffit de rappeler la théorie de la souveraineté nationale dans ses rapports à l'intérieur et à l'extérieur. Tandis que, envers ses citoyens, l'État moderne tend de plus en plus à s'humaniser, dans ses relations extérieures l'évolution se produit en sens inverse. La souveraineté nationale de l'État, dans les rapports internationaux, s'accroît de plus en plus et n'admet plus aucun contrôle étranger, car elle veut dire, devant les autres souverainetés, indépendance de l'État respectif. En ce sens le *Rouskoje Slovo*², sans faire de théories juridiques, exprimait une vérité élémentaire : « Le Bosphore et les Dardanelles doivent être sous l'autorité de la Russie qui n'a pas besoin d'un contrôle international pour l'exécution d'un traité garantissant la liberté de la navigation commerciale. Une pareille surveillance diminuerait sa dignité de grande puissance. »

¹ Nous citons d'après le *Corriere della Sera* du 1^{er} avril 1915.

² Voir *supra*, p. 281, n. 2.

Il est bien clair que, devant un acte de la Russie entravant la libre navigation, il serait fort difficile de la rappeler au respect du traité international, mis sous la garde de « son autorité ». Pour mieux faire ressortir cette situation, on n'a qu'à penser à la suspension de la navigation commerciale sous le régime turc, par suite de la pose des mines : c'est le cas mis en évidence par la démarche russo-roumaine à Constantinople, en juin 1914. Les traités internationaux prévoyaient une sorte de neutralisation des détroits, sous l'autorité des Turcs, quant à la navigation commerciale; néanmoins, il était bien difficile de l'imposer à certains moments même aux Turcs, dont la souveraineté nationale était si fréquemment atteinte par l'intervention étrangère.

Combien plus différente serait la situation de l'Europe en général, et des petites nations balkaniques en particulier, devant un abus quelconque de la Russie contre la liberté de la navigation ! Comme on l'a dit avec raison, si la note émanée d'une grande puissance à l'encontre d'un petit État risque souvent de prendre une tendance comminatoire ¹, inversement une nation faible n'osera rien dire en présence des abus d'un voisin fort et peu aimable : il ne lui restera qu'à se taire devant l'arbitraire.

Il résulte, donc, que cette neutralisation ne pourrait être assurée que par un régime international : « des commissions internationales protégeraient en cas de nécessité la liberté de navigation dans ces eaux », disait Kamarowski ². La même opinion est professée par M. Alexinsky ³, qui accentue d'ailleurs qu'une semblable solution découle du fait indiscutable que Constantinople avec les détroits est un centre d'intérêts internationaux.

Il est intéressant de remarquer comment même les Russes qui réclament la possession des détroits, ne font que fournir par leur argumentation des raisons contraires à leurs propres prétentions. Dans l'article, déjà cité, publié par l'organe de l'Association de l'industrie et du commerce russes ⁴, nous trouvons une pareille argumentation : « Tous les compromis, toute remise de la solution à une date ultérieure *feront tout simplement surgir de nouveaux candidats, qui feront valoir*

¹ La dernière note autrichienne à la Serbie en est un exemple.

² *Des causes politiques de guerre*, dans la *Revue de dr. intern. et lég. comp.*, 1888, p. 143.

³ *Op. cit.*, p. 293.

⁴ Voir la *Revue de Paris*, 15 août 1915, p. 784.

leurs droits à la participation dans un problème qui concerne principalement et avant tout la Russie. *Sous Nicolas I^{er} il fallait compter seulement avec quatre grandes puissances (Angleterre, France, Prusse, Autriche), aujourd'hui il faut avoir également en vue l'Italie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie. Faut-il attendre l'époque où, dans la solution de cette question des détroits, seront intéressés les États-Unis d'Amérique et le Japon ?* Les premiers ont déjà des intérêts commerciaux en Turquie. »

L'auteur de l'article semble dire, du moins en apparence et sans se prononcer carrément, que la Russie est assez empressée pour couper court à cette course folle des intérêts internationaux dans la mer Noire, où elle trouve qu'il n'y a place que pour ses intérêts seulement.

La statistique¹ de la navigation pour le port de Constantinople prouve d'une manière assez éloquente le caractère international des intérêts qui s'y rencontrent.

Que l'empire des tsars le veuille ou non, le monde suit son cours : les intérêts internationaux s'entremêlent partout et la solidarité internationale, suspendue par un véritable acte de folie entre les grandes puissances de l'Europe, ne continue pas moins d'exister devant les prétentions et les ambitions de la Russie en Orient !

Ce régime international aux détroits n'est d'ailleurs pas tout à fait étranger à la mer Noire. Une ébauche en ce sens est déjà faite aux bouches du Danube par la commission européenne instituée en vue de garantir la liberté de la navigation contre les empiétements de la Russie d'autrefois. Rien de plus curieux que cette commission, établie d'abord pour deux ans, puis se maintenant toujours à titre provisoire, mais s'impo-

¹ Voici, d'après la *Revue commerciale du Levant*, bulletin mensuel de la Chambre de commerce française à Constantinople, t. XXVIII (1914), p. 300, le pourcentage annuel des principaux pavillons dans la rade de la capitale ottomane, pendant les années 1910-1911 et 1912-1913 correspondant aux années turques 1326 et 1328 :

Anglais	43.5		37.5
Grec	15.3		13.7
Austro-hongrois	9.7		11.3
Russe	6.4		10.-
Ottoman	4.1		6.3
Allemand	3.7		5.1
Français	3.3		4.-
Italien	6.2		2.6
Roumain	1.6		2.4
Belge	1.-		2.-
Norvégien	—		2.-
Hollandais	1.6		1.4

sant par les services rendus et ayant pu célébrer le cinquantenaire de son institution, dit notre éminent maître L. Renault¹. Et il affirme que c'est « une des plus bienfaisantes créations de la diplomatie ».

Va-t-on détruire une pareille œuvre, après qu'elle a prouvé son utilité pour la réalisation du droit international en ce qui touche la navigation fluviale?

Les créations de la diplomatie ont été tant de fois contraires au droit, qu'il serait bien lamentable si les diplomates se mettaient, à la suite de cette guerre, — au moment où il faudra, pour le bien de l'humanité, consolider le droit international et en assurer plus efficacement le respect, — à détruire une œuvre qui correspond admirablement à leur devoir de demain. Pour cette raison, notre conviction profonde est que l'œuvre réalisée aux bouches du Danube doit être consolidée, rendue permanente et élargie.

A quoi bon tous les sacrifices d'aujourd'hui si l'Europe de demain ne doit pas être meilleure que celle d'hier? A quoi bon, si l'arbitraire des uns doit être remplacé par l'arbitraire des autres, plus dangereux encore dans notre cas?

C'est ici que nous devons exprimer le désir que la France, qui a été de tout temps le pays capable de donner dans le monde l'impulsion aux idées libérales et humanitaires, se fasse aujourd'hui de nouveau le champion de la grande œuvre d'organisation juridique en Orient.

Cette idée de neutralisation, étroitement liée à celle d'internationalisation des détroits et canaux maritimes, n'est pas née d'aujourd'hui. Dans les plans des tsars en vue du partage de l'empire ottoman, nous avons tant de fois rencontré la forme sous laquelle un régime de neutralisation était envisagé pour Constantinople et les territoires avoisinants : on disait ville libre. Il y a plus d'un demi-siècle, un Grec, devant le conflit qui réveillait la question d'Orient, s'efforçait d'en trouver la solution et l'indiquait dans une brochure : Constantinople formerait un petit État libre, avec neutralisation des détroits, « libre pour son gouvernement, libre pour son commerce, neutre en cas de guerre² ». Et la même idée a été tant de fois reprise par les publicistes politiques, qu'elle est aujourd'hui le régime naturel pour quiconque veut penser à la solu-

¹ Préface de l'ouvrage de M. G. Demorgny sur la *Question du Danube*, Paris, 1911.

² Dionyse Rattos, *Constantinople ville libre*, Paris, 1860.

tion pacifique de la liberté de navigation. La seule entrave à une telle solution n'est plus, de nos jours, que l'ambition inadmissible de quelque grande puissance, comme disait M. Pinon : « Il faudrait que les grandes puissances renonçassent à tout espoir secret de domination exclusive sur les détroits ¹ ».

Depuis 1910, le problème visant à soustraire au droit commun de la guerre les détroits et canaux maritimes, est entré dans les études de l'Union interparlementaire de la paix. Conformément à la résolution adoptée par la XVI^e conférence tenue à Bruxelles en 1910, la XVIII^e conférence de la Haye, tenue du 3-5 septembre 1913, a entendu le rapport de la commission chargée de l'étude de la question ². Ensuite, elle a chargé la commission de présenter à la prochaine conférence un projet définitif de convention internationale consacrant ceux des principes qui semblent susceptibles d'être adoptés dès à présent par la généralité des États civilisés.

Cette année enfin, dans les derniers jours de juin, à l'occasion de la conférence des nationalités, tenue à l'Ecole des hautes études sociales de Paris, sous la présidence de MM. P.

¹ La mer Noire et les détroits, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1905, p. 823.

² Voici les conclusions du rapport :

I. L'application du régime intégral des conventions concernant le détroit de Magellan et les canaux de Suez et Panama à tous les détroits et canaux interocéaniques présente trop de difficultés pour qu'on puisse d'ores et déjà la prôner comme une solution possible.

II. Il y a pourtant certains principes dans ce domaine qu'on peut considérer comme étant susceptibles d'être adoptés tout de suite par la généralité des États civilisés dans l'intérêt des communications internationales et de la paix mondiale.

Ces principes seraient :

a) La reconnaissance expresse du droit de libre passage des navires de commerce, sans distinction de pavillon, en temps de paix et de guerre dans tous les détroits reliant deux mers non intérieures et dans les canaux interocéaniques proprement dits ;

b) La stricte prohibition du blocus de ces détroits et canaux.

c) L'interdiction de placer des mines ou des torpilles pouvant barrer totalement le passage de ces détroits et canaux et l'obligation de donner avis à la navigation quant au placement des mines et des torpilles dans les eaux territoriales avoisinantes ;

d) L'interdiction d'éteindre, même en temps de guerre, les phares qui balisent le passage de ces détroits et canaux ;

e) La reconnaissance, dans les traités sur les détroits et canaux, de l'emploi de l'arbitrage ou d'autres moyens amiables ou judiciaires pour la solution des litiges relatifs à l'application ou à l'interprétation de ces traités.

III. Certains cas particuliers qui, par leur caractère exceptionnel, constituent un sérieux empêchement à l'adoption de règles générales plus complètes, ont besoin, par leur complexité, d'une étude plus longue et de nouvelles discussions [V. *Union interparlementaire de la paix*, compte-rendu de la XVIII^e conférence tenue à la Haye du 3-5 septembre 1913, Bruxelles, 1914.]

Painlevé et Ch. Seignobos, un des vœux du projet de déclaration des droits des nationalités portait sur l'internationalisation des détroits et canaux maritimes quant à la police, l'aménagement et l'entretien de la route, ainsi que du territoire nécessaire pour assurer la liberté effective de navigation¹.

On a pu dire avec raison : les faibles se réfugient derrière les stipulations des traités collectifs, tandis que les forts préfèrent traiter eux-mêmes leurs affaires. C'est dans ce besoin de la protection des faibles, possible seulement par les traités collectifs, que la société future pourra trouver le moyen d'éviter les violences et d'assurer la souveraineté du droit et de la raison au sein de la société internationale.

Comme le dit Pasquale Fiore : « Pour pouvoir résoudre d'une façon efficace le problème de l'organisation juridique de la société internationale, pour établir ce que chacun peut faire justement et ce qu'il doit s'abstenir de faire, pour réaffirmer le principe de l'équilibre juridique, pour étendre l'idée de la liberté et de l'égalité juridiques, non comme droits territoriaux, mais comme droits internationaux, il faut élargir la conception du droit international en tant que droit de cette grande république sans limite, qui embrasse tous les êtres unis par les limites de l'humanité et de la civilisation. Il faut, par conséquent, rechercher et déterminer, non seulement les droits des États, mais ceux de tous les êtres qui font partie de la société internationale, pour opposer ainsi une force rationnelle de résistance à l'omnipotence de la politique et de l'arbitraire des États². »

Quel progrès remarquable aura réalisé le droit international le jour où la commission européenne du Danube deviendra un organisme international, placé sous la garantie de toutes les puissances faisant partie de la société internationale ! Cet organisme, tout en conservant son rôle aux bouches du Danube, pourrait alors prendre possession des détroits de la mer Noire en vue d'assurer le respect de la libre navigation pour tous les pavillons.

¹ Art. VI, *internationalisation* : « Les mers, détroits et canaux maritimes sont libres et neutres. Ils sont soumis, quant à la police, l'aménagement et l'entretien, au régime de l'internationalisation. Ce régime s'applique aussi à certaines parties de territoire nécessaires pour leur assurer la liberté effective ainsi qu'aux ports internationaux de fait, qu'il serait dangereux de livrer à la domination d'un État unique. » [V. les *Annales des nationalités*, Nos 7-8 de juillet-août 1915.]

² *Op. cit.*, 52-53.

Plus tard, quand l'occasion se présentera, le même organisme pourrait voir s'agrandir ses attributions sur d'autres points, qui, de par leur nature, touchent aux intérêts internationaux. Ainsi, une des causes de guerre en Europe et dans le monde, la rencontre des intérêts divergents sur un point donné du globe, disparaîtrait sans doute et l'humanité aurait beaucoup moins de chance d'assister à des conflits comme celui qui se déchaîne de nos jours.

Si les États de l'Europe sud-orientale réussissent, et nous en avons la conviction, à établir un pareil système pour la mer Noire, le droit international aura réalisé un remarquable progrès après cette guerre.

Les petits États donneront ainsi, encore une fois, la preuve indiscutable de la nécessité de leur existence, tant pour l'équilibre politique entre les grandes puissances que pour la réalisation du droit au sein de la société internationale.

Une fois de plus, le droit de la force, si fréquemment proclamé par les théoriciens des abus des grandes puissances, aura subi un coup sensible et le droit, tout simplement, aura remporté une nouvelle et éclatante victoire.

Vu par le Président,
L. RENAULT

Vu par le Doyen,
F. LARNAUDE

VU

ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Des noms géographiques anciens avec leur identification moderne, ainsi que d'autres courtes notices géographiques.)

Abydos, Nogara-Bouroun, sur les Dardanelles, dans l'Asie Mineure. C'est le point le plus sûr pour garantir Constantinople contre toute invasion navale de la Méditerranée grâce à l'étranglement que forme là le détroit. A cet endroit Xerxès fit construire son fameux pont et c'est aussi là que débarqua Alexandre au moment de sa campagne contre les Perses. Enfin, Abydos avec Sestos, qui se trouve vis-à-vis, sur la côte d'Europe, fut le théâtre de l'aventure de Héro et Léandre. Plus tard, lord Byron tint à passer lui aussi le détroit à la nage.

Akkermân, que les Italiens dénommaient Moncastro, les Roumains Cetatea Alba, les Russes Biograd.

Amasia, Amasieh, dans l'Anatolie, patrie de Strabon.

Avlona, Valona.

Baktchi-Sérat, c'est-à-dire le palais des jardins, capitale des anciens Khans de Crimée, à 30 km. au N. de Sébastopol.

Balaklava, anciennement la colonie grecque de Palakion.

Blanche(mer), la Méditerranée, d'après le nom respectif en arabe et en grec et qui veut dire la belle mer par opposition à la mer Noire, la mauvaise mer.

Caffa, ancienne colonie de Milet et qui portait le nom de Théodosie.

Chersonèse (Cimbrique), une partie du Danemark, le Schleswig-Holstein et le Jutland.

Chersonèse (de Thrace), la presqu'île de Gallipoli.

Chersonèse (taurique), la Crimée.

Colchide, la Mingrélie russe, sur la côte orientale de la mer Noire.

Dardanie, territoires de l'Asie Mineure, du côté des Dardanelles, où se trouvait l'ancienne Troade.

Drina (rivière), dans l'Albanie, l'ancien sandjak de Scutari, est formée

de la jonction des deux cours d'eau, le Drin blanc et le Drin noir. Il se jette à l'Adriatique, au-dessous d'Allesio, dans le golfe du même nom.

Faltschi, petite ville sur le Pruth en Roumanie.

Héraclée, du nom grec d'Hercule, est le nom commun à un grand nombre de villes anciennes qu'on supposait fondées par Hercule. Dans notre travail il est question d'Héraclée de Thrace ou Périnthe, près de Constantinople, sur la Propontide. Elle fut le séjour d'Alcibiade dans son second exil. Son nom actuel est Erekli.

Hermos ou Hermus, fleuve fertilisant autrefois et auquel Virgile donna l'épithète de *auro torbidus*. Aujourd'hui ce maigre ruisseau de l'Asie Mineure, se jetant dans l'Egée, pas loin de Smyrne, s'appelle Sarabat ou Kedous.

Hiéron, détroit et cap à 20 km. au N.-E. de Constantinople. Au pied du cap s'élève le port moderne et le village d'Anadoli Kawak, en face du Roumili Kawak sur la côte d'Europe.

Ida (mont), Kas-Dâgh de l'Anatolie, dominant les champs où fut Troie.

Ismail, -a, Ismaïl en Bessarabie, sur la rive gauche du Danube, près de son embouchure.

Kagoul, dans la partie méridionale de la Bessarabie.

Kinbourn, v. et forteresse de la Russie méridionale, située sur une langue de terre à l'embouchure du Dnieper.

Kiptchak ou Kaptchak était le nom donné au moyen âge aux pays occupés par les Cumans entre l'Oural et l'Aluta (Oltul). Les Tatares formèrent ensuite un grand empire et l'agrandirent au N.-E. aux dépens des Russes, l'empire de Kaptchak,

- dénommé aussi la Horde d'or, la Grande Horde. Vers la fin du XV^e siècle cet empire était partagé en cinq khanats.
- Krotzka* ou *Krotzka*, *Stolqatž* en serbe, à 15 km. à l'Ouest de Semendria.
- Magnésie*, Manissa ou Manser, de la province Aidin d'Anatolie.
- Malvoisie*, Monemvasia, autrefois Napoli di Malvasia, dans le Péloponèse grec.
- Mangoup*, dans la Russie méridionale, gouvernement de Tauride.
- Naples* (de Romanie), Nauplie, dans le Péloponèse grec.
- Négrepont*, dénomination italienne d'Eubée.
- Nicée*, Isnik, à 83 km. de Brousse, à l'extrémité orientale d'un petit lac, Isnik Gheul, qui se déverse dans un autre golfe de la Marmara.
- Nicomédie*, Ismid, à 96 km. au N.-E. de Brousse, située au fond d'un golfe de la Marmara.
- Nogaïs*, branche de Tatares qui sont répandus au N. du Caucase, sur la rive gauche du Kouban, dans la steppe de Crimée et jusque vers le Danube. Ils sont mahométans et vivent en tribus, les unes nomades, les autres agriculteurs.
- Oczakow* ou *Otchakow*, ville forte dans le Kherson (Russie), située sur l'un des rivages de la large embouchure du Dnieper, dans le voisinage de l'antique colonie milésienne d'Olbia.
- Or*, v. *Pérékep*.
- Palus-Méotide*, ancienne dénomination de la mer d'Azof.
- Paphlagonie*, contrée d'Asie Mineure sur la côte méridionale de la mer Noire et correspondant à la Cappadoce et à la Phrygie.
- Pérékop*, ville au fond du golfe et sur l'isthme de même nom, qui unit la Crimée au continent.
- Phasis* (fleuve), Rion, dans le gouvernement de Kutaïs, Transcaucasie.
- Phasis* (ville), Poti, à l'embouchure du Rion.
- Romanie*, les territoires correspondant en quelque sorte à la Turquie d'Europe dénommée Roumélie par les Turcs au temps où les États de nos jours n'étaient pas encore constitués.
- Samastro*, v. Amasia.
- Sestos*, Bovall-Kaléssi, sur la côte européenne des Dardanelles, fut un point très convoité par Athènes et Sparte au cours de leurs rivalités. Il perdit de son importance à l'époque romaine lorsque Gallipoli devint le principal point de passage vers l'Asie Mineure.
- Sigée*, promontoire, au N.-O. de la Troade, à l'entrée asiatique de l'Hellespont où s'élevait jusqu'à la guerre actuelle le fort de Koum-Kaléh.
- Soldaja*, colonie italienne sur la côte septentrionale de la mer Noire, aujourd'hui Soudagh et encore Soudak, dans le gouvernement de Tauride, Russie.
- Taganrog*, dans la Russie méridionale, port sur la mer d'Azof.
- Tana*, à l'embouchure du Don. Au temps de la Grèce ancienne son nom était Tanaïs.
- Tanaïs* (fleuve), Don.
- Thessalonique*, Salonique.
- Troade*, v. Dardanie.
- Vénétie*, la région N.-E. de l'Italie, d'après le nom de ses premiers habitants, les Vénètes.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	pag. V.
-----------------------	---------

PREMIÈRE PARTIE

L'ANTIQUITÉ ET LE MOYEN AGE

Les légendes, les exploits et les guerres qui ont trait aux détroits.

Le héros Hercule et les générations suivantes, p. 1. — La légende et l'histoire concernant les premiers passages à travers les détroits de la mer Noire, 2. — Fondation des colonies grecques du Pont-Euxin, 5. — Premiers conflits pour la possession des détroits et la lutte de suprématie entre Athènes et Sparte, 7. — L'importance des détroits pendant les époques troublées et ensuite lorsque Byzance devint la capitale de l'Orient, 8. — L'œuvre politique d'Héraclius et ses mécomptes, 10. — Le premier contact de la Russie avec Constantinople, 12. — Les Italiens en Orient : jalousie et luttes entre les républiques italiennes pour l'influence à Byzance, 13. — A l'occasion des croisades, Venise pose les fondements de sa grandeur orientale, 20. — Ensuite, maîtresse des détroits, elle prédomine dans la mer Noire et impose sa loi à ses concurrentes, 22. — Renversement de l'empire latin : Venise est remplacée par Gênes aux détroits et dans la mer Noire, 24. — Les guerres vénéto-génoises pour l'Orient, 28. — Fermeture de la mer Noire aux navires de guerre vénitiens, 29. — Les Catalans à Gallipoli et la lutte pour les en expulser, 30. — Gênes et Venise se réconcilient un instant par suite de leurs conflits avec les Tatares de Crimée, 31. — Les Génois considèrent alors la mer Noire comme leur propriété et déclenchent une nouvelle guerre avec Venise, 32. — La paix de Milan rétablit la libre navigation vers et dans la mer Noire, 33. — Conclusion de la première partie, 34.

DEUXIÈME PARTIE

LES TURCS AUX DÉTROITS ET LA FERMETURE DE LA MER NOIRE

L'attitude des républiques italiennes devant les envahisseurs musulmans.

Les Turcs : leur origine obscure et leur apparition imposante dans l'histoire, 35. — Recul de l'empire byzantin devant les Ottomans, 36. — Les troubles intérieurs engagent les empereurs de Byzance à en appeler non seulement aux Italiens, mais également aux Turcs, 37. — Les sultans aux détroits : après s'être emparés de Gallipoli, ils poussent leur domination dans la presqu'île des Balkans, 38. — La première expédition à Gallipoli contre les Turcs, 39. — Malgré l'évidence du danger commun, la rivalité continue entre Gênes, Venise et Byzance : un premier essai de neutralisation à l'entrée des Dardanelles, 40. — L'écrasement des nations balkaniques et l'appel à l'Europe occidentale, 41.

Une première „ligue“ entre Gênes, Venise et Byzance peut fermer la sortie des détroits aux Turcs, 43. — Elle est de nouveau fermée, en 1444, aux navires de guerre turcs, cette fois par Venise seulement; la république de Saint-Marc est seule à tenir tête aux Ottomans et à leur barrer l'accès de la Méditerranée, 44. — La prise de Constantinople par les Turcs leur ouvrira les Dardanelles : Venise et Gênes, ainsi que l'Occident, prennent trop tard conscience de leurs intérêts, 48.

Les Turcs ferment la mer Noire et s'emparent de tous ses rivages, 51. — Les Roumains sont les derniers à opposer une résistance sur ses côtes au conquérant de Constantinople, mais ils succombent devant son successeur, Bayezid II, 54. — La mer Noire devient ainsi véritablement un lac turc, 61. — L'état politique de l'Europe pendant la turquification de la mer Noire, 62. — Les républiques italiennes sont les premières à subir les conséquences de leur imprévoyance, 63. — Les puissances occidentales s'accoutument rapidement avec les infidèles : la série des capitulations, 64. — Ruine du commerce génois en Orient, 66. — Premières relations russo-turques, 67.

La France en Orient, 68. — L'empire ottoman devint une carte dans les combinaisons politiques de François Ier, 69. — L'alliance franco-turque et les premières capitulations accordées à la France, 70. — Les conséquences de la politique orientale française pour Venise, 72. — Variations dans l'amitié franco-turque. La suprématie du pavillon français dans le Levant, 73.

L'Angleterre en Orient, 74. — Pourquoi de si fréquents renouvellements de capitulations ? 75. — La course aux capitulations entre la France, l'Angleterre et la Hollande, 76. — L'Angleterre acquiert au XVIII^e siècle la première place dans le Levant, 83.

TROISIÈME PARTIE

L'APPARITION DES RUSSES DEVANT BYZANCE MUSULMANE

L'attitude hostile des puissances européennes et la politique du « statu quo ».

Introduction. Les premières relations des barbares du Nord avec la métropole de l'Orient, 85. — La Russie sous la domination tatare. La chute de Constantinople et l'impression qu'elle cause parmi les Russes : origine de la prétendue politique de libération, 87. — L'amitié russo-turque et ses premiers froissements, 88.

CHAPITRE PREMIER

Les débuts de la politique russe en Orient.

Invitations européennes à la Russie de libérer les chrétiens en Orient : les réserves du tsar Féodor et de Boris Godunoff, 90. — La politique des premiers Romanof, 91. — L'amitié avec l'Autriche et la première „Sainte-Alliance“ dirigée contre les Turcs, 93. — Pierre le Grand sur le trône, 95.

Paix de Carlowitz. Les moyens et les résultats, 96. — Son importance au point de vue de la politique orientale, 97. — Les débuts de l'hostilité des puissances maritimes envers la Russie et l'arrivée des premiers ambassadeurs russes à Constantinople, 98. — Accentuation de la rivalité russo-turque, 104. — Les hésitations de la Turquie et la consolidation de la Russie, 106. — La politique russe de libération se précise et se développe, 107. — Une première défaite de la Russie entraîne son éloignement des côtes de la mer Noire, 108.

Paix de Passarowitz. L'imprudence de la Turquie : l'Autriche saisit l'occasion pour accentuer son rôle en Orient, 109. — Rapprochement russo-turc et action divergente de la diplomatie franco-anglaise à Constantinople, 110. — Russes et Turcs devant les affaires de Pologne et de Perse, 111. — La fin de l'amitié franco-russe et le début du système d'alliance entre les puissances du Nord, 112. — Conflits internationaux pour les affaires de Pologne et de Perse, 113.

Paix de Belgrade. Les circonstances qui déchainèrent la guerre russo-turque, 114. — L'appel des Turcs à l'Europe et l'attitude des différentes puissances, 117. — L'Autriche, déjà liée à la Russie, se décide enfin à la guerre contre les Turcs, 118. — Les négociations de la paix : la Turquie sauvée par la médiation française, 119. — Malgré cela, la France ne peut obtenir la navigation dans la mer Noire, 122.

CHAPITRE II

Les succès de la politique russe durant les complications internationales.

Pendant un quart de siècle d'autres événements de la politique internationale laissent sommeiller la question orientale, 123.

Paix de Koutchouk-Kaïnardji. L'avènement de la grande Catherine, 125. — Ses agissements parmi les chrétiens des Balkans déchaîne une nouvelle guerre avec la Turquie, 126. — La première flotte russe devant les Dardanelles, 128. — L'intervention de l'Autriche et de la Prusse au moment de la paix : le partage de la Pologne, un épilogue de la médiation européenne, 130. — La mer Noire est ouverte pour la première fois à la navigation étrangère, 133. — Autres dispositions du traité de Kaïnardji, 134. — Projets de partage de l'empire ottoman : l'Autriche et la Russie ne peuvent se mettre d'accord, 135. — La navigation de la mer Noire est accordée à l'Autriche comme elle l'avait été à la Russie, 138.

Paix de Jassy. Une nouvelle guerre russo-turque et le changement de la politique anglaise en Orient, 139. — La première bataille navale russo-turque dans la mer Noire, 141. — La Révolution française facilite les entreprises russes en Orient, 142.

Variations de la politique russe envers la Turquie. Paul I^{er} abandonne la politique des partages : les raisons et les avantages de cet abandon, 143. — L'expédition française en Egypte, le rapprochement anglo-russe et la première guerre franco-turque, 144. — La flotte de guerre russe obtient le passage des détroits, 145. — Fin de la coalition anti-française, 146. — La Russie revient à la politique des partages : mémoire du comte Rostopchine et alliance franco-russe contre l'Angleterre, 147. — Alexandre I^{er}, successeur de Paul I^{er}, revient à l'amitié anglaise et abandonne de nouveau la politique des partages envers la Turquie, 149. — Mémoire du comte Kotchoubey, 150. — Avantage de la nouvelle politique russe : passage des bâtiments de guerre russes à travers les détroits, 151. — Cet avantage fut de courte durée par suite d'un nouveau rapprochement franco-turc, 152. — L'Angleterre et l'emprise française en Turquie : un coup manqué de la flotte anglaise contre Constantinople, 154. — Napoléon et Alexandre : le tsar champion de l'indépendance de l'Europe, 155. — L'entrevue de Tilsitt et le nouveau changement de la politique russe, 156. — La Russie, à la veille de s'assurer la domination orientale, perd l'occasion par suite de son manque de modération, 157.

CHAPITRE III

L'Europe devant la Russie.

I. Premières atteintes portées à la souveraineté turque aux détroits.

Paix anglo-turque et convention de 1809 : l'Angleterre pose les fondements de son droit d'intervention dans le problème des détroits, 163. — Paix russo-turque. Politique d'Alexandre après le congrès de Vienne, 165.

— Le tsar Nicolas I^{er}: sa politique orientale, 167. — Une nouvelle guerre russo-turque aboutit à la paix d'Andrinople et à l'abolition des dernières entraves à la navigation commerciale de la Mer Noire, 168. — Le plan arrêté par le comité secret de l'empire sous Nicolas I^{er} et le retour habile de la Russie à la politique d'amitié envers la Turquie, 169. — L'insurrection d'Egypte décide la Turquie à en appeler au tsar de même qu'autrefois Byzance avait demandé l'appui des sultans, 174. — Reconstitution du concert européen devant la Russie, 179. — Elle s'était faite trop tard : la surprise du traité russo-turc d'Unkiar-Iskélessi, 180. — L'intervention pacifique du prince de Metternich et la convention de Münchengrätz, 183.

II. *La convention des détroits (1841).*

La question d'Orient est réveillée par le second conflit turco-égyptien, 184. — Attitude des différentes puissances, 185. — Lutte diplomatique franco-russe et rapprochement russo-anglais, 186. — L'accord des puissances pour l'intervention en Egypte se fait en dehors de la France, 191. — Cette dernière rentre plus tard dans le concert européen, 194. — Règlement de la question égyptienne et signature de la convention internationale concernant les détroits, 195.

III. *Le congrès de Paris (1856).*

Evolution de la politique européenne dans la question d'Orient : la Turquie sous la protection collective ; évolution parallèle de la politique russe : on poursuit l'entente avec l'Angleterre, 197. — Ouvertures du tsar Nicolas I^{er} à l'ambassadeur anglais et affaire des Lieux-Saints, 199. — La Russie déchaîne la guerre de Crimée, 206. — L'attitude des puissances germaniques, 210. — L'action en faveur de la paix : les „ quatre points ”, 211. — Les délibérations de Vienne, 213. — Après une suspension, elles sont reprises avec plus de suite, 216. — La Russie se débat entre les formules *mare apertum* et *mare clausum*, 217. — Rupture des négociations menées à Vienne, 218. — La Russie est forcée d'entrer en composition, 220. — Le traité de Paris : neutralisation de la mer Noire et ses défauts, 221.

IV. *La conférence de Londres (1871).*

La Russie « se recueille », 225. — Coup d'œil sur la politique internationale, 226. — La guerre franco-allemande offre à la Russie l'occasion d'imposer à l'Europe la revision du traité de Paris, 227. — Le geste russe et le respect dû aux traités, 233. — L'arrangement de Londres donne satisfaction à l'Europe pour la forme et à la Russie pour le fond, 236.

V. *Le congrès de Berlin (1878).*

Le principe des nationalités, le mouvement panslaviste et les variations de la politique russe, 241. — L'insurrection chrétienne en Turquie et l'accord de Reichstadt, 244. — Les causes qui décidèrent la Russie à déclarer la guerre aux Turcs, 245. — La coopération roumaine. Réserves formulées par l'Angleterre, 246. — Mémoire de Nélidov : point de vue russe dans la question des détroits, 247. — La Russie essaie de mettre l'Europe en présence des faits accomplis, 248. — L'Angleterre réussit d'empêcher l'entrée de l'armée russe à Constantinople, 249. — La paix de San-Stefano, 250. — L'intervention européenne amène la Russie au congrès de Berlin, 251. — La question des détroits ne reçoit aucune solution à ce congrès, 253. — La divergence russo-anglaise sur l'interprétation du traité de Londres, 254.

VI. *Le régime des détroits depuis 1878 à nos jours.*

Les deux points de vue, russe et anglais : chacune des deux puissances interprète la fermeture des détroits au mieux de ses intérêts, 255. — Enumération des quelques cas où ces interprétations se sont manifestées et les solutions successives qui intervinrent, 258. — La démarche russo-roumaine à Constantinople du 21 juin 1914, 268.

QUATRIÈME PARTIE

LA GUERRE ET LE FUTUR RÉGIME DES DÉTROITS

Une conclusion générale conduisant à une solution rationnelle.

Les leçons du passé. — Si la maîtrise d'un seul État sur les détroits a lieu, celui-ci est toujours tenté d'abuser de sa situation. — Coup d'œil sur la question jusqu'à la chute de Constantinople. — Après 1453, les Russes se posent en successeurs de l'empire byzantin et, au déclin de l'empire ottoman, commencent leur descente vers Constantinople. — L'avance russe est arrêtée définitivement aux bouches du Danube, au début du XIX^e siècle, par les grandes puissances héritières des républiques italiennes en Orient. — Ces puissances vont-elles-mêmes détruire leur propre création dans l'équilibre oriental? — La solidarité européenne devant la politique de libération russe en Orient. — A cette solidarité, la Russie oppose le *statu quo*, accepte Constantinople ville libre ou réclame nettement les détroits, comme au temps des guerres napoléoniennes, ainsi que pendant la conflagration actuelle. — La Russie semble obtenir cette fois pleine et entière satisfaction de la part de ses alliées : l'interview de M. Sazonof 274-277

La mer Noire ne peut être la mer russe. — Les déclarations du ministre russe des affaires étrangères sont insoutenables pour des raisons de fait et de droit. — Pourquoi la Baltique ne serait-elle pas également une mer russe? — L'importance de la mer Noire pour les peuples de l'Europe sud-orientale. 278-280

Les détroits ne doivent pas appartenir à la Russie. — Une pareille domination inspire des craintes justifiées aux peuples balkaniques. — La statistique prouve que la Roumanie est beaucoup plus intéressée que la Russie à la liberté de navigation à travers les détroits. — Véritable raison économique des desiderata russes dans cette question : la conquête industrielle des Balkans. — Par la russification des détroits on poursuit plutôt un but politique : l'assujettissement de la presqu'île balkanique. — Un indice de la presse russe dans ce sens. — La politique des États balkaniques et la question du Bosphore et des Dardanelles. 284-291

La seule solution satisfaisante, si les Turcs repassaient en Asie : Neutralisation des détroits. — Elle ne pourrait être confiée à la Russie. — Seul un organisme international serait capable d'assurer une véritable neutralisation. — Un pareil organisme n'est pas tout à fait étranger à la mer Noire. — Il est conforme au droit international et en état de supprimer une cause permanente de guerres en Orient. 292-300

INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES 304

